lunel
www.lunel.com

métamorphose
lunel 2030
S'ouvrir sur l'extérieur

Procès-verbal

Conseil Municipal

Jeudi 14 décembre 2023

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DÉCEMBRE 2023

L'an deux mille vingt trois et le quatorze décembre, à dix sept heures, le conseil municipal de la ville de Lunel, dûment convoqué le 8 décembre, s'est réuni en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SOUJOL, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :
Mme GOUGEON 2° Adjoint – M. CRÉCHET 3° Adjoint – Mme MICHEL 4° Adjoint – Mme MOKADDEM 6° Adjoint – M. GRASSET 7° Adjoint – Mme POLERI 8° Adjoint – Mme THOMAS 10° Adjoint – M. HERMABESSIÈRE – M. BERTHET – Mme RÉGNIER – M. P. CHABERT – Mme BONFILS – Mme PAPAÏX – Mme DALLE – M. BENIATTOU – M. DOMENECH – M. SBAAÏ – Mme EL AZZOUZI (Arrivée à 14 h 15 pendant la question n° 1.1) M. WEBER – Mme AUTIER – M. BARBATO – Mme LEMAIRE – Mme HUGO – Mme GIMENEZ Mme PLANE – Mme BUFFET Conseillers Municipaux.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :
M. DALLE par M. SOUJOL.
M. ALIBERT par Mme DALLE.
M. GALKA par M. CRÉCHET.
Mme THOMAS par M. BERTHET.
Mme MOREL-SAVORNIN par Mme GOUGEON.
Mme RAZIGADE par Mme LEMAIRE.
M. C. CHABERT par Mme PLANE.

ABSENTS :
Mme DERDOUR.

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint, le conseil peut donc valablement délibérer.

Mme GOUGEON est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

Ordre du jour :

0 - ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 NOVEMBRE 2023

1 – ADMINISTRATION GENERALE
1.1 – Rapport des représentants de l'assemblée spéciale des collectivités territoriales au conseil d'administration de la SEM locale BRL – exercice 2022
1.2 – Dérogation municipale au principe du repos dominical des salariés
1.3 – Renouvellement de la convention relative à la mise en œuvre du forfait post –stationnement.

2 - RESSOURCES HUMAINES
2.1 – Convention de mise à disposition du personnel communal auprès du SDIS 34 – Pompiers volontaires
2.2 – Actualisation des indemnités de mission du personnel communal et des élus locaux
2.3 - Transfert de personnel à la Communauté d'Agglomération
2.4 – Opération de recensement de la population

3 - COMMANDE PUBLIQUE ET ASSURANCES
3.1 – Contrat d'assurance risques statutaires – Avenant n° 1
3.2 – Fourniture et pose d'une micro-crèche modulaire à ossature bois « Clé en main » – Avenant n° 3

3.3 – Contrat de performance énergétique du centre nautique Aqualuna – Avenant n° 2 de résiliation
3.4 – Convention de partenariat financier entre la commune de Lunel et la Communauté de Communes du Pays de Lunel (CCPL) relative à la mutualisation des coûts de prestations pour l'organisation de la soirée des vœux à la population 2024
3.5 – Stationnement payant sur voirie – Détermination de la grille tarifaire et du forfait post-stationnement (FPS) applicables à compter du 1er janvier 2024
3.6 – Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant – Avenant n°4
3.7 – Délégation de service public des spectacles taurins, équins et vivants – Avenant n° 4
3.8 – Travaux de désimperméabilisation et de végétalisation de 13 cours d'écoles - Avenant n°3 au lot n° 1

4 - AMÉNAGEMENT, URBANISME ET RENOUVELLEMENT URBAIN
4.1 – Avenant n° 2 de projet à la convention cadre pluriannuelle Action cœur de ville – Opération de revitalisation du territoire 2023-2026
4.2 Convention de servitude au profit de la société BRL sur la parcelle H 792 sur le territoire de la commune de Marsillargues pour le passage d'une canalisation d'eau

5 - SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE
5.1 – Projet ERASMUS + « ouverture à l'autre et à l'ailleurs : sensibilisation à la culture espagnole »
5.2 – Contrat de co-organisation de l'évènement Japan Tsuki entre la ville de Lunel et l'association GEEK EVENT

6 - VIE SCOLAIRE, PETITE ENFANCE
6.1 – Convention de partenariat en faveur de la mission de sensibilisation de désimperméabilisation des cours d'écoles « Cours d'eau et de nature » - année scolaire 2023-2024 ;
6.2 – Mutualisation des services dans le cadre des activités enfance avec la Communauté de Communes du Pays de Lunel
6.3 – Cité Éducative : attribution des subventions pour l'année scolaire 2023/2024
6.4 – Attribution de la subvention 2024 à la Caisse des Écoles

7 – FINANCES
7.1 – Budget Principal : Décision modificative n° 2
7.2 – Budget Assainissement : Décision modificative n° 2
7.3 – Modification de l'autorisation de programme/crédits de paiement (AP/CP) pour l'agrandissement et la modernisation de la station d'épuration
7.4 – Budget Principal : Autorisation d'ouverture anticipée des crédits budgétaires de l'exercice 2024 pour la section d'investissement
7.5 – Approbation de l'opération de requalification du cours Gabriel-Péri et du plan de financement Demande de subvention auprès de la Région Occitanie, de l'État et de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse
7.6 – Redevances eau et assainissement 2024
7.7 - Clôture des budgets annexes eau et assainissement de la commune de Lunel
7.8 – Création des budgets annexes M49 « Eau » et « Assainissement » relatifs à la convention de délégation de compétences de l'eau et de l'assainissement de la commune de Lunel
7.9 – Budget assainissement - Autorisation d'ouverture anticipée des crédits budgétaires de l'exercice 2024 pour la section d'investissement
7.10 – Budget eau - Autorisation d'ouverture anticipée des crédits budgétaires de l'exercice 2024 pour la section d'investissement
7.11 – Actualisation des tarifs 2024 – Droit d'occupation du Domaine Public
7.12 – Actualisation des tarifs 2024 – Cimetières
7.13 – Actualisation des tarifs 2024 – Équipements sportifs
7.14 – Actualisation des tarifs 2024 – Activités jeunesse
7.15– Actualisation des tarifs 2024 – Affaires sociales

7.16 – Actualisation tarifs 2024 - Régie Location de Matériel
7.17 – Actualisation des tarifs 2024 – Accueils de Loisirs Périscolaires
7.18 – Actualisation tarifs 2024 – Location parcelle francs bords du Canal
7.19 - Actualisation des tarifs 2024 – Location des salles municipales
7.20 - Actualisation des tarifs 2024 – Billetterie de spectacles

8 – <u>COMMUNICATION DES ACTES</u>
8.1 - Communication décisions municipales
8.2 - Communication des arrêtés relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières

0 – <u>ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 NOVEMBRE 2023</u>

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le compte rendu du conseil municipal du mercredi 8 novembre 2023.

M. BARBATO fait remarquer que l'ordre du jour n'a pas été adopté.

Monsieur le Maire répond que ce n'est pas une obligation.

M. BARBATO s'interroge car le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) n'est pas inscrit à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit d'une question administrative et précise que la mise en place de la M57 engendre du retard.

M. CRÉCHET souligne que les masses financières pour 2024 sont connues aussi bien en recettes qu'en dépenses. Nous aurions pu sans problème avoir ce débat, la difficulté est que cela représente un travail extrêmement conséquent au niveau de la réalisation des maquettes du Budget Primitif pour la retranscription des comptes de la M14 à la M57. Il rappelle que nous avions à la mairie de Lunel 9 000 comptes existants dont environ 3 000 comptes actifs par nature et par fonction qu'il faut retranscrire dans la nouvelle nomenclature. Nous espérions que les prestataires qui nous accompagnent l'auraient exécuté automatiquement par transcription numérique mais ce n'est pas possible. Il faut reprendre quasiment chacun des comptes pour analyser leur contenu et les traduire dans la nouvelle nomenclature comptable. Nous ne sommes pas sûrs de terminer pour le prochain conseil du mois de février. Cela nous obligerait à reporter le débat sur le Budget Primitif au conseil municipal suivant et les délais réglementaires entre le DOB et le Budget Primitif ne seraient pas respectés d'où l'obligation pour les raisons exposées de ne pas excéder ce délai de deux mois entre le DOB et le Budget Primitif et de reporter au conseil municipal de février les orientations budgétaires et au conseil suivant le Budget Primitif.

M. BARBATO remercie M. CRÉCHET pour ces explications et indique qu'une ville comme Sète a présenté son DOB en décembre car ils ont été prévoyants. Il constate que Sète qui est une ville conséquente, avec de nombreuses affaires, a réussi à présenter un DOB à temps à leur conseil municipal en décembre. Dans notre cas 3 mois se seront écoulés en 2024.

Monsieur le Maire souligne que ce n'est pas une première car cela s'est déjà produit par le passé. Il indique qu'administrativement il n'y a aucune interdiction, tout est réglementaire et de nombreuses collectivités auront du retard.

M. BARBATO note que cela sera voté en 2024.

M. CRÉCHET indique qu'il s'agit d'une mesure de précaution.

M. BARBATO : Et à Sète ?

M. CRÉCHET répond qu'il est possible d'être prêts pour le mois de février afin de présenter le Budget Primitif avec l'ensemble des maquettes afférentes mais il préfère ne pas prendre le risque car si on se retrouve dans la situation de présenter un Budget Primitif sans les maquettes cela pourrait être un moyen d'annulation de la délibération et en toute logique et à juste titre vous auriez protesté contre une présentation incomplète. Nous respectons les délais légaux puisque nous avons jusqu'au 15 avril pour voter le Budget Primitif. Il ne sait pas comment Sète est organisée mais outre ce travail de retranscription nous en profitons pour « faire du ménage ». Il a évoqué 9 000 comptes, nous sommes revenus à 2 800 et nous allons agréger encore pour simplifier la lecture du Budget Primitif ce qui va faciliter la vie de chacun y compris aux services administratifs.

1 – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1.1 - RAPPORT DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SEM LOCALE BRL – EXERCICE 2022

Rapporteur : M. GRASSET.

Annexe : Rapport

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 dite loi "3DS" modifie l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et prévoit notamment que *"les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance."*

Ces dispositions ont été précisées par le décret n°2022-1406 du 4 novembre 2022 relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L.1524.5 du Code général des collectivités territoriales.

Il est demandé au Conseil de prendre acte de la présentation du rapport.

Rapport des représentants de l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales au Conseil d'administration de la SEM locale BRL

Exercice 2022

Etabli par :

- Département des Pyrénées Orientales, représenté par Nicolas GARCIA
- Département de la Lozère, représenté par Rémi ANDRE

Présenté à l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales de BRL
du 27 juin 2023

SOMMAIRE

1. Vie et fonctionnement de BRL 2
1.1 Présentation générale 3
1.1.1 Présentation de BRL 3
1.1.2 Rappel de l'historique de BRL 3
1.1.3 Objet social de BRL 5
1.1.4 Domaines d'activités de BRL 5
1.1.5 Adresse du siège social 7
1.1.6 Nombre de salariés au 31/12/2022 7
1.1.7 Capital social de BRL au 31/12/2022 8
1.1.8 Organisation de la gouvernance de BRL 8
1.1.9 Noms des Président, Directeur général et administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale actionnaire, au 31/12/2022 8
1.1.10 Principales activités et opérations de l'année écoulée 9
1.1.11 Perspectives de développement de BRL 10
1.2 Engagements pris 12
1.2.1 Etats des relations entre les collectivités territoriales et le Groupe BRL 12
1.2.2 Modifications statutaires 24
1.2.3 Actionnariat 26
1.2.4 Participations 34
1.3 Risques et modalités de contrôle 38
1.3.1 Principaux risques et incertitudes 38
1.3.2 Procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité 40
1.3.3 Contrôles dont font l'objet les sociétés du Groupe BRL au 31/12/2022 42
1.3.4 Contrôle analogue 43
1.4 Gouvernance 43
1.4.1 Bilan de la gouvernance des élus 43
1.4.2 Délibérations stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la collectivité territoriale actionnaire 49
1.4.3 Rémunérations 52
2. Situation financière des sociétés du Groupe BRL au 31/12/2022 51
2.1. Situation financière du Groupe BRL 53
2.2. Situation financière de BRL 57
2.3. Situation financière de BRL EXPLOITATION 61
2.4. Situation financière de BRL INGENIERIE 64
2.5. Situation financière de BRLEN 67
2.6. Situation financière de BRLI-CI 70
2.7. Situation financière de BRL MAD 71
2.8. Répartition du chiffre d'affaires et du résultat par secteur d'activité 73
2.8.1. Consolidé 73
2.8.2. BRL 74
2.8.3. BRL EXPLOITATION 74
2.8.4. BRL INGENIERIE 75
2.8.5. BRL ESPACES NATURELS 75
2.9. Répartition du chiffre d'affaires selon les actionnaires 76

Acronymes :
BRLE : BRL EXPLOITATION - **BRLI** : BRL INGENIERIE - **BRLEN** : BRL ESPACES NATURELS – **BRLI-CI** : BRLI COTE D'IVOIRE

1. Vie et fonctionnement de BRL

1.1 PRESENTATION GENERALE

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 1. Une présentation de la société d'économie mixte rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement

1.1.1 Présentation de BRL

Dénomination sociale :	BRL
Secteur d'activité :	Société d'aménagement régional
Date d'immatriculation :	16 septembre 1955
RCS :	550 200 661
Code APE :	7010Z
Siret :	550 200 661 00019

Créée en 1955, la Compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône Languedoc, devenue BRL, est organisée en Groupe de sociétés depuis 1993, avec des filiales constituées par apports partiels d'actifs autour de ses métiers. Le Groupe BRL participe aux côtés des acteurs locaux à l'aménagement de l'Occitanie méditerranéenne ainsi qu'à des projets structurants d'aménagement hydraulique et de développement des territoires, en France et à l'international.

La vocation du Groupe est de proposer des solutions durables d'aménagement territorial dans les domaines de l'eau, de l'environnement et de la biodiversité, en s'appuyant sur les métiers de ses sociétés :

- Concessionnaire et maître d'ouvrage du Réseau Hydraulique Régional pour le compte de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée.
- Gestionnaire de grands ouvrages hydrauliques et exploitant de services publics d'eau brute, d'eau potable et d'assainissement.
- Ingénieur-conseil et maître d'œuvre.
- Création, entretien d'espaces verts et pépiniériste (production de végétaux d'ornement adaptés au contexte méditerranéen).

La singularité du Groupe BRL est de faire dialoguer un triptyque de compétences en matière de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et d'exploitation de services, avec une expérience de près de 70 ans d'intervention sur le territoire régional et à l'International.

1.1.2 Rappel de la trajectoire d'activités de BRL

La société BRL a été créée par décret, le 3 février 1955[1], sous le nom de "Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas Rhône et du Languedoc" (CNARBRL). Société commerciale, son actionnariat est majoritairement détenu par le secteur public (collectivités locales).

Un décret de 1956 lui accorde une concession de 75 ans pour la conception, l'exécution et l'exploitation d'ouvrages hydrauliques contribuant au développement économique du Languedoc-Roussillon. Les travaux sont déclarés d'utilité publique.

[1] *Conformément à la décision de l'Assemblée générale du 02/04/1955, création par la transformation de la Société d'études des canaux de la rive droite du Bas-Rhône et du Languedoc, créée en 1952, dont les statuts ont subi une refonte générale, en Compagnie Nationale d'Aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc.*

BRL est autorisée par l'Etat à prélever dans le fleuve Rhône jusqu'à 75 m^3/s, en amont d'Arles. L'eau est conduite sur 12 km par un canal d'amenée jusqu'à la station de pompage "Aristide Dumont", inaugurée en 1960 par le Président de la République, Charles de Gaulle. Cette station permet de diriger :

- 63 m^3/s vers le canal Philippe Lamour (élévation de 20 m), qui conduit l'eau jusqu'à Mauguio, dans l'Hérault, 60 km en aval, et alimente 36 000 hectares équipés à l'irrigation ainsi que les stations touristiques du littoral et les communes de la métropole de Montpellier, pour l'alimentation humaine ;
- 12 m^3/s vers le canal des Costières (élévation de 70 m), pour irriguer 30 000 hectares, dont les 3500 hectares du plateau gardois des Costières, et alimenter l'agglomération nîmoise.

En 1961, un 1er avenant à la convention et au cahier des charges portant concession générale, autorise la réalisation et l'exploitation du barrage des Monts d'Orb. Cet aménagement, situé sur le haut bassin de l'Orb, permet d'irriguer le biterrois, dans l'Hérault, et d'alimenter en eau potable le littoral entre Vendres et Gruissan. BRL réalise à la même période, en qualité de concessionnaire du Département de l'Hérault, le barrage du Salagou, qui complète le maillage du département.

En 1977, un 2ième avenant à la convention et au cahier des charges portant concession générale permet l'aménagement du Lauragais audois : construction du barrage de la Ganguise et des réseaux d'irrigation et de connexion avec le barrage de Montbel, dans les Pyrénées.

En 1993, le Groupe BRL est créé. La maison-mère BRL, dont les statuts évoluent, rassemble la mission d'aménagement régional et les activités de concessionnaire des grands ouvrages hydrauliques, ainsi que les fonctions de holding du Groupe. Trois filiales sont créées, regroupant les activités techniques et commerciales, autour de 3 grands métiers : BRL Exploitation, BRL Ingénierie et BRL Espaces Naturels. Un 3ième avenant à la convention et au cahier des charges portant concession générale tire les conséquences de la filialisation des activités, en autorisant BRL à affermer à une filiale, détenue majoritairement, l'exploitation des ouvrages de distribution d'eau.

En février 2008, dans le cadre de la Loi d'août 2004 de décentralisation, la Région Languedoc-Roussillon obtient de l'Etat le transfert des ouvrages hydrauliques concédés à BRL. La Région devient l'autorité publique concédante de ce grand Réseau, qu'elle souhaite développer pour répondre aux besoins en eau de ses territoires.

En 2009, la holding du Groupe change de nom. La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas Rhône et du Languedoc disparait au profit du sigle BRL.

En janvier 2010, un 3ième avenant à la convention et au cahier des charges portant concession générale, est signé afin d'actualiser le traité initial et d'ajuster son périmètre ainsi que sa durée, pour permettre l'extension du Réseau Hydraulique Régional avec la réalisation du programme AQUA DOMITIA. Le terme de la concession accordée à BRL est ainsi prolongé jusqu'en 2051.

En septembre 2011, la Région Languedoc-Roussillon crée le Service Public Régional de l'Eau dont BRL et le Réseau Hydraulique Régional constituent des éléments clés. En novembre 2011, la maison mère BRL transforme ses statuts pour devenir une Société anonyme d'économie mixte locale.

En avril 2012, à l'issue de la procédure de Débat Public, la Région et BRL décide d'engager la réalisation du programme AQUA DOMITIA, qui prolonge le Réseau Hydraulique Régional sur le littoral héraultais et dans l'Aude. BRL est maître d'ouvrage - concessionnaire de ce programme de 220 M€ d'investissement, le plus important investissement de ce domaine réalisé en France au XXIième siècle.

En juin 2013, dans le cadre de la stratégie « BRL Horizon 2017 » du Groupe, BRL et la Région projette la réalisation d'un ensemble de nouveaux réseaux hydroagricoles destinés à l'irrigation de 4 000 **nouveaux hectares**, en adaptation aux effets du changement climatique.

En juin 2014, BRL réalise une augmentation de capital de 7 M€ qui complète le financement du rachat par BRL des 49% de capital détenu par SAUR au capital de la filiale BRL Exploitation. Ce rachat de titres réalisé en 2012 permet que les investissements et la gestion de l'eau assurées par BRL ne soient pas influencés par les majors de l'eau.

En 2018, BRL engage une nouvelle étape avec le lancement de sa stratégie « BRL Horizon 2020 » qui consacre les 10 ans du Réseau Hydraulique Régional né du transfert de l'Etat à la Région des ouvrages concédés à BRL.

En juin 2019, la Région Occitanie et BRL signent la « Charte pour une gestion durable de l'eau sur le Réseau Hydraulique Régional » qui traduit pour la prochaine décennie 2019-2028 les objectifs de gestion de cette ressource stratégique pour le territoire régional.

En avril 2020, les orientations de la Stratégie « CAP 2025 » de BRL sont approuvées par son Conseil d'administration. Portée par un véritable engagement de responsabilité sociétale d'entreprise, la stratégie CAP 2025 définit le cadre de

transformation du Groupe autour des trois grandes transitions écologique, énergétique et digitale. Elle contribue activement aux politiques d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, tout en favorisant la préservation de la biodiversité, Elle oriente résolument les activités du Groupe autour des objectifs du Développement Durable du Pacte Mondial des Nations Unies (Global Compact).

1.1.3 Objet social de BRL

L'objet social est défini dans les statuts de BRL :

« La société a pour objet la mise en œuvre des politiques d'aménagement durable des territoires. Elle a, en particulier, vocation à répondre aux défis de l'eau et de l'environnement relevant des collectivités de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, ainsi qu'à contribuer au développement économique, à la sauvegarde et à la mise en valeur des espaces naturels et agricoles, à la gestion économe de ressources naturelles, en proposant des réponses innovantes et en développant ces savoir-faire en France et à l'international.

A ce titre, elle met en œuvre les missions suivantes qui concourent ensemble à la réalisation de l'objet social de la société:

- *Une mission générale de maîtrise de l'eau et d'aménagement hydraulique, de préservation et de gestion rationnelle des ressources, en particulier dans le cadre du service public régional de l'eau, dont relève la concession d'équipement et d'exploitation consentie par l'Etat et transférée à la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée par convention conclue entre l'Etat et la Région Languedoc Roussillon en date du 20 février 2008, par application de l'article 36 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 (ci-après désignée par la concession unique signée en application de l'article L.112-8 du Code rural et de la pêche maritime), les concessions consenties par des collectivités locales ainsi que tous autres aménagements et actions qui les préparent ou les complètent ;*
- *Une mission de développement des zones rurales visant à promouvoir l'activité économique, à favoriser l'exploitation et la gestion rationnelle des ressources naturelles et des territoires, par toutes actions d'étude, d'animation, d'organisation, d'assistance technique, d'exploitation ou d'équipement ;*
- *Une mission de contribution aux démarches de planification et aux projets d'aménagement structurant des territoires ; une mission d'intervention dans le domaine des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et des énergies nouvelles ;*
- *Une mission de participation, notamment en s'appuyant sur ses filiales, à des programmes de recherche et développement relatifs aux défis de l'eau, de l'environnement, des ressources naturelles et du changement climatique.*

Pour accomplir ses missions, la société pourra :

- *Procéder à toutes études ou enquêtes et tous actes, réaliser toutes actions d'expérimentation et de recherche.*
- *Rassembler ou acquérir des emprises foncières, réaliser tous travaux ou ouvrages pour son propre compte, en tant que concessionnaire, en tant que mandataire ou sous toute autre forme.*
- *Exploiter, gérer et entretenir les ouvrages réalisés ou ceux dont la gestion lui serait confiée, prêter son concours à tous organismes, prendre toutes participations dans des organismes existants ou en voie de création, et plus généralement, mettre en œuvre tous moyens propres à faciliter la réalisation de son objet.*
- *Directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, en accord avec les autorités administratives compétentes, participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions diversifiées, d'aménagement, de mise en valeur, de développement ou d'équipement.*
- *Directement ou par l'intermédiaire de ses filiales ou prises de participation directes ou indirectes, prêter son concours à des administrations, collectivités, organismes ou entreprises situés en France ou à l'étranger pour réaliser toutes études et travaux utilisant des méthodes et des techniques dans lesquelles elle aura acquis une compétence particulière, ou leur apporter son assistance pour l'exécution de tous projets entrant dans son objet. En particulier, la société pourra dans le cadre des traités existants, directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, réaliser toutes opérations, conformes à son objet social, de coopération transfrontalière. »*

1.1.4 Domaines d'activités de BRL

- **La gestion et le développement de grandes concessions hydrauliques**

BRL, maison-mère du Groupe assure trois missions principales :

1. Elle est concessionnaire du grand Réseau Hydraulique Régional (RHR), propriété de la Région Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée, dont le patrimoine est évalué à plus de 2 milliards d'euros.

Ce réseau est principalement alimenté par le fleuve Rhône, ressource renouvelable pour laquelle BRL bénéficie d'une autorisation de prélèvement accordé par l'Etat. En sa qualité de concessionnaire, BRL assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de modernisation et d'extension du RHR et déploie notamment le programme AQUA DOMITIA, lancé par la Région Occitanie afin de sécuriser l'alimentation en eau d'un vaste territoire entre Montpellier et le littoral audois.

2. Elle établit la stratégie du Groupe et veille à la gestion de ses intérêts, au travers de l'administration des filiales et des participations de BRL dans diverses entités.

3. En sa qualité de holding, elle centralise l'ensemble des directions de services (finances, services généraux, fiscalité, juridique, assurances, ressources humaines, responsabilité sociétale, systèmes d'information, communication, audit et contrôle interne) qui viennent en appui à toutes les sociétés du Groupe, avec un triple objectif : sécuriser les processus les plus sensibles pour maîtriser les risques, optimiser les moyens et mutualiser les bonnes pratiques.

Schéma d'organisation du Réseau Hydraulique Régional



- **La production et la distribution d'eau, en veillant à une irrigation plus économe en eau**

BRL Exploitation est la filiale métier « **Gestion des services d'eau** ». Elle a pour vocation première d'exploiter le Réseau Hydraulique Régional (3 barrages, 1 ouvrage digue, 1 microcentrale hydroélectrique, 106 km de canaux, près de 5 000 km de conduites enterrées, 92 sites de pompage et 6 usines de potabilisation), dans le cadre d'un contrat d'affermage et d'un apport partiel d'actif de son actionnaire unique BRL (concessionnaire de la Région Occitanie). Cet affermage constitue près de 80 % de son chiffre d'affaires.

A partir des ouvrages du Réseau Hydraulique Régional, BRL Exploitation distribue chaque année entre 100 et 140 millions de m^3 d'eau sous pression. Cette ressource permet d'alimenter plus d'un million de personnes en été, près de 5 000 agriculteurs et 9 000 clients non agriculteurs, dont 75 entreprises et 250 collectivités (eau à usage divers : jardins, parcs, stades, process, etc.). BRL dispose également de 200 contrats « appoint incendie ».

BRL Exploitation met son expertise et son savoir-faire (études, travaux, conseil et vente de matériel) au service d'une irrigation plus responsable et plus économe des ressources en eau. Elle intervient principalement dans quatre domaines :

- Prestations de services publics d'eau potable et assainissement pour le compte de collectivités.
- Participation à la gestion de grands ouvrages hydrauliques et proposition de services associés.
- Vente et installation de matériels d'irrigation.
- Prestations de services publics d'eau brute.

Hors Occitanie, BRL Exploitation gère plusieurs barrages, dont notamment les retenues de Devesset, Saint Martial et Coucouron en Ardèche, Villerest et Lavalette dans la Loire, La Caserne au Mont- Saint-Michel.

- **L'ingénierie de l'eau, de l'environnement et du développement**

BRL Ingénierie est la filiale métier « **Ingénierie-Conseil** ». Elle intervient, d'une part, au service du développement du Réseau Hydraulique Régional, et d'autre part, comme bureau d'études, en France et à l'International, dans les domaines de l'eau, de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Elle réalise des missions d'études, de conseil et de maîtrise d'œuvre pour des clients publics et privés. Ses experts sont mobilisés sur les grands défis du XXI^{ième} siècle : favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement, anticiper et accompagner l'adaptation au changement climatique et à la transition écologique et énergétique, préserver la biodiversité, lutter contre la raréfaction des ressources naturelles, les risques de pénuries alimentaires, les inondations, la submersion marine, l'appauvrissement des sols, etc.

Son savoir-faire est regroupé autour de dix Domaines d'Activités Stratégiques : Eau potable et assainissement, Ouvrages hydrauliques et transferts, Eau agricole et sécurité alimentaire, Eau et risques, Gestion intégrée des ressources en eau, Mer et littoral, Navigation et ports, Évaluation environnementale, Gestion de la biodiversité et développement durable et Développement territorial.

BRL Ingénierie, référencée par la plupart des grands bailleurs de fonds nationaux ou internationaux, est également membre de plusieurs pôles et organisations professionnelles, en France comme à l'international.

Pour mener à bien ses activités à l'international, BRL Ingénierie s'appuie sur plusieurs filiales, les sociétés BRLI Côte d'Ivoire, BRL Madagascar[2] et le bureau d'études We Consult, ainsi que sur des établissements « stables » (en Bolivie, Ethiopie et Tunisie).

- **La production végétale, la valorisation et l'entretien du paysage**

BRL Espaces Naturels est la filiale métier « **végétal et espaces verts** ». Elle est spécialisée dans l'aménagement, la gestion et l'entretien de grands espaces paysagers, publics ou privés, et dispose, avec les Pépinières BRL, d'un des plus vastes centres de production de végétaux ornementaux du sud de la France (dont les productions sont labellisées « Sud de France »). BRL Espaces Naturels figure parmi les cinq plus importantes entreprises de son secteur sur la partie orientale de la région Occitanie.

1.1.5 Adresse du siège social

1105, avenue Pierre Mendès France BP 94001 30 001 Nîmes Cedex 5

1.1.6 Nombre de salariés au 31/12/2022

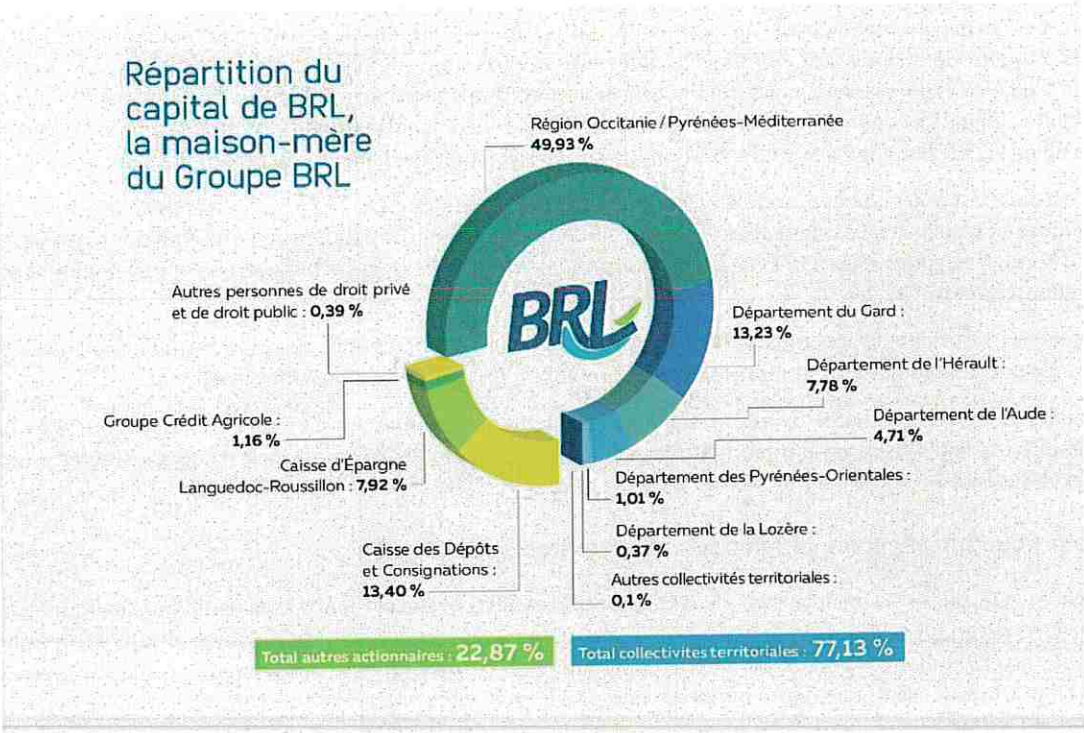
BRL : 89

BRL et ses filiales directes (BRLE, BRLI, BRLEN) : 688

[2] *Transférée de BRL à BRL Ingénierie le 23 juin 2022.*

1.1.7 Capital social de BRL au 31/12/2022

- **Montant : 29 588 779,48 €**
- **Répartition :**



1.1.8 Organisation de la gouvernance de BRL

Société anonyme d'économie mixte locale à conseil d'administration et direction générale.

1.1.9 Noms des Président, Directeur général et administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale actionnaire, au 31/12/2022

Administrateurs

Région Occitanie représentée par Fabrice VERDIER, Christian ASSAF, Jean-Louis CAZAUBON, Aurélie GENOLHER, Jean-Luc GIBELIN, Katy GUYOT, Monique NOVARETTI

Département de l'Hérault, représenté par Jacqueline MARKOVIC et Yvon PELLET

Département du Gard, représenté par Denis BOUAD et Olivier GAILLARD

Département de l'Aude, représenté par Alain GINIES

Assemblée spéciale des collectivités territoriales représentée par les départements des Pyrénées Orientales (représenté par Nicolas GARCIA) et de la Lozère (représenté par Rémi ANDRE)

Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par Brice PAQUET *(à compter du Conseil d'administration du 21/04/2022, en remplacement de Christelle ASSIE)*

Caisse d'Epargne LR, représentée par Jérôme FORT

Marianne DELACHAUME, à titre personnel *(à compter du Conseil d'administration du 21/04/2022, en remplacement de Gilles BONNY)*

Joël FOURNIER, à titre personnel

Nicolas CARTAILLER, administrateur salarié

Flavia HARTMANN RIEU, administratrice salariée

Censeurs

Chambre départementale d'Agriculture du Gard, représentée par Dominique GRANIER

Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières de l'Aude, représenté par François DEMANGEOT

Président du Conseil d'administration

Fabrice VERDIER, représentant la Région Occitanie

Direction Générale

Directeur Général : Jean-François BLANCHET

Commissaires aux comptes

Co-titulaires : - **KPMG SA** (Suppléant : Salustro Reydel SA)

- **RSM MEDITERRANNEE**

1.1.10 Principales activités et opérations de l'année écoulée

- **Concession régionale**

✓ **Maillons d'AQUA DOMITIA**

Les trois Maillons du programme AQUA DOMITIA qui restaient en cours de réalisation sont désormais terminés et mis en service :

- Les tranches 2 et 3 des Maillons Nord Gardiole et Biterrois, permettant le transfert Rhône/Orb, l'interconnexion entre Aqua Domitia et les réseaux alimentés par l'Orb, le raccordement avec le secteur de Portiragnes, l'équipement d'un troisième groupe de pompage dans la station Aqua Domitia à Mauguio.
- La première tranche du Maillon Minervois est réceptionnée et opérationnelle.

Les soldes administratifs et financiers de ces trois opérations sont terminés dans le respect des enveloppes budgétaires globales, à savoir 22 M€ HT (égal au budget) pour les tranches 2 des Maillons Nord Gardiole et Biterrois, 65,12 M€ HT (+ 0,2 % du budget) pour les tranches 3 des Maillons Nord Gardiole et Biterrois et 5,8 M€ HT (- 10,7 % du budget) pour la première tranche du Maillon Minervois. En synthèse générale, les maillons prioritaires d'Aqua Domitia engagés depuis 2011 sont terminés dans le respect des calendriers et des budgets globaux, après une décennie de mobilisation des équipes du Groupe BRL.

L'atterrissage prévisionnel des opérations engagées depuis le démarrage d'Aqua Domitia s'élève ainsi à 185 M€ HT dans le respect des budgets annoncés. Cette maitrise financière est à mettre en perspective avec les 2 crises qui ont fortement influencé la période récente :

- 2020/2021 : crise sanitaire ayant conduit à une importante réorganisation des méthodes de travail et des moyens,
- 2021/2022 : tension sur les matières premières et forte inflation sur les principales fournitures et équipements.

Plusieurs autres facteurs de risque ont fait l'objet d'une surveillance renforcée : la simultanéité des chantiers qui a engendré ponctuellement un contexte concurrentiel défavorable et une moindre disponibilité des entreprises, le décalage des travaux de raccordement aux réseaux du Haut-service de Réals, maitrisé par un ajustement technique.

✓ **Extensions des périmètres hydroagricoles**

Les travaux des trois premiers projets validés au programme d'investissement de 2017 sont achevés, avec le périmètre de Cers terminé et mis en service depuis mai 2019, une partie du périmètre de Nord Gardiole – Phase 2 terminée et mise en service à l'été 2020 (une dernière poche d'irrigation étant programmée en 2022), le périmètre du Nord-Est Béziers – Phase 2 terminé et mis en service. Ces trois projets sont conformes aux enveloppes budgétaires prévisionnelles.

Les trois projets validés au programme d'investissement de 2018 sont également engagés, avec l'ensemble des procédures réglementaires finalisées et des travaux en cours de finalisation pour Collines des Costières et Florensac/Pomerols/Pinet. La mise en service de ces deux réseaux est confirmée pour l'été 2023.

Le marché de travaux concernant la pose des canalisations a été attribué pour Montagnac, la consultation des entreprises est en cours pour la station de pompage, sur la base d'un budget actualisé de l'opération à 3,8 M€ HT validé lors du Conseil d'administration du 21 avril 2022, avec une mise en service prévue fin 2023.

Les deux projets validés au programme d'investissement de 2020 sont en cours de réalisation avec une consultation des entreprises programmée en mars 2023 pour Vendres, reportée pour Loupian dans l'attente du travail de reconfiguration et d'optimisation du projet.

Concernant le projet du Pouget, validé au programme d'investissement de 2021, BRL a finalisé l'étude d'avant-projet, avec la mise en évidence d'un risque de dépassement du budget mais également d'une surface desservie inférieure au dossier qui a été déposé par la Vicomté d'Aumelas à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par la Région. Concernant les surfaces desservies, un complément d'enquête menée par BRL a permis d'identifier des surfaces supplémentaires (environ 800 hectares pour un projet à 644 hectares). Concernant l'augmentation des budgets, l'étude actualisée de novembre 2022 intégrant les évolutions de prix récents permet d'évaluer le montant de l'investissement entre 6,5 M€ HT et 7,4 M€ HT (pour un budget initial de 5 M€ HT).

Les solutions mises en œuvre par BRL permettent d'ajuster le plan de financement afin de faire face à cette forte augmentation et sont basées sur :

- Une optimisation des travaux pour tendre vers l'objectif de 6,5 M€ HT (économie supplémentaire d'environ 850 k€ HT, notamment sur les ouvrages de pompage et sur l'optimisation des réseaux de desserte),
- La validation d'un financement complémentaire par l'Etat qui participe déjà au financement dans le cadre du Plan de relance, avec la confirmation d'une participation de 80% du coût supplémentaire de 1,5 M€ HT,
- Une augmentation de la participation des bénéficiaires, initialement calibrée à 1 200 €/hectare et portée à 1 600 €/hectare soit 260 k€ HT supplémentaires,
- Une augmentation de l'autofinancement de BRL de 400 k€ HT supplémentaires, avec ajustement de la redevance d'affermage complémentaire, portant l'autofinancement net total de BRL sur cette opération de 230 k€ à un maximum de 630 k€ HT (après déduction des participations des bénéficiaires).

Le nouveau plan de financement a été validé par les parties prenantes, ce qui permet la poursuite du projet et sa perspective de mise en service en octobre 2024 (date au plus tard liée au financement FEADER).

- **Assistance aux collectivités (SMDA – Aude)**

L'avancement de la dernière opération du mandat concerne le chenal de Coursan : les études détaillées du projet sont terminées, les démarches réglementaires permettant de valider définitivement le projet sont en cours de finalisation, les financements devraient intervenir en 2023 pour des travaux envisagés en 2023/2024.

1.1.11 Perspectives de développement de BRL

L'année 2023 se situe à mi-parcours du déploiement de la stratégie CAP 2025. A ce titre, la Direction générale de BRL a décidé de procéder à une actualisation des Plans d'affaires du cycle 2021 – 2025 des sociétés du Groupe BRL qui avaient été élaborés au 4ième trimestre 2020.

Cette actualisation intégrera divers effets nouveaux, avec de fortes incertitudes et une volatilité importante sur les coûts des matières premières et des fournitures et services, dans un contexte marqué par une inflation à un niveau très élevé. Parallèlement, cette situation génère une pression importante sur les évolutions salariales (évolution à hauteur de l'inflation, à 6,1 %), d'autant plus que le Groupe BRL n'avait pas initié de nouvelles négociations depuis celles de mars 2022 (augmentation globale des salaires limitée à 3,2 % en 2022).

Pour autant, en 2023, les métiers du Groupe BRL sont bien positionnés, dans les secteurs de l'eau et de l'environnement, orientés sur une dynamique de croissance, compte tenu des besoins générés par les nécessités d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Le budget 2023 intègre les effets économiques de l'année 2022 marquée par une crise énergétique mondiale et les impacts générés par la guerre en Ukraine, qui ont renforcé le niveau de l'inflation.

L'année 2023 sera caractérisée par les éléments suivants :

- Le patrimoine du Réseau Hydraulique Régional bénéficiaire d'investissements à un niveau soutenu (19 M €) proche de celui de 2022 avec :

- L'achèvement des travaux des tranches 2 et 3 des Maillons Biterrois et Nord Gardiole et de la tranche 1 du Maillon Minervois pour 0,3 M€ HT ;
- Des interventions et des études pré-opérationnelles pour 0,5 M€ HT ;
- Les extensions de réseaux hydroagricoles pour 8,6 M€ HT dont le Plateau de Vendres pour 3,2 M€ HT, les projets de Florensac/Pomerol pour 2 M€ HT et de Collines des Costières pour 1,2 M€ HT ;
- Des travaux de modernisation pour un montant de 5,6 M€ HT dont les travaux sur la station de Méjanelle en vue de l'alimentation de la station de production d'eau potable de la Métropole de Montpellier à Valédeau les travaux du pont bâche de St Gilles et la nouvelle turbine des Monts d'Orb ;
- Des travaux de sécurisation à hauteur de 1,6 M€ HT sur les stations de Bouillargues, Mas Soulet, Gardonnenque et Méjanelle ;
- Des densifications et des dévoiements de réseaux pour 2 M€ HT.

- Les travaux de maintenance de la Concession régionale seront significativement renforcés, à la hauteur des enjeux du patrimoine, avec une maintenance patrimoniale programmée portée à 4 M€ abondée par des opérations patrimoniales complémentaires pour la sécurité des infrastructures à hauteur de 1,3 M€.
- La mise en œuvre progressive du décret tertiaire. Après la réalisation, ces dernières années, de travaux visant à diminuer la consommation énergétique du siège de BRL, l'année 2023 verra la mise en œuvre des premiers travaux permettant d'atteindre les objectifs de baisse de consommation fixés par le gouvernement en 2030, 2040 et 2050.
- La crise internationale, avec ses contraintes d'accès à l'énergie a conduit BRL à anticiper, dès avril 2022, la préparation d'un Plan de sobriété énergétique pour l'ensemble des activités du Groupe BRL, avec une cible de 10 % de réduction des consommations. Des plans d'actions ambitieux ont été élaborés dans les différentes filiales afin de mettre en place des économies d'énergie, dans le domaine de l'exploitation des ouvrages pour BRLE, dans le cadre des outillages et de la production des pépinières pour BRLEN et, dans la partie des outils informatiques et du stockage de données pour BRLI et pour la maison mère. Une gestion affinée de l'énergie est en cours de déploiement sur les différents sites de BRL. Une étude en cours déterminera les travaux à réaliser afin que les sites soient énergétiquement les plus sobres possibles. Un volet d'incitation comportementale est également en cours d'élaboration afin de motiver le personnel à moins consommer d'énergie dans les gestes et les actions du quotidien. La négociation avec EDF de début 2023 a permis de sécuriser pendant deux années (2024 et 2025) le prix d'achat de l'énergie pour le RHR.
- L'année 2023 marquera également les 30 ans de la création du Groupe BRL (1993). Des évènements externes et internes seront organisés afin de mettre en lumière les 30 ans de développement du Groupe au service des territoires en région et plus largement en France et à l'international.
- La transformation digitale du Groupe BRL se poursuit dans le cadre de la sécurisation des Systèmes d'Information. La cyberattaque que vient de subir le Groupe BRL confirme pleinement le bien fondé des investissements de sécurité engagés depuis une dizaine d'années et qui se poursuivront en s'appuyant sur les retours d'expérience de la cyberattaque de mars 2023.
- Pour BRLE, l'année 2023 sera centrée sur la mise en production du nouvel outil de gestion clients X7, mis en service depuis mars 2023. Des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation seront engagés suite aux retours d'expériences de la sécheresse exceptionnelle de 2022. L'année 2023 sera également marquée par la définition de la cible de la politique clientèle, l'amélioration du contrôle de gestion appuyé par les informations techniques issues de Concert'Eau et la reprise de l'activité vente de matériel d'irrigation après une réorganisation. Au niveau commercial, BRLE se concentrera sur les offres de renouvellement des contrats de prestations d'exploitation de barrages auprès de différents maîtres d'ouvrages ;
- L'activité de BRLEN s'est consolidée en 2022 avec une activité commerciale soutenue et un bureau d'études redimensionné. Le budget B0 2023 a été élaboré sur la base du portefeuille d'affaires connu à date et des hypothèses formulées dans un contexte favorable au développement des activités en lien avec les marchés publics, les entreprises et les aménageurs privés. Le budget tient compte du contexte inflationniste sur les marchés de l'énergie, des fournitures et du coût de la main d'œuvre. L'amélioration de l'outil de production, représenté à 45 % par des moyens humains, se poursuit ainsi que de nouveaux investissements afin d'optimiser les charges en lien avec les engins et matériels.

- Pour BRLI, la production devrait atteindre 25 M€ en 2023 du fait de l'augmentation des ressources internes et des premiers effets de l'inflation. La revalorisation des prix de vente amorcée en 2022 atteint une augmentation de près de 11 % ce qui devrait conduire en 2023 à une augmentation de la production supérieure de 2 M€. A l'export, les perspectives d'activité restent positives malgré les effets de la situation économique, les implantations de BRLI permettant une exécution facilitée des opérations à partir de ces bases régionales. Le positionnement de BRLI sur des actions impactant positivement l'environnement et les parties prenantes, avec une orientation client affirmée, doit constituer un facteur d'attractivité et de motivation de ses collaborateurs.

Le résultat net du B0 2023 de la Holding BRL s'établit à 1 590 k€, en progression de 273 k€ par rapport au B0 2022 (1 317 k€) et supérieur de 308 k€ par rapport au Plan d'affaires de la Stratégie CAP 2025 (1 282 k€).

Le résultat net consolidé part Groupe du B0 2023 s'élève à 1 983 k€, en croissance de 500 k€ par rapport au B0 2022 (1 484 k€) et supérieur de 501 k€ par rapport à la Stratégie CAP 2025 (1 482 k€).

En perspective pour 2023, toutes les sociétés du Groupe présentent une prévision de résultat social positif et contribuent positivement à la formation du résultat consolidé positif du groupe, tout en intégrant prudemment, comme en 2022, un impact défavorable des indemnités de fin de carrière.

1.2 Engagements pris

1.2.1 Etats des relations entre les collectivités territoriales et le Groupe BRL

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 2. L'état des relations entre la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et la société d'économie mixte, listant les contrats, apports en compte courant d'associés, garanties d'emprunt et aides octroyées au titre du développement économique ou tout autre concours financier, et précisant pour chacun d'eux leur objet, leur montant et, le cas échéant, le secteur d'activité dont ils relèvent

1.2.1.1 Liste des contrats entre BRL et les collectivités territoriales actionnaires de BRL

✓ **Conventions dites « réglementées »**

Collectivités territoriales actionnaires co-contractantes	Objet du contrat	Conditions financières
Région Occitanie	Traité de Concession et l'ensemble de ses avenants 1,2 3, 4 et 5 (Concession régionale)	L'avenant n°4 a entériné les modifications du Traité de Concession induites par le transfert entre l'Etat et la Région des biens concédés à BRL au titre de la concession hydraulique de 1956 et les évolutions liées à la mise en œuvre des ouvrages Aqua Domitia. L'avenant n°5 vient compléter le texte intégral du Traité de Concession établi par l'avenant n°4 et ses annexes en date du 29 janvier 2010. Le Traité de Concession initiale et ses avenants n°1, 2 et 3 repris dans le corps de l'avenant n°4, l'avenant n°5 et toutes leurs annexes respectives constituent un corpus contractuel complet qui ne peut être dissocié, l'ensemble de ces documents constituant l'intégralité du Traité de Concession entre BRL et la Région Languedoc Roussillon.

Collectivités territoriales actionnaires co-contractantes	Objet du contrat	Conditions financières
Région Occitanie	Cahier des charges particuliers pour l'établissement, l'usage et l'exploitation des ouvrages du réseau hydraulique BRL sur les maillons Nord Gardiole et Biterrois Tranche 2, qui sont la prolongation des maillons Nord Gardiole et Biterrois Tranche 1, mis en service à l'été 2015. Ce CCP définit les conditions de réalisation, d'usage et d'exploitation des ouvrages sur les maillons de la tranche 2.	Les conditions de prix sont définies et suivies au titre des conventions financières conclues entre la Région LRMP et BRL. BRL informe la Région LRMP régulièrement sur le suivi d'avancement des travaux.
Région Occitanie	Cahier des charges particulier pour fixer les modalités de réalisation et d'exploitation par BRL de l'ensemble des ouvrages composant les 3èmes tranches des Maillons Nord Gardiole et Biterrois, dont la date de mise en service est prévue en 2021.	Conditions de prix définies et suivies au titre des conventions financières entre la Région Occitanie et BRL. BRL s'engage à tenir à la disposition de la Région, au fur et à mesure de leur disponibilité les éléments de la phase Projet, les éléments relatifs à la passation des marchés de travaux, les ordres de service de démarrage des travaux et les procès-verbaux de réception de travaux.
Région Occitanie	Cahier des charges pour l'établissement, l'usage et l'exploitation des ouvrages concernant les 6 opérations d'extension agricole du RHR à réaliser sur la période 2019-2022	La Région Languedoc Roussillon a confié à son concessionnaire BRL, la conception, la réalisation et l'exploitation des ouvrages hydrauliques du programme Aqua Domitia. Le cahier des charges a pour objet de définir les conditions de réalisation, d'usage et d'exploitation des 6 opérations d'extension du RHR à réaliser entre 2019 et 2022
Région Occitanie	Cahier des charges pour l'établissement, l'usage et l'exploitation des ouvrages de l'extension du réseau hydraulique BRL - Aqua Domitia Maillon Minervois 1ère tranche	La Région Languedoc Roussillon a confié à son concessionnaire BRL, la conception, la réalisation et l'exploitation des ouvrages hydrauliques du programme Aqua Domitia. Le cahier des charges a pour objet de définir les conditions de réalisation, d'usage et d'exploitation des ouvrages de l'extension du RH Aqua Domitia - 1ère tranche Maillon Minervois
Région Occitanie	Cahier des charges particulier relatif à 3 projets de réseaux hydroagricoles portés en maitrise d'ouvrage par BRL (Plateau de Vendres, Loupian, Plaine du Pouget) : Précise les modalités de construction, d'exploitation et de dévolution de 3 nouveaux périmètres d'irrigation agricole à mettre en eau entre 2023 et 2024	Secteur de Loupian (105 hectares ; investissement prévisionnel de 0,75M€), Secteur du Plateau de Vendres (854 hectares ; investissement prévisionnel de 5,55 M€ HT), Secteur de la Plaine du Pouget (644 hectares ; investissement prévisionnel de 5 M€ HT).

Collectivités territoriales actionnaires co-contractantes	Objet du contrat	Conditions financières
Région Occitanie	Protocole Cadre - relatif au développement et à la sécurisation des réseaux d'eau brute sur le territoire de la CABM	Définition du partenariat technique et financier relatif : - aux réseaux de distribution d'eau brute du Nord-Est Biterrois - aux maillons du projet Aqua Domitia desservant et sécurisant ces réseaux - aux garanties demandés par la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée pour répondre à son besoin en eau potable à l'horizon 2030. Ce protocole fera l'objet de conventions spécifiques, pour chaque tranche d'investissement correspondant au programme global.
Région Occitanie	Convention spécifique « Période 2015-2018 » relative au financement de la 2ème phase de réalisation des réseaux de distribution d'eau brute du Nord Est Béziers et du maillon Biterrois du projet Aqua Domitia desservant ces réseaux : Définition du partenariat technique et financier relatif aux réseaux de distribution d'eau brute du Nord Est Béziers et au maillon du projet Aqua Domitia desservant et sécurisant ces réseaux	Un tableau figurant dans la convention précise le plan de financement prévisionnel de la 2ième tranche des Maillons Nord Gardiole et Biterrois. Le montant prévisionnel de l'investissement de l'opération globale s'établissant à 22 000 000 € HT (aux conditions économiques du 1er juillet 2015). Un tableau figurant dans la convention précise le plan de financement prévisionnel de la 2ème phase de travaux (2015-2018) des réseaux de distribution d'eau brute du Nord Est Béziers. Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à environ 5,5 M€ HT.
Région Occitanie	Convention « Période 2018-2021 » relative au financement de la 3ème tranche de réalisation des Maillons Nord Gardiole et Biterrois du projet Aqua Domitia : Définit le partenariat technique et financier relatif à la réalisation de la 3ème tranche de réalisation des Maillons Nord Gardiole et Biterrois du projet Aqua Domitia, dont les travaux sont programmés entre 2018 et 2021.	Le montant prévisionnel de l'investissement pour l'opération globale des 3èmes tranches des Maillons Nord Gardiole et Biterrois s'établit à 65 000 000 € HT. Le développement des nouveaux réseaux de desserte Nord et Est-Béziers ne nécessite pas de nouveau financement spécifique de la CABM.
Région Occitanie	Avenant 1 protocole cadre - développement et sécurisation des réseaux d'eau brute sur le territoire de la CABM : Définit les nouvelles conditions du partenariat technique et financier entre la Région Occitanie, BRL et la CABM.	La participation financière de la CABM est fixée à 0,8% du montant prévisionnel de l'investissement de la tranche 3 des maillons Nord-Gardiole et Biterrois, soit 500 k€.

Collectivités territoriales actionnaires co-contractantes	Objet du contrat	Conditions financières
Région Occitanie	Avenant 1 à la convention spécifique relative au financement de la 2ème phase de réalisation des réseaux de distribution d'eau brute du Nord Est Béziers et du Maillon Biterrois du projet Aqua Domitia et portant version actualisée de la convention : Modification du calendrier initial et ajustement des conditions de réalisation de la 2ème tranche du Maillon Biterrois d'Aqua Domitia aux modifications du calendrier	Des tableaux figurant dans l'avenant précisent : - le plan de financement prévisionnel de la 2ème tranche des Maillons Nord Gardiole et Biterrois - le plan de financement prévisionnel de la 2ème phase de travaux (2015-2022) relatifs aux réseaux de desserte Nord Est Béziers 2ème phase - l'échéancier prévisionnel d'appel de fonds
Région Occitanie / Département de l'Hérault	Convention tripartite sur le financement des travaux de la 3ème tranche des Maillons Nord Gardiole et Biterrois dans le cadre du projet Aqua Domitia : Définition des conditions de participation financière du Département de l'Hérault relatives à la réalisation de la 3ème tranche et dernière tranche des Maillons Nord-Gardiole et Biterrois du projet Aqua Domitia, ainsi que les engagements réciproques des parties	La participation financière de la Région Occitanie est fixée à 29,25 M€, soit 45% du montant prévisionnel de l'investissement, et celle du Département de l'Hérault à 11,05 M€, soit 17% du montant prévisionnel de l'investissement. L'autofinancement porté par BRL s'élève à 7,05 M€.
Département de l'Hérault	Convention de superposition d'affectation et transfert de gestion pour l'aménagement d'une passerelle supportant une piste cyclable – Commune de Mauguio-Carnon, au droit du carrefour entre la RD26 et la RD 189 : aménagement d'une piste cyclable sur des parcelles appartenant au domaine public concédé à BRL	BRL va répondre à la demande d'affectation supplémentaire d'une portion délimitée des 2 pistes latérales du canal Philippe Lamour pour l'aménagement d'une passerelle et d'une piste cyclable, à condition que l'affectation initiale des fonctions de la piste soit maintenue et préservée et les conditions énoncées dans la convention soient respectées
Département de l'Aude	Avenant n°1 à la convention d'approvisionnement en eau brute destinée principalement à l'irrigation du périmètre du Lauragais Audois : Modification du calcul du tarif de base de la fourniture d'eau en gros afin de réduire temporairement (3 ans) le coût des achats d'eau à la charge de ouvrages distribution dans le but de relancer une dynamique de souscription sur les périmètres du Lauragais.	Pendant la période transitoire, soit à compter de l'année 2014 et jusqu'en 2016 inclus, les formules indiquées à l'article 9 de la convention initiale sont applicables avec les modifications suivantes : - Redevance annuelle de référence = 627 071 € HT (au lieu de 648 000€ HT), - Redevance de volume (RV) : le coefficient de la convention initiale (0,0246) est remplacé par la valeur : 0,0402. Quel que soit l'impact de la mesure transitoire, le résultat sera constaté chez BRL. Il ne sera pas demandé au Département d'indemnisation.

Collectivités territoriales actionnaires co-contractantes	Objet du contrat	Conditions financières
Département de l'Aude	Convention pour régularisation des transferts d'eau en provenance du barrage de Montbel par le barrage de la Ganguise : Mutualisation du système Adducteur Hers Lauragais - Barrage de la Ganguise	Les charges de fonctionnement du système AHL/Ganguise sont réparties sur l'ensemble des partenaires en fonction des volumes utilisables (cf. 3.4.1). L'ensemble des charges d'exploitation des ouvrages de l'ensemble AHL/Ganguise tel que précisé à l'article 3 est pris en charge par l'IEMN et intégré dans la gestion financière de l'ensemble. L'IEMN refacture à chaque partie sur la base d'un prorata des volumes utilisables. Ces charges sont composées de charges fixes et charges variables (annexe 5). En année exceptionnelle, la répartition de charges est finalisée lors de la réunion ayant mis au point les conditions de fonctionnement hydraulique
Département de l'Aude	Avenant n°1 à la convention pour régularisation des transferts d'eau en provenance du barrage de Montbel par le barrage de la Ganguise : Modifie la notion de volume d'eau utilisable, de préciser les modalités de gestion hydraulique et financière	La contribution financière de chaque partie au fonctionnement du système AHL/Ganguise est basée sur les volumes utilisables (tels que définis au §3.3.1) l'année concernée

✓ **Conventions dites « courantes et conclues à des conditions normales »**

Collectivité territoriale co-contractante	Objet du contrat	Conditions financières	Montants
Aucune convention n'a été conclue au cours de l'exercice 2022.			

1.2.1.2 Liste des contrats entre les filiales directes de BRL (BRLE, BRLI et BRLEN) et les collectivités territoriales actionnaires de BRL

Les principaux contrats conclus entre les filiales directes de BRL et les collectivités territoriales actionnaires de BRL sont fournies ci-dessous à titre indicatif.

✓ **Contrats conclus entre BRLE et les collectivités territoriales actionnaires de BRL**

Collectivité territoriale co-contractante	Objet des contrats et conditions financières	Montants facturés par BRLE en 2022 (CA en € H.T)
Département du Gard	Livraison d'eau à usage divers.	2 167,27 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	3 230,80 €
	Barrages de Sénéchas et de Sainte Cécile d'Andorge - Assistance pour la maintenance des réseaux d'alerte aux populations. Prestations rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix. L'évaluation de l'ensemble des prestations à exécuter est, pour la solution de base, de 22 243,80 € HT (durée : 12 mois)	20 370,46 €

Collectivité territoriale co-contractante	Objet des contrats et conditions financières	Montants facturés par BRLE en 2022 (CA en € H.T)
	Assistance technique à la surveillance, l'exploitation et la maintenance des barrages départementaux (2022-2026) **Prestations sous-traitées par BRLI.**	2 540 €
Département de l'Hérault	Livraison d'eau à usage divers.	2 381,64 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	5 458,53 €
	Suivi, surveillance et entretien du barrage anti-sel de l'Aude. Les prestations sont rémunérées à la fois par application de prix forfaitaires et par application aux quantités réellement exécutée des prix unitaires fixés dans le bordereau de prix. Les prix forfaitaires et l'évaluation des prestations à exécuter est de 19 820 € HT (durée : 6 mois).	14 600,00 €
	Exploitation des barrages du Salagou et des Olivettes. Prestations rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix. L'évaluation des prestations à exécuter est pour : La période 1 (2021-2024) : 1 306 014 € HT La période 2 (2024-2028) : 1 311 174 € HT **Une partie des prestations est sous-traitée à BRLI et BRLEN.**	270 953,00 €
Département de l'Aude	Livraison d'eau brute en gros.	1 589 854,00 €
	Délégation de service public - Livraison d'eau brute	2 365 621,00 €
	Affermage du service public de l'eau à partir du dispositif du barrage-réservoir de Laprade	211 000,00 €
Département des Pyrénées Orientales	Exploitation, surveillance et entretien des ouvrages hydrauliques du Département : barrages, ossature de la Raho et centrale hydroélectrique. Le montant facturé trimestriellement comprend le prix global et forfaitaire des prestations objet du contrat, et le prix unitaire d'éventuelles prestations complémentaires dont le montant est fixé contractuellement. L'évaluation de l'ensemble des fournitures à livrer et des services à exécuter telle qu'elle résulte du détail quantitatif estimatif et de l'état des prix forfaitaire est de 7 871 933,14 € HT pour 8 ans (2015-2022). **Une partie des prestations est sous-traitée à BRLI et BRLEN.**	945 752,00 €
Département de la Lozère	Affermage de Mende - Livraison d'eau potable.	8 441,41 €
Montpellier Méditerranée Métropole	Livraison d'eau agricole.	1 661,00 €
	Livraison d'eau à usage divers.	8 907,01 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	20 147,50 €
	Livraison d'eau brute en gros.	3 098 308,00 €
Nîmes Métropole	Livraison d'eau à usage divers.	1 985,00 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	6 461,72 €
	Livraison d'eau brute en gros.	58 631,00 €
	Livraison d'eau potable en gros.	2 141 404,00 €
Communauté d'agglomération Pays de l'or	Livraison d'eau à usage divers.	666,64 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	13 734,72 €
COMMUNE DE BEZIERS	Livraison d'eau à usage divers.	4 007,54 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	18 795,06 €
COMMUNE DE LUNEL	Livraison d'eau à usage divers.	1 091,91 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	1 503,34 €
COMMUNE DE VAUVERT	Livraison d'eau à usage divers.	1 229,08 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	1 503,54 €
	Livraison d'eau brute en gros.	7 807,62 €

Collectivité territoriale co-contractante	Objet des contrats et conditions financières	Montants facturés par BRLE en 2022 (CA en € H.T)
COMMUNE DE SAINT GILLES	Livraison d'eau à usage divers.	513,20 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	6 461,60 €
COMMUNE DE PEZENAS	Livraison d'eau à usage divers.	469,73 €
COMMUNE DE PAULHAN	Livraison d'eau à usage divers.	942,29 €
COMMUNE DE NIMES	Livraison d'eau à usage divers.	1 262,11 €
COMMUNE DE NARBONNE	Livraison d'eau à usage divers.	127,16 €
	Livraison d'eau brute en gros.	25 782,75 €
COMMUNE D'AIGUES VIVES	Livraison d'eau à usage divers.	697,78 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	300,69 €
COMMUNE DE SOMMIERES	Livraison d'eau à usage divers.	1 489,32 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	1 503,54 €
COMMUNE DE FRONTIGNAN	Livraison d'eau à usage divers.	234,72 €
COMMUNE DE BOISSERON	Livraison d'eau à usage divers.	625,76 €
COMMUNE DE CAZOULS LES BEZIERS	Livraison d'eau à usage divers.	339,62 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	902,12 €
	Livraison d'eau potable en gros.	23 127,10 €
	Livraison d'eau brute en gros.	49 934,18 €
COMMUNE DE MAUGUIO	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	4 536,46 €
	Livraison d'eau brute en gros.	40 102,68 €
COMMUNE DE CAISSARGUES	Livraison d'eau à usage divers.	259,62 €
COMMUNE D'AIGUES MORTES	Livraison d'eau à usage divers.	358,36 €
COMMUNE D'AIMARGUES	Livraison d'eau à usage divers.	502,43 €
COMMUNE D'ARGELIERS	Livraison d'eau agricole	1 559,93 €
	Livraison d'eau à usage divers.	138,12 €
	Livraison d'eau brute en gros.	34 853,49 €
COMMUNE DE BEAUVOISIN	Livraison d'eau à usage divers.	328,10 €
	Délégation de service public - Livraison d'eau brute	15 317,00 €
	Livraison d'eau brute en gros.	60 201,00 €
COMMUNE D'ASPIRAN	Livraison d'eau à usage divers.	420,69 €
COMMUNE DE CLARENSAC	Livraison d'eau à usage divers	200,87 €
COMMUNE DE GARONS	Livraison d'eau à usage divers	323,92 €
COMMUNE DE JONQUIERES ST VINCENT	Livraison d'eau à usage divers	108,74 €
COMMUNE DE LEZIGNAN CORBIERES	Affermage de Canet d'Aude - Livraison d'eau potable.	5 761,87 €
COMMUNE DE MANDUEL	Livraison d'eau à usage divers.	365,73 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	1 503,54 €
COMMUNE DE MEYNES	Livraison d'eau à usage divers.	1 879,28 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	877,12 €
COMMUNE DE MUDAISON	Livraison d'eau à usage divers.	740,01 €

Collectivité territoriale co-contractante	Objet des contrats et conditions financières	Montants facturés par BRLE en 2022 (CA en € H.T)
COMMUNE DE SAINT GERVASY	Livraison d'eau à usage divers.	463,84 €
COMMUNE DE SAINT SERIES	Livraison d'eau à usage divers.	179,18 €
COMMUNE DE VERGEZE	Livraison d'eau à usage divers.	949,51 €
	Livraison d'eau brute en gros.	42 644,13 €
COMMUNE D'ASPERES	Livraison d'eau agricole.	904,36 €
COMMUNE DE MARGUERITTES	Livraison d'eau à usage divers.	199,85 €
COMMUNE DE CLERMONT L'HERAULT	Livraison d'eau agricole.	278,89 €
	Livraison d'eau à usage divers.	1 590,73 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	829,94 €
	Livraison d'eau brute en gros.	11 636,30 €
COMMUNE DE GALARGUES	Livraison d'eau à usage divers	381,21 €
COMMUNE DE CAVEIRAC	Livraison d'eau à usage divers	198,52 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	3 298,81 €
	Livraison d'eau brute en gros.	36 320,28 €
COMMUNE DE GENERAC	Livraison d'eau à usage divers.	1 283,14 €
	Délégation de service public - Livraison d'eau brute	9 896,00 €
	Livraison d'eau brute en gros.	37 171,00 €
COMMUNE DE LANSARGUES	Livraison d'eau agricole.	467,65 €
	Livraison d'eau à usage divers.	177,41 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	60,12 €
COMMUNE DE LUNEL VIEL	Livraison d'eau à usage divers	545,74 €
COMMUNE DE MARAUSSAN	Livraison d'eau à usage divers	69,23 €
COMMUNE DE MILHAUD	Livraison d'eau potable en gros.	2 071,27 €
COMMUNE DE THEZAN LES BEZIERS	Livraison d'eau à usage divers	755,50 €
COMMUNE DE CONGENIES	Livraison d'eau à usage divers	290,95 €
COMMUNE DE LESPIGNAN	Livraison d'eau à usage divers	503,44 €
COMMUNE DE CANDILLARGUES	Livraison d'eau à usage divers	336,09 €
COMMUNE DE PEPIEUX	Livraison d'eau agricole.	2 052,36 €
COMMUNE DE REDESSAN	Livraison d'eau à usage divers	834,44 €
COMMUNE DE SAINT MARCEL SUR AUDE	Livraison d'eau potable en gros.	87 249,00 €
COMMUNE DE SAINT NAZAIRE DE PEZAN	Livraison d'eau à usage divers	188,13 €
COMMUNE DE SAINT JUST	Livraison d'eau à usage divers	420,91 €
COMMUNE DE SALLELES D'AUDE	Livraison d'eau potable en gros.	118 585,00 €
	Livraison d'eau à usage divers.	643,65 €
	Livraison d'eau à usage exceptionnel.	3 230,80 €
COMMUNE DE SAUSSINES	Livraison d'eau à usage divers	496,33 €

✓ **Contrats conclus entre BRLI et les collectivités territoriales actionnaires de BRL**

Collectivité territoriale co-contractante	Objet du contrat	Montant facturé en 2022 en € HT par BRLI	Montant global du contrat en € HT
Département du Gard	Sécurisation du complexe hydraulique formé par les barrages de Ste Cécile d'Andorge et des Cambous - Phase PRO EXE - Elaboration des dossiers réglementaires	7 915 €	213 655€
	Assistance technique à la surveillance, l'exploitation et la maintenance des barrages départementaux. **Une partie des prestations est sous-traitées à BRLE.**	54 410 €	Marché à bon de commande. Montant facturé : 151 150 €
	Barrages départementaux de Senechas, Ste Cécile d'Andorge et des Cambous - actualisation décennales des études de danger	61 488 €	148 805€
	Marché en groupement BRLI-ISL INGENIERIE- MEDIA E : Sécurisation du complexe hydraulique formé par les barrages de Ste Cécile d'Andorge et des Cambous - phase pro-exe-maitrise d'œuvre	93 416,54 €	Montant du marché avec les Tranches Optionnelles : 689 908,08 € - Tranche ferme BRLI : 170 027,32 € Tranche optionnelle BRLI : 519 880,76 €
	Mission de maitrise d'œuvre pour l'implantation de piézomètres complémentaires dans la galerie du barrage de Ste Cécile d'Andorge	62,28 €	19 962,49 €
Département de l'Hérault	Mission de maitrise d'œuvre pour les travaux d'inspections et de prospections complémentaires en lien avec l'actualisation de l'étude de dangers du barrage de Salagou	3 998 €	79 960 €
	Mission de Maîtrise d'œuvre des travaux d'inspections en lien avec l'actualisation de l'Etude de dangers du barrage des Olivettes.	11 201,45 €	86 165 €
	Prestation sous-traitée par BRLE dans le cadre du contrat « exploitation des barrages du Salagou et des Olivettes »	28 055 €	Montant global du marché pour BRLI : 221 728 € (110 864 € pour la période 1 et 110 864 € pour la période 2)
Département de l'Aude	Etude pour la création d'un ouvrage de franchissement piscicole sur le seuil de l'Orbieu au droit du pont RD106 à Ferrals les Corbières	5 030 €	13 205 €
Département des Pyrénées Orientales	**Prestation sous-traitée par BRLE dans le cadre du contrat "Convention de prestation de sûreté des barrages des Pyrénées Orientales"**	117 249,40 €	Montant global du marché pour BRLI : 678 671,94 €
Montpellier Méditerranée Métropole	Maitrise d'œuvre partielle pour la réalisation des infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard Bruyère	34 166,50 €	206 007,50 €
	Marché en groupement avec IRH (mandataire) / BRLI "CREM MAERA" Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'Extension et l'Adaptation de la Station d'Epuration MAERA	26 355,00 €	Montant de la part BRLI : 172 210 €
Communauté d'agglomération Pays de l'or	Maitrise d'œuvre pour la mise en place de la vitesse variable sur la surpression en période hivernale et de la surpression en période estivale	3 400 €	20 875 €
	Etude pour le diagnostic des barrages anti-sel et la définition de travaux de réparation	0,00	12 656 €
	Maitrise d'œuvre SRA Carnon Reconstruction du Poste de Refoulement Principal	0,00	107 500,00 €

Collectivité territoriale co-contractante	Objet du contrat	Montant facturé en 2022 en € HT par BRLI	Montant global du contrat en € HT
Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières (SMMAR)	Marché en groupement OPALE-SOLIHA Méd-BRLI-Agence VERRI : Réduction de la vulnérabilité des bâtiments à usage publics, professionnel et d'habitation sur le bassin versant de l'Aude et de la Berre	91 125,01 €	Marché à bon de commande. Montant total facturé par BRLI: 120 125,01 €
	Marché en groupement PREDICT SERVICE - BRLI : Accompagnement des élus du bassin versant de l'Aude à la gestion du rique inondation : mise en œuvre et révision des PCS à l'échelle du bassin versant de l'Aude, de la Berre et du Rieu	136 627,40 €	Marché à bon de commande. Montant total facturé par BRLI : 224 170 €
	Marché en groupement avec BRLI (mandataire) - Cabinet Merland avec comme sous-traitant l'Agence MYSO. Etude d'évaluation et de perspectives d'évolutions des SAGE à l'échelle des bassins versants Aude, Berre et Corbières Maritimes	61 720,00 €	Montant de la part BRLI : 121 345 €
	Etude de l'aléa inondation sur 23 communes - bassin versant de l'Aude - (Aléa Tranche 2)	38 498,69 €	Montant du marché : 110 000 €
		9 875 €	Montant de l'avenant: 131 310 €
Etablissement Public Territorial de Bassin Vidourle (EPTB Vidourle)	Diagnostic hydraulique porte du Vidourle amont rive gauche	14 030 €	14 030 €
	Marché en groupement HYDROFIS (mandataire) / CENOTE / brli. Etude sur les liaisons entre les débits du Vidourle, le niveau des karsts en amont de Quissac et la nappe de Sommières		34 510 €
COMMUNE DE NARBONNE	Etude VTA barrage Cap de Pla	4 200 €	4 200 €
	Marché en groupement Agence Ter (Mandataire) / BRLI / Transitec. Maîtrise d'œuvre urbaine pour la station balnéaire de Narbonne	18 100 €	Montant part BRLI : 24 400 €
Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole	PAPI 2 VISTRE 2016-2021 Etude de faisabilité de l'aménagement hydraulique de la Garonnette et de la Font d'Angas	60 266,00 €	109 976,00 €
	Etude de danger et déclaration du système d'endiguement du Vistre à Caissargues	1 597,62 €	Tranche ferme : 55 172,32 €
		5 320,60 €	Tranche optionnelle: 16 896,09 €

✓ **Contrats conclus entre BRLEN et les collectivités territoriales actionnaires de BRL**

Collectivité territoriale co-contractante	Objet du contrat	Montants facturés 2022 en € HT par BRLEN	Montant total du marché en € HT
Département du Gard	Barrages du Gard - débroussaillage	5 670 €	9 240 €
	Barrages du Gard - débroussaillage	9 478 €	17 100 €
Département de l'Hérault	Entretien	118 395 €	173 976 €
	Entretien	99 322 €	171 257 €
	Entretien, gestion raisonnée d'espaces naturels	100 147 €	153 933 €

Collectivité territoriale co-contractante	Objet du contrat	Montants facturés 2022 en € HT par BRLEN	Montant total du marché en € HT
	Biterrois - fauchage	51 676 €	140 066 €
	Cœur de l'Hérault - fauchage	37 560 €	123 855 €
	Haut Languedoc - fauchage	46 700 €	131 300 €
	Mont d'Orb - fauchage	13 499 €	53 458 €
	Thau plaine d'Hérault - fauchage	44 013 €	133 773 €
	Vignobles d'ouest - fauchage	52 618 €	153 524 €
	Entretien de la végétation des barrages du Salagou et des Olivettes **Prestation sous-traitée par BRLE dans le cadre du contrat « exploitation des barrages du Salagou et des Olivettes »**	9 870 €	101460 € (51 980 € pour la période 1 et 49 480 € pour période 2)
Département des Pyrénées Orientales	Barrage des Pyrénées Orientales - Entretien **(Prestation sous-traitée par BRLE)**	34 239 €	161 937 €
COMMUNE DE BEZIERS	Fourniture et plantation de végétaux	19 528 €	102 211 €
COMMUNE DE LUNEL	Rue Fenaison - Création Espaces verts	24 647 €	24 647 €
COMMUNE DE SETE	Parking du Stade Louis Michel - Replantation d'arbres d'alignement	2 314 €	2 314 €
COMMUNE DE NIMES	Prestation de débroussaillement de bords et voies de terrains	6 657 €	6 657 €
COMMUNE DE NARBONNE	Fourniture d'arbres	65 180 €	200 000 €
COMMUNE DE MARSEILLAN	Domaine des voiries communales et autres dépendances de la Commune - Fauchage et débroussaillage	62 747 €	62 047 €
COMMUNE DE VERGEZE	Fourniture de plantes et d'arbres	7 815 €	88 000 €
COMMUNE DU GRAU DU ROI	Parking Allée Victor Hugo - Arrachage d'arbres (sous-traitant Colas)	6 266 €	6 266 €
	Eco quartier Méditerranéen - Création Espaces verts	10 248 €	108 444 €
COMMUNE DE BESSAN	Route de Béziers chemin de negacots - Création Espaces verts	35 231 €	35 231 €
COMMUNE DE CLERMONT L'HERAULT	Groupe scolaire Jean Vilar - Création Espaces verts	11 177 €	11 177 €
COMMUNE DE MARSILLARGUES	Plantation d'arbres	16 690 €	16 690 €
COMMUNE DE SAINT JUST	Création Espaces verts	3 000 €	45 000 €

1.2.1.3 Apports en compte courant d'associés

Sans objet.

1.2.1.4 Garanties d'emprunt

Sans objet.

1.2.1.5 Aides octroyées au titre du développement économique et tout autre concours financier, par les collectivités territoriales actionnaires de BRL

✓ **Aides octroyées à BRL**

	Objet	Montant	Date (2022)	Secteur d'activité
Aides octroyées au titre du développement économique	Extension Biterrois	331 520 €	12 juillet	Concession Régionale
		90 090,59 €	26 octobre	Concession Régionale
	Extension Collines des costières	322 737,46 €	1er décembre	Concession Régionale
		777 030,45 €	06 décembre	Concession Régionale
	Extension Florensac Pomerols Pinet	1 298 677,88 €	30 novembre	Concession Régionale
	Maillon Biterrois	459 212,44 €	14 avril	Concession Régionale
	Maillon Minervois	1 137 160,84 €	28 mars	Concession Régionale
		626 199,86 €	23 septembre	Concession Régionale
		136 969,26 €	20 octobre	Concession Régionale
	Maillon T3 Nord Gardiole et Biterrois	641 920 €	17 mai	Concession Régionale
		3 773 128 €	21 novembre	Concession Régionale
	TOTAL Aides Investissements liés au patrimoine	**9 594 646,78 €**		
Tout autre concours financier	**Subvention Lauragais (Département de l'Aude)**	383 359,26 €		Concession Régionale

Détail des subventions accordées en 2022

⊟ Région Occitanie	Extension Bitterois	-	225 586,59
	Extension colline les costières	-	777 030,45
	Extension Florensac Pomerols Pinet	-	649 338,94
	Maillon Minervois	-	1 070 064,31
	maillon T3 nord gardiole et bittérois	-	2 925 000,00
Total Région Occitanie		-	**5 647 020,29**
⊟ Département du Gard	Extension colline les costières	-	322 737,46
Total Département du Gard		-	**322 737,46**
⊟ Département de l'Aude	Maillon Minervois	-	830 265,65
	maillon T3 nord gardiole et bittérois	-	393 888,00
Total Département de l'Aude		-	**1 224 153,65**
⊟ Département de l'Hérault	Extension Bitterois	-	196 024,00
	Extension Florensac Pomerols Pinet	-	649 338,94
	Maillon Bittérois	-	459 212,44
	maillon T3 nord gardiole et bittérois	-	1 096 160,00
Total Département de l'Hérault		-	**2 400 735,38**
Total général		-	**9 594 646,78**

✓ **Aides octroyées aux filiales directes de BRL**

Au cours de l'exercice 2022, seule la société BRLI a perçu des aides octroyées par une collectivité territoriale actionnaire de BRL.

	Objet	Montant	Date	Secteur d'activité
Concours financier	Subvention perçue de la Région Occitanie	95 461,78 €	10/02/2022	PROJET HYDROSIM
	Subvention perçue de la Région Occitanie	5 312,71 €	25/04/2022	PROJET EREDOS
	Subvention perçue de la Région Occitanie	41 966,08 €	12/09/2022	PROJET DEM'EAUX

1.2.2 Modifications statutaires

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 3. Les modifications des statuts effectuées dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années.

1.2.2.1 Modifications apportées par l'Assemblée générale extraordinaire du 21 juin 2022

- **Intégration des dispositions nouvelles issues de la Loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à « la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale », dite Loi 3DS**

- Actualisation de l'article 27 des statuts de BRL en application de l'article 210 de la Loi 3DS élargissant les cas dans lesquels les décisions du Conseil d'administration doivent faire préalablement l'objet d'une délibération de la ou des collectivités territoriales et de ses ou de leurs groupements actionnaires administrateurs.
- Actualisation de l'article 27 des statuts de BRL en application de l'article 216 de la Loi 3DS créant le nouvel article L. 1524-5-1 du Code général des collectivités territoriales et précisant la nécessité d'une clause des statuts de la société d'économie mixte pour permettre de maintenir la représentation aux assemblées générales de ses filiales par son représentant légal ou toute autre personne qu'il aura désignée.
- Actualisation de l'article 34 des statuts en application de l'article 214 de la Loi 3DS étendant le délai de transmission des délibérations du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la société à la Préfecture du siège de la société à un mois.
- Actualisation de l'article 35 des statuts en application de l'article 210 de la Loi 3DS précisant le contenu du rapport à présenter par les représentants des collectivités territoriales actionnaires à la collectivité dont ils sont mandataires.

- **Autres mises à jour – Correction d'erreurs matérielles**

- Actualisation de la rédaction de l'article 14 des statuts par rapport à l'article 1843-4 du Code civil concernant les suites de la procédure en cas de refus d'agrément d'une cession de titres.
- Actualisation des articles 17 et 20 des statuts par rapport à la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à « la transparence de la vie publique » concernant les délais d'établissement des déclarations de patrimoine par le Président du Conseil d'administration, le Directeur général et tout Directeur général délégué.
- Ajout de précisions dans l'article 20 des statuts sur l'application des articles L.225-38 et L. 225-39 du Code de commerce concernant la qualification de conventions réglementées ou non des modifications du contrat de travail des administrateurs salariés.
- Ajout de précisions dans l'article 27 des statuts pour le mettre en compatibilité avec la nouvelle rédaction de l'article L. 225-35 du Code de commerce issue de la Loi n°2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France.
- Correction d'une erreur matérielle à l'article 20 des statuts afin de l'adapter à la modification statutaire effectuée par l'Assemblée générale de BRL du 18 juin 2020 supprimant l'obligation de détenir des actions pour être administrateur.

1.2.2.2 Modifications apportées par l'Assemblée générale extraordinaire du 18 juin 2020

- **Intégration des dispositions de la Loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite Loi PACTE**

- Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans le processus de désignation du Directeur général délégué (Article 17) ;

- Intégration des notions d'intérêt social et de prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux dans le cadre de l'activité de BRL (Article 26) ;
- Délibérations relatives aux conventions réglementées : notion de personnes indirectement intéressées à la convention, absence de participation des personnes intéressées aux délibérations (Article 28) ;
- Mise à jour de termes devenus obsolètes : remplacement de la notion de « jetons de présence » par « rémunération » (Article 27).

▪ **Intégration des dispositions de la Loi du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés**

- Possibilité pour le Conseil d'administration de procéder par consultation écrite pour certaines décisions (Articles 5 ; 25) ;
- Modalités pratiques relatives aux Assemblées générales : Droit de participer aux décisions collectives pour le nu-propriétaire et l'usufruitier et répartition des droits de vote entre eux (Article 15) ; Modalités de demandes d'ajouts de points à l'ordre du jour (Article 38) ; Réponse aux questions écrites (Article 52) ;
- Démission d'office du Président, des administrateurs, du Directeur général et du Directeur général délégué en cas de mise sous tutelle (Articles 18 ; 22 ; 24).

▪ **Intégration d'options proposées par le Code de commerce**

- Fixation de la limite d'âge du Directeur général à 70 ans, pour l'aligner sur les dispositions relatives à l'âge limite de départ à la retraite pour les salariés (Article 18) ;
- Précision sur le fait que le Conseil d'administration est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes (Article 20) ;
- Suppression de l'obligation de détention d'actions pour avoir la qualité d'administrateur (Article 20) ;
- Possibilité pour le Conseil d'administration de modifier les statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives (Articles 26 ; 48) ;
- Représentation des actionnaires aux Assemblées générales : possibilité d'être représenté par le partenaire de PACS ; nécessité d'avoir un pouvoir écrit ; représentants légaux d'actionnaires ; modalités de vote à distance (Article 40) ;
- Précisions sur le recours à la visioconférence pour les tenues de Conseils d'administration (Article 25).

▪ **Création de la fonction de Président d'honneur,** réservée aux anciens administrateurs ou censeurs ayant œuvré de manière remarquable dans l'intérêt de la société BRL (nouvel article 25).

▪ **Mises à jour :**

- Remplacement de « membres du Comité d'entreprise, délégués du personnel ou membres du CHSCT » par « membres du Comité Social et Economique et Comité Social Economique Central » (Article 20) ;
- Modernisations : remplacement de « lettre et télécopie » par « écrit » (Article 25) ; remplacement de « lettre recommandée avec avis de réception » par « conformément aux textes en vigueur » (Article 30) ; Possibilité de recourir aux moyens de télécommunication pour les convocations des assemblées (Articles 36 ; 37 ; 39) ;
- Mise à jour de références textuelles : Articles du Code de commerce (Article 1) ; Articles du Code civil (Article 14) ;
- Mise à jour des renvois aux articles des statuts (Articles 19 ; 20).

▪ **Corrections d'erreurs matérielles :**

- Renvoi à la limite d'âge fixée pour le Directeur général et non à celle du Président en cas de séparation des fonctions (Article 17) ;
- Primauté de la limite d'âge fixée par les statuts sur la limite d'âge légale (Article 22) ;
- Convocation de l'Assemblée générale par le « Conseil d'administration » au lieu du « Président du Conseil d'administration » (Article 36) ;
- Délai de convocation de l'Assemblée générale réunie sur deuxième convocation (Article 37) ;
- Personnes habilitées à certifier les copies ou extraits de procès-verbaux (Article 41) ;
- Suppression de la mention « Membre de la Direction générale » (Article 59).

▪ **Clarification d'articles n'entrainant pas de modification de fonds :**

- Simplification de la rédaction (Articles 30, 35, 47, 51) ;
- Modifications des titres d'articles (Articles 21, 38, 39, 41) ;
- Regroupement d'articles (Articles 35, 36,37, 39, 40,41, 43, 44, 53, 54).

1.2.3 Actionnariat

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 4. Les évolutions de l'actionnariat intervenues dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années.

1.2.3.1 Evolution du capital social au cours des 5 dernières années

Aucune augmentation ou réduction de capital n'a été réalisée au cours des 5 dernières années.

1.2.3.2 Evolution de l'actionnariat au cours des 5 dernières années

	Actionnaires	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
PUBLIC						
COLLECTIVITES TERRITORIALES	Région Occitanie	6 685 010 actions soit 49,93 % du capital social	6 685 010 actions soit 49,93 % du capital social	6 685 010 actions soit 49,93 % du capital social	6 685 010 actions soit 49,93 % du capital social	6 685 010 actions soit 49,93 % du capital social
	Département du Gard	1 771 948 actions soit 13,23 % du capital social	1 771 948 actions soit 13,23 % du capital social	1 771 948 actions soit 13,23 % du capital social	1 771 948 actions soit 13,23 % du capital social	1 771 948 actions soit 13,23 % du capital social
	Département de l'Hérault	1 041 264 actions soit 7,78 % du capital social	1 041 264 actions soit 7,78 % du capital social	1 041 264 actions soit 7,78 % du capital social	1 041 264 actions soit 7,78 % du capital social	1 041 264 actions soit 7,78 % du capital social
	Département de l'Aude	630 613 actions soit 4,71 % du capital social	630 613 actions soit 4,71 % du capital social	630 613 actions soit 4,71 % du capital social	630 613 actions soit 4,71 % du capital social	630 613 actions soit 4,71 % du capital social
	Département des Pyrénées Orientales	135 700 actions soit 1,01 % du capital social	135 700 actions soit 1,01 % du capital social	135 700 actions soit 1,01 % du capital social	135 700 actions soit 1,01 % du capital social	135 700 actions soit 1,01 % du capital social
	Département de la Lozère	49 689 actions soit 0,37 % du capital social	49 689 actions soit 0,37 % du capital social	49 689 actions soit 0,37 % du capital social	49 689 actions soit 0,37 % du capital social	49 689 actions soit 0,37 % du capital social
	Montpellier Méditerranée Métropole	11 155 actions soit 0,08 %	11 155 actions soit 0,08 %	11 155 actions soit 0,08 %	11 155 actions soit 0,08 %	11 155 actions soit 0,08 %
	Nîmes Métropole	24 actions soit moins de 0,01 % du capital social	24 actions soit moins de 0,01 % du capital social	24 actions soit moins de 0,01 % du capital social	24 actions soit moins de 0,01 % du capital social	9 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	Communauté d'agglomération du Pays de l'or	12 actions soit moins de 0,01 % du capital social	12 actions soit moins de 0,01 % du capital social	12 actions soit moins de 0,01 % du capital social	12 actions soit moins de 0,01 % du capital social	12 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	Etablissement Public Territorial de Bassin Vidourle	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social

	COMMUNE DE BEZIERS	385 actions soit moins de 0,01 % du capital social	385 actions soit moins de 0,01 % du capital social	385 actions soit moins de 0,01 % du capital social	385 actions soit moins de 0,01 % du capital social	385 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE LUNEL	300 actions soit moins de 0,01 % du capital social	300 actions soit moins de 0,01 % du capital social	300 actions soit moins de 0,01 % du capital social	300 actions soit moins de 0,01 % du capital social	300 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE VAUVERT	210 actions soit moins de 0,01 % du capital social	210 actions soit moins de 0,01 % du capital social	210 actions soit moins de 0,01 % du capital social	210 actions soit moins de 0,01 % du capital social	210 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAINT GILLES	100 actions soit moins de 0,01 % du capital social	100 actions soit moins de 0,01 % du capital social	100 actions soit moins de 0,01 % du capital social	100 actions soit moins de 0,01 % du capital social	100 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE PEZENAS	60 actions soit moins de 0,01 % du capital social	60 actions soit moins de 0,01 % du capital social	60 actions soit moins de 0,01 % du capital social	60 actions soit moins de 0,01 % du capital social	60 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE PAULHAN	55 actions soit moins de 0,01 % du capital social	55 actions soit moins de 0,01 % du capital social	55 actions soit moins de 0,01 % du capital social	55 actions soit moins de 0,01 % du capital social	55 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SETE	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE D'ALES	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE NIMES	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE NARBONNE	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social	50 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE D'AIGUES VIVES	30 actions soit moins de 0,01 % du capital social	30 actions soit moins de 0,01 % du capital social	30 actions soit moins de 0,01 % du capital social	30 actions soit moins de 0,01 % du capital social	30 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SOMMIERES	20 actions soit moins de 0,01 % du capital social	20 actions soit moins de 0,01 % du capital social	20 actions soit moins de 0,01 % du capital social	20 actions soit moins de 0,01 % du capital social	20 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE BOUILLARGUES	0	0	0	0	15 actions soit moins de

					0,01 % du capital social[3]
COMMUNE DE MARSEILLAN	15 actions soit moins de 0,01 % du capital social	15 actions soit moins de 0,01 % du capital social	15 actions soit moins de 0,01 % du capital social	15 actions soit moins de 0,01 % du capital social	15 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE FRONTIGNAN	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE MEZE	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'ENTRE-VIGNES[4]	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	10 actions soit moins de 0,01 % du capital social	0	0	0
COMMUNE DE BOISSERON	9 actions soit moins de 0,01 % du capital social	9 actions soit moins de 0,01 % du capital social	9 actions soit moins de 0,01 % du capital social	9 actions soit moins de 0,01 % du capital social	9 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE CAZOULS LES BEZIERS	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE MAUGUIO	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social	7 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'OUVEILLAN	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE CAISSARGUES	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social	6 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'AIGUES MORTES	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'AIMARGUES	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'ARGELIERS	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE BEAUVOISIN	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social

[3] *Cession des actions à Nîmes Métropole le 08/07/2019*

[4] *Suite à la fusion des communes de Saint-Christol et Verrargues*

	COMMUNE D'ASPIRAN	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE CLARENSAC	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE GARONS	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE JONQUIERES ST VINCENT	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE LEZIGNAN CORBIERES	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE MANDUEL	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE LOUPIAN	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE MEYNES	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE MONTFRIN	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE MUDAISON	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAINT GERVASY	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SARDAN	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAINT CHRISTOL	0	0	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAINT SERIES	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social

COMMUNE DE SERVIAN	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE VERGEZE	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE VERRARGUES	0	0	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE VILLENEUVE LES BEZIERS	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DU GRAU DU ROI	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social	5 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'ASPERES	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE BESSAN	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE MARGUERITTES	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social	4 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE BOISSIERES	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE CLERMONT L'HERAULT	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE FLORENSAC	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE DE GALARGUES	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social	3 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'AGDE	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
COMMUNE D'UCHAUD	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social

	COMMUNE DE CAMPAGNE	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE BUZIGNARGUES	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE CAVEIRAC	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE GENERAC	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE LANSARGUES	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE LUNEL VIEL	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE MARAUSSAN	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE MARSILLARGUES	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE MILHAUD	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SALINELLES	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SERNHAC	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE THEZAN LES BEZIERS	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social	2 actions soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE BOUZIGUES	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE CONGENIES	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social

	COMMUNE DE LESPIGNAN	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE CANDILLARGUES	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE PEPIEUX	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE REDESSAN	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAINT MARCEL SUR AUDE	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAINT NAZAIRE DE PEZAN	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAINT JUST	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SALLELES D'AUDE	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
	COMMUNE DE SAUSSINES	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social	1 action soit moins de 0,01 % du capital social
AUTRES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC	CCI DU GARD	5 030 actions soit moins de 0,04 % du capital social	5 030 actions soit moins de 0,04 % du capital social	5 030 actions soit moins de 0,04 % du capital social	5 030 actions soit moins de 0,04 % du capital social	5 030 actions soit moins de 0,04 % du capital social
	CCI DE L'HERAULT	2 226 actions soit moins de 0,02 % du capital social	2 226 actions soit moins de 0,02 % du capital social	2 226 actions soit moins de 0,02 % du capital social	2 226 actions soit moins de 0,02 % du capital social	2 226 actions soit moins de 0,02 % du capital social
	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU GARD	1 512 actions soit moins de 0,02 % du capital social	1 512 actions soit moins de 0,02 % du capital social	1 512 actions soit moins de 0,02 % du capital social	1 512 actions soit moins de 0,02 % du capital social	1 512 actions soit moins de 0,02 % du capital social
	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HERAULT	1 005 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 005 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 005 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 005 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 005 actions soit moins de 0,01% du capital social
	CCI TERRITORIALE DE L'AUDE	1 000 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 000 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 000 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 000 actions soit moins de 0,01% du capital social	1 000 actions soit moins de 0,01% du capital social

CCI de REGION PACA	104 actions soit moins de 0,01% du capital social	104 actions soit moins de 0,01% du capital social	104 actions soit moins de 0,01% du capital social	104 actions soit moins de 0,01% du capital social	104 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA LES IRRIGANTS POUZOLS MINERVOIS	99 actions soit moins de 0,01% du capital social	99 actions soit moins de 0,01% du capital social	99 actions soit moins de 0,01% du capital social	99 actions soit moins de 0,01% du capital social	99 actions soit moins de 0,01% du capital social
CCI MARSEILLE PROVENCE	96 actions soit moins de 0,01% du capital social	96 actions soit moins de 0,01% du capital social	96 actions soit moins de 0,01% du capital social	96 actions soit moins de 0,01% du capital social	96 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA DES IRRIGANTS DE SIRAN	34 actions soit moins de 0,01% du capital social	34 actions soit moins de 0,01% du capital social	34 actions soit moins de 0,01% du capital social	34 actions soit moins de 0,01% du capital social	34 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA DES IRRIGANTS DE SAINTE VALIERE	25 actions soit moins de 0,01% du capital social	25 actions soit moins de 0,01% du capital social	25 actions soit moins de 0,01% du capital social	25 actions soit moins de 0,01% du capital social	25 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA D'IRRIGATION PLAINE DE CAUNAS	22 actions soit moins de 0,01% du capital social	22 actions soit moins de 0,01% du capital social	22 actions soit moins de 0,01% du capital social	22 actions soit moins de 0,01% du capital social	22 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA DES IRRIGANTS DE PEPIEUX	20 actions soit moins de 0,01% du capital social	20 actions soit moins de 0,01% du capital social	20 actions soit moins de 0,01% du capital social	20 actions soit moins de 0,01% du capital social	20 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA ASSAINISSEMENT IRRIGATION PLAINE ORB	12 actions soit moins de 0,01% du capital social	12 actions soit moins de 0,01% du capital social	12 actions soit moins de 0,01% du capital social	12 actions soit moins de 0,01% du capital social	12 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA ROUBINES PLAINE BEAUCAIRE-LA CHUTE	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA DU CONTRAT DE LA MEYRANNE	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASA DU NOURRIGUIER	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social
SYNDICAT CANAL DE BEAUCAIRE	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social	4 actions soit moins de 0,01% du capital social
ASSOCIATION NATIONALE DE FORMATION	3 actions soit moins de 0,01% du capital social	3 actions soit moins de 0,01% du capital social	3 actions soit moins de 0,01% du capital social	3 actions soit moins de 0,01% du capital social	3 actions soit moins de 0,01% du capital social
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AUDE	2 actions soit moins de 0,01% du capital social	2 actions soit moins de 0,01% du capital social	2 actions soit moins de 0,01% du capital social	2 actions soit moins de 0,01% du capital social	2 actions soit moins de 0,01% du capital social

	ASSOCIATION SYNDICALE CANAUX RAONEL	1 action soit moins de 0,01% du capital social	1 action soit moins de 0,01% du capital social	1 action soit moins de 0,01% du capital social	1 action soit moins de 0,01% du capital social	1 action soit moins de 0,01% du capital social
PRIVE						
PERSONNES MORALES DE DROIT PRIVE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 793 850 actions soit 13,40 % du capital social	1 793 850 actions soit 13,40 % du capital social	1 793 850 actions soit 13,40 % du capital social	1 793 850 actions soit 13,40 % du capital social	1 793 850 actions soit 13,40 % du capital social
	Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon	1 060 411 actions soit 7,92 % du capital social	1 060 411 actions soit 7,92 % du capital social	1 060 411 actions soit 7,92 % du capital social	1 060 411 actions soit 7,92 % du capital social	1 060 411 actions soit 7,92 % du capital social
	Crédit Agricole du Languedoc	125 519 actions soit 0,94 %	125 487 actions soit 0,94 %	125 432 actions soit 0,94 %	125 376 actions soit 0,94 %	125 353 actions soit 0,94 %
	Crédit agricole SA	30 000 actions soit 0,22% du capital social	30 000 actions soit 0,22% du capital social	30 000 actions soit 0,22% du capital social	30 000 actions soit 0,22% du capital social	30 000 actions soit 0,22% du capital social
	Autres personnes morales de droit privé	201 personnes morales de droit privé détenant 18 946 actions soit 0,14% du capital social	201 personnes morales de droit privé détenant 18 946 actions soit 0,14% du capital social	201 personnes morales de droit privé détenant 18 946 actions soit 0,14% du capital social	202 personnes morales de droit privé détenant 18 948 actions soit 0,14% du capital social	201 personnes morales de droit privé détenant 18 941 actions soit 0,14% du capital social
PERSONNES PHYSIQUES	Personnes physiques	4781 personnes physiques détenant 21 620 actions soit 0,16% du capital social	4789 personnes physiques détenant 21 652 actions soit 0,16% du capital social	4796 personnes physiques détenant 21 707 actions soit 0,16% du capital social	4808 personnes physiques détenant 21 761 actions soit 0,16% du capital social	4815 personnes physiques détenant 21 791 actions soit 0,16% du capital social

1.2.4 Participations

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 5. L'état de l'ensemble des participations de la société, directes et indirectes, au sens de l'article L. 233-4 du code de commerce, au capital d'autres sociétés ou groupements d'intérêt économique, mentionnant le montant de la participation, la part de capital détenue, le domaine d'activité de la société faisant l'objet de la prise de participation, le motif de cette prise de participation et l'identification des représentants de la société d'économie mixte au conseil d'administration ou de surveillance de cette société

1.2.4.1 Filiales directes de BRL

Filiales directes de BRL	Montant de la participation et part de détention du capital	Domaine d'activité de la société	Motif de la prise de participation	Représentants de BRL au CA ou CDS de cette société
BRL EXPLOITATION Société anonyme RCS Nîmes 391 350 568 Capital social : 3 482 126€	1 741 062 actions à 2 €, soit 3 482 124€ (100 % du capital)	Dans les domaines de la distribution d'eau potable, de l'irrigation et plus généralement de l'hydraulique, l'exploitation de l'ensemble des concessions octroyés par l'Etat, les conseils départementaux, etc.	Apport partiel d'actif de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône Languedoc (CNABRL) en date du 12 août 1993.	Administrateur : BRL représentée par Fabrice MARSAL
BRL INGENIERIE Société anonyme RCS Nîmes 391 484 862 Capital social : 3 183 349€	244 174 actions à 13 €, soit 3 174 262€ (99,71 % du capital)	Réalisation de toutes études, travaux ou interventions de tous organismes publics ou privés se rapportant à l'aménagement hydraulique, l'aménagement rural et urbain. La mise en valeur et le développement des territoires.	Apport partiel d'actif de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône Languedoc (CNABRL) en date du 5 juillet 1993.	Administrateur : BRL représentée par Fabrice MARSAL
BRL ESPACES NATURELS Société anonyme RCS Nîmes 391 484 755 Capital social : 1 952 700€	1 952 699 actions à 1 € soit 1 952 699€ (100 % du capital)	Toute activité portant sur l'étude, l'élaboration de tout ou partie tant dans le domaine rural que urbain de projets portant sur les activités d'aménagement d'espaces naturels et ruraux, notamment, forêts et espaces ruraux sensibles, espaces ludiques et équipements touristiques, activité de pépinières de production et d'élevage de végétaux d'ornement.	Apport partiel d'actif de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône Languedoc (CNABRL) en date du 23 juillet 1993.	Administrateur : BRL représentée par Fabrice MARSAL
BRL MADAGASCAR *(jusqu'au 23/06/2022)* Société anonyme RCS ANTANANARIVO n°2002B00484 Capital social : 220 000 000 Ar	99 997 actions à 2 200 MGA, soit 219 993 400 MGA (100 % du capital)	Ingénierie, conseil en matière d'hydraulique urbaine ou rurale, d'aquaculture ou de pêche, agriculture, environnement, travaux publics.	Développement des activités de BRL à l'international suite à une décision du Conseil de surveillance en date du 1er février 1991.	Administrateur : BRL Ingénierie représentée par Romaric VICENTE

1.2.4.2 Participations directes de BRL

Participations directes de BRL	Montant de la participation et part de détention du capital	Domaine d'activité de la société	Motif de la prise de participation	Représentants de BRL au CA ou CDS de cette société
PREDICT SERVICES Société par actions simplifiée RCS Montpellier 493 732 200 Capital social : 300 000€	1 000 actions à 100€, soit 100 000€ (33,33 % du capital)	Mise au point, exploitation et commercialisation de produits et services d'informations liés au phénomène inondation vers les collectivités territoriales et tous les utilisateurs concernés par ces services.	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil de surveillance en date du 13 avril 2005.	Administrateur : BRL représenté par Jean-François BLANCHET, Gilles ROCQUELAIN et Anne Emmanuelle ROUSSEAU
SUD DE FRANCE DEVELOPPEMENT Société anonyme d'économie mixte	500 actions à 15,24€, soit 7 620€ (0,74 % du capital)	Mener et soutenir toutes actions collectives susceptibles de contribuer au	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une	Administrateur : BRL représentée par JF BLANCHET

Participations directes de BRL	Montant de la participation et part de détention du capital	Domaine d'activité de la société	Motif de la prise de participation	Représentants de BRL au CA ou CDS de cette société
RCS Montpellier 331 496 158 Capital social : 1 031 122€		redéploiement de l'économie régionale en tous ses secteurs.	décision du Conseil d'administration du 2 octobre 1984.	
SAFER OCCITANIE Société anonyme RCS Toulouse 086 120 235 Capital social : 6 982 624€	6 895 actions à 16€, soit 110 320€ (1,58 % du capital)	Intervenir sur le marché foncier rural selon les dispositions du titre IV de livre 1er du Code rural et de la pêche maritime afin de remplir les missions définies à l'article L.141- du même Code en Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne.	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil d'administration du 7 mars 1961.	Censeur : BRL représentée par JF BLANCHET
ROUSSILLON AMENAGEMENT Société anonyme d'économie mixte RCS Perpignan 704 201 706 Capital social : 2 445 833,90€	247 050 actions à 0,38€, soit 93 879€ (3,84 % du capital)	Entrepreneur dans le département des Pyrénées Orientales. Toutes opérations d'aménagement tel que défini par la loi n°85.729 du 8 juillet 1985 ainsi que dans les mêmes domaines, toutes opérations de construction, d'équipement ou de bâtiment et d'en assurer le cas échéant la gestion et l'exploitation.	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil d'administration du 7 juillet 1970.	Administrateur : BRL représentée par AE ROUSSEAU
ARAC Société anonyme d'économie mixte RCS Montpellier 414 107 334 Capital social : 27 120 297€	10 actions à 37€, soit 370€ (0,01 % du capital)	Principalement, sur le territoire de la Région Occitanie : contribuer au développement économique régional et à divers enjeux liés à l'économie, l'aménagement durable, la rénovation urbaine, le tourisme, l'habitat, la production agroalimentaire, l'environnement.	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Directoire en 1997.	Sans objet.
SOMIMON – MERCADIS Société anonyme d'économie mixte RCS Montpellier 460 800 311 Capital social : 240 000€	300 actions à 16€, soit 4 800€ (2 % du capital)	Exploitation du marché d'intérêt national de Montpellier Gestion d'entrepôts frigorifiques ou autres, gestion stocks produits alimentaires, organisation de salons, foires, expositions.	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil d'administration en date du 17 novembre 1964.	Sans objet.
SEGARD Société anonyme d'économie mixte RCS Nîmes 680 200 128	156 actions à 76€, soit 11 856€ (0,23 % du capital)	Etude et/ou réalisation de tous projets intéressant le développement économique, touristique et industriel du Département du Gard et notamment les opérations	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil	Administrateur : BRL représentée par AE ROUSSEAU

Participations directes de BRL	Montant de la participation et part de détention du capital	Domaine d'activité de la société	Motif de la prise de participation	Représentants de BRL au CA ou CDS de cette société
Capital social : 5 128 252€		d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation.	d'administration en date du 15 février 1965.	
NEXA Société anonyme d'économie mixte RCS Saint-Denis de la Réunion 442 583 845 Capital social : 5 378 958€	600 actions à 23,53€, soit 14 118€ (0,26 % du capital)	Activité d'aménagement et de développement dans les domaines de compétence de la Région Réunion et s'inscrivant dans les objectifs de développement durable du conseil régional de la Réunion, et toutes activités pouvant se rattacher à l'objet social et ce pour le compte de la région réunion, de ses actionnaires, pour son propre compte ou pour toutes autres collectivités territoriales, organismes publics ou privés.	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Directoire en date du 16 mai 2002.	Sans objet.
SAPHIR Société anonyme d'économie mixte RCS Saint-Pierre de la Réunion 310 863 576 Capital social : 621 600€	89 titres à 168€, soit 14 952€ (2,41 % du capital)	Exploiter et gérer toute activité et tout service public tendant à favoriser l'aménagement du territoire réunionnais, gestion de l'eau, préservation du patrimoine aquatique.	Développement des activités de BRL à l'international en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil d'administration en date du 17 décembre 1985.	Sans objet.
VIATERRA *(cession le 07/04/2022 à la CABM)* Société anonyme d'économie mixte RCS Béziers 642 920 029 Capital social : 2 494 440€	2 350 actions à 36€, soit 84 600€ (3,39% du capital)	Aménagement, rénovation urbaine, restauration immobilière de construction ou réalisation de toute activité d'intérêt général.	Développement des activités locales de BRL en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil d'administration en date du 12 décembre 1961.	Sans objet.

1.2.4.3 Filiales indirectes et participations indirectes de BRL

Filiales indirectes et participations indirectes de BRL	Société actionnaire Montant de la participation et part de détention du capital	Domaine d'activité de la société	Motif de la prise de participation	Représentants de BRLI ou BRLE au CA ou CDS de cette société
BRL MADAGASCAR *(à compter du 23/06/2022)* Société anonyme RCS ANTANANARIVO n°2002B00484	**BRL INGENIERIE** 99 999 actions à 2 2200 MGA, soit 219 997 800 MGA (100 % du capital)	Ingénierie, conseil en matière d'hydraulique urbaine ou rurale, d'aquaculture ou de pêche, agriculture, environnement, travaux publics.	Reclassement à BRLI des titres détenus par BRL dans le capital de BRL Madagascar, le 23 juin 2022, dans une logique de synergie des activités d'ingénierie et de l'organisation des interventions du Groupe BRL à l'international	Administrateur : BRL Ingénierie représentée par Romaric VICENTE

Capital social : 220 000 000 Ar			autour de BRLI, suite à une décision du Conseil d'administration de BRL du 21 avril 2022 et de BRLI du 21 juin 2022.	
BRLI COTE D'IVOIRE Société anonyme ABIDJAN CI-ABJ-2018-B-33389 Capital social : 11 330 000 FCFA	**BRL INGENIERIE** 1 133 actions à 10 000 FCFA, soit 11 330 000 FCFA (100 % du capital)	Réalisation d'études, travaux, prestation d'assistance, ou interventions au profit de tous organismes publics ou privés en matière d'hydraulique, d'aménagement urbain, rural, agricole et forestier. l'environnement	Développement des activités de BRL Ingénierie à l'international, en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil d'administration de BRLI du 18 juillet 2018 (avec apport partiel d'actif de BRLI).	Administrateur : BRLI représentée par R. VICENTE
WE CONSULT Ouganda LTD Capital social : 10 000 000 UGX	**BRL INGENIERIE** 9 999 actions à 1000 UGX, soit 9 999 000 UGX (99,99 % du capital)	Réalisation d'études, travaux, prestation d'assistance, ou interventions au profit de tous organismes publics ou privés en matière d'hydraulique, d'aménagement urbain, rural, agricole et forestier.	Développement des activités de BRL Ingénierie à l'international, en cohérence avec son objet social, suite à une décision du Conseil d'administration de BRLI en date du 13 septembre 2018.	Administrateur : BRLI représentée par R. VICENTE
SODEPLA Société anonyme RCS Carcassonne 340 647 593 Capital social : 40 000€	**BRL EXPLOITATION** 1250 actions à 16€, soit 20 000€ (50 % du capital)	Affermage du service public de l'eau à partir du dispositif du barrage réservoir de Laprade.	SODEPLA a été créée en 1986 afin d'assurer l'exploitation de la station de potabilisation des Barthes, ouvrage constituant un élément du complexe hydraulique de Laprade, qui a été concédé à BRL par le Département de l'Aude jusqu'au 31/12/2011. BRL a transféré ses titres à BRLE le 14/12/2011 pour les besoins de l'exploitation par affermage de ce complexe par BRLE.	Administrateur : BRLE représentée par F. MARSAL
BEST Société à responsabilité limitée ANTANANARIVO n°2003b00399 Capital social : 33 400 000 MGA	**BRL MADAGASCAR** 10 000 actions à 2000 MGA, soit 20 000 000 MGA (59,88 % du capital)	Services de conseil, de formation, d'étude d'appui, de réalisation de projets agricoles, artisanaux et industriels rattachés aux secteurs rural, urbain et à la protection de l'environnement.	Développement des activités locales de BRL Madagascar, en cohérence avec son objet social.	Sans objet.

1.3 RISQUES ET MODALITES DE CONTROLE

1.3.1 Principaux risques et incertitudes

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 6. La description des principaux risques et incertitudes d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel auxquels la société d'économie mixte est confrontée, et le cas échéant leur traitement.

Pour BRL, la Direction est vigilante sur les effets de tension liés à l'inflation, à la relance économique et au conflit en Ukraine. La crainte qui pouvait exister sur la hausse de l'énergie est maitrisée grâce aux accords signés avec EDF. Les autres effets évoqués ci-dessus, ainsi que la cyberattaque, ne sont pas de natures à compromettre la prévision budgétaire de 2023. Les investissements d'extension du RHR sont sous contrôles et la Direction de BRL a déployé un plan d'actions spécifiques en 2022 sur ce sujet en concertation avec le Conseil d'administration pour en apprécier les effets sur les plans de financement.

Concernant les risques ou incertitudes sur les actifs de BRL détenus dans ses filiales, il convient de citer :

Pour BRLE, l'année 2022 a démontré la maitrise des charges, avec un portefeuille clientèle en progression.

Les principaux risques et incertitudes sur la maîtrise des évolutions de charges à venir sont anticipés et contrôlés, notamment l'enjeu sur l'achat d'énergie au-delà de 2023.

Les fortes augmentations des tarifs suite aux applications de formules de révision (malgré la réfaction accordée sur l'eau agricole, après validation par le conseil d'administration de BRL) peuvent induire un risque de baisse du portefeuille (résiliations de contrats), limité à 2023 sur l'agricole, et sur les années à venir pour l'Eau à Usage Divers et les Eaux Brutes en Gros et l'Eau Potable en Gros. Ce risque a été pris en compte au niveau des prévisions stratégiques : à long terme, cela entrainera une amélioration de la façon de consommer (moins de pertes) qui sera vraisemblablement compensée par de nouveaux besoins.

Les difficultés de recouvrement des factures d'affermages d'eau potable et d'assainissement liées aux évolutions règlementaires de la loi Brottes interdisant les coupures d'eau sont toujours présentes mais sans évolution notables avec les dotations idoines.

Pour l'année 2023, les impacts de la guerre en Ukraine qui a amplifié les tendances haussières de coûts des matériaux et services et les pénuries de matériaux (impact COVID) semblent s'estomper progressivement.

Ces hausses ont été maîtrisées via un renforcement de l'équipe Achat qui renégocie la plupart des contrats principaux de fournitures en maintenant des hausses de prix pour la plupart inférieures aux augmentations des indices d'actualisation de vente d'eau.

Les risques de pénuries en fournitures ont été intégrés dans les processus de réalisation des travaux et prestations en anticipant les commandes (qui permettent également d'optimiser les coûts), la plus problématique étant liée aux véhicules pour lesquels les durées des contrats de location sont allongées (géré au niveau Groupe).

BRLE a par ailleurs conclu un nouveau contrat d'achat d'énergie, très favorable à l'activité, dont l'échéance est à fin 2025.

La hausse des charges est en très grande partie couverte par une hausse des recettes de vente d'eau dont l'évolution intègre une formule de révision avec des indices économiques représentatifs des charges d'exploitation.

Pour BRLI, ils se situeront sur :

- La crise sanitaire

L'impact de la poursuite de la pandémie de la Covid-19 sur les activités semble limité mais la vigilance reste de mise notamment dans le cadre des interventions export dans les pays où le taux de vaccination est resté faible.

- Les risques opérationnels

L'attention de la société sera portée sur la suite apportée par l'administration fiscale (ERCA) à la demande de régularisation de la situation en Ethiopie.

- Le conflit en Ukraine et situation de forte inflation

L'impact économique de la guerre en Ukraine sera également monitoré vis-à-vis des effets sur les coûts des services utilisés par BRLI pour réaliser les prestations ou encore sur la réduction des mises en chantier du fait de l'augmentation des coûts de travaux. Aucun impact significatif n'a été noté sur les mises en chantier en 2022 mais la persistance d'une inflation de haut niveau peut avoir des répercussions à court et moyen terme. La capacité d'investissement et les crédits budgétaires des clients de BRLI peuvent contraindre l'évolution des prix des prestations de BRLI et réduire les marges de ses activités au regard de l'évolution de ses coûts de production.

Pour BRLEN, ils se situeront au niveau de :

- L'organisation

Le travail initié fin 2021 sur la fidélisation des collaborateurs s'est poursuivi en 2022. Sur les activités d'aménagements paysagers, le turnover a nettement diminué, mais reste très élevé sur les pépinières avec un renouvellement quasi-complet des équipes administratives.

Le marché de l'emploi, orienté en faveur des salariés, est complexe et les délais de recrutement restent longs notamment sur des postes d'ouvriers qualifiés dans certains domaines (irrigation, élagage) ou sur des postes nécessitant des permis particuliers (poids-lourds, CACES, etc.).

Avec un bon carnet de commandes en 2023, la clé de la réussite résidera dans la stabilité des équipes, dans la diminution de l'absentéisme par rapport à 2022 et dans la capacité de BRLEN à recruter des intérimaires performants lors des périodes de pointe.

- L'inflation

L'inflation entre 2022 et 2023 se situe à environ 6 %, impactant les charges de l'entreprise sur les postes principaux que sont les charges salariales, les achats de fournitures et de végétaux mais également les carburants.

Un travail de fond a été réalisé avec les maîtres d'ouvrage sur les contrats pluriannuels afin de modifier les fréquences de révision des prix d'une part mais également, pour prendre en compte les évolutions substantielles, au-delà de l'inflation moyenne, de certains matériaux (adaptation des BPU).

Les charges liées au carburant sont à surveiller de près, bien que l'annonce récente de Total sur un prix capé jusqu'au 31 décembre 2023 permette d'améliorer la visibilité pour cette année.

Enfin, la hausse des taux sur les emprunts immobiliers devrait ralentir les transactions et par conséquent générer des retards de livraison sur certains programmes. La diversité de composition du carnet de commandes de BRLEN permet cependant d'amortir les effets de ces éventuels retards.

1.3.2 Procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 7. L'état des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en œuvre par la société dans le cadre de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de l'activité économique et, le cas échéant, de celles mises en œuvre dans le cadre du 3° de l'article 3 de cette même loi.

BRL n'est pas soumise aux dispositions de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de l'activité économique (Loi dite Sapin 2). Au titre de l'article 3 de cette même loi, BRL a déployé des démarches de conformité, de prévention des conflits d'intérêt et de prévention des risques de fraude et d'atteinte à la probité.

En effet, les principes éthiques que sont la confiance et l'intégrité morale constituent des engagements primordiaux pour le Groupe BRL. Consciente du caractère essentiel de la lutte contre la corruption pour assurer la pérennité de toute organisation, la Direction générale de la société BRL, holding du Groupe, a inscrit la conformité des pratiques aux lois et réglementations au cœur du projet stratégique CAP 2025. Avec un capital majoritairement public, la SAEML BRL s'est fixée pour objectif de privilégier des comportements exemplaires pour préserver la réputation de l'entreprise et des actionnaires.

La trajectoire de conformité aux nouvelles obligations a été progressivement déployée dans différents domaines sensibles :

- Renforcement, depuis 2012, de la conformité des pratiques d'achats aux règles de l'ordonnance de 2005, de l'ordonnance de 2015, puis du Code de la Commande publique.
- Organisation de la fin des commandes directes de BRL à BRL Ingénierie, issues du processus de filialisation des activités de BRL et de mise en concurrence des prestations d'ingénierie (réflexion amorcée depuis 2015).
- Mise en œuvre du dispositif de protection des lanceurs d'alerte et de traitement des signalements, à partir de 2017. Le dispositif a fait l'objet d'une révision au cours de l'exercice 2022 pour intégrer les évolutions de la Directive européenne 2019/1937 transposée en droit français par la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 entrée en vigueur au 1er septembre 2022 et le décret n°2022-1284 du 3 octobre 2022, modifiant tous deux les dispositions relatives aux lanceurs d'alerte de la loi Sapin 2.
- Mise en œuvre de la déclaration des bénéficiaires effectifs, à partir de 2017.
- Déploiement du Règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016 (RGPD) au sein des activités du Groupe dans le respect des calendriers, à partir de 2017.
- Déploiement de la Déclaration de performance extra-financière des activités du Groupe avec une certification par un organisme tiers indépendant, depuis l'exercice 2018.
- Création d'une Direction dédiée à l'audit et au contrôle interne, depuis 2020.
- Mise en place du dispositif de Piste d'audit fiable (PAF) dans l'intégralité des sociétés du Groupe, depuis 2020.

La Direction générale de BRL a également décidé d'engager des démarches volontaires non obligatoires sur différents axes au regard des enjeux stratégiques, de positionnement des activités ou de renforcement positif de sa réputation :

- Politique de responsabilité sociétale et de développement durable (déployée).
- Observatoire de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois (déployé).
- Traitement systématique des tentatives externes de fraude ou d'escroquerie (déployé).
- Activation d'une Mission de Supervision permanente de la Sûreté et Sécurité des Infrastructures du Réseau Hydraulique régional (suite au Pont de Gênes).
- Politique de sécurisation des systèmes d'information (en cours).
- Politique d'achats responsables (en cours).

Dans le cadre de l'organisation des démarches de conformité du Groupe BRL, la Direction générale de BRL a souhaité renforcer le déploiement de sa trajectoire de conformité en matière de responsabilité des affaires par la mise en place d'une Charte éthique au niveau du Groupe et de Codes de conduite dans chacune des sociétés filiales directes de BRL.

Ces documents associent les Directions, les salarié(e)s, les actionnaires et les principales parties prenantes autour des objectifs d'intégrité et de transparence.

L'objectif est de renforcer la prévention des conflits d'intérêts et les mesures anti-corruption, en lien avec les dispositions de la loi Sapin 2 et les préconisations de l'Agence Française Anticorruption.

Après un diagnostic des pratiques au regard de l'article 3 de la loi Sapin 2 réalisé en janvier 2022, la Charte éthique a été déployée en février 2022 et les Codes de conduite de BRL, BRLE, BRLI et BRLEN ont été établis. Ces derniers ont été intégrés dans les Règlements intérieurs des sociétés du Groupe pour être opposables aux salarié(e)s. Les actualisations des Règlements intérieurs ont été finalisées au 1er semestre 2022, et sont entrées en vigueur le 1er septembre 2022 pour BRL et le 15 septembre 2022 pour BRLE, BRLI et BRLEN.

La **Charte Ethique** se définit comme une déclaration par laquelle le Groupe BRL énonce les principes et valeurs dans lesquels il souhaite inscrire son action et son développement. Elle est un engagement dans le respect des principes éthiques (confiance et intégrité morale) et la lutte contre la corruption. Elle met en lumière les principes et valeurs auxquels le Groupe BRL et l'ensemble de ses filiales adhèrent et qui doivent guider chaque collaboratrice ou collaborateur du Groupe dans la pratique quotidienne de son métier. Disponible sur le site internet et sur l'intranet du Groupe depuis février 2022, cette Charte est applicable à toutes les sociétés du Groupe. Elle sert de socle commun à leurs Codes de conduite. Le Groupe BRL s'efforce de faire respecter, avec l'ensemble de ses parties prenantes, la discrétion et la confidentialité dans l'usage des données, des informations, du savoir-faire, des droits de propriété intellectuelle et industrielle et des secrets d'affaires, en lien avec ses activités.

Les **Codes de conduite** concernent l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise, entendues comme les individus ou groupes ayant un intérêt dans les décisions ou activités de la société (salariés, sous-traitants, clients, pouvoirs publics, habitants des agglomérations proches des centres d'activité de l'entreprise, etc.). Un Code de conduite désigne un texte présentant les valeurs fondamentales de l'entreprise, ainsi que ses responsabilités vis-à-vis de toutes les parties prenantes et énonçant les règles et devoirs aux collaborateurs(trices) de l'entreprise, confrontés à un certain nombre de situations.

Le Code de Conduite formalise les valeurs fédératrices qui accompagnent au quotidien les collaboratrices et les collaborateurs dans leurs activités professionnelles. Il s'inscrit dans un objectif inconditionnel d'intégrité et de transparence qui constitue un maillon fondamental pour développer et entretenir des relations de confiance avec les parties prenantes.

Le Code de Conduite regroupe l'ensemble des règles, pratiques, interdictions et comportements à adopter face aux situations à risque en matière de corruption et trafic d'influence. Il rappelle également les principes fondamentaux auxquels doivent se conformer les personnes concernées, susceptibles d'engager ou de représenter la société BRL. Il s'adresse aux dirigeants, à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de BRL (CDI, CDD, Stagiaires, Apprentis) et aux administrateurs et membres des Comités de gouvernance de BRL ainsi qu'aux partenaires commerciaux de BRL (fournisseurs, prestataires, intermédiaires, clients...).

Le déploiement du processus de conformité se poursuit avec l'élaboration d'une cartographie des risques de fraude et de corruption de BRL et de chaque filiale.

Les sensibilisations aux codes de conduites sont déployées à partir de fin 2022 et les formations des personnels concernés seront mises en place à l'appui des cartographies des risques de fraude et de corruption.

Concernant l'exposition des Directions internes du Groupe au risque de conflits d'intérêts, le Directeur général de BRL a produit une décision en date du 31 octobre 2022 pour prévenir les conflits d'intérêts avec les filiales du Groupe dans la commande publique de BRL Holding.

1.3.3 Contrôles dont font l'objet les sociétés du Groupe BRL au 31/12/2022

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 8. Une information sur les contrôles éventuels dont la société fait l'objet

1.3.3.1 BRL

Contrôle fiscal	Sans objet.
Contrôle URSSAF	BRL fait l'objet d'un contrôle URSAFF notifié le 30 septembre 2022, qui est en cours au 31 décembre 2022.
Contrôle de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie	BRL fait l'objet d'un contrôle notifié le 31 janvier 2022 sur la gestion de BRL pour les périodes de 2016 à 2021 inclus. Le rapport d'observations provisoire a été rendu le 26 septembre 2022. Le rapport d'observations définitif n'a pas été remis sur l'exercice 2022.
Autres contrôles	Sans objet.

1.3.3.2 Filiales directes de BRL (BRLE, BRLI, BRLEN)

	Contrôle fiscal	**Contrôle URSSAF**	**Autres contrôles**
BRLE	Sans objet.	BRLE fait l'objet d'un contrôle URSAFF notifié le 30 septembre 2022, qui est encore en cours au 31 décembre 2022.	BRLE fait l'objet d'un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie notifié le 31 janvier 2022 sur la gestion de BRLE pour les périodes de 2016 à 2021 inclus. Le rapport d'observations provisoire a été rendu le 26 septembre 2022. Le rapport d'observations définitif n'a pas été remis sur l'exercice 2022.
BRLI	Sans objet.	BRLI fait l'objet d'un contrôle URSAFF notifié le 30 septembre 2022, qui est encore en cours au 31 décembre 2022.	Sans objet.
BRLEN	Sans objet.	Sans objet.	Sans objet.

1.3.3.3 Filiales indirectes de BRL (BRL Madagascar, BRLI-CI, WE CONSULT, BEST, SODEPLA) et établissements stables de BRLI

	Contrôle fiscal	**Contrôle URSSAF**	**Autres contrôles**
BRL Madagascar	Sans objet.	Sans objet.	Sans objet.
BRLI-CI	Un contrôle fiscal s'est déroulé courant 2021 sur les exercices 2018 et 2019 et s'est achevé en février 2022, avec la notification d'un redressement limité à 15 k€.	Sans objet.	Sans objet.
WE CONSULT	Prélèvement de 20 k€ par l'administration fiscale (après répartition Cédant / BRLI).	Sans objet.	Sans objet.
BEST	Sans objet.	Sans objet.	Sans objet.
SODEPLA	Sans objet.	Sans objet.	Sans objet.

Etablissements stables de BRLI	**Ethiopie :** suite au redressement fiscal sur la période 2013-2016 sur l'ES en Ethiopie clôturé en 2019, BRLI s'est acquittée des montants notifiés. BRLI a sollicité l'administration fiscale Ethiopienne fin novembre 2019 pour la régularisation des exercices 2017-2018 sur les mêmes bases. Au 31/12/2022, l'administration fiscale ne s'est pas prononcée. En revanche, un redressement sur la retenue à la source des paiements effectués par l'ES à BRLI en France en 2016 a été notifié à BRLI pour un montant équivalent à 115 k€. Ce redressement étant totalement infondé et concernant, de plus, une période déjà auditée par l'administration fiscale éthiopienne, une contestation totale a été adressée à l'administration. Ce recours est en cours d'instruction.	Sans objet.	Sans objet.

1.3.4 Contrôle analogue

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 9. Les modalités d'exercice du contrôle analogue pour les sociétés publiques locales.

Sans objet.

1.4 GOUVERNANCE

1.4.1 Bilan de la gouvernance des élus

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 10. Le bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance. Ce bilan pourra comprendre, le cas échéant, une synthèse des positions prises par ces représentants sur les décisions stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la collectivité actionnaire et le signalement des positions de ces représentants non suivies dans chacune de ces instances.

1.4.1.1 Taux de présence et de représentation des élus aux Conseils d'administration de BRL de l'exercice 2022

Membres du Conseil d'administration	07/02/2022	21/04/2022	21/06/2022	30/11/2022	TOTAL de présence	Pourcentage de présence	Pourcentage de présence ou de représentation
Région Occitanie							
Christian ASSAF	Pouvoir	1	1	1	**3**	**75%**	**100%**
Jean-Louis CAZAUBON	1	1	1	Pouvoir	**3**	**75%**	**100%**
Aurélie GENOLHER	1	1	Pouvoir	Pouvoir	**2**	**50%**	**100%**
Jean-Luc GIBELIN	1	1	1	Pouvoir	**3**	**75%**	**100%**
Katy GUYOT	1	1	1	1	**4**	**100%**	**100%**
Monique NOVARETTI	Pouvoir	1	1	1	**3**	**75%**	**100%**
Fabrice VERDIER	1	1	1	1	**4**	**100%**	**100%**
Département du Gard							
Denis BOUAD	1	1	1	1	**4**	**100%**	**100%**
Olivier GAILLARD	1	Pouvoir	1	1	**3**	**75%**	**100%**
Département de l'Hérault							
Jacqueline MARCOVIK	1	1	1	1	**4**	**100%**	**100%**
Yvon PELLET	1	1	1	1	**4**	**100%**	**100%**
Département de l'Aude							

Alain GINIES	1	1	1	Pouvoir	3	75%	100%
Assemblée spéciale des collectivités territoriales							
Département des Pyrénées Orientales - Nicolas GARCIA	Pouvoir		1	1	2	50%	75%
Département de la Lozère - Rémi ANDRE	Pouvoir	Pouvoir	Pouvoir	Pouvoir	0	0%	100%

1.4.1.2 Taux de présence des élus aux Assemblée générale et Assemblées spéciales des collectivités territoriales au cours de l'exercice 2022

✓ **Collectivités territoriales présentes ou représentées à l'Assemblée générale mixte du 21 juin 2022**

	En matière ordinaire	En matière extraordinaire
Nombre total de voix des actionnaires :	13 388 588	13 388 588
Quorum requis :	3 347 147	4 462 863
Nombre total de voix des actionnaires présents ou représentés :	13 150 303	13 150 303
Majorité :	6 575 152	8 766 869
Nombre total de voix des collectivités territoriales actionnaires :	10 327 035	10 327 035
Nombre de voix des collectivités territoriales présentes ou représentées :	10 264 788*	10 264 788

* **99,40 %** des collectivités territoriales actionnaires étaient présentes ou représentées à l'Assemblée générale mixte du 21 juin 2022.

COLLECTIVITES TERRITORIALES	Pourcentage de présence	Pourcentage de présence ou de représentation
REGION OCCITANIE représentée par Fabrice VERDIER	100%	100%
DEPARTEMENT DU GARD représenté par Denis BOUAD	100%	100%
DEPARTEMENT DE L'HERAULT représenté par Yvon PELLET	100%	100%
DEPARTEMENT DE L'AUDE représenté par Alain GINIES	100%	100%
DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES représenté par Nicolas GARCIA	100%	100%
DEPARTEMENT DE LA LOZERE		
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE		
NIMES METROPOLE représenté par Olivier FABREGOUL	100%	100%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS DE L'OR		
SYNDICAT MIXTE DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES RIVIERES		
ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN VIDOURLE		
COMMUNE D'AGDE		
COMMUNE D'AIGUES MORTES		
COMMUNE D'AIGUES VIVES		
COMMUNE D'AIMARGUES		
COMMUNE D'ALES		
COMMUNE D'ARGELIERS		
COMMUNE D'ASPERES		
COMMUNE D'ASPIRAN		

COLLECTIVITES TERRITORIALES	Pourcentage de présence	Pourcentage de présence ou de représentation
COMMUNE DE BEAUVOISIN		
COMMUNE DE BESSAN		
COMMUNE DE BEZIERS		
COMMUNE DE BOISSERON		
COMMUNE DE BOISSIERES représentée par Jean-Brice LIBOUREL	100%	100%
COMMUNE DE BOUZIGUES		100%
COMMUNE DE BUZIGNARGUES		
COMMUNE DE CAISSARGUES représentée par Olivier FABREGOUL	100%	100%
COMMUNE DE CAMPAGNE		
COMMUNE DE CANDILLARGUES		
COMMUNE DE CAVEIRAC		
COMMUNE DE CAZOULS LES BEZIERS		
COMMUNE DE CLARENSAC		
COMMUNE DE CLERMONT L'HERAULT		
COMMUNE DE CONGENIES		
COMMUNE DE FLORENSAC		
COMMUNE DE FRONTIGNAN		
COMMUNE DE GALARGUES		
COMMUNE DE GARONS		
COMMUNE DE GENERAC		
COMMUNE DE JONQUIERES ST VINCENT		
COMMUNE DE LANSARGUES		
COMMUNE DE LESPIGNAN		
COMMUNE DE LEZIGNAN CORBIERES		
COMMUNE DE LOUPIAN représentée par Alain VIDAL	100%	100%
COMMUNE DE LUNEL		
COMMUNE DE LUNEL VIEL		
COMMUNE DE MANDUEL		
COMMUNE DE MARAUSSAN		100%
COMMUNE DE MARGUERITTES		100%
COMMUNE DE MARSEILLAN		
COMMUNE DE MARSILLARGUES		
COMMUNE DE MAUGUIO		
COMMUNE DE MEYNES		
COMMUNE DE MEZE		
COMMUNE DE MILHAUD		
COMMUNE DE MONTFRIN		
COMMUNE DE MUDAISON		
COMMUNE DE NARBONNE		
COMMUNE DE NIMES		

COLLECTIVITES TERRITORIALES	Pourcentage de présence	Pourcentage de présence ou de représentation
COMMUNE DE PAULHAN		
COMMUNE DE PEPIEUX		
COMMUNE DE PEZENAS		
COMMUNE DE REDESSAN		
COMMUNE DE SAINT GERVASY		
COMMUNE DE SAINT GILLES		
COMMUNE DE SAINT JUST		
COMMUNE DE SAINT MARCEL SUR AUDE		
COMMUNE DE SAINT NAZAIRE DE PEZAN		
COMMUNE DE SAINT SERIES		
COMMUNE DE SALINELLES		
COMMUNE DE SALLELES D'AUDE		
COMMUNE DE SARDAN		
COMMUNE DE SAUSSINES		
COMMUNE DE SERNHAC		
COMMUNE DE SERVIAN		
COMMUNE DE SETE		
COMMUNE DE SOMMIERES		
COMMUNE DE THEZAN LES BEZIERS		
COMMUNE DE VAUVERT représentée par Annick CHOPARD	100%	100%
COMMUNE DE VERGEZE		
COMMUNE DE VILLENEUVE LES BEZIERS		
COMMUNE D'ENTRE-VIGNES		
COMMUNE D'OUVEILLAN		
COMMUNE DU GRAU DU ROI représentée par Philippe BLATIERE	100%	100%
COMMUNE D'UCHAUD		

✓ **Collectivités territoriales présentes ou représentées à l'Assemblée spéciale du 21 juin 2022**

Nombre total de voix : 198 200
Quorum : pas de quorum requis
Nombre de voix présentes ou représentées : 186 043 (soit 93,87 % des voix totales)
Majorité : 93 022

COLLECTIVITES TERRITORIALES	Pourcentage de présence	Pourcentage de présence ou de représentation
DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES représenté par Nicolas GARCIA	100%	100%
DEPARTEMENT DE LA LOZERE		100%
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE		
NIMES METROPOLE représenté par Olivier FABREGOUL	100%	100%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS DE L'OR		
SYNDICAT MIXTE DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES RIVIERES		

COLLECTIVITES TERRITORIALES	Pourcentage de présence	Pourcentage de présence ou de représentation
ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN VIDOURLE		
COMMUNE D'AGDE		
COMMUNE D'AIGUES MORTES		
COMMUNE D'AIGUES VIVES		
COMMUNE D'AIMARGUES		
COMMUNE D'ALES		
COMMUNE D'ARGELIERS		
COMMUNE D'ASPERES		
COMMUNE D'ASPIRAN		
COMMUNE DE BEAUVOISIN		
COMMUNE DE BESSAN		100%
COMMUNE DE BEZIERS		
COMMUNE DE BOISSERON		
COMMUNE DE BOISSIERES représentée par Jean-Brice LIBOUREL	100%	100%
COMMUNE DE BOUZIGUES		100%
COMMUNE DE BUZIGNARGUES		
COMMUNE DE CAISSARGUES représentée par Olivier FABREGOUL	100%	100%
COMMUNE DE CAMPAGNE		
COMMUNE DE CANDILLARGUES		
COMMUNE DE CAVEIRAC		
COMMUNE DE CAZOULS LES BEZIERS		
COMMUNE DE CLARENSAC		
COMMUNE DE CLERMONT L'HERAULT		
COMMUNE DE CONGENIES		
COMMUNE DE FLORENSAC		100%
COMMUNE DE FRONTIGNAN		100%
COMMUNE DE GALARGUES		
COMMUNE DE GARONS		100%
COMMUNE DE GENERAC		
COMMUNE DE JONQUIERES ST VINCENT		100%
COMMUNE DE LANSARGUES		100%
COMMUNE DE LESPIGNAN		
COMMUNE DE LEZIGNAN CORBIERES		
COMMUNE DE LOUPIAN représentée par Alain VIDAL	100%	100%
COMMUNE DE LUNEL		100%
COMMUNE DE LUNEL VIEL		
COMMUNE DE MANDUEL		
COMMUNE DE MARAUSSAN		
COMMUNE DE MARGUERITTES		100%
COMMUNE DE MARSEILLAN		

COLLECTIVITES TERRITORIALES	Pourcentage de présence	Pourcentage de présence ou de représentation
COMMUNE DE MARSILLARGUES		
COMMUNE DE MAUGUIO		
COMMUNE DE MEYNES		
COMMUNE DE MEZE		
COMMUNE DE MILHAUD		100%
COMMUNE DE MONTFRIN		
COMMUNE DE MUDAISON		100%
COMMUNE DE NARBONNE		
COMMUNE DE NIMES		
COMMUNE DE PAULHAN		
COMMUNE DE PEPIEUX		
COMMUNE DE PEZENAS		100%
COMMUNE DE REDESSAN		
COMMUNE DE SAINT GERVASY		
COMMUNE DE SAINT GILLES		
COMMUNE DE SAINT JUST		
COMMUNE DE SAINT MARCEL SUR AUDE		
COMMUNE DE SAINT NAZAIRE DE PEZAN		
COMMUNE DE SAINT SERIES		
COMMUNE DE SALINELLES		
COMMUNE DE SALLELES D'AUDE		
COMMUNE DE SARDAN		
COMMUNE DE SAUSSINES		
COMMUNE DE SERNHAC		
COMMUNE DE SERVIAN		
COMMUNE DE SETE		
COMMUNE DE SOMMIERES		
COMMUNE DE THEZAN LES BEZIERS		
COMMUNE DE VAUVERT représentée par Annick CHOPARD	100%	100%
COMMUNE DE VERGEZE		
COMMUNE DE VILLENEUVE LES BEZIERS		
COMMUNE D'ENTRE-VIGNES		
COMMUNE D'OUVEILLAN		
COMMUNE DU GRAU DU ROI représentée par Philippe BLATIERE	100%	100%
COMMUNE D'UCHAUD		

1.4.2 Délibérations stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la collectivité territoriale actionnaire

Instances	Délibérations stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la CT actionnaire	Positions prises les représentants sur ces délibérations (comprenant le signalement de positions des représentants non suivies)
Conseil d'administration du 7 février 2022	Protocole d'accord entre Montpellier Méditerranée Métropole (3M), BRL et BRLEN relatif à la mise à disposition réciproque de terrains, nécessaire à la création par 3M d'un village transitoire d'accueil.	Adopté à l'unanimité des membres pouvant s'exprimer (Fabrice VERDIER, Christian ASSAF, Jean-Louis CAZAUBON, Jean-Luc GIBELIN, Katy GUYOT et Yvon PELLET n'ont pas pris part aux délibérations).
	Actualisation du coût d'investissement et d'autofinancement de l'opération de création de réseaux secondaires hydroagricoles des Collines des Costières dans le contexte de crise mondiale sur les matières premières.	Adopté à l'unanimité.
Conseil d'administration du 21 avril 2022	Arrêté des comptes sociaux de BRL et des comptes consolidés du Groupe au 31/12/2021.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation du projet d'actualisation des statuts de BRL.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation de la proposition de désignation des Commissaires aux comptes pour la période 2022-2027.	Adopté à l'unanimité.
	Convocations, fixation des ordres du jour et documents préparatoires à l'Assemblée générale mixte et à l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales.	Adopté à l'unanimité.
	Bilan de performance 2021 et objectifs 2022, propositions de primes 2021 et d'évolution salariale 2022 pour le Directeur général de BRL et les membres du Comité exécutif du Groupe.	Adopté à la majorité de 17 voix sur 19 (abstention des 2 administrateurs salariés)
	Autorisation du Directeur général à engager des cautions, avals et garanties.	Adopté à l'unanimité.
	Cession à BRLI des titres détenus par BRL au capital de BRL Madagascar.	Adopté à l'unanimité.
	Actualisation des investissements et des autofinancements de BRL au regard de la tension mondiale sur l'énergie et les fournitures et arbitrages sur les décisions de poursuite ou d'arrêt des investissements selon les capacités des plans de financement (Projet Montagnac, projet Vendres, Pont Bâche de Saint-Gilles).	Adopté à l'unanimité.
	Examen annuel des conventions antérieurement autorisées et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice.	Adopté à l'unanimité des membres pouvant s'exprimer.
	Approbation de l'avenant n°3 à la convention BRL/BRLE/BRLI/BRLEN de répartition des primes d'assurance.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation de l'avenant de résiliation au contrat général cadre de sous-traitance des opérations d'aménagement régional étude et maitrise d'œuvre BRL/BRLEN.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation de la convention « offre de concours relative à la réalisation de travaux routiers sur la route départementale n°61 » liant BRL et le Département de l'Hérault.	Adopté à l'unanimité des membres pouvant s'exprimer (Jacqueline MARKOVIC et Yvon PELLET n'ont pas pris part aux délibérations).
Conseil d'administration du 21 juin 2022	Approbation du projet de cession par BRL au profit de BRLI, de 100 000 titres de la société BRLMAD pour un montant de 900 000 €, soit 9 € par action ; Approbation du protocole de cession de titres correspondant.	Adopté à l'unanimité.

Instances	Délibérations stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la CT actionnaire	Positions prises les représentants sur ces délibérations (comprenant le signalement de positions des représentants non suivies)
	Approbation des avenants de résiliation de la convention d'assistance BRL/BRLMAD et de la convention de représentation BRL/BRLMAD.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation du Cahier des charges particulier pour l'établissement, l'usage et l'exploitation des ouvrages concernant les 3 extensions de périmètres agricoles BRL/Région Occitanie (secteurs de Loupian, du Plateau de Vendres et de la Plaine du Pouget).	Adopté à l'unanimité des membres pouvant s'exprimer (Fabrice VERDIER, Christian ASSAF, Jean-Louis CAZAUBON, Jean-Luc GIBELIN, Katy GUYOT et Monique NOVARETTI n'ont pas pris part aux délibérations).
	Approbation du bail commercial des locaux de Garons BRL/BRLE.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation de la convention de mise à disposition de personnel BRL/BRLEN.	Adopté à l'unanimité.
	Autorisation donnée au Président pour signer au nom de BRL le protocole de partenariat entre le SDIS de l'Hérault, BRL et BRLE.	Adopté à l'unanimité.
Conseil d'administration du 30 novembre 2022	Arrêté des comptes sociaux intermédiaires de BRL et consolidés du Groupe au 30 juin 2022.	Adopté à l'unanimité.
	Autorisation donnée à BRL de poursuivre l'opération d'extension du Réseau Hydraulique Régional sur le secteur du Pouget, avec un montant d'investissement actualisé.	Adopté à l'unanimité.
	Autorisation donnée à BRL d'engager le programme d'investissement récurrents, structurants et de développement du Réseau Hydraulique Régional tel que présenté en séance.	Adopté à l'unanimité des membres pouvant s'exprimer (Fabrice VERDIER, Christian ASSAF, Katy GUYOT et Monique NOVARETTI n'ont pas pris part aux délibérations).
	Approbation de l'application de la formule de révision de + 16,26 % sur la facture 2023 assortie d'une réfaction immédiate sur la facturation de 6,26 % permettant de limiter l'impact de l'augmentation à 10 %, et du principe du plafonnement de l'augmentation du prix de l'eau à usage divers pour la facturation de fin d'année 2022.	Adopté à l'unanimité.
	Adoption du Règlement intérieur du Comité des Sélections et des rémunérations.	Adopté à l'unanimité.
	Autorisation de la poursuite par tacite reconduction des conventions et de leurs avenants suivants : - Convention cadre domanial, conclue entre BRL et BRLE le 1er décembre 1993, - Convention de services centralisés et ses avenants, conclue entre BRL et BRLE le 12 février 2013, - Convention de services centralisés et ses avenants, conclue entre BRL et BRLI le 18 février 2013 - Convention de services centralisés et ses avenants, conclue entre BRL et BRLEN le 12 février 2013, - Convention de prestations et ses avenants, conclue entre BRL et PREDICT Services le 15 décembre 2006.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation de l'avenant n°19 à la convention de trésorerie BRL/BRLE et des avenants n°9 aux conventions de trésorerie BRL/BRLI et BRL/BRLEN.	Adopté à l'unanimité.

Instances	Délibérations stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la CT actionnaire	Positions prises les représentants sur ces délibérations (comprenant le signalement de positions des représentants non suivies)
	Approbation de la convention BRL/SEGARD pour l'extension des réseaux BRL pour le raccordement de la ZAC Côté Soleil de la SEGARD, sur la commune de Vauvert.	Adopté à l'unanimité des membres pouvant s'exprimer (Denis BOUAD et Olivier GAILLARD n'ont pas pris part aux délibérations).
Assemblée générale mixte du 21 juin 2022	Approbation du rapport de gestion et des rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels et consolidés.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation des comptes annuels de BRL de l'exercice clos le 31/12/2021, affichant un résultat net à 2 687 679,97€.	Adopté à l'unanimité.
	Affectation du bénéfice distribuable (937 201,16€ de dividendes et 8 346 849,07€ en report à nouveau).	Adopté à l'unanimité.
	Approbation des comptes consolidés du Groupe BRL de l'exercice clos le 31/12/2021, affichant un résultat consolidé à 3 157 960€ et pour la part du Groupe à 3 154 379€.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation des conventions réglementées mentionnées dans le rapport des Commissaires aux comptes.	Adopté à l'unanimité des voix pouvant s'exprimer.
	Nomination des Commissaires aux comptes titulaires et suppléants pour une durée de 6 ans : KPMG SA (titulaire) et Salustro Reydel (suppléant), et RSM Méditerranée (titulaire).	Adopté à l'unanimité.
	Quitus aux membres du Conseil d'administration et à la Direction générale.	Adopté à l'unanimité.
	Approbation des statuts de BRL modifiés.	Adopté à l'unanimité.
Assemblée spéciale du 21 juin 2022	Approbation du rapport annuel des représentants de l'Assemblée spéciale au Conseil d'administration.	Adopté à l'unanimité.

1.4.3 Rémunérations

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 11. Les éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux

Représentants de collectivités territoriales ou mandataires sociaux	Eléments de rémunération perçus en 2022 (Fixes, variables, exceptionnels)	Avantages en nature perçus en 2022
Fabrice VERDIER, Président du Conseil d'administration de BRL	0 €	0 €
Administrateurs de BRL, BRL Exploitation, BRL Ingénierie et BRL Espaces Naturels	0 €	0 €
Jean-François BLANCHET, Directeur général de BRL, salarié de SCET GE et mis disposition de BRL, Et Président des Conseils d'administration de BRL Exploitation, BRL Ingénierie et BRL Espaces Naturels	Rémunération perçue en 2022 au titre du contrat de travail liant Jean-François BLANCHET à SCET GE, selon les modalités de la convention de mise à disposition liant SCET GE à BRL : - Rémunération : 11 323 € bruts mensuels soit 135 876 € bruts annuels sur 12 mois. - Prime annuelle de performance 2021 : 19 000 € bruts. Rémunération perçue en 2022 au titre du mandat social de Directeur général de BRL : - Rémunération : 3 405 € bruts mensuels, soit 40 860 € bruts annuels sur 12 mois, au titre de l'exercice 2022. - Prime annuelle de performance 2021 : 20 000 € bruts. Rémunération au titre des mandats de Présidents de BRL Exploitation, BRL Ingénierie et BRL Espaces Naturels : 0 €	Véhicule de fonction : 3 930 ,96 € bruts annuels, retenus sur le mandat social de BRL.
Jean-Jacques BORDAS, Directeur général de BRL Exploitation, salarié de BRL et mis à disposition de BRL Exploitation.	Rémunération perçue en 2022 au titre du contrat de travail liant Jean-Jacques BORDAS à BRL : - Rémunération : 8 157 € bruts mensuels soit 106 041 € bruts annuels - Prime annuelle de performance 2021 : 21 000 € bruts Rémunération perçue en 2022 au titre du mandat social de Directeur général de BRL Exploitation : 1 703 € bruts mensuels, soit 20 436 € bruts annuels	Véhicule de fonction : 3 282,48 € bruts annuels, retenus sur le mandat social de BRLE.
Gilles ROCQUELAIN, Directeur général de BRL Ingénierie, salarié de BRL et mis à disposition de BRL Ingénierie.	Rémunération perçue en 2022 au titre du contrat de travail liant Gilles ROCQUELAIN à BRL : - Rémunération : 8 525 € bruts mensuels, soit 110 825 € bruts annuels - Prime annuelle de performance 2021 : 25 000 € bruts Rémunération perçue en 2022 au titre du mandat social de Directeur général de BRL Ingénierie : 1 703 € bruts mensuels, soit 20 436 € bruts annuels	Véhicule de fonction : 4 532,88 € bruts annuels, retenus sur le mandat social de BRLI.
Bruno MIARA, Directeur général de BRL Espaces Naturels, salarié de BRL Exploitation mis à disposition de BRL Espaces naturels (du 01/01/2022 au 30/06/2022) puis salarié de BRL et mis à disposition de BRL Espaces Naturels (à compter du 30/06/2022)	Rémunération perçue au titre du contrat de travail liant Bruno MIARA à BRL Exploitation, jusqu'au 30 juin 2022 : - Rémunération : 5 469,70 € bruts mensuels, soit 35 053,05 euros bruts du 01/01/2022 au 30/06/2022 - Prime annuelle de performance 2021 : 7 000 € bruts Rémunération perçue au titre du contrat de travail liant Bruno MIARA à BRL à compter du 1er juillet 2022 : 6 015 € bruts mensuels, soit 39 097,80 € bruts du 01/07/2022 au 31/12/2022 Rémunération perçue en 2022 au titre du mandat social de Directeur général de BRL Espaces Naturels : 1 135 € bruts mensuels, soit 13 620 € bruts annuels	Véhicule de fonction : 3 087,48 € bruts annuels, retenus sur le mandat social de BRLEN.

2. Situation financière des sociétés du Groupe BRL au 31/12/2022

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 12. La situation financière de la société, le cas échéant consolidée, rappelant le montant du chiffre d'affaires, des produits et charges d'exploitation, dont les charges salariales, du bénéfice ou des pertes de l'exercice, des capitaux propres, du bilan, de la situation de trésorerie et du niveau d'endettement

2.1. SITUATION FINANCIERE DU GROUPE BRL

Le Groupe BRL atteint une performance historique avec un **résultat net consolidé de 5 937 k€** sur l'exercice 2022, en très forte amélioration par rapport au budget initial (1 484 k€) et au résultat de 2021 (3 154 k€).

Le chiffre d'affaires consolidé atteint son plus haut niveau à 91,7 M€, en hausse de 10 % par rapport à 2021 (83,1 M€).

Ce résultat confirme la très bonne maîtrise des intérêts du Groupe malgré la complexité et les incertitudes associées au conflit en Ukraine et au renchérissement des coûts de l'énergie et des prix des matériaux et carburants.

L'inflation est fortement repartie à la hausse, avec une valeur de près de 6 % pour 2022, taux non atteint depuis plus de 20 ans. La performance du Groupe profite également d'un été très sec qui a favorisé les consommations d'eau, et d'un impact favorable de la hausse des tarifs de l'énergie réservée, reversée à BRL Exploitation.

La diversité des métiers et des marchés du Groupe, ainsi que la qualité de ses fondamentaux, permettent de soutenir cette tendance favorable avec un résultat consolidé largement supérieur à l'objectif de croissance de la stratégie CAP 2025. Parallèlement, BRL a renforcé ses engagements sur les opérations patrimoniales du RHR, aussi bien en investissement qu'en maintenance.

Le résultat d'exploitation consolidé atteint 5 853 k€, en hausse de 1 907 k€ par rapport à 2021 (3 946 k€).

Les niveaux de contribution à la formation du résultat consolidé du Groupe varient selon les activités :

- **L'activité de la holding BRL** en part Groupe, à 1 389 k€, apporte une contribution largement supérieure à la prévision initiale (187 k€ au B0 2022 soit + 1 202 k€). Des économies importantes ont été faites sur les frais de personnel avec le départ de cadres de direction en début d'année remplacés au cours du 1er semestre 2023 ainsi que des recrutements décalés. La forte amélioration de la redevance d'affermage permet de financer la hausse des coûts actuels et futurs de maintenance du RHR. En effet, BRL a fortement accentué son effort sur le patrimoine concédé en engageant des dépenses totales nettes de maintenance à hauteur de 5,6 M€, montant très supérieur au prévisionnel (+ 1,3 M€ vs B0 2022). Par ailleurs, si l'impact des IFC, du fait d'un taux d'actuaire à la hausse, est contributif avec une baisse des provisions (119 k€), la variation des impôts différés pèse sur la quote-part de BRL à hauteur de - 308 k€.

- **L'activité exploitation,** à 3 908 k€, augmente sa contribution de 2 418 k€ (1 490 k€ au B0 2022). Cette forte augmentation est en lien avec une année exceptionnelle sur plusieurs aspects : une application des formules d'actualisation inflationnistes, conjuguée à des conditions climatiques très sèches, qui génèrent une forte hausse du chiffre d'affaires des ventes d'eau (+ 4,7 M€ vs B0). En contrepartie, l'inflation impacte le montant de certaines charges comme les achats de fournitures et prestataires ainsi que le montant de la redevance d'affermage (+ 17 %). L'application du calcul de l'énergie réservée, reversée à BRLE, est cependant très favorable sur l'exercice. Enfin, l'impact des IFC est favorable pour 125 k€.

- **L'activité ingénierie,** à 849 k€, augmente sa contribution de 836 k€ (13 k€ au B0 2022). La production est en croissance, tenant compte des bons résultats commerciaux de 2021 et d'un carnet de commandes de bon niveau. Les charges internes de production sont en augmentation significative du fait de l'inflation. Les niveaux d'investissement dans les domaines de la R&D et de l'informatique restent soutenus. Les gains commerciaux de 2022 s'établissent à 26,7 M€ dont 60 % à l'export, soit un volume dépassant les objectifs initialement fixés de plus de 2 M€. L'impact des IFC est favorable pour 221 k€.

- **L'activité espaces naturels** génère une contribution faiblement négative à - 51 k€, proche à celle de 2021 (- 49 k€) et en légère dégradation par rapport au B0 2022 (50 k€). Ce résultat provient d'une activité de l'année 2022 très hétérogène avec un plan de charge qui présentait un creux sur les activités de création au printemps et un pic important à l'automne. Malgré des ajustements dans l'organisation, la productivité en a été affectée. L'activité s'approche ainsi de l'équilibre, confirmant la pertinence et les effets positifs du plan de restructuration engagé par la Direction du Groupe et déployé par la Direction de la filiale.

Les sociétés Predict Services (contribution de 111 k€ par mise en équivalence), **BRL Madagascar** (contribution de 47 k€) et **BRLI-CI** (contribution de 65 k€) génèrent également une contribution positive au résultat consolidé.

Bilan Actif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAL SOUSCRIT, NON APPELE		
Ecart d'acquisition	3 431	3 812
Immobilisations incorporelles	657	619
Immobilisations corporelles	9 839	9 897
Immobilisations en concession	621 357	604 235
Immobilisations financières	3 121	3 076
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**638 405**	**621 640**
Stocks et en cours	10 531	9 351
Clients	36 337	31 151
Autres créances et comptes de régularisation	31 163	24 562
Valeurs mobilières de placement	19 000	7 000
Disponibilités	6 560	16 336
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**103 591**	**88 399**
TOTAL GENERAL	**741 996**	**710 039**

Bilan Passif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital	29 589	29 589
Autres primes et réserves	48 731	46 573
Résultat de l'exercice	**5 937**	**3 154**
Subventions d'équipement	497 294	479 950
Amortissement de caducité	34 027	31 644
Capitaux propres	**615 577**	**590 910**
Intérêts minoritaires	**16**	**14**
Provisions pour risques et charges	**29 654**	**28 477**
Dettes financières	32 571	33 397
Dettes fournisseurs	14 044	10 312
Autres dettes et comptes de régularisation	50 134	46 929
Dettes	**96 749**	**90 638**
TOTAL PASSIF	**741 996**	**710 039**

Compte de résultat

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Chiffre d'affaires France	76 703	69 134
Chiffre d'affaires Export	15 022	13 980
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	**91 724**	**83 114**
Production stockée	712	-358
Production immobilisée	4 745	6 661
Subventions d'exploitation	381	546
Reprises provisions	7 388	7 268
Autres produits	752	665
PRODUITS D'EXPLOITATION	**105 702**	**97 895**
Achats et variation de stocks	4 800	4 737
Autres achats et charges externes	35 246	34 707
Impôts, taxes et versements assimilés	3 403	3 049
Salaires charges sociales	40 611	38 449
Dotations amortissements	2 504	2 464
Dotations provisions	8 731	6 561
Autres charges	4 171	3 602
CHARGES D'EXPLOITATION	**99 467**	**93 568**
RESULTAT D'EXPLOITATION - Avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions.	**6 234**	**4 327**
Amortissement écart d'acquisition	-381	-381
RESULTAT D'EXPLOITATION - Après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions.	**5 853**	**3 946**
RESULTAT FINANCIER	**-235**	**-387**
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**5 619**	**3 559**
Résultat sur cession titres	62	
Provisions pour risques	6	-5
Reprises de provisions	205	-515
Autres résultat exceptionnels	916	289
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 189**	**-231**
RESULTAT NET AVANT IMPÔT	**6 807**	**3 328**
Impôts dû sur les bénéfices	-637	156
Impôts différés sur les bénéfices	-342	-432
RESULTAT NET CONSOLIDE	**5 829**	**3 052**
RESULTAT DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	**111**	**106**
Dont intérêts hors groupe	3	4
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**5 937**	**3 154**

Situation de trésorerie

(En milliers d'euros)	2022
Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net des sociétés intégrées	*5 940*
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie :	
- amortissements, dépréciations et provisions	*6 398*
- variation des impôts différés	342
- plus-values de cession, nettes d'impôts	*-164*
- QP dans le résultat des sociétés mises en équivalence	*-111*
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	*12 405*
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	*60*
Variation du B.F.R. lié à l'activité	*-673*
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**11 792**
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	
Acquisition d'immobilisations	*-19 523*
Cession d'immobilisations, nettes d'impôts	*175*
Prêts	*12*
Subventions d'investissements	*17 344*
Variation du B.F.R. non lié à l'activité	*-6 110*
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements	**-8 102**
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires	*-943*
Comptes courants associés.	*-1*
Emissions d'emprunts	*4 282*
Remboursement d'emprunts	*-4 667*
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	**-1 330**
Incidence des variations de cours des devises	-83
Variation de trésorerie	**2 277**
Trésorerie d'ouverture	**23 250**
Variation de trésorerie	*2 277*
Trésorerie de clôture	**25 527**

Niveau d'Endettement

(En milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Dettes financières	32 571	33 397
Total dettes	96 749	90 638
Trésorerie	25 527	23 250
Capitaux propres	615 577	590 910
Ratio d'endettement = *(dettes totales/capitaux propres) x 100.*	16	15
Taux d'endettement financier = dettes financières / capitaux propres	5,29%	5,65%

2.2. SITUATION FINANCIERE DE BRL

L'activité **Aménagement** et **Holding BRL** affiche un résultat net de 2 529 k€, en forte croissance de 1 212 k€ (+ 92 %) par rapport au budget initial (1 317 k€). Il bénéficie de la hausse de 17 % de la redevance d'affermage entre 2022 et 2021 (+ 2 M€ vs B0 2022) partiellement minorée par le renforcement des opérations de maintenance du RHR en croissance de 43 % (1,8 M€).

En léger retrait par rapport à l'année 2021 (2 688 k€) le résultat 2022 de BRL s'appuie sur une hausse du résultat d'exploitation, qui mesure la performance de l'activité de l'entreprise, en amélioration de 19 % (1 514 k€ au réel 2022 vs 1 270 k€ au réel 2021).

Le chiffre d'affaires s'établit à 21,6 M€ (+ 2 M€ vs B0 2022 ; + 2 6 M€ vs réel 2021), en relation principalement avec l'évolution de la redevance d'affermage versée par BRLE de 15,5 M€ (+ 2 M€ vs B0 2022 et + 2,4 M€ vs réel 2021) du fait de la progression de la formule de révision de 17 % (+ 1,5 % au B0 2022) et des opérations d'aménagement régional à 899 k€ (- 169 k€ vs B0 2022 et - 231 k€ vs réel 2021). Le tout est complété par les loyers des antennes (405 k€) et ceux des bâtiments loués par BRL aux filiales (662 k€) ainsi que de la rémunération des services centralisés à 4,1 M€. Les charges d'exploitation atteignent 20,1 M€ (+ 1,5 M€ vs B0 2022 ; + 2,3 M€ vs réel 2021) comprenant les charges liées à la maintenance qui progressent à 6,1 M€ (+ 2,1 M€ vs 2021). Les amortissements de caducité à 3,3 M€ (+ 121 k€) évoluent au rythme des nouveaux investissements sur le RHR. Les frais de Personnel (hors intéressement) de 5,7 M€ sont en retrait de 250 k€ par rapport à 2021, du fait de décalage de recrutement de cadres de direction et malgré la hausse de l'intéressement de 205 k€ (751 k€ vs 546 k€ en 2021) en relation avec la très forte amélioration du résultat consolidé du Groupe. La production stockée et immobilisée est à - 238 k€ (minoration de charges) ; les autres charges et services extérieurs de 3 783 k€ évoluent de 86 k€ par rapport à 2021 ; les impôts et taxes de 205 k€ évoluent de 37 k€ ; les dotations aux amortissements de 578 k€ évoluent de + 25 k€ (nouveaux investissements) alors que les dotations aux provisions de - 155 k€ tiennent compte de la reprise d'un premier tiers de la provision constituée antérieurement pour le chantier du Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier en anticipation d'éventuels désordres (provision totale de 600 k€).

Le résultat financier s'établit à 89 k€ (- 1 315 k€ vs réel 2021) du fait des produits des placements de 119 k€, des dividendes perçus auprès des filiales de 761 k€ (vs 1 827 k€ au réel 2021) et des charges financières de 791 k€ (vs 579 k€ en 2021) comprenant les intérêts des comptes courants des filiales (296 k€) qui évoluent fortement suite à l'envolée des taux sur 2022 (30 k€ en 2021). Le résultat exceptionnel de 965 k€ est en hausse de 1 133 k€ (- 167 k€ en 2021), et intègre un certificat d'énergie EDF (500 k€) et la plus-value de 195 k€ sur la cession à BRLI des titres de BRL Madagascar détenus par BRL.

BRL affiche par ailleurs une contribution positive au résultat consolidé de 1 389 k€ (vs 632 k€ en 2021).

Bilan Actif

En milliers d'euros

Rubriques	Montant brut	Amortissements / Provisions	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement	48 713	2 422	46 290	46 290
Autres immobilisations incorporelles	41 027	30 361	10 666	11 669
Immobilisations corporelles				
Terrains	12 812	1 767	11 045	10 968
Installations techniques, matériel, outillage	582 543	36 017	546 525	489 616
Immobilisations en cours	6 903		6 903	45 861
Autres immobilisations corporelles	7 951	4 376	3 575	3 800
Immobilisations financières				
Autres participations	38 805	4 572	34 233	34 964
Autres immobilisations financières	449		449	432
ACTIF IMMOBILISE	**739 203**	**79 516**	**659 687**	**643 600**
Stocks et en cours	10		10	
Avances, acomptes versés sur commande	3		3	5
Créances clients et comptes rattachés	5 794		5 794	3 603
Autres créances	18 825	556	18 269	14 407
Valeurs mobilières de placement	19 000		19 000	7 000
Disponibilités	4 508		4 508	14 517
Charges constatées d'avance	372		372	467
ACTIF CIRCULANT	**48 511**	**556**	**47 956**	**39 999**
TOTAL ACTIF	**787 714**	**80 072**	**707 643**	**683 599**

Bilan Passif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social	29 589	29 589
Réserves et primes d'émission	39 475	39 475
Report à nouveau	8 347	6 596
Résultat de l'exercice	**2 529**	**2 688**
Subventions d'investissements	497 294	479 950
Provisions réglementées	33 883	31 545
Capitaux propres	**611 116**	**589 842**
Provisions pour risques et charges	**21 070**	**20 140**
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	32 455	32 838
Emprunts, dettes financières Diverses	33 304	30 752
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 031	2 980
Dettes fiscales et sociales	4 115	3 917
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 454	2 974
Autres dettes et comptes de régularisation	97	157
Dettes*	**75 456**	**73 617**
TOTAL PASSIF	**707 643**	**683 599**
**dont à moins d'1 an*	*47 751*	*45 259*

Compte de résultats

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Production vendue de biens	449		449	405
Production vendue de services	21 115	10	21 125	18 588
Chiffre d'affaires nets	**21 564**		**21 574**	**18 993**
Production stockée			10	
Production immobilisée			319	326
Subventions d'exploitation			373	357
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			4 071	3 945
Autres produits			827	734
Total des produits d'exploitation			**27 174**	**24 356**
Autres achats et charges externes			9 108	8 093
Impôts, taxes et versements assimilés			1 097	985
Salaires et traitements			4 667	4 640
Charges sociales			1 674	1 721
Dotations aux amortissements			1 528	1 503
Dotations aux provisions			5 200	3 880
Autres charges			2 385	2 263
Total des charges d'exploitation			**25 660**	**23 086**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**1 514**	**1 270**
Produits financiers de participations			761	1 827
Autres intérêts et produits assimilés			11	1
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	77
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			107	78
Total des produits financiers			**879**	**1 983**
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			791	579
Total des charges financières			**791**	**579**
RESULTAT FINANCIER			**89**	**1 404**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**1 603**	**2 674**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			3	26
Produits exceptionnels sur opérations en capital			1 500	82
Reprises sur provisions et transferts de charges			200	30
Total des produits exceptionnels			**1 703**	**138**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1	5
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			737	1
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				300
Total des charges exceptionnelles			**738**	**305**
RESULTAT EXCEPTIONNEL			**965**	**<167>**
Impôts sur les bénéfices			39	<181>
TOTAL DES PRODUITS			**29 756**	**26 476**
TOTAL DES CHARGES			**27 227**	**23 788**
BENEFICE OU PERTE			**2 529**	**2 688**

Situation de trésorerie

En milliers d'euros - K€	2021 Réel	2022 Réel
Flux liés à l'activité		
Résultat net	2 688	2 529
Amortissements dépréciations et provisions	3 849	4 795
plus-values de cession, nettes d'impôts		-265
moins-values de cession, nettes d'impôts	-2	
Autres sans impact trésorerie		
Marge brute d'autofinancement	**6 534**	**7 059**
dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	
Var. BFR lié à l'activité	2 402	245
Flux net trésorerie - activité	**8 936**	**7 304**
Flux liés aux investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-33 699	-18 325
Acquisitions de titres	0	-2
Produit de cession d'actif	1	1 002
Subventions d'investissement	37 890	17 344
Var. BFR lié aux investissements	-9 293	-6 076
Flux net trésorerie - investissements	**-5 102**	**-6 057**
Flux liés au financement		
Dividendes versés	-937	-943
Opérations en capital		0
Comptes courants associés		-1
Comptes courants filiales-intercos	3 041	2 084
Prêts	0	-18
Souscriptions d'emprunts	4 000	4 290
Remboursements d'emprunts	-4 297	-4 667
Flux net trésorerie - financement	**1 807**	**744**
Variation de trésorerie	**5 641**	**1 991**
Trésorerie d'ouverture	15 877	21 517
Trésorerie de clôture	**21 518**	**23 508**
Comptes courants de clôture (cash pooling)	-29 366	-31 449
Trésorerie + cash pooling de clôture	**-7 848**	**-7 941**
	-3 021	*-2 084*

Niveau d'Endettement

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	32 455	32 838
Emprunts et dettes financières diverses	33 304	30 752
Total dettes financières	**65 760**	**63 590**
Total dettes	75 456	73 617
Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	*47 750 960*	*45 259 305*
Trésorerie	*23 508*	*21 517*
Capitaux propres	**611 116**	**589 842**
Ratio d'endettement = *(dettes totales/capitaux propres) x 100.*	12,3	12,5
Taux d'endettement financier = dettes financières / capitaux propres	10,8%	10,8%

2.3. SITUATION FINANCIERE DE BRL EXPLOITATION

L'activité **Exploitation** atteint une excellente performance avec un résultat net de 3 366 k€, en amélioration de + 2,1 M€ par rapport au budget initial et de + 2 M€ par rapport au réel 2021. Il est lié à une forte croissance des ventes d'eau due en grande partie aux conditions climatiques sèches et caniculaires de l'été 2022.

Le chiffre d'affaires s'établit à 64,7 M€ (+ 7 513 k€ vs B0 2022 ; + 5 338 k€ vs 2021) avec des produits RHR qui atteignent 49,7 M€ (77 % des produits ; + 4 741 k€ vs réel 2021) dont les ventes d'eau (42,8 M€ soit + 5,3 M€ vs 2021) qui bénéficient selon les natures d'eau, d'un coefficient de révision de + 6 % à 18 % et d'un effet volume qui place 2022 comme la seconde année la plus sèche enregistrée (juste derrière l'année exceptionnelle 2019), des travaux (6 240 k€) en légère baisse par rapport à 2021 et des activités de diversification qui s'établissent à 15 M€. Les charges s'établissent à 60 M€ (+ 4 577 k€ vs B0 2022 ; + 2 546 k€ vs réel 2021) dont les frais de personnel pour 14,7 M€ (hors intéressement) en augmentation de 640 k€ par rapport à 2021. L'intéressement de 1 367 k€ progresse de 107 % par rapport au réel 2021 (659 k€) en application de la formule d'intéressement et en lien avec la forte croissance du résultat d'exploitation hors intéressement de 6 M€ (vs 2,6 M€ au réel 2021). Le poste « Services extérieurs et autres achats » évolue à 24,8 M€ (- 1,6 M€ vs réel 2021), en intégrant le poste « Achats d'énergie, eau et fournitures » à 5 643 k€ qui baisse de 4 M€ par rapport à 2021 (la hausse des frais d'énergie liée aux volumes pompés bénéficie des tarifs favorables négociés en mars 2020 et d'un calcul de l'énergie réservée bien orienté pour BRLE). Les « Impôts et taxes » évoluent à 1 343 k€ (+ 183 k€ vs 2021) avec une CVAE plus élevée en lien avec la hausse du chiffre d'affaires et le poste « Redevances » qui atteint 15,8 M€, (+ 2,3 M€) suite à un taux de révision de + 17 % sur la redevance d'affermage. Le résultat d'exploitation se situe à 4,7 M€ en croissance de 2,8 M€ par rapport à 2021. Le résultat financier s'établit à 280 k€ (rémunération du compte-courant, 251 k€ en 2022 vs 18 k€ en 2021). Le résultat exceptionnel est de + 380 k€ intégrant un remboursement URSSAF (correction du taux d'accident de travail sur une période de 3 ans).

Le résultat net, en hausse de 2 M€ par rapport à 2021, atteint 3 366 k€ après l'impôt sur les sociétés (1 305 k€) avec prise en compte de crédit d'impôts recherche (80 k€) et de la participation (659 k€ vs 133 k€ en 2021).

BRL Exploitation contribue positivement au résultat consolidé à hauteur de 3,9 M€ (vs 1,7 M€ en 2021).

Bilan Actif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	2 910	3 207
Immobilisations corporelles	6 145	6 061
Immobilisations financières	724	720
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**9 778**	**9 988**
Stocks et en cours	4 238	3 566
Clients	26 288	21 470
Autres créances et comptes de régularisation	32 656	27 402
Disponibilités	498	367
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**63 681**	**52 805**
TOTAL ACTIF	**73 459**	**62 794**

Bilan Passif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital	3 482	3 482
Autres primes et réserves	21 562	20 933
RESULTAT DE L'EXERCICE	**3 367**	**1 325**
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**28 410**	**25 740**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 326**	**1 737**
Dettes financières	1 371	1 975
Dettes fournisseurs	15 201	10 249
Autres dettes et comptes de régularisation	26 150	23 094
DETTES	**42 723**	**35 317**
TOTAL PASSIF	**73 459**	**62 94**

Compte de résultats

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Chiffre d'affaires France	64 786	59 366
Chiffre d'affaires Export		
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	**64 786**	**59 366**
Production stockée		
Production immobilisée	305	254
Subventions d'exploitation		53
Reprises provisions	1 502	971
Autres produits	336	229
PRODUITS D'EXPLOITATION	**66 929**	**60 872**
Achats et variation de stocks	3 732	3 648
Autres achats et charges externes	21 383	22 702
Impôts, taxes et versements assimilés	1 828	1 619
Salaires charges sociales	15 417	14 170
Dotations amortissements	1 892	1 833
Dotations provisions	1 378	722
Autres charges	16 629	14 286
CHARGES D'EXPLOITATION	**62 259**	**58 980**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**4 670**	**1 892**
RESULTAT FINANCIER	**280**	**64**
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**4 950**	**1 956**
Provisions pour risques		
Plus-value sur cession immobilières		
Reprises de provisions	74	145
Autres résultat exceptionnels	306	-79
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**380**	**66**
RESULTAT NET AVANT IMPÔT	**5 330**	**2 023**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	659	133
Impôts dû sur les bénéfices	1 305	564
RESULTAT NET	**3 367**	**1 325**

Situation de trésorerie

En milliers d'euros - K€	2021 Réel	2022 Réel
Flux liés à l'activité		
Résultat net	1 325	3 367
Amortissements dépréciations et provisions	1 476	1 627
Plus (-) / moins (+) value cession	4	0
Autres sans impact trésorerie		
Marge brute d'autofinancement	**2 805**	**4 994**
Amortissement et Provisions / actif circulant	-171	
CAF	2 634	
Var. BFR lié à l'activité	1 505	-1 890
Flux net trésorerie - activité	**4 139**	**3 104**
Flux liés aux investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-918	-868
Produit de cession d'actif		0
Prêts	-37	40
Var. BFR lié aux investissements	0	0
Flux net trésorerie - investissements	**-955**	**-828**
Flux liés au financement		
Dividendes versés	-1 741	-696
Dividendes versés aux minoritaires		
Comptes courants associés	-1 787	-1 393
Flux net trésorerie - financement	**-3 528**	**-2 089**
Variation de trésorerie	**-343**	**187**
Trésorerie d'ouverture	627	284
Trésorerie de clôture	**284**	**471**
Comptes courants de clôture (cash pooling)	23 995	25 388
Trésorerie + cash pooling de clôture	**24 279**	**25 859**

Niveau d'Endettement

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27	83
Acomptes reçus/commandes en cours	1 344	1 892
Total dettes financières	**1 371**	**1 975**
Total dettes	**42 723**	**35 317**
Groupe et associés (compte courant)	1 037	1 037
Dont dette à moins d'1 an	*41 378*	*33 425*
Trésorerie	**471**	**284**
Capitaux propres	**28 410**	**25 740**
Ratio d'endettement = *(dettes totales/capitaux propres) x 100.*	150,4	137,2
Taux d'endettement financier = dettes financières / capitaux propres	4,8%	7,7%

2.4. SITUATION FINANCIERE DE BRL INGENIERIE

L'activité **Ingénierie** affiche un résultat net à 612 k€, en diminution de 176 k€ par rapport au résultat 2021 et supérieur de 459 k€ au B0 2022. Par comparaison, le résultat 2021 intégrait le débouclage favorable des affaires de Ribb et Megech qui avait fait progresser fortement le résultat d'exploitation et le résultat net. L'exercice 2022 correspond à la deuxième meilleure performance des 6 dernières années, après l'exercice 2021.

La production sur affaires (produits d'exploitation minorés de prestations non directement liées à la réalisation des affaires) se situe à 25,1 M€ (+ 1,7 M€ vs 2021), en lien avec le redémarrage des activités à l'export après la crise sanitaire.

La sous-traitance et les services extérieurs sont en hausse par rapport à 2021, en cohérence avec l'évolution de la production et une activité plus soutenue. Les niveaux d'investissement dans les domaines de la Recherche et Développement et de l'informatique restent importants pour l'année 2022. Le Crédit Impôt Recherche (CIR) contribue à leur financement pour un montant de 861 k€. Le chiffre d'affaires est en hausse par rapport à 2021 (+ 1 288 k€ vs 2021 et + 281 k€ vs B0 2022) et se répartit en 12,4 M€ (vs 11,9 M€ en 2021) en France, soit 52 % du CA global et 11,6 M€ (vs 11 M€ en 2021) à l'International, soit 48 % du CA global. Les produits d'exploitation s'établissent à un niveau de 25,4 M€, en hausse de 1,3 M€ par rapport au B0 2022 (+ 1,7 M€ vs 2021) du fait de la reprise d'activité.

Les charges d'exploitation atteignent 25,7 M€ contre 23,5 M€ en 2021 (24,3 M€ au B0 2022) soit une augmentation de 2,3 M€ dont la masse salariale (hors intéressement) qui évolue de 385 k€ par rapport à 2021 (14,5 M€ vs 14,1 M€ en 2021) du fait de la prise en compte des recrutements et des augmentations de salaires. Elle intègre également un intéressement de 416 k€ (527 k€ en 2021). Les achats et services extérieurs sont en hausse par rapport à 2021 (+ 1,2 M€) en lien avec la hausse de l'activité et des frais de déplacement. Les impôts et taxes, tout en intégrant les retenues à la source venant de l'export, restent stables par rapport à 2021 (638 k€). Les dotations et reprises d'exploitation évoluent de 734 k€ par rapport à 2021 (529 k€ vs - 206 k€ en 2021) principalement du fait de la reprise de 571 k€ sur la provision des factures de Megech et Ribb en Ethiopie en 2021.

Le résultat d'exploitation de - 298 k€ est en baisse de 524 k€ par rapport à celui de 2021 (227 k€) qui avait exceptionnellement bénéficié du paiement du compte client sur les affaires Ethiopiennes. Le résultat financier s'établit à 127 k€ (+ 66 k€ vs 2021) du fait de la rémunération du compte courant (45 k€ en 2022 avec la hausse des taux vs 4 k€ en 2021) et le résultat exceptionnel est de 211 k€ (47 k€ en 2021) principalement composé de la reprise de provision sur du crédit de TVA en Ethiopie (229 k€).

BRL Ingénierie contribue positivement au résultat consolidé à hauteur de 849 k€ (vs 1 039 k€ en 2021).

Bilan Actif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	769	769
Immobilisations corporelles	102	105
Immobilisations financières	1 872	963
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**2 744**	**1 837**
Stocks et en cours	4 963	4 351
Clients	10 419	11 347
Autres créances et comptes de régularisation	8 979	7 780
Disponibilités	854	785
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**25 215**	**24 263**
TOTAL ACTIF	**27 959**	**26 101**

Bilan Passif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital	3 183	3 183
Autres primes et réserves	3 331	2 543
RESULTAT DE L'EXERCICE	**612**	**788**
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**7 126**	**6 514**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 013**	**1 605**
Dettes financières	915	1 098
Dettes fournisseurs	1 379	1 157
Autres dettes et comptes de régularisation	16 526	15 726
DETTES	**18 820**	**17 981**
TOTAL PASSIF	**27 959**	**26 101**

Compte de résultat

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Chiffre d'affaires France	12 537	11 560
Chiffre d'affaires Export	12 044	11 582
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	**24 581**	**23 142**
Production stockée	629	224
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	-11	127
Reprises provisions	873	1 439
Autres produits	233	266
PRODUITS D'EXPLOITATION	**26 304**	**25 199**
Achats et variation de stocks		
Autres achats et charges externes	9 367	8 366
Impôts, taxes et versements assimilés	1 028	972
Salaires charges sociales	14 543	14 298
Dotations amortissements	519	540
Dotations provisions	588	660
Autres charges	556	136
CHARGES D'EXPLOITATION	**26 602**	**24 972**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-298**	**227**
RESULTAT FINANCIER	**127**	**61**
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**-171**	**288**
Provisions pour risques	-314	-374
Plus-value sur cession immobilières		
Reprises de provisions	229	
Autres résultat exceptionnels	48	277
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-37**	**-98**
RESULTAT NET AVANT IMPÔT	**-208**	**190**
Impôts dû sur les bénéfices	-819	-598
RESULTAT NET	**612**	**788**

Situation de trésorerie

en milliers d'euros	2021 Réel	2022 Réel
Flux liés à l'activité		
Résultat net	788	612
Amortissements dépréciations et provisions	-162	493
Plus (-) / moins (+) value cession	0	1
Marge brute d'autofinancement	**626**	**1 105**
Amortissement et Provisions / actif circulant	297	0
CAF	923	
Var. BFR lié à l'activité	115	876
Flux net trésorerie - activité	**1 038**	**1 981**
Flux liés aux investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-59	-982
Prêts	-69	-10
Flux net trésorerie - investissements	**-129**	**-992**
Flux liés au financement		
Autres emprunts		-8
Comptes courants associés	-1 094	-914
Flux net trésorerie - financement	**-1 094**	**-922**
Variation de trésorerie	**-184**	**67**
Trésorerie d'ouverture	968	783
Trésorerie de clôture	**783**	**850**
Comptes courants de clôture (cash pooling)	5 920	6 880
Trésorerie + cash pooling de clôture	**6 704**	**7 730**

Niveau d'Endettement

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10	16
Acomptes reçus/commandes en cours	905	1 082
Total dettes financières	**915**	**1 098**
Total dettes	**18 820**	**17 981**
Groupe et associés	695	524
Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	*17 861*	*16 858*
Trésorerie	*850*	*783*
Capitaux propres	**7 126**	**6 514**
Ratio d'endettement = *(dettes totales/capitaux propres) x 100.*	264,1	276,0
Taux d'endettement financier = dettes financières / capitaux propres	12,8%	16,9%

2.5. SITUATION FINANCIERE DE BRLEN

L'activité **Espaces Naturels** s'approche de l'équilibre avec un résultat net négatif à - 76 k€ proche de celui de 2021 (- 84 k€) en baisse par rapport au B0 2022 (50 k€). Les produits d'exploitation, à 8,6 M€ sont en hausse de près de 1M€ par rapport au réel 2021 et en retrait de 0,5 M€ par rapport au budget initial (9,1 M€) en lien avec une activité insuffisante sur le premier semestre 2022. Le chiffre d'affaires, à 8,2 M€, est en amélioration de 232 k€ par rapport à 2021. L'activité du secteur aménagement paysager Littoral, à 1 531 k€, est en hausse de 34 k€ (1 497 K€ en 2021) soit + 2,2 % et ce malgré un retard de démarrage de plusieurs chantiers d'envergure initialement prévus pour l'automne mais dont le démarrage effectif n'a été constaté qu'en toute fin d'exercice (Quai Pompidou, Parking entrée de ville). L'activité du secteur aménagement paysager Hors Littoral à 4 729 k€ est en hausse de 225 k€ par rapport à l'exercice précédent, soit + 4,5 % malgré deux périodes distinctes très contrastées avec un premier semestre au ralenti et un second semestre particulièrement dense. L'activité du secteur pépinières, à 1 910 k€, est identique à l'année 2021 (1 938 k€) et ce malgré la première partie d'année difficile résultant des intempéries rencontrées fin 2021 avec une reconstitution longue du stock perdu entrainant des manques de disponibilités pour le printemps. Le second semestre a été marqué par une reprise d'activité survenue tardivement en lien avec des températures automnales élevées qui ont décalé d'un mois la période d'arrachage des arbres de la pépinière pleine-terre. Le chiffre d'affaires est complété par la variation des stocks des pépinières à hauteur de + 141 k€ et par des produits divers de 302 k€.

Les charges d'exploitation, à 8,75 M€, évoluent de 1 M€ par rapport à 2021 (en retrait de 294 k€ par rapport au B0 2022) avec des frais de personnel à 2 958 k€ (+ 96 k€ par rapport à 2021) soit + 3,3 % en lien principalement avec les hausses successives des minima de salaires de la grille UNEP, les effectifs étant restés stables entre les deux années. Le poste intérimaire s'établit à 733 k€, en hausse de 235 k€ par rapport à 2021 du fait de l'activité importante de la fin d'année qui a nécessité des renforts. Les services extérieurs atteignent 4 843 k€ en hausse de 452 k€ par rapport à 2021 (4,4 M€) résultant d'une augmentation des charges proportionnellement plus forte que la variation d'activité (+ 0,7 M€) à mettre en relation avec le contexte économique de forte inflation des coûts de matières et services minorée de la hausse des stocks bruts de l'ordre de 0,3 M€. Le résultat d'exploitation de - 143 k€, est en retrait de 82 k€ par rapport au réel 2021 (- 61 k€). Le résultat exceptionnel de 58 k€ provient de cessions d'actifs. L'impôt sur les bénéfices de - 19 k€ (produit) correspond à l'octroi de crédits d'impôt CIR dans le cadre d'un projet triennal de recherche sur le secteur pépinières.

BRL Espaces Naturels est en contribution légèrement négative au résultat consolidé à - 51 k€, identique à 2021 (- 49 k€).

Bilan Actif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	19	1
Immobilisations corporelles	788	669
Immobilisations financières	185	196
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**992**	**866**
Stocks et en cours	1 157	1 172
Clients	2 101	1 823
Autres créances et comptes de régularisation	174	157
Compte courant BRL débiteur		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	17	14
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**3 449**	**3 166**
TOTAL ACTIF	**4 440**	**4 032**

Bilan Passif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital	1 953	1 953
Autres primes et réserves	-587	-504
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-76**	**-84**
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**1 289**	**1 365**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**42**	**131**
Dettes financières	1 076	630
Compte courant BRL créditeur		
Dettes fournisseurs	954	678
Autres dettes et comptes de régularisation	1 079	1 227
DETTES	**3 109**	**2 535**
TOTAL PASSIF	**4 440**	**4 032**

Compte de résultats

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Chiffre d'affaires France	8 136	7 938
Chiffre d'affaires Export	13	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	**8 149**	**7 938**
Production stockée	141	-460
Production immobilisée	27	
Subventions d'exploitation	19	9
Reprises provisions	285	235
Autres produits	169	178
PRODUITS D'EXPLOITATION	**8 791**	**7 901**
Achats et variation de stocks	1 059	1 076
Autres achats et charges externes	4 455	3 800
Impôts, taxes et versements assimilés	128	119
Salaires charges sociales	2 880	2 793
Dotations amortissements	335	87
Dotations provisions	15	74
Autres charges	63	13
CHARGES D'EXPLOITATION	**8 934**	**7 962**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-144**	**-61**
RESULTAT FINANCIER	**-10**	**6**
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**-154**	**-55**
Provisions pour risques		
Plus-value sur cession immobilières		
Reprises de provisions		
Autres résultat exceptionnels	58	-28
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**58**	**-28**
RESULTAT NET AVANT IMPÔT	**-95**	**-84**
Impôts dû sur les bénéfices	-19	
RESULTAT NET	**-76**	**-84**

Situation de trésorerie

En milliers d'euros	2021 Réel	2022 Réel
Flux liés à l'activité		
Résultat net	-84	-76
Amortissements dépréciations et provisions	133	-2
Plus (-) / moins (+) value cession	7	-62
Autres sans impact trésorerie		
Marge brute d'autofinancement	**56**	**-140**
Var. BFR lié à l'activité	211	59
Flux net trésorerie - activité	**60**	**-82**
Flux liés aux investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-103	-235
Produit de cession d'actif	1	72
Prêts	3	11
Var. BFR lié aux investissements		-34
Flux net trésorerie - investissements	**-66**	**-185**
Flux liés au financement		
Comptes courants associés	-77	269
Flux net trésorerie - financement	**-77**	**269**
Variation de trésorerie	**-83**	**2**
Trésorerie d'ouverture	97	14
Trésorerie de clôture	**14**	**15**
Comptes courants de clôture (cash pooling)	-549	-818
Trésorerie + cash pooling de clôture	**-536**	**-803**

Niveau d'Endettement

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2	0
Emprunts et dettes financières diverses	1 033	615
Acomptes reçus/commandes en cours	41	15
Total dettes financières	**1 076**	**630**
Total dettes	**3 087**	**2 535**
Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	*3 045*	*2 520*
Trésorerie	*15*	*14*
Capitaux propres	**1 288**	**1 365**
Ratio d'endettement = *(dettes totales/capitaux propres) x 100.*	239,6	185,7
Taux d'endettement financier = dettes financières / capitaux propres	83,6%	46,2%

2.6. SITUATION FINANCIERE DE BRLI-CI

La société **BRLI-CI** affiche un résultat net de 65 k€ (+ 42 k€ vs 2021) pour des produits d'exploitation de 1,95 M€ (+ 0,6 M€ vs 2021). Les gains commerciaux de 2022 s'élèvent à 1,27 M€. BRLI-CI contribue positivement au résultat consolidé à hauteur de son résultat de 65 k€. Elle est intégrée au périmètre de consolidation depuis l'année dernière.

Bilan Actif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	0	1
Immobilisations corporelles	83	78
Immobilisations financières	10	6
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**93**	**84**
Stocks et en cours	278	132
Clients	698	806
Autres créances et comptes de régularisation	26	23
Compte courant BRL débiteur		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	111	168
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 113**	**1 130**
TOTAL ACTIF	**1 206**	**1 214**
Cours clôture au 31/12	*655,957*	*655,957*

Bilan Passif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital	17	17
Autres primes et réserves	25	2
RESULTAT DE L'EXERCICE	**65**	**23**
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**107**	**42**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**27**	**33**
Dettes financières	49	176
Compte courant BRL créditeur		
Dettes fournisseurs	96	74
Autres dettes et comptes de régularisation	927	890
DETTES	**1 072**	**1 139**
TOTAL PASSIF	**1 206**	**1 214**

Compte de résultats

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	**1 810**	**1 421**
Production stockée	146	-89
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises provisions	1	22
Autres produits	0	0
PRODUITS D'EXPLOITATION	**1 958**	**1 354**
Achats et variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 316	928
Impôts, taxes et versements assimilés	35	24
Salaires charges sociales	409	339
Dotations amortissements	77	20
Dotations provisions	11	1
Autres charges	3	0
CHARGES D'EXPLOITATION	**1 851**	**1 312**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**107**	**42**
RESULTAT FINANCIER	**-3**	**0**
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**104**	**42**
Provisions pour risques		-16
Plus-value sur cession immobilières		
Reprises de provisions	16	
Autres résultat exceptionnels	1	6
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**17**	**-10**
RESULTAT NET AVANT IMPÔT	**121**	**32**
Impôts dû sur les bénéfices	56	9
RESULTAT NET	**65**	**23**

2.7. SITUATION FINANCIERE DE BRL MADAGASCAR

L'activité à **Madagascar** enregistre un résultat net positif à 47 k€, en augmentation de 5 k€ par rapport au budget initial et en retrait par rapport à l'année 2021 (- 24 k€). Le résultat d'exploitation s'établit à 76 k€, en diminution de 61 k€ par rapport à l'année 2021. Les produits d'exploitation, à 950 k€, sont en diminution de 191 k€ par rapport à l'année 2021. Cette baisse est due en partie à une diminution d'activité liée à la réduction du volume d'intervention pour la supervision de travaux AD2M (travaux de réhabilitation des périmètres irrigués à l'ouest de Madagascar) suite à l'arrêt du chantier pendant 5 mois ainsi que du démarrage tardif du chantier PROJERMO (mission de contrôle et supervision des travaux de réhabilitation de la piste rurale reliant Ivato-Janjina kely dans la région d'Amoron'Imania). Les charges d'exploitation, à 874 k€, diminuent de 130 k€ par rapport à 2021 avec une hausse du personnel (+ 98 k€ vs 2021) et une baisse des achats et services extérieurs (- 157 k€ vs 2021). Les charges sont adaptées en fonction du type de chantier, en particulier ceux en HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre). Le résultat financier est positif de 36 k€ (+ 56 k€ vs 2021), du fait de la forte dépréciation de l'Ariary à la fin de l'année 2022. Le résultat net est positif à 47 k€ après impôts sur les sociétés (69 k€) comprenant l'impact de la nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires qui génère une charge d'impôts bien supérieure à ce qui existait précédemment.

BRL Madagascar contribue positivement au résultat consolidé à hauteur de 47 k€ (vs 65 k€ en 2021).

Bilan Actif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	178	237
Immobilisations financières	4	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**182**	**237**
Stocks et en cours	28	245
Clients	247	311
Autres créances et comptes de régularisation	1 408	1516
Compte courant BRL débiteur		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	571	501
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**2 254**	**2573**
TOTAL ACTIF	**2 435**	**2810**
Cours clôture au 31/12	*4774*	*4511*

Bilan Passif

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital	46	50
Autres primes et réserves	933	907
RESULTAT DE L'EXERCICE	**47**	**67**
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**979**	**1 024**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Dettes financières	34	
Compte courant BRL créditeur		
Dettes fournisseurs	1 423	1 693
Autres dettes et comptes de régularisation		93
DETTES	**1 457**	**1 786**
TOTAL PASSIF	**2 435**	**2 810**

Compte de résultats

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	**1 247**	**1 176**
Production stockée	-215	-36
PRODUITS D'EXPLOITATION	**1 032**	**1 141**
Achats et variation de stocks		
Autres achats et charges externes	395	593
Impôts, taxes et versements assimilés	19	1
Salaires charges sociales	491	354
Dotations amortissements et provisions	44	56
CHARGES D'EXPLOITATION	**949**	**1 004**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**83**	**137**
RESULTAT FINANCIER	**39**	**-20**
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**122**	**117**
Provisions pour risques		
Plus-value sur cession immobilières		
Reprises de provisions		
Autres résultat exceptionnels		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
RESULTAT NET AVANT IMPÔT	**122**	**117**
Impôts dû sur les bénéfices	75	51
RESULTAT NET	**47**	**67**
Cours retenu	*4350,45*	*4470*

2.8. REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RESULTAT PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 13. La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité de la société et, s'il est disponible, du résultat selon les mêmes modalités

2.8.1. Consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à **91,72 M€** (pour un résultat net consolidé de **5,94 M€**), dont **15 M€** à l'export. Géographiquement, il se répartit de la façon suivante : 83,6 % en France, dont 73,7 % en Région Occitanie, et 16,4 % à l'export, dont 12,3 % en Afrique, 1,3 % en Méditerranée et Moyen Orient, 1,1 % en Asie/Extrême Orient et 1,8 % dans d'autres pays.

La vision des administrateurs et de la Direction Générale du Groupe consiste à disposer de compétences et d'expertises couvrant l'ensemble du cycle de l'eau, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la biodiversité.

La répartition du chiffre d'affaires par métier est la suivante :

- 54,3 % pour la vente d'eau dont 33 % d'eau agricole, 24,5 % d'eau potable, 20,6 % d'eau à usage industriel, et 13,2 % d'eau pour l'arrosage (hors agriculture).
- 17,2 % pour les travaux, mandats, et autres études France.
- 16,4 % pour les études et autres ventes export.
- 3,9 % pour la vente de matériel d'irrigation et d'énergie.
- 8,2 % pour les espaces verts (entretien de parcs et jardins et vente de végétaux).



2.8.2. BRL

En milliers d'euros	Répartition du chiffre d'affaires	Résultat
Concession Régionale RHR	15 948	1 928
Concession Régionale Lauragais	775	47
Service aux entreprises, Location immobilière, conduite de travaux	4 852	554
Total Général	**21 574**	**2 529**

2.8.3. BRL EXPLOITATION

	En milliers d'euros	Répartition du chiffre d'affaires
Affermage RHR	Eau Agricole	16 462
	Eau Brute en Gros	12 349
	Eau Brute à Usage Divers	6 588
	Eau Potable en Gros	7 413
	Travaux RHR	6 240
	Vente d'énergie	245
	Autres produits RHR	405
	Total Affermage	**49 702**
Diversification	Exploitation Eau potable et Assainissement	6 571
	Matériel d'irrigation	3 670
	Exploitation Eau brute	1 562
	Exploitation Grands ouvrages	2 806
	Autres produits diversification	474
	Total diversification	**15 085**
	Chiffre d'Affaires	**64 786**

En milliers d'euros	Répartition du chiffre d'affaires	Affermage RHR	Diversification
Vente d'eau	49 836	42 812	7 024
Vente d'énergie	245	245	(0)
Vente marchandises ou végétaux	3 426		3 426
Etudes & Ventes export			0
Aménagement & Entretien Espaces Verts			0
Travaux, mandats, études France, autres	11 279	6 645	4 634
TOTAL	**64 786**	**49 702**	**15 084**

2.8.4. BRL INGENIERIE

En milliers d'euros	Répartition du chiffre d'affaires
BIOD - Gestion de la Biodiversité et Développement Durable	1 627
Divers	950
DVT - Développement Territorial	1 562
EASA - Eau agricole et sécurité alimentaire	4 337
EPA - Eau potable et assainissement	3 092
ERI - Eaux et risques	3 213
EVE - Evaluation Environnementale	1 110
GIRE - Gestion intégrée des Ressources en Eau	2 361
MEL - Mer et littoral	1 029
NAV- Navigation et Ports	2 190
OHT - Ouvrages hydrauliques et transferts	3 111
Chiffre d'Affaires	**24 581**

En milliers d'euros	Répartition du chiffre d'affaires
Etudes & Ventes export	12 044
Travaux, mandats, études France, autres	12 537
TOTAL	**24 581**

2.8.5. BRL ESPACES NATURELS

En milliers d'euros	Répartition du chiffre d'affaires
Travaux	6 260
Pépinière	1 910
Chiffre d'affaires	**8 170**

2.9. REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES SELON LES ACTIONNAIRES

Article D. 1524-7 du CGCT, alinéa 14. Pour les sociétés d'économie mixte, la répartition du chiffre d'affaires distinguant la part d'activité exercée pour le compte des actionnaires, celle exercée pour le compte d'autres personnes publiques ou privées non actionnaires et celle relevant des opérations pour compte propre.

	Au 31 décembre 2022	
Part d'activité exercée pour le compte des actionnaires	16 721 452 €	77,5 %
Part d'activité exercée pour le compte de personnes morales de droit public non actionnaires	120 285 €	0,6 %
Part d'activité exercée pour le compte de personnes morales de droit privé non actionnaires	-	
Part d'activité relevant d'opérations pour compte propre	4 732 155 €	21,9 %

17 h 15 – Arrivée de Mme EL AZZOUZI.

Mme PLANE indique que la Chambre Régionale des Comptes a fait un rapport concernant BRL avec des observations qui font état d'éléments préoccupants sur la gestion de BRL. Elle souhaite donc apporter cette information et va lire quelques passages :

« La CRC constate une situation privilégiée indue du groupe BRL par rapport au contribuable, qui paie les investissements et la construction d'un réseau hydraulique régional dont les bénéfices sont ensuite encaissés par BRL. Il en résulte un système de mutualisation des coûts et de privatisation des bénéfices, voire de fonctionnariat parallèle où la rémunération des salariés est extrêmement généreuse, estimée par la Chambre à 54 000 € par an en moyenne.

De plus, alors que BRL est une société d'économie mixte détenue à 70% par des collectivités territoriales, les obligations et capacités de contrôle sur BRL reflètent une relation troublante avec le Conseil régional, qui n'est représenté dans aucune de ses filières dont l'activité, commerciale, est parfois sans lien avec l'objet pour lequel a été créé BRL et nous exposent à des risques juridiques.

Enfin, la CRC fait état de plusieurs pratiques magouillardes. À commencer par la situation de son Directeur général, « protégé irrégulièrement par un double statut » de mandataire social et de salarié. Une situation très intéressante pour lui puisqu'en 2021, il a respectivement perçu en qualité de directeur de la stratégie et de directeur général une rémunération annuelle de 147 000 € et de 57 000 €. »

Mme PLANE pourrait en énoncer d'autres, il ne vous a pas été communiqué, c'est assez poli comme réponse. Effectivement il nous est simplement demandé de prendre acte mais nous devons nous soucier de ces éléments dénoncés par la Chambre Régionale des Comptes au sujet de la gestion de BRL.

Monsieur le Maire a entendu et peut-être aura-t-on ce rapport de la Chambre Régionale des Comptes, pour l'instant il ne nous est pas parvenu, nous verrons à sa réception si nous avons la même lecture. Il remercie Mme PLANE.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport des représentants de l'assemblée spéciale des collectivités territoriales au conseil d'administration de la SEM locale BRL – Exercice 2022.

1.2 – DÉROGATION AU PRINCIPE DU REPOS DOMINICAL DES SALARIÉS

Rapporteur : M. SBAAÏ.

Le principe de la réglementation relative au repos dominical de salariés est posé par l'article L.3132-3 du code du travail. Le respect de cette règle constitue à la fois une règle protectrice des conditions de travail et de vie des salariés et une condition du maintien d'une égalité des conditions de la concurrence entre établissements d'une même profession.
Les régimes dérogatoires sont encadrés par la réglementation, il s'agit de dérogation à caractère collectif bénéficiant à l'ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité dans la commune et non à chaque magasin pris individuellement. Le caractère collectif de la dérogation garantit une situation de concurrence équilibrée à la totalité des établissements d'une même branche, qui bénéficient tous ainsi de l'autorisation pour les mêmes dimanches désignés.

Seuls les salariés volontaires, ayant donné leur accord par écrit à l'employeur, peuvent travailler le dimanche sur autorisation de la Mairie. Le salarié peut donc refuser de travailler le dimanche et, dans ce cas, ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de

son contrat de travail. Le salarié employé le dimanche sur autorisation de la Mairie doit bénéficier d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement prévue pour une durée de travail équivalente. L'arrêté municipal mentionne cette contrepartie financière obligatoire au travail dominical, étant entendu qu'une majoration de salaire ou une gratification plus avantageuse pour le salarié peut être prévue par une convention ou un accord collectif.

La loi du 6 août 2015 a porté de cinq à douze le nombre maximal de dimanches pouvant être accordé par le Maire. Elle a introduit l'obligation pour les maires des communes d'arrêter la liste des dimanches avant le 31 décembre pour l'année suivante et de procéder à la consultation du conseil municipal avant de prendre leurs décisions.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision de la Mairie est prise après avis de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre soit le conseil de la Communauté de communes du Pays de Lunel. À défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

La Municipalité souhaite exploiter l'ensemble des possibilités offertes. Cette volonté constitue une déclinaison de la stratégie d'appui au développement des activités commerciales et artisanales de proximité. Pour 2024, il est donc de nouveau proposé de fixer à 12 le nombre de dimanches pour lesquels le repos dominical peut être supprimé.

En novembre dernier, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault et le Conseil National des Professionnels de l'Automobile, a recueilli les attentes des différents secteurs professionnels concernés et a centralisé les souhaits des associations de commerçants, des groupements professionnels et des collectivités locales, en vue d'établir un calendrier de dates communes d'ouverture dominicale pour l'année 2024.
Pour l'année 2024, les dimanches retenus, par branche d'activité et sous réserve de l'avis qui sera rendu par le conseil communautaire sont les suivants :

Pour les commerces de détails	**Pour le secteur automobile**
14 Janvier (soldes d'hiver)	13/14 Janvier
4 Février (fin soldes)	16/17 Mars
31 Mars (Pâques)	15/16 Juin
19 mai (Pentecôte)	14/15 Septembre
30 Juin (soldes été)	12/13 Octobre
21 Juillet (fin de soldes)	
1er Septembre (rentrée scolaire)	
27 Octobre (Toussaint)	

1er Décembre (Black Friday)	
8 Décembre	
15 Décembre	
22 Décembre	

Un arrêté du maire arrêtera définitivement la liste des dimanches travaillés, après l'avis de l'assemblée délibérante et avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir approuver le principe de dérogation au repos dominical et de prendre acte du calendrier tel que mentionné et établi suivant les demandes des différents secteurs professionnels pour l'année 2024.

Mme LEMAIRE relève les activités du centre-ville des dimanches du mois de décembre de cette année. Il serait intéressant d'avoir une activité permettant davantage d'attractivité au niveau des commerces car c'est un peu juste puisque l'installation du village de Noël a lieu dimanche prochain et le dimanche d'après c'est Noël. Pourquoi dimanche dernier n'y avait-il pas plus d'attractions en centre-ville ? Pourquoi pas plus de chalets de Noël dès ce dimanche ? C'est relativement court. Est-ce que cette année le dimanche était compris ?

Mme DALLE indique que des animations de Noël se dérouleront dans le parc.

Mme LEMAIRE l'a constaté mais qu'en est-il de ce week-end ?

Mme DALLE explique que les animations s'étalent sur une durée de 3 semaines. L'an dernier c'était uniquement sur 2 semaines pendant les vacances, cette année cela débute une semaine avant. C'est une foire pour les enfants.

Mme LEMAIRE fait référence à l'accompagnement d'une attractivité sur le cours Gabriel-Péri pour créer une dynamique. Dimanche après-midi c'était calme.

Monsieur le Maire rappelle que l'association « Dynamique Lunelloise » avait une programmation.

Mme DALLE confirme qu'effectivement le premier week-end de décembre (2 et 3 décembre 2023) « Dynamique Lunelloise » avait installé une borne à selfies.

Mme LEMAIRE note que c'était peut-être concentré.

Mme DALLE rappelle que c'était le souhait de « Dynamique Lunelloise » de l'installer à cet endroit et souligne également la présence d'un groupe de musique. Elle énumère aussi les différentes manifestations qui se déroulent à l'occasion des fêtes de fin d'année : top lumières, transhumance lumineuse, village de Noël, marché de Noël, concert de Gospel, spectacle pour enfants...

Monsieur le Maire insiste sur le fait qu'un programme a été mis en place et que la communication a été faite.

Mme LEMAIRE ne remet pas en question les festivités.

Mme DALLE souligne que c'est aussi une question de moyens.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 contre : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve le principe de dérogation au repos dominical et prend acte du calendrier tel que mentionné ci-dessus et établi suivant les demandes des différents secteurs professionnels pour l'année 2024.

1.3 - <u>RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FORFAIT POST STATIONNEMENT ENTRE LA COMMUNE DE LUNEL ET L'AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES INFRACTIONS</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire.

<u>Annexe</u> : Projet de convention

Le régime juridique du stationnement payant sur voirie issu de la Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, est rentré en vigueur le 1er janvier 2018.
La commune a souhaité conserver le contrôle de l'acquittement des frais de stationnement par les usagers lorsqu'elle a délibéré le 24 mars 2017, sur le mode de gestion du stationnement payant sur voirie. La première convention était valable du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Cette convention a été renouvelée jusqu'au 31 décembre 2023.

La commune de Lunel souhaite renouveler cette convention avec les services de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) pour la notification au nom et pour le compte de la collectivité, par voie postale ou par voie dématérialisée, de l'avis de paiement du Forfait de Post-Stationnement (FPS) initial ou rectificatif au domicile du titulaire, locataire ou acquéreur du certificat d'immatriculation. La présente convention serait conclue jusqu'au 31 décembre 2026.

Aussi, il est proposé au Conseil le renouvellement de la convention qui fixe les modalités selon lesquelles l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à traiter en phase exécutoire les Forfaits de Post-Stationnement impayés.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer sur ce renouvellement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ANTAI Agence Nationale Traitement Automatisé Infractions

Convention relative à la mise en œuvre du forfait post-stationnement

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu le décret n° 2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 2015 modifié fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R. 2333-120-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2016 relatif aux mentions et modalités de délivrance du titre exécutoire et de l'avertissement émis en cas de forfait de post-stationnement impayé ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Service FPS-ANTAI ».

Entre,

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), représentée par [ ], agissant en qualité de Directeur,

D'une part,

Et

[ ] [ ]

, sis

[ ]

représentée par, [ ]

agissant en qualité de personne, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° [ ]

du [ ] en date du [ ]

Ci-après désigné « la collectivité »

D'autre part,

Ci-après désigné « les Parties »

Il a été convenu ce qui suit.

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à notifier par voie postale ou par voie dématérialisée l'avis de paiement du forfait de post-stationnement (FPS) initial ou rectificatif au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire de longue durée ou de l'acquéreur du véhicule, dans le cadre de l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales.

La convention a également pour objet de régir l'accès au système informatique du Service du forfait de post-stationnement de l'ANTAI (SWA-PART FPS) et d'en définir les modalités et conditions d'utilisation.

La présente convention a également pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à traiter en phase exécutoire les FPS impayés.

2. Liste des documents conventionnels

Les documents conventionnels comprennent la présente convention et ses annexes.

Sont annexés à la présente convention, les documents suivants :

- Annexe 1 : Conditions financières ;
- Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ;
- Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles.

Les annexes font partie intégrante de la convention et ont une valeur conventionnelle. Les annexes précisent et complètent la convention. Toute référence à la convention inclut ses annexes.

A titre informatif, les modèles de documents envoyés par l'ANTAI sont joints à la présente convention.

2.1 Législation et normes applicables

Il appartient à chacune des Parties de prendre connaissance et de respecter l'ensemble de la législation en vigueur relative à la présente convention et de suivre ses évolutions tout au long de la durée d'exécution de la convention.

2.2 Article réputé non écrit

Si une ou plusieurs stipulations conventionnelles sont considérées non valides en application d'une disposition de la législation ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elle(s) est/(sont) réputée(s) non écrite(s) sans entraîner pour autant la nullité de la convention.

3. Absence de renonciation

Le fait qu'une partie n'exige pas l'exécution d'une condition de la présente convention ou renonce à exercer un droit ou un privilège conventionnel n'est pas réputé constituer une renonciation définitive à cette condition ou à l'exercice de ce droit ou de ce privilège ou toute autre disposition en relation avec ces derniers.

4. Engagements des parties

4.1 Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à :

- Transmettre à l'ANTAI par voie électronique sécurisée tous les FPS n'ayant pas fait l'objet d'un règlement dans le délai de 5 jours calendaires consécutifs à la constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance de stationnement ;

- Transmettre à l'ANTAI par voie électronique sécurisée, dès qu'elle en a connaissance, tous les éléments nouveaux susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention, notamment s'agissant des données issues des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) et des décisions de la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP) ;

- Assumer la responsabilité pleine et entière du contenu de l'ensemble des éléments transmis à l'ANTAI en particulier ceux nécessaires à l'établissement des avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS ;

- Utiliser exclusivement les canaux de paiement mis en place par l'ANTAI une fois le FPS transmis à l'agence ;

- Informer l'ANTAI dans les meilleurs délais en cas de suspension, d'interruption ou de reprise de son activité en matière de stationnement payant ;

- Appliquer les Conditions Générales d'Utilisations décrites à l'annexe 2 et en particulier respecter la politique de sécurité des échanges qui y est précisée ;

- Déposer un symbole/logotype de la collectivité au format TIFF qui sera présent en haut au centre de la première page de l'APA ;

- Envoyer, si elle le souhaite, le texte ou infographie libre prévu au dos de la première page de l'APA au format TIFF, étant entendu que toutes les informations y figurant sont de son entière responsabilité ;

- Si la collectivité adopte le paiement minoré des FPS, la page sus-mentionnée devra obligatoirement être présente et préciser les modalités de mise en œuvre de celui-ci ;

- Renseigner rigoureusement toutes les informations présentes au paragraphe « Comment envoyer votre recours ? » du feuillet intitulé : « Comment contester cet avis de paiement », qui sont entièrement de la responsabilité de la collectivité.

4.2 Engagements de l'ANTAI

L'ANTAI s'engage à :

- Traiter l'ensemble des informations nécessaires à l'émission des avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS reçus par voie électronique conformes aux spécifications définies avec l'ANTAI ;

- Editer les avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS ainsi que tous les documents prévus dans le cadre du traitement d'un avis de paiement par l'ANTAI ;

25320316500195104 14

- Affranchir les avis de paiement et procéder à leur expédition au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire ou de l'acquéreur du véhicule ;

- Assurer, à la demande de la collectivité, la personnalisation des avis de paiement initiaux et rectificatifs à envoyer en y faisant figurer, aux emplacements prévus, les éléments de personnalisation transmis par la collectivité (symbole/logotype de la collectivité et texte libre pour personnaliser l'avis de paiement) ;

- Assurer un service de centre d'appels téléphonique auprès de la collectivité et/ou de son ou ses tiers-contractant(s) dans le déploiement de certificat(s) de chiffrement ;

- Assurer un service de centre d'appels téléphonique auprès des redevables des avis de paiement leur permettant d'avoir une information générale et d'identifier leurs différents interlocuteurs ;

- Mettre à disposition de la collectivité et/ou de son ou ses tiers-contractant(s) un environnement de tests de ses échanges avec l'ANTAI et délivrer un rapport de tests ;

- Mettre à disposition de manière informatique toutes les informations permettant aux collectivités de faire le suivi quantitatif relatif au traitement par l'ANTAI des FPS, y compris l'imminence d'un titre exécutoire suite à la fin du délai de paiement ;

- Informer la collectivité des évolutions majeures de ses règles de traitement ;

- Informer la collectivité en cas d'incident technique majeur, et lui communiquer un calendrier indicatif de mise en œuvre d'actions adaptées pour y répondre ;

- Présenter à une échéance régulière, au moins annuelle, une synthèse de son activité en matière de stationnement payant ;

- Utiliser les coordonnées d'un locataire de longue durée du véhicule lorsqu'il est ainsi déclaré dans le système d'information des véhicules pour envoyer le FPS ;

- Rechercher une adresse alternative des usagers concernés pour les avis de paiement de FPS retournés par La Poste au CNT avec la mention « pli non distribué » (PND) ;

- Fournir les canaux de paiement permettant aux usagers de régler leur FPS ;

- Fournir à un redevable qui le demande un justificatif de paiement ;

- Assurer, pendant trois ans, l'archivage électronique de l'ensemble des données des avis de paiement initiaux, rectificatifs et majorés, des justificatifs de paiement des FPS dont la gestion lui a été confiée, sauf en cas de recours à la CCSP ou en cas de force majeure.

5. Mise en place d'un paiement minoré

La collectivité qui souhaite proposer aux redevables de payer leur FPS à un montant minoré dans un délai qu'elle détermine à deux possibilités :

- Le notifier par ses propres moyens aux usagers avant la transmission par voie électronique des FPS à l'ANTAI ;

- L'indiquer à l'ANTAI pour mettre en place cette fonctionnalité. Les informations de minoration seront alors transmises informatiquement à l'ANTAI afin qu'elles soient prises en compte dans

les traitements de l'ANTAI, en particulier sur les canaux de paiement de l'Agence. L'information sur la minoration devra obligatoirement être portée à la connaissance des redevables par la page de personnalisation fournie par la Collectivité, figurant au verso de la première page de l'avis de paiement. Le FPS minoré doit alors obligatoirement et exclusivement être payé par le redevable sur les canaux de paiement fournis par l'ANTAI. Lorsque la collectivité sollicite l'ANTAI à cette fin, elle doit également lui faire parvenir la délibération autorisant la mise en place d'un paiement minoré.

6. Durée de la convention - renouvellement

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2024 ou, si elle est signée postérieurement, à partir de la date de sa signature par les deux parties. Elle est conclue pour une durée se terminant le 31 décembre 2026. Une nouvelle convention est nécessaire pour prolonger l'adhésion au service.

7. Droit applicable - Règlement amiable - Juridiction compétente

7.1 Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

7.2 Règlement amiable

La présente convention est conclue et exécutée de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation les éventuelles difficultés qui peuvent survenir lors de son exécution.

En cas de différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir aux fins de conciliation dans un délai de quinze (15) jours suivant l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance de l'autre au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Dans les cas où les parties n'arrivent pas à trouver un accord, elles ont la possibilité de désigner un expert d'un commun accord.

L'expert propose une solution au litige. A défaut d'accord intervenu entre les parties sur cette solution dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la communication du rapport de l'expert aux parties, celles-ci peuvent saisir les tribunaux.

7.3 Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation et les suites de la convention est porté devant le tribunal administratif de Paris même en cas de référé, de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

8. Force majeure

Est entendue par force majeure les événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements indépendants de la volonté des deux Parties. Aucune des deux Parties ne peut être tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

25329031659M0195105T4

En cas de force majeure, constatée par l'une des Parties, celle-ci en informe l'autre par écrit dans les meilleurs délais.

Les délais prévus pour la livraison sont décalés en fonction des circonstances et de la durée de la force majeure. Si une Partie constate un cas de force majeur, elle en informe l'autre et lui communique toute information utile sur l'évolution envisagée de son activité et les délais de mise en œuvre des actions prévues pour y faire face.

Fait à , le

en exemplaires originaux

Pour l'ANTAI,	Pour la Collectivité,
Date, cachet, signature	Date, cachet, signature

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Conditions financières

Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles

25329031659WD0195106I4

Annexe 1 : Conditions financières

1. Prix des prestations réalisées par l'ANTAI

a) La collectivité verse pour les prestations réalisées par l'ANTAI les montants suivants :

Prestations	Prix unitaire pour l'année 2024
1. Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement	
1.1 Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement initial	0,98 € par pli envoyé
1.2 Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement rectificatif	0,98 € par pli envoyé
2. Traitement d'un avis de paiement dématérialisé	
2.1 Traitement d'un avis de paiement initial dématérialisé	0,83 € par envoi dématérialisé
2.2 Traitement d'un avis de paiement rectificatif dématérialisé	0,83 € par envoi dématérialisé

b) L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé :

Les courriers envoyés sont :
- Un avis de paiement initial ;
- Un avis de paiement rectificatif ;
- Un nouvel envoi d'un avis de paiement lorsqu'une adresse alternative a été retrouvée ;
- Un justificatif de paiement ;
- Tout autre envoi dans le cadre du traitement d'un avis de paiement par l'ANTAI.

L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé selon le tarif en vigueur à La Poste.

A titre indicatif, le coût d'affranchissement est au 1er janvier 2023 de 0,65 € par courrier envoyé. Ce prix peut être réévalué selon les évolutions tarifaires de La Poste. Par exemple, pour l'année 2024, le coût de l'affranchissement peut être réévalué sous réserve d'éventuelles évolutions tarifaires de La Poste d'ici le 1er janvier 2024.

2. Révision annuelle des prix unitaires

Les prix unitaires des prestations réalisées par l'ANTAI et exposées dans le paragraphe 1. a) de cette annexe 1, sont révisés annuellement pour une entrée en vigueur au 1er janvier de chaque année (N) en application de la formule exposée ci-après :

$$P = P0 \times \left(0{,}30 + 0{,}40 \times \frac{CPF}{CPF0} + 0{,}30 \times \frac{S}{S0}\right)$$

Dans laquelle :
- P : prix révisé ;
- P0 : prix contractuel d'origine ;
- CPF0 : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre 2023 ;

- CPF : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre N-1 ;
- S0 : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre 2023 ;
- S : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre N-1 ;

Où :

- Si le dernier indice connu à la date de la révision est un indice provisoire, on utilisera le dernier indice arrêté ;
- La valeur des indices SYNTEC, correspond aux valeurs initiales telles que publiées à la date concernée sur le site de la Fédération SYNTEC. A titre d'exemple, le dernier indice SYNTEC publié le 30 septembre 2022 est celui d'août 2022 pour un total de 286,4.

Dans le cadre de la révision annuelle des prix, l'augmentation annuelle ne peut pas être supérieure à 3 %.

De nouvelles prestations peuvent être ajoutées lors de la révision annuelle des prix dans le cas où un besoin nouveau apparaîtrait. Un avenant à la présente convention est alors conclu.

L'ANTAI communique sur l'espace internet dédié (SWA-PART) aux collectivités au plus tard le 30 novembre N-1 les prix unitaires applicables à compter du 1er janvier N.

Afin de respecter les conditions de révision de prix exposées ci-avant, la révision des prix est effectuée entre le 1er octobre N-1 et le 30 novembre N-1 pour une entrée en vigueur au 1er janvier N.

3. Modalités de facturation

Les prestations réalisées par l'ANTAI sont payables mensuellement.

Les avis des sommes à payer sont transmis mensuellement aux collectivités via le portail Chorus Pro.

L'avis des sommes à payer comporte les mentions suivantes :

- L'indication exacte du nom ou de la raison sociale de l'ANTAI ;
- Le nom et le numéro SIRET de la collectivité locale ;
- Le code service et /ou le numéro d'engagement juridique transmis par la collectivité ;
- Les quantités pour chaque prestation ;
- Les frais d'affranchissement pour chaque prestation.

Le paiement est effectué par virement net à trente (30) jours calendaires à compter du statut de mise à disposition du destinataire de l'avis des sommes à payer sur le portail Chorus Pro.

Concernant le(s) changement(s) de code service et/ou de numéro d'engagement juridique, il convient de transmettre cette(s) demande(s) avant le cinq (5) du mois suivant à facturer. Exemple : pour une facturation au titre du mois de janvier 2023, les changements doivent être communiqué à l'ANTAI avant le 5 février 2023. Ces données doivent être complété dans le SWA-PART, rubrique Facturation.

Par ailleurs, si la collectivité territoriale souhaite être facturée sur un SIRET annexe ou secondaire, cette option est possible. Dans ce cas, la collectivité devra renseigner sur le SWA-PART (rubrique Facturation) son SIRET secondaire sur lequel elle souhaite être facturée.

Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

1. Objet

Les présentes CGU régissent l'accès du SWA-PART FPS et ont pour objet d'en définir les modalités et conditions d'utilisation. Tout accès et toute utilisation du SWA-PART FPS sont subordonnés au respect des présentes CGU.

2. Mentions légales

Le SWA-PART FPS est géré par l'ANTAI. Les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété relatifs aux informations proposées sur le SWA-PART FPS appartiennent à l'ANTAI. L'ensemble des éléments graphiques du SWA-PART FPS est la propriété de l'ANTAI, exception faite des symboles/logotypes des Utilisateurs qui restent leur propriété.

3. Définitions

Les termes présents dans les CGU et définis ci-dessous auront la signification suivante :
Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) : Établissement public administratif chargé d'envoyer les avis de paiement des FPS au domicile des titulaires du certificat d'immatriculation quand la collectivité a fait le choix de recourir à cette prestation. L'ANTAI agit également en tant qu'ordonnateur de l'État pour l'émission des titres exécutoires permettant le recouvrement forcé des FPS impayés.

Avis de Paiement ou APA d'un forfait de post-stationnement : document initial ou rectificatif adressé à tout usager redevable d'un forfait de post-stationnement.

CNT : Centre National de Traitement des infractions, basé à Rennes.

Cycle complet : ce cycle correspond au cas d'une collectivité qui a fait le choix de l'ANTAI pour assurer le traitement des messages FPS et l'édition des APA. Les conditions et engagements respectifs de la collectivité et de l'ANTAI pour le cycle complet sont décrits dans une convention FPS *ad hoc*.

Cycle partiel : ce cycle correspond au cas d'une collectivité qui n'a pas fait le choix de l'ANTAI pour assurer le traitement des messages FPS. La collectivité a ainsi choisi de gérer elle-même la phase amiable (3 mois). Ses messages FPS (mFPS) impayés au terme de la phase amiable ne seront transmis à l'ANTAI que pour leur traitement en phase exécutoire.

eAPA : avis de paiement électronique, envoyé de manière dématérialisé.

FPS : Forfait de post-stationnement.

FPS minoré : une collectivité peut décider de minorer le montant d'un FPS s'il est réglé dans un délai qu'elle détermine.

mFPS : messages FPS (données informatiques nécessaires à l'édition d'un FPS).

SWA-PART FPS: Interface mise à la disposition des collectivités leur permettant d'accéder à un onglet Convention, Facturation, Messagerie. L'onglet messagerie remplace l'adresse mail service-fps@antai.fr et antai-facturation-fps@interieur.gouv.fr.

Utilisateur : est considéré comme Utilisateur toute collectivité signataire de la convention qui gère du stationnement payant. Sont également considérés comme Utilisateurs les tiers contractants éventuels de

ces collectivités.

4. Acceptation

L'accès et l'utilisation du SWA-PART FPS sont soumis à l'acceptation et au respect des présentes CGU. En adhérant au SWA-PART FPS, quels que soient les moyens techniques d'accès et les terminaux utilisés, l'Utilisateur, personne dûment habilitée à cet effet par la collectivité, est présumé connaître les présentes CGU et en accepter les termes sans réserve.
Les CGU peuvent faire l'objet d'évolutions sous réserve d'un préavis de 3 mois, notamment par la mise à disposition de nouvelles fonctionnalités, ou en supprimant ou modifiant certaines fonctionnalités. Les CGU modifiées se substituent *de facto* à l'annexe. En cas de désaccord avec les CGU, aucun usage du SWA-PART FPS ne saurait être effectué par l'Utilisateur.

5. Accès aux services

Les CGU du SWA-PART FPS concernent toute collectivité qui gère du stationnement payant dans le cadre de la réforme de la dépénalisation du stationnement payant entrée en vigueur le 1er janvier 2018. Elles s'appliquent tant aux collectivités ayant choisi le cycle complet qu'aux collectivités ayant choisi le cycle partiel.
Pour accéder au SWA-PART FPS, l'Utilisateur doit créer un compte en s'enregistrant sur le portail de l'ANTAI dans l'espace dédié aux collectivités et entrer les informations suivantes :

- nom de compte (ou login) ;
- mot de passe ;
- adresse e-mail.

Le nom de compte (ou login) et le mot de passe permettent à l'Utilisateur d'accéder au SWA-PART FPS. L'adresse e-mail permet à l'ANTAI de communiquer avec l'Utilisateur dans le cadre de la gestion et du suivi du compte et d'envoyer des informations relatives au SWA-PART FPS. A ce titre, l'ANTAI recommande que cette adresse soit la plus pérenne possible et consultée régulièrement afin d'éviter toute perte de contact due à des changements de poste ou absence plus ou moins prolongée.

L'adresse courriel de contact de la collectivité est la suivante :

L'utilisation de serveurs mandataires (également appelés proxy), autres que ceux éventuellement mis en place par la collectivité dans son infrastructure, tant pour la création de compte que pour la connexion au compte est interdite. La création de compte de façon automatisée et/ou avec une identité fausse ou frauduleuse est interdite.

25329031659#0019510814

5.1. Communications

La communication entre l'Agence et la Collectivité se fera par la messagerie du SWA-PART FPS sauf exception. En cas de dysfonctionnement de ce dernier, l'adresse de messagerie fournie à l'inscription sera utilisée.

6. Obligations et engagements de l'Utilisateur

L'Utilisateur du SWA-PART FPS s'engage à :

- Faire appel exclusivement à des agents assermentés pour l'établissement des FPS. En cas de marché(s) confié(s) à des tiers-contractants pour l'établissement des FPS, l'Utilisateur s'engage

à veiller à ce que les personnels de ces tiers-contractants soient assermentés pour être conforme aux textes réglementaires ;

- Utiliser la connexion sécurisée vers le CNT dédiée aux seules fins de transmission des messages FPS vers l'ANTAI ;

- Veiller à la transmission sécurisée des messages FPS destinés à l'ANTAI en utilisant les certificats de chiffrement obtenus auprès de Prestataires de Services de Confiance référencés par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (http://www.ssi.gouv.fr/) ;

- Ne pas tenter de modifier ou d'extraire les éléments de sécurité relatifs à l'authentification d'origine de la connexion entre la collectivité et le CNT de l'ANTAI ou relatifs à l'émission des messages FPS vers l'ANTAI. En particulier, ne pas altérer ni modifier ni tenter d'extraire les certificats ou les clés d'authentification fournis par le CNT et utilisés pour authentifier l'origine des messages FPS ainsi que l'origine de la connexion ;

- Utiliser une solution logicielle de gestion des FPS conforme aux spécifications techniques pour les échanges de données entre une solution logicielle de gestion de FPS et l'ANTAI ;

- S'assurer que la solution logicielle retenue par la collectivité, ou par chacun de ses tiers-contractants FPS, a passé avec succès l'ensemble des tests de conventionnement avec l'ANTAI (la solution logicielle est attestée par un rapport de tests) ;

- Communiquer à l'ANTAI, dès qu'elle en a connaissance, toute modification relative à l'identité de la collectivité ou à l'organisation de son stationnement payant (fusion de collectivités, modification de l'entité en charge du stationnement, etc.) susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations en cours auprès du SWA-PART FPS.

7. Disponibilité et évolution

Tous les frais supportés par l'Utilisateur pour accéder au SWA-PART FPS (matériel informatique, logiciels, connexion Internet, certificats, etc.) sont à sa charge. Le SWA-PART FPS est disponible 7 jours sur 7, 24h sur 24h. En cas de force majeure ayant pour conséquence un dysfonctionnement du SWA-PART FPS, celui-ci peut être interrompu sans délai. L'ANTAI peut faire évoluer, modifier pour tout motif nécessaire au bon fonctionnement du SWA-PART FPS, ou suspendre, pour des raisons de maintenance, le SWA-PART FPS. En ce cas il lui appartient d'en informer l'Utilisateur en respectant un délai de prévenance d'au moins quinze (15) jours franc. L'ANTAI s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au rétablissement du service dans les meilleurs délais. L'Utilisateur s'oblige à ne réclamer aucune indemnisation suite à l'interruption, à la suspension ou à la modification des présentes CGU.

8. Responsabilité

L'Utilisateur s'engage à ne fournir que des informations exactes, vérifiables, à jour et complètes. Dans l'hypothèse où l'utilisateur ne s'acquitterait pas de cet engagement, l'ANTAI se réserve le droit de suspendre ou supprimer son compte dans le SWA-PART FPS, sans préjudice des éventuelles actions en responsabilité pénale et civile qui pourraient être engagées à son encontre.

9. Propriété intellectuelle et données

Les marques, logos, et créations du SWA-PART FPS font l'objet d'une protection par le code de la propriété intellectuelle et plus particulièrement par le droit d'auteur et le droit des marques. L'Utilisateur

sollicite l'autorisation préalable du SWA-PART FPS pour toute reproduction, publication ou copie de ces éléments.
L'ANTAI et l'Utilisateur s'engagent à une utilisation des données du SWA-PART FPS détenues, produites ou fournies par l'ANTAI ou par l'Utilisateur) conformément au cadre strictement limité de la mise en œuvre du FPS. Une utilisation des données à des fins commerciales est interdite.

10. Droit applicable

Les CGU sont soumises au droit français. En cas de contestation éventuelle, et après l'échec de toute tentative de recherche d'une solution amiable, les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de ce litige. Pour toute question relative aux présentes CGU du SWA-PART FPS de l'ANTAI, l'Utilisateur a la possibilité de contacter le SWA-PART FPS à l'onglet « messagerie » ou par messagerie électronique à l'adresse service-fps@antai.fr.

Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles

La présente annexe à la convention a pour objectif de préciser les règles de confidentialité ainsi que les conditions d'utilisation des données personnelles.

1. Règles de confidentialité

L'ANTAI est tenue de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que les informations, documents ou éléments qui lui sont communiqués ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Dans le cadre de son obligation de confidentialité, l'ANTAI s'engage à n'utiliser les documents transmis que pour la seule exécution de la présente convention. L'ANTAI s'engage à ne pas divulguer les documents, informations et données détenus à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, après l'échéance ou la résiliation de la présente convention.

Les données confidentielles sont :

- L'ensemble des données transmises pour la notification par voie postale ou par voie dématérialisée des avis de paiement initiaux et rectificatifs ;
- Les coordonnées des titulaires des certificats d'immatriculation (identité, à savoir, nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, type de pièce d'identité) ;
- Les données sur le paiement des FPS.

L'ANTAI s'engage à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la sécurité notamment matérielle, et assurer la conservation et l'intégrité des données et informations traitées pendant la durée du présent contrat et pendant la durée d'archivage des données ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter l'accès et l'utilisation détournée ou frauduleuse par des tiers des informations confidentielles et toutes précautions utiles afin que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées ;
- Avertir immédiatement par écrit la collectivité de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent paragraphe.

Les dispositions de la présente convention sont valables pendant toute la durée de celle-ci ainsi que les cinq années qui suivent son expiration.

25229031650M0195 10914

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 6 novembre 2015 fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R. 2333-120-10 du code général des collectivités territoriales, les données des avis de paiement du forfait post-stationnement, initiaux ou rectificatifs délivrés par l'ANTAI sont conservées par l'Agence de manière à garantir l'intégrité, l'intelligibilité et l'accessibilité des données pendant une durée de trois (3) ans. Les données sont enregistrées dans un format pérenne et répliquées sur un site distant.

L'ANTAI s'engage à ne pas conserver ces données au-delà de la durée citée et procède à leur élimination en fin de période.

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de la présente convention et sa violation est de nature à entraîner la résiliation de la présente convention pour faute grave. Il est rappelé que la révélation intentionnelle d'une information à caractère secret par une personne qui en est le dépositaire à titre professionnel est passible de poursuites pénales, conformément à l'article 226-13 du code pénal.

2. Conditions d'utilisation des données personnelles

L'ANTAI s'engage à traiter les données à caractère personnel confiées par la collectivité aux seules fins mentionnées en objet de la présente convention et à respecter ses obligations au regard de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et, de son décret d'application n° 2005-1309 du 20 octobre 2005, ainsi qu'au regard du règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'ANTAI s'engage à informer la collectivité en cas de :

- Violation des données personnelles identifiées dans le cadre du traitement, et concernant la collectivité ;
- Demande de droit d'accès, de rectification ou de limitation, qui lui seraient adressée.

L'ANTAI atteste qu'elle dispose des moyens techniques présentant les garanties suffisantes pour assurer la sécurité et la confidentialité des données, pour empêcher toute destruction fortuite ou illicite, perte fortuite, divulgation ou accès non autorisé d'un tiers, toute forme illicite de traitement, et pour empêcher que les données ne soient déformées ou endommagées.

L'ANTAI s'assure que l'ensemble de ses sous-traitants ou prestataires pouvant intervenir dans le cadre de la convention présentent les mêmes garanties et obligations sur les données personnelles traitées.

La collectivité s'engage à mener les analyses d'impact nécessaires et mener pour son traitement l'ensemble des mesures nécessaires à garantir la sécurité des données personnelles.

Les points de contacts de la collectivité pour la gestion des données personnelles sont les suivants :

Le point de contact de l'ANTAI pour la gestion des données personnelles est le suivant :

donnees-personnelles-antai@interieur.gouv.fr

L'ANTAI déclare tenir un registre des données personnelles qui précise l'encadrement du traitement et les moyens mis en œuvre pour protéger ces données

Modèles de documents envoyés par l'ANTAI

Les modèles de documents envoyés par l'ANTAI sont l'avis de paiement de FPS, l'avis de paiement rectificatif de FPS et le justificatif de paiement de FPS. Ces modèles de documents pourront faire l'objet de modifications.

25329031654001951101 4

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avis de paiement
Forfait de post-stationnement (FPS)

ANTAI Agence Nationale de traitement Automatisé des Infractions

VILLE DE PARIS

V16.00.01.01.01360146 217500016000191830060501 57 51 APA FRFR

Numéro de l'avis de paiement :
21750001600019 | 18 | 3 | 006 | 050 | 157

Z00 F002qdsvfi2hg5z3zii50

M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

Date d'envoi de l'avis de paiement :
18/01/2018

Madame, Monsieur,

Le véhicule dont le certificat d'immatriculation est à votre nom a stationné le **06/01/2018** sur le territoire de **PARIS**, sans que soit réglée totalement la redevance de stationnement prévue. A ce titre, vous êtes redevable d'un forfait de post-stationnement (FPS) dont le détail est décrit ci-dessous.

Etablissement de l'avis de paiement du forfait de post-stationnement

COLLECTIVITÉ AYANT INSTITUÉ LA REDEVANCE

Nom de la collectivité :
PARIS

Autorité dont relève l'agent assermenté :
MOOVIA
69-73 BD VICTOR HUGO
93400 SAINT-OUEN

N° d'identification de l'agent assermenté :
050

INFORMATIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

Date et heure de constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance :
Le 06/01/2018 à 15h28.

Lieu :
47 RUE DE LIEGE
75008 PARIS
48.87913833 2.32413333 38.7 1.5

N° d'immatriculation du véhicule :
-1DDB1-V0

Marque du véhicule :
SMART

INFORMATIONS RELATIVES A L'ENVOI DE L'AVIS DE PAIEMENT

Date d'envoi de l'avis de paiement :
18/01/2018

Identité et adresse du redevable :
M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

Le montant du FPS dû est égal à : 50 euros.

Ce FPS a cessé de produire ses effets le **06/01/2018** à **20h00**. A partir de cette heure, vous pouvez être redevable d'un nouveau FPS si vous avez continué à stationner au lieu indiqué.

« Signé »

Numéro de l'avis de paiement : 21750001600019 | 18 | 3 | 006 | 050 | 157

Pour plus de renseignements sur cet avis et vos démarches, appelez le 0820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).



25329031654001951111 4

V16.00.01.01.01360146 21750001600019183006050157 51 APA FRFR

MODALITÉS DE PAIEMENT ET CONTESTATION

Comment régler votre FPS ?

Vous devez régler votre FPS auprès de la Direction Générale des Finances Publiques aux coordonnées figurant ci-dessous. S'il vous est demandé, le numéro de télépaiement de votre FPS est le suivant :

21750001600019	18	3	006	050	157	Clé	51

Paiement par smartphone ou par Internet

Scannez le flashcode ci-contre ou saisissez l'URL suivante dans le navigateur de votre smartphone : **www.stationnement.gouv.fr**

Paiement par téléphone (serveur vocal interactif)

Par carte bancaire au 0811 10 10 10 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Paiement par courrier

Par chèque libellé en euros à l'ordre du Trésor public (adresse mentionnée sur la carte de paiement).
Joignez la carte de paiement ci-dessous pour servir de référence sans l'agrafer ni la coller.
Envoyez le tout dans l'enveloppe retour à affranchir. **Ne joignez aucun autre document.**

Paiement au guichet d'un centre des finances publiques

Uniquement par carte bancaire, muni du présent avis.

Paiement chez un buraliste ou partenaire agréé*

En lui présentant le flashcode se trouvant *sur la carte de paiement ci-dessous*
** identifié par le logo ci-contre, liste consultable sur www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite*

PAIEMENT DE PROXIMITÉ

ATTENTION
Date limite de paiement de votre FPS : 23/04/2018

En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à cette date, un titre exécutoire assorti de la majoration prévue à l'article R. 2333-120-16 du code général des collectivités territoriales sera émis à votre encontre. Cette majoration est fixée à 20% du montant du FPS impayé sans pouvoir être inférieure à 50 euros.

CARTE DE PAIEMENT
Date de l'avis : 18/01/2018

M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

5000 *

CENTRE D'ENCAISSEMENT
TSA 69089
35908 RENNES CEDEX 09

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

543219000176 04002711830060501570350401962806 5000

Comment contester cet avis de paiement ?

Si vous souhaitez contester cet avis de paiement, **vous devez former un recours administratif préalable obligatoire (RAPO)** avant toute saisine de la juridiction compétente, à peine d'irrecevabilité de cette saisine.

Conditions de recevabilité de votre recours (RAPO)

✔ **Comment envoyer votre recours (RAPO) ?**

- Par **voie électronique** à l'adresse suivante :

  https://www.paris.fr/fps

- Par **lettre recommandée** avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante :
  CENTRE DE NUMÉRISATION RAPO FPS
  6 AVENUE DE LA PORTE D'IVRY
  75013 PARIS

✔ **Dans quel délai ?**

- Ce recours (RAPO) est à adresser dans le délai d'un mois, soit avant le : **23/02/2018**
  Vous êtes réputé avoir reçu le présent avis 5 jours francs à compter de la date d'envoi.

✔ **Quelles pièces transmettre ?**

Pièces à transmettre obligatoirement sous peine d'irrecevabilité du recours :

- Un exposé des faits et des arguments expliquant le recours.
- Une copie de l'avis de paiement contesté.
- Une copie du certificat d'immatriculation ou de la déclaration de cession du véhicule et de son accusé d'enregistrement dans le système d'immatriculation des véhicules.

Pièces à transmettre selon votre situation :

- Le cas échéant, les pièces permettant d'apprécier le bien-fondé de votre recours.
  En tant que titulaire du certificat d'immatriculation, locataire ou acquéreur du véhicule concerné, vous pouvez habiliter toute personne pour former le recours administratif en votre nom et pour votre compte. Dans ce cas, le mandat d'habilitation doit être transmis avec le recours.

Délai de réponse de l'autorité administrative ou de son délégataire

- L'absence de réponse écrite reçue dans le mois suivant la date de l'avis de réception postal ou électronique du recours vaut rejet du recours.
- La décision de rejet peut être contestée dans le délai d'un mois devant la commission du contentieux du stationnement payant, sous réserve du respect des conditions de recevabilité du recours.

DROITS D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION

Le ministère de l'intérieur est responsable du traitement de données « Services FPS - ANTAI » qui a pour finalité, conformément à l'article L2333-87 du CGCT, la notification des avis de paiement de FPS et l'émission des titres exécutoires et d'annulation prévus à cet article.

Les données personnelles recueillies dans ce cadre (état civil, informations d'ordre économique et financier, données de connexion ou de localisation) sont conservées pendant 3 ans et destinées à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ainsi qu'à la direction générale des finances publiques en charge de leur recouvrement.

Vous pouvez exercer un droit d'accès, de rectification ou d'opposition pour motifs légitimes relatifs aux renseignements vous concernant et ayant fait l'objet d'un traitement automatisé (art. 70-18 à 70-20 de la loi du 6 janvier 1978). Ce droit s'exerce, par courrier séparé, auprès de : Données personnelles CNT - CS 74 000 - 35094 Rennes Cedex 9.

Vous pouvez également exercer ce droit auprès de l'autorité dont relève l'agent assermenté ayant établi cet avis de paiement et dont l'adresse figure sur la première page du présent avis. En cas d'absence de réponse, vous pourrez adresser une réclamation auprès de la CNIL par voie électronique ou par courrier.

2532903165W0019511214

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avis de paiement rectificatif
Forfait de post-stationnement (FPS)

PARIS

ANTAI Agence Nationale de traitement Automatisé des Infractions

V16.00.01.01.01360146 21800019800018171113000901 37 APA FRFR

Numéro de l'avis de paiement rectificatif :
21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 901

Numéro de l'avis de paiement initial :
21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 900

Z00 F002qly3ec3yqduho05h0

M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

Date d'envoi de l'avis de paiement rectificatif :
13/11/2017
Date d'envoi de l'avis de paiement initial :
08/09/2017

Madame, Monsieur,

Vous avez formé un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) à l'encontre de l'avis de paiement de forfait de post-stationnement (FPS) n°**21800019800018171113000900** en date du **06/09/2017**.

A la suite de ce recours, un avis de paiement rectificatif a été établi. Vous en trouverez le détail ci-dessous.

Etablissement de l'avis de paiement rectificatif du forfait de post-stationnement

COLLECTIVITÉ AYANT INSTITUÉ LA REDEVANCE

Nom de la collectivité :
AMIENS

Autorité dont relève l'agent assermenté :
SERVICE DE CONTROLE DU STATIONNEMENT PAYANT
22 RUE DU NORD
80010 AMIENS

N° d'identification de l'agent assermenté :
2468013579

INFORMATIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

Date et heure de constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance :
Le 06/09/2017 à 09h37.

Lieu :
12 RUE D'ARTOIS
AMIENS 80

N° d'immatriculation du véhicule :
99999996

Marque du véhicule :
BMW

INFORMATIONS RELATIVES AU RECOURS ADMINISTRATIF (RAPO)

Identité et adresse du redevable :
M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

Date de réception du recours (RAPO) :
06/09/2017

Identité de la personne habilitée pour agir au nom et pour le compte du redevable :
SERVICE D'AIDE A LA CONTESTATION POLONAISE

Date d'établissement de l'avis de paiement de FPS rectificatif : 13/11/2017

Le montant rectifié du FPS dû est égal à : 21,55 euros.

« Signé »

Numéro de l'avis de paiement rectificatif : 21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 901

Pour plus de renseignements sur cet avis et vos démarches, appelez le 0820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).



25329031659MD01951137A

V16.00.01.01.01360146 21800019800018171113000901 37 APA FRFR

MODALITÉS DE PAIEMENT ET CONTESTATION

Comment régler votre FPS ?

Vous devez régler votre FPS auprès de la Direction Générale des Finances Publiques aux coordonnées figurant ci-dessous. S'il vous est demandé, le numéro de télépaiement de votre FPS est le suivant :

21800019800018	17	1	113	000	901	Clé	37

Paiement par smartphone ou par Internet

Scannez le flashcode ci-contre ou saisissez l'URL suivante dans le navigateur de votre smartphone : **www.stationnement.gouv.fr**

Paiement par téléphone (serveur vocal interactif)

Par carte bancaire au 0811 10 10 10 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Paiement par courrier

Par chèque libellé en euros à l'ordre du Trésor public (adresse mentionnée sur la carte de paiement).
Joignez la carte de paiement ci-dessous pour servir de référence sans l'agrafer ni la coller.
Envoyez le tout dans l'enveloppe retour à affranchir. **Ne joignez aucun autre document.**

Paiement au guichet d'un centre des finances publiques

Uniquement par carte bancaire, muni du présent avis.

Paiement chez un buraliste ou partenaire agréé*

En lui présentant le flashcode se trouvant *sur la carte de paiement ci-dessous*
** identifié par le logo ci-contre, liste consultable sur www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite*

PAIEMENT DE PROXIMITÉ

ATTENTION
Date limite de paiement de votre FPS : 15/12/2017

En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à cette date, un titre exécutoire assorti de la majoration prévue à l'article R. 2333-120-16 du code général des collectivités territoriales sera émis à votre encontre. Cette majoration est fixée à 20% du montant du FPS impayé sans pouvoir être inférieure à 50 euros.

CARTE DE PAIEMENT
Date de l'avis : 13/11/2017

M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

2155 *

CENTRE D'ENCAISSEMENT
TSA 69089
35908 RENNES CEDEX 09

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

543219000176 650004217111300090103504019688O6 2155

Comment contester cet avis de paiement rectificatif de FPS ?

Si vous souhaitez contester cet avis de paiement, **vous devez former un recours auprès de la commission du contentieux du stationnement payant (CCSP).**

Conditions de recevabilité de votre recours

✔ **Comment envoyer votre recours ?**

- Par **voie électronique** à l'adresse suivante : **www.ccsp.fr**
- Par **courrier simple** envoyé à l'adresse suivante :

CCSP
TSA 51544
87021 LIMOGES CEDEX 9

- Par **télécopie** au numéro suivant : **05 44 24 80 51 (appel non surtaxé)**

✔ **Dans quel délai ?**

- Ce recours est à adresser à compter de la date de réception du présent avis de paiement rectificatif, soit avant le : **20/12/2017**

✔ **Quelles pièces transmettre ?**

- Le formulaire de recours disponible à l'adresse suivante : **www.ccsp.fr**
- Une copie de l'avis de paiement du FPS initial
- Une copie du recours administratif (RAPO) formé auprès de la collectivité
- Une copie de l'accusé de réception postale ou électronique du RAPO
- Une copie du présent avis de paiement rectificatif
- Le justificatif de paiement du FPS rectificatif

Informations utiles

La Commission du contentieux du stationnement payant peut infliger à l'auteur d'une requête qu'elle estime abusive une amende dont le montant peut s'élever jusqu'à 2 000 euros.

DROITS D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION

Le ministère de l'intérieur est responsable du traitement de données « Services FPS - ANTAI » qui a pour finalité, conformément à l'article L2333-87 du CGCT, la notification des avis de paiement de FPS et l'émission des titres exécutoires et d'annulation prévus à cet article.

Les données personnelles recueillies dans ce cadre (état civil, informations d'ordre économique et financier, données de connexion ou de localisation) sont conservées pendant 3 ans et destinées à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ainsi qu'à la direction générale des finances publiques en charge de leur recouvrement.

Vous pouvez exercer un droit d'accès, de rectification ou d'opposition pour motifs légitimes relatifs aux renseignements vous concernant et ayant fait l'objet d'un traitement automatisé (art. 70-18 à 70-20 de la loi du 6 janvier 1978). Ce droit s'exerce, par courrier séparé, auprès de : Données personnelles CNT - CS 74 000 - 35094 Rennes Cedex 9.

Vous pouvez également exercer ce droit auprès de l'autorité dont relève l'agent assermenté ayant établi cet avis de paiement et dont l'adresse figure sur la première page du présent avis. En cas d'absence de réponse, vous pourrez adresser une réclamation auprès de la CNIL par voie électronique ou par courrier.

2532903165W001951141 4

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

JUSTIFICATIF DE PAIEMENT DU FPS

ANTAI
Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions

34.145 REÇU LE
20 OCT. 2023
VILLE DE LUNEL

N° de l'avis de paiement
11111111111111 22 3 444 555 666

Z00 MI2301F0000000006k2s6u914600

M MARTIN JEAN MICHEL
RDC AU FOND DU COULOIR
20 BIS RUE DES PEUPLIERS
59000 LILLE

Date de mise à disposition du justificatif de paiement
25/07/2017

V01.00.02.01.135ag" 11111111111112234455566 JP FRFR

Madame, Monsieur,

Vous avez choisi de régler votre Forfait de Post-Stationnement (FPS) par chèque et nous vous en remercions.
Veuillez trouver le justificatif de paiement dont le détail est décrit ci-dessous.

Justificatif de paiement du FPS

DATE DE CONSTATATION DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT (FPS) :	**24/05/2017**
DATE D'ÉMISSION DE L'AVIS DE PAIEMENT :	**26/05/2017**
MONTANT RÉGLÉ :	**15300.50 euros**
DATE DE RÈGLEMENT :	**20/07/2017**

Justificatif à conserver

Pour plus de renseignements sur ce justificatif et vos démarches, appelez le 0 820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Monsieur le Maire rappelle que l'ANTAI est l'agence qui gère les forfaits de post-stationnement. Le contrat s'arrête en 2023 et nous le relançons jusqu'en 2026.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve le renouvellement de la convention qui fixe les modalités selon lesquelles l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à traiter en phase exécutoire les Forfaits de Post-Stationnement impayés.

2 – RESSOURCES HUMAINES

2.1 – CONVENTION DE MISE Á DISPOSITION DU PERSONNEL COMMUNAL AUPRÉS DU SDIS34 – POMPIERS VOLONTAIRES

Rapporteur : M. DOMENECH.

Annexe : Convention

Le code de la sécurité intérieur dans son Article L723-11 donne la possibilité pour les employeurs publics et privé d'un sapeur pompiers volontaire de conclure avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) une convention de mise à disposition de leurs employés municipaux durant leur temps de travail, sous couvert d'une convention partenariale.

Cette convention veille notamment à s'assurer de la compatibilité de la disponibilité de ces agents avec les nécessités du service public, elle précise les modalités de mise à disposition pour intervention/formation de ces derniers pendant leur temps de travail.

Le pré-requis étant que la continuité du service aux publics de la ville de Lunel soit toujours assurée.

La Ville de Lunel compte 11 sapeurs-pompiers volontaires parmi ses effectifs.

La ville accepte la mise à disposition pour formation et intervention opérationnelle :

- La formation : 10 jours / an pour formation initiale et 5 jours / an pour formation continue,
- Les interventions opérationnelles : disponibilités opérationnelles en cas d'événements majeur/garde programmée et retard à l'embauche

Dans les deux cas la rémunération des sapeurs pompiers volontaires est maintenue par la ville qui sera subrogée par le SDIS 34.

La Ville refuse la mise à disposition pour des interventions inopinées durant le temps de travail.

Les services de la Ville, comptant dans leurs équipes des sapeurs pompiers volontaires, ont été consultés afin de vérifier la faisabilité de l'application de ces conventions et les agents sapeurs pompiers volontaires ont été informés de ces nouvelles modalités.

Un rapport a été présenté au CST du 06/12/2023.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DE L'HERAULT SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS **Groupement des relations institutionnelles** **Service mission volontariat et citoyenneté**	CONVENTION N°…….. **RELATIVE A LA DISPONIBILITE DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES PENDANT LEUR TEMPS DE TRAVAIL**	(LOGO EMPLOYEUR)

Code de la sécurité intérieure - Article L723-11 :
L'employeur privé ou public d'un sapeur-pompier volontaire, les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et non-salariés qui ont la qualité de sapeurs-pompiers peuvent conclure avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours une convention afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des sapeurs-pompiers volontaires. Cette convention veille notamment à s'assurer de la compatibilité de cette disponibilité avec les nécessités du fonctionnement de l'entreprise ou du service public.

Entre :	**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault**, Représenté par monsieur **Kléber MESQUIDA,** Président du Conseil d'administration, d'une part, Ci-après dénommé « **le S.D.I.S. 34** » ;
Et	**Organisme ou société employeur :** Représenté par : Adresse : Mail : Tél : Ci-après dénommé « **l'employeur** » ;
Et	**Agent sapeur-pompier volontaire :** Affecté au centre de secours de : Ci-après dénommé « **le sapeur-pompier volontaire** » ou « **le SPV** » ;

Article 1 : Objet

La présente convention est conclue en référence au titre II de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996, aux articles L723-11 et suivants du Code de la Sécurité intérieure.
Elle vise à préciser les conditions et les modalités de la disponibilité pour formation (chapitre 1) et/ou pour intervention (chapitre 2), pendant le temps de travail et dans le respect des nécessités de fonctionnement de l'établissement auquel il appartient.

Article 2 : Protection du sapeur-pompier volontaire

Conformément à l'article L723-14 du code de la sécurité intérieure : Le temps passé hors du lieu de travail, pendant les heures de travail, par le sapeur-pompier volontaire pour participer aux missions à caractère opérationnel et aux activités de formation, est assimilé à une durée de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés, des droits aux prestations sociales et pour les droits qu'il tire de son ancienneté.

Conformément aux articles L723-16 et L723-17 du code de la sécurité intérieure : Aucun licenciement, aucun déclassement professionnel, ni aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un salarié en raison des absences résultant de l'application des dispositions de la présente convention.

150 rue Supernova, 34 570 Vailhauquès – Téléphone 04 67 10 35 87 / 04.67.10.35.69
Mail : volontariat@sdis34.fr

CHAPITRE 1 - MISE A DISPOSITION POUR FORMATION

Dans le cadre de cette convention, l'employeur autorise le sapeur-pompier volontaire à **s'absenter pour des séances de formation :**

(Mettre une croix dans la case souhaitée)

OUI **NON**

En cas de refus, les articles 3 à 5 de la présente convention sont sans objet.

Article 3 : Définition du seuil de sollicitation pour formation

Chaque jour de formation est valorisé à hauteur de 8h00.

Aucun plafond n'étant défini, toute participation au-delà de ces seuils est librement négociée entre le SPV et l'employeur.

Les jours d'autorisation d'absence non consommés dans l'année civile ne peuvent être reportés sur l'année suivante.

(Mettre une croix dans la case souhaitée)

	- Pour la formation initiale : **10 jours / an** pendant les 3 premières années du 1er engagement - Pour la formation continue : **5 jours / an**
	Nombre de jours par an :…….

Article 4 : Définition de la durée des autorisations d'absence pour formation

La durée des autorisations d'absence pour formation, correspond au temps entre le départ du sapeur-pompier volontaire jusqu'à son retour sur son lieu de travail/domicile.

Il est tenu compte du temps de trajet moyen prévisible pour les déplacements "aller - retour" entre le lieu de travail/domicile et le lieu de formation.

Article 5 : Dispositions compensatoires

Durant les absences, l'employeur choisit l'une des possibilités suivantes :

(Mettre une croix dans la ou les case(s) souhaitée(s))

	Maintien de la rémunération (et des avantages y afférents)	**Subrogation**	**NON**	Le sapeur-pompier volontaire perçoit les indemnités prévues au titre de l'activité sapeur-pompier. L'employeur renonce à être subrogé dans les droits du sapeur-pompier volontaire à percevoir ces indemnités.
			OUI	L'employeur demande à être subrogé dans les droits du sapeur-pompier volontaire à percevoir les indemnités prévues (dans la limite des sommes perçues au titre de la rémunération et des avantages y afférents)
	Suppression de la rémunération	Le sapeur-pompier volontaire ne perçoit pas sa rémunération ainsi que les avantages y afférents. Il perçoit les indemnités prévues au titre de l'activité sapeur-pompier.		

Pour les employeurs privés qui optent pour le maintien de la rémunération :

	Mécénat	L'employeur demande à bénéficier d'une réduction d'impôt au titre du mécénat (circulaire interministérielle du 24 avril 2018).

150 rue Supernova, 34 570 Vailhauquès – Téléphone 04 67 10 35 87 / 04.67.10.35.69
Mail : volontariat@sdis34.fr

CHAPITRE 2 - MISE A DISPOSITION OPERATIONNELLE

Dans le cadre de cette convention, l'employeur autorise le sapeur-pompier volontaire à **s'absenter pour des opérations de secours :**

(Mettre une croix dans la case souhaitée)

□ OUI **□ NON**

En cas de refus les articles 6 à 8 de la présente convention sont sans objet.

Article 6 : Modalités

(Mettre une croix dans la ou les case(s) souhaitée(s))

Disponibilité pour des interventions inopinées pendant la durée de travail : Le sapeur-pompier volontaire sollicitable doit rester dans un périmètre restreint autour de la caserne afin de pouvoir s'y rendre en quelques minutes lorsqu'il est alerté. Le sapeur-pompier volontaire est autorisé à quitter son travail dès le déclenchement de l'alerte (bip, sirène, téléphone…). (cf. ***ANNEXE 2 – « Attestation d'intervention »***)	**OUI** **NON**

Disponibilité opérationnelle en cas d'évènement majeur / Garde programmée : En période de mobilisation exceptionnelle (alerte météo…), le SDIS pourra solliciter auprès de l'employeur une disponibilité de l'agent pour effectuer des missions lors d'évènements majeurs sous réserve des nécessités de l'employeur. (cf. ***ANNEXE 1 : « Demande d'autorisation d'absence d'un SPV conventionné »***)	**OUI** **NON**

Autorisation de retard à l'embauche : Le sapeur-pompier volontaire est autorisé à prendre son poste avec un retard dû à une intervention qui a débuté hors de son temps de travail et qui se prolonge sur du temps effectif travaillé après avoir informé son employeur. (cf. ***ANNEXE 2 – « Attestation d'intervention »***)	**OUI** **NON**

Article 7 : Définition du seuil de sollicitation pour mise à disposition opérationnelle

L'employeur autorise le sapeur-pompier volontaire à s'absenter, dans le cadre de la mise à disposition opérationnelle pendant son temps de travail, pour participer à des missions opérationnelles au profit du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault, dans les conditions suivantes, à savoir :

Nombre de jours par an :…….

Article 8 : Dispositions compensatoires

Durant les absences, l'employeur choisit l'une des possibilités suivantes :

(Mettre une croix dans la ou les case(s) souhaitée(s))

	Maintien de la rémunération (et des avantages y afférents)	**Subrogation**	**NON**	Le sapeur-pompier volontaire perçoit les indemnités prévues au titre de l'activité sapeur-pompier. L'employeur renonce à être subrogé dans les droits du sapeur-pompier volontaire à percevoir ces indemnités.
			OUI	L'employeur demande à être subrogé dans les droits du sapeur-pompier volontaire à percevoir les indemnités prévues (dans la limite des sommes perçues au titre de la rémunération et des avantages y afférents)
	Suppression de la rémunération	Le sapeur-pompier volontaire ne perçoit pas sa rémunération ainsi que les avantage y afférents. Il perçoit les indemnités prévues au titre de l'activité sapeur-pompier.		

Pour les employeurs privés qui optent pour le maintien de la rémunération :

	Mécénat	L'employeur demande à bénéficier d'une réduction d'impôt au titre du mécénat (circulaire interministérielle du 24 avril 2018).

150 rue Supernova, 34 570 Vailhauquès – Téléphone 04 67 10 35 87 / 04.67.10.35.69
Mail : volontariat@sdis34.fr

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9 : Actualisation de la convention

La présente convention peut être modifiée d'un commun accord à la demande de l'une des parties, et notamment en cas de modification de la situation du SPV tant en ce qui concerne ses liens avec l'employeur qu'avec le SDIS.

Article 10 : Reconduction/Résiliation

La présente convention est conclue pour une durée de **1 an**, renouvelable par tacite reconduction par période d'égale durée.
Elle pourra être dénoncée, à la demande de l'une des parties, avec un délai de préavis de **3 mois**.

Article 11 : Application et entrée en vigueur

Les dispositions de la présente convention sont applicables dès la signature des trois parties contractantes.
La présente convention entre en vigueur à la date de la dernière signature.

Article 12 : Litiges

En cas de litige entre les parties signataires de la présente convention, une procédure amiable sera recherchée.
En cas d'échec des voies amiables, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal administratif de Montpellier.

L'agent SPV	L'employeur	Le Président du Conseil d'Administration du SDIS34
Date : Signature :	Date : Signature :	Date : Signature :

150 rue Supernova, 34 570 Vailhauquès – Téléphone 04 67 10 35 87 / 04.67.10.35.69
Mail : volontariat@sdis34.fr

M. BARBATO souhaite avoir accès au rapport du CST et en avoir une copie.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la convention de mise à disposition du personnel communal auprès du SDIS 34 pour les pompiers volontaires.

2.2 - ACTUALISATION DES INDEMNITÉS DE MISSION DU PERSONNEL COMMUNAL

Rapporteur : Mme AUTIER.

L'arrêté du 20 septembre 2023 modifie l'arrêté du 3 juillet 2006, en ce qui concerne le montant des
indemnités de repas, et d'hébergement.

A compter du 20 septembre 2023, le montant d'indemnisation des frais de restauration (déjeuner et dîner) est fixé, par repas, à 20,00 € (au lieu de 17,50 € précédemment).
Les montants des indemnités de nuitée sont fixés à 90 € (au lieu de 70 précédemment) pour le taux de base, à 120 € (au lieu de 90 précédemment) pour les grandes villes de + de 20000 habitants et communes de la métropole du Grand Paris, et à 140 € (au lieu de 110 précédemment) pour la Commune de Paris.

Ainsi, les taux de remboursement s'établissent comme suit :

<table>
<tr><td></td><td>Taux de base</td><td>Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris</td><td>Commune de Paris</td></tr>
<tr><td>Hébergement (incluant le petit déjeuner)</td><td>90 €</td><td>120 €</td><td>140 €</td></tr>
<tr><td>Déjeuner</td><td colspan="3" rowspan="2">20,00 €</td></tr>
<tr><td>Dîner</td></tr>
</table>

Pour tous les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite, le taux d'hébergement est fixé à 150 €.

Le décret n° 2026 du 4 juin 2020 autorise les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à déroger au remboursement forfaitaire des frais de repas et à instaurer, par délibération, un remboursement au réel, dans la limite de plafond prévu pour le remboursement forfaitaire,

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Mme PLANE souhaite connaître le nombre d'employés du personnel communal concerné.

Monsieur le Maire indique que cela évolue en fonction des missions.

Mme PLANE s'interroge sur les déjeuners, les dîners, les hébergements.

Monsieur le Maire répond que cela dépend des formations et des missions, de nombreux paramètres sont à prendre en compte, il donne ensuite la parole à M. LAMIC, Directeur Général des Services qui explique que cela concerne environ une centaine d'agents pour une enveloppe d'à peu près 19 000 € qui passe à présent à 15 000 €, pour des formations essentiellement.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme PROST, Directrice des Ressources Humaines, qui précise que les formations et les missions sont sur ordre de mission signé par le DGS et notamment au CNFPT en mission professionnelle.

Mme PLANE précise qu'il n'y avait aucune arrière pensée.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le remboursement au réel, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire des indemnités de repas et d'hébergement, tel qu'indiqué ci-dessus.

2.3 - TRANSFERT DE PERSONNEL VERS LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Rapporteur : M. BERTHET.

En Prévision de la création de la Communauté d'Agglomération au 1er janvier 2024 et l'application de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, la future Communauté d'Agglomération au titre de sa compétence politique de la ville obligatoire, assurera le suivi et le pilotage stratégique de la mise en œuvre du Contrat de Ville, en lien étroit avec l'État et les partenaires institutionnels engagés sur cette politique.

L'article L.5211 4-1 du Code général des collectivités territoriales, modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre, et donc des fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux contractuels qui remplissent en totalité ou en partie leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré.

Au vu de cette compétence « politique de la ville » qui sera exercée pleinement par la future Communauté d'Agglomération à compter du 1er janvier 2024, l'équipe Politique de la ville dénommée MOUS « Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale » sera transférée à cette date.

Elle est composée de 3 agents :
- La responsable, cheffe de projet politique de la ville
- L'adjointe au cheffe de projet
- L'assistante du service

Conformément aux préconisations réglementaires en matière de transfert de compétences, une fiche d'impact sur les effets potentiels sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des agentes concernées a été rédigée.
Les agentes ont été rencontrées par les deux directions des ressources humaines afin de présenter cette fiche d'impact.
Un rapport présentant les modalités de transfert des agentes concernées a été présenté au Comité Social Territorial du 6 décembre 2023.

A la date du 31 décembre 2023, les trois agentes du service Politique de la ville seront radiées des effectifs de la ville de Lunel.

A la date du 1er janvier 2024, les trois agentes du service Politique de la ville seront intégrées au sein des effectifs de la Communauté d'Agglomération.

L'équipe MOUS continuera à travailler en étroite collaboration avec les différents services de la Ville afin d'assurer ses missions au bénéfice des habitants du quartier prioritaire de Lunel.

Le service restera basé à l'Espace Castel (bureaux du 1er étage), situé au sein du périmètre Prioritaire.

Afin de maintenir la collaboration étroite qui lie la ville de Lunel et la politique de la ville, la cheffe de projet restera membre du CODIR. Les informations générales sur la collectivité et l'accès aux différents serveurs et l'intranet seront maintenus.

Le Programme de Réussite Éducative porté par la Caisse des Écoles et rattaché au service PDV continuera quant à lui à être piloté par la Ville.

Ce dispositif géré et suivi par la coordinatrice PRE sera intégré à la Direction Éducation à compter du 1er janvier 2024 afin d'assurer une cohérence et une complémentarité avec les autres dispositifs tels que la Cité Éducative et les actions de droit commun relevant de l'éducation.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

M. BARBATO demande puisqu'il s'agit d'un transfert de compétences et d'un transfert politique à la Communauté de Communes ce que va devenir la délégation de l'élu de Lunel à la Politique de la Ville. Cela va-t-il être transféré à un président de la Communauté de Communes ?

Monsieur le Maire indique que cette question va être tranchée prochainement à la Communauté de Communes du Pays de Lunel. La logique voudrait qu'il y ait un vice-président et un délégué à Lunel puisque nous sommes concernés par la Politique de la Ville. Cela va être calé avec des volontaires pour s'occuper de ce dossier assez méconnu. Si la ville de Lunel maîtrise ce dossier, c'est moins évident pour les nouveaux maires qui n'ont pas de quartiers Politique de la Ville mais qui pourraient être concernés dans le futur puisque le nouveau contrat politique de la ville prévoit des extensions possibles pour des communes qui présentent certains critères des quartiers Politique de la Ville.

M. BARBATO rappelle que l'idée de l'agglomération c'est de faire des économies. Or, si l'on garde le terrain sur chaque délégation on ne va jamais arriver à faire des économies !

Monsieur le Maire indique qu'aujourd'hui la priorité c'est l'efficacité sur cette politique. Mais à l'heure actuelle ce n'est pas encore tranché.

Mme PLANE s'interroge sur les agents rencontrés car il n'est pas précisé si elles sont d'accord pour ce transfert, elle espère que c'est le cas. Peut-être a-t-elle mal entendu mais cela n'apparaît pas dans la délibération, elles sont transférées à partir du 1er janvier, donc elles sortent des effectifs de la ville de Lunel mais changent-elles physiquement d'endroit ? Par ailleurs, n'y avait-il pas des services Politique de la Ville à Gambetta ?

Monsieur le Maire indique qu'elles restent au même endroit c'est-à-dire à l'espace Castel, lieu sur lequel elles sont installées depuis déjà un certain temps. Il rappelle qu'une discussion a été engagée depuis fort longtemps.

M. BERTHET précise que tous les agents sont d'accord.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le transfert des trois agentes du service Politique de la Ville vers la future Communauté d'Agglomération qui en assurera la compétence.

2.4 - OPÉRATION DE RECENSEMENT DE LA POPULATION

Rapporteur : M. BENIATTOU.

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a instauré une nouvelle méthode de recensement de la population depuis le 1er janvier 2004.
Cette formule a substitué au comptage traditionnel organisé tous les 7 à 9 ans, une technique d'enquêtes annuelles de recensement.

Les objectifs du recensement restent les mêmes :

- déterminer la population légale de la France et de ses circonscriptions administratives,
- décrire les caractéristiques de la population et ses conditions de logement.

Le recensement se déroule généralement de la mi-janvier à la fin février selon la taille de la commune concernée. Il reste placé sous la responsabilité de l'État. Sa réalisation repose sur un partenariat étroit entre les communes et l'I.N.S.E.E qui organise et contrôle la collecte des informations, puis exploite les questionnaires et diffuse les résultats tandis que les communes préparent et réalisent les enquêtes de recensement. Elles reçoivent à ce titre une dotation forfaitaire de l'État.

Le coordonnateur de l'enquête de recensement, appelé coordonnateur communal, peut être le maire ou tout autre élu local et, si ce dernier ne prend pas lui-même en charge la préparation et la réalisation du recensement, toute personne désignée dans le personnel communal.
Le coordonnateur communal est l'interlocuteur de l'INSEE pendant la campagne annuelle de recensement. À compter du dernier trimestre de l'année précédente, il organise la campagne locale de communication, il s'assure du bon déroulement du recensement et met en place la logistique. Il veille au respect de la confidentialité des données récoltées et est tenu au secret professionnel.
Le coordonnateur communal est chargé d'assurer un soutien logistique aux personnels chargés du recensement ; il organise la campagne locale de communication, la formation des agents recenseurs avec l'appui de l'INSEE, les encadre et suit leur travail.

À Lunel, les agents recenseurs sont des agents de la commune affectés à cette tâche. Ils sont tenus au secret professionnel.

Les enquêtes de recensement de la commune nécessitent le recrutement de 6 agents recenseurs.

Pour l'année 2024 et pour les années suivantes, les conditions de rémunération de ces agents, conformément aux modalités arrêtées par l'INSEE selon le barème suivant :

- versement en février d'un forfait fixe brut de 550 euros,
- versement en mars du solde de l'indemnité constituée selon le barème suivant :
    - feuille de logement :0,50 euro (valeur unitaire)
    - bulletin individuel :1,00 euro
    - dossier d'immeuble collectif :0,50 euro
    - fiche d'adresse non enquêtée :0,50 euro
    - fiche de logement non enquêtée :1,00 euro

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'opération de recensement de la population pour l'année 2024 ainsi que les conditions de rémunération des agents selon le détail exposé ci-dessus.

3 – COMMANDE PUBLIQUE ET ASSURANCE

3.1 - CONTRAT D'ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES - AVENANT N° 1

Rapporteur : M. REMESY.

Annexe : Avenant n°1 au contrat d'assurances risques statutaires

Par délibération en date du 16 décembre 2021, le conseil municipal a autorisé la signature du marché d'assurances des risques statutaires avec la compagnie ALLIANZ VIE et le courtier GRAS SAVOYE MÉDITERRANNÉE, à compter du 1er janvier 2022 pour une durée de 5 ans.

Au mois de juin 2023, la compagnie d'assurances signifie par courrier à la Ville que les résultats du contrat d'assurance du personnel enregistrés ne lui permettent plus de maintenir les conditions tarifaires à l'identique. De ce fait, elle se voit contrainte de résilier à titre conservatoire et conformément aux clauses du contrat, l'engagement souscrit.

En effet, deux accidents de service et une maladie professionnelle ont impacté en année pleine la sinistralité 2022.

Après des négociations engagées avec la compagnie d'assurances, celle-ci accepte de poursuivre l'exécution du contrat au-delà du 31 décembre 2023.

A compter du 1er janvier 2024, les indemnités journalières seront limitées au remboursement de 70% du traitement de l'agent pour les accidents de travail ou maladies professionnelles. Les frais médicaux restent eux remboursés à 100%, l'indemnité versée en cas de décès reste également inchangée.

Il est également précisé que les sinistres survenus en 2022 et en 2023 et qui se poursuivraient en 2024 continueront à être indemnisés à 100%.

Pour les garanties "décès, maladies et accidents imputables au service", le taux de cotisation sera élevé à **1,73%** de l'assiette de cotisation, constituée par le traitement de base indiciaire brut, hors Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) et hors Supplément Familial de Traitement (SFT).

La durée du marché reste inchangée et court jusqu'au 31 décembre 2026.

Il est précisé que le courtier GRAS SAVOYE MÉDITERRANNÉE, mandataire du groupement et gestionnaire du contrat, a changé de dénomination sociale pour devenir WILLIS TOWERS WATSON FRANCE.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 30 novembre 2023 a émis un avis favorable à la passation de l'avenant n°1 au marché d'assurances risques statutaires selon les conditions précitées.

Il est proposé au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'avenant n°1 susvisé avec le groupement WILLIS TOWERS WATSON FRANCE / ALLIANZ VIE **;**

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Ville de Lunel

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

AVENANT N°1

A - Identification du pouvoir adjudicateur

VILLE DE LUNEL
240 AVENUE VICTOR HUGO
CS 30403
34403 Lunel Cedex
Tél : 04 67 87 83 00

SIRET : 21340145800012

Représentée par : Pierre SOUJOL, Maire de Lunel

B - Identification du titulaire du marché public

Groupement conjoint non solidaire constitué de :

Courtier en assurance (mandataire du groupement et gestionnaire du contrat) :

WILLIS TOWERS WATSON FRANCE (ancienne dénomination sociale GRAS SAVOYE MÉDITERRANÉE)
33/34 quai de Dion-Bouton
92800 Puteaux
Tél : 01 41 43 50 00
RCS Nanterre : 311 248 637

Assureur et porteur du risque :

ALLIANZ VIE
1 cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La défense Cedex
RCS Paris : 340 234 692

C - Objet du marché public

- Objet du marché public:

Marché d'assurances risques statutaires

- Date de la notification du marché public : 14/01/2022
- Durée d'exécution du marché public : .5 ans jusqu'au 31/12/2026
- Montant initial du marché public :
    - Taux appliqué à l'assiette de cotisation solution de base décès, maladies et accidents imputables au service sans franchise : 1,29 %
    - Tarification 1 pour les agents affiliés à la CNRACL : décès, maladies et accidents imputables au service sans franchise.
    - Assiette de cotisation : Traitement Indiciaire Brut des agents affiliés à la CNRACL (hors NBI et SFT)

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Au mois de juin 2023, la compagnie d'assurances signifie par courrier à la Ville que les résultats du contrat d'assurance du personnel enregistrés ne lui permettent plus de maintenir les conditions tarifaires à l'identique. De ce fait, elle se voit contrainte de résilier à titre conservatoire et conformément aux clauses du contrat, l'engagement souscrit.

En effet deux accidents de service et une maladie professionnelle ont impacté en année pleine la sinistralité 2022.

Après des négociations engagées avec la compagnie d'assurances, celle-ci accepte de poursuivre l'exécution du contrat au-delà du 31 décembre 2023.

A compter du 1er janvier 2024, les indemnités journalières seront limitées au remboursement de 70% du traitement de l'agent pour les accidents de travail ou maladies professionnelles. Les frais médicaux restent eux remboursés à 100%, l'indemnité versée en cas de décès reste également inchangée.

Il est également précisé que les sinistres survenus en 2022 et en 2023 et qui se poursuivraient en 2024 continueront à être indemnisés à 100%.

Pour les garanties "décès, maladies et accidents imputables au service", le taux de cotisation sera élevé à**1,73%** de l'assiette de cotisation, constituée par le traitement de base indiciaire brut, hors Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) et hors Supplément Familial de Traitement (SFT).

La durée du marché reste inchangée et court jusqu'au 31 décembre 2026.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public:
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

L'incidence financière de l'avenant concerne :

1/ l'augmentation du taux de cotisation qui passe de 1,29% à 1,73 % ;

2/ instauration d'une franchise : à compter du 1er janvier 2024, les indemnités journalières seront limitées au remboursement de 70% du traitement de l'agent pour les accidents de travail ou maladies professionnelles. Les frais médicaux restent eux remboursés à 100%, l'indemnité versée en cas de décès reste également inchangée.

Annexe : Nouvelles conditions contractuelles transmises par la compagnie d'assurance ALLIANZ VIE

Allianz

Contrat d'assurance des risques statutaires des agents affiliés à la C.N.R.A.C.L.

Contrat n° 418 10A / 000 - Avenant n° 2024-01

La Collectivité adhérente :

Commune de Lunel
Hôtel de Ville
240 avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 LUNEL Cedex

Avenant au contrat

D'un commun accord entre les parties, il est convenu ce qui suit à effet du 1er janvier 2024 :

- **Les cotisations (Chapitre « Dispositions relatives au contrat – paragraphe X)**

  Le montant de vos cotisations (exonéré de taxe compte tenu de la législation en vigueur à la date d'effet précitée), exprimé en pourcentage de la base de l'assurance déterminé ci-dessus pour la période d'assurance au titre de laquelle les cotisations sont dues, est fixé à : **1,73%**.

  Conformément au chapitre « Dispositions relatives au contrat » - paragraphe X des Dispositions Générales, la cotisation est payable d'avance annuellement à la date d'exigibilité mentionnée sur l'appel de cotisation.

- **Garantie Accident ou Maladie imputable au service**

  Par dérogation au chapitre « Garantie Accident ou Maladie imputable au service » - paragraphe II des Dispositions Générales, les indemnités journalières seront calculées à hauteur de 70% de la base des prestations prévue audit paragraphe.

Il n'est pas autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat.

Fait en deux originaux, à Paris, le vingt-et-un novembre deux mille vingt-trois.

Pour la Collectivité adhérente :

Pour l'Assureur :



Allianz Vie
Entreprise régie par le Code des assurances
Société Anonyme au capital de 643.054.425 euros
1 cours Michelet - CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex
340 234 962 RCS Nanterre

N/Réf. Département Souscription – SL –2023/1269

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Mme PLANE note que jusqu'au 31 décembre les indemnités sont de 100 %, à partir du 1er janvier ce ne sera plus qu'à hauteur de 70 %. Pendant le laps de temps où ils ont voulu rompre le contrat y-a-t-il eu une rupture des indemnités ?

Réponse négative de Monsieur le Maire.

Mme PLANE souhaite savoir ce qu'il va advenir du pourcentage restant.

Monsieur le Maire explique que la ville le prendra en charge.

Mme PLANE constate que cela passe à 70 % à partir du 1er janvier pour les nouveaux sinistres, les anciens continuent à être indemnisés à 100 %. Cela ne concerne que les nouveaux signataires ?

Ce sont effectivement les propos de M. REMESY.

M. BARBATO considère nécessaire et important de garder ce type de contrat, son groupe ne va pas s'y opposer. Il constate qu'en fait une augmentation a été négociée de 1,73 % pour continuer la couverture d'assurance. Il s'agit d' une négociation sinon il n'y a plus de couverture ?

M. REMESY précise qu'Allianz Vie proposait au départ par courrier un taux de 2,98 %.

M. BARBATO pense que comme lorsqu'on a trop d'accidents de voiture, les assurances ne veulent plus assurer. La compagnie d'assurance a donc jugé qu'il y avait trop d'accidents et de maladies à Lunel alors qu'il n'y en a que deux et ils refusent de nous assurer. Ce sont des maladies graves, des accidents de service. Il aurait souhaité en connaître la nature sans avoir à dévoiler les noms.

Mme PLANE note que la ville va tout de même payer le pourcentage restant plus l'augmentation.

Confirmation de Monsieur le Maire.

Mme PLANE demande si pendant la négociation la ville s'est renseignée ailleurs et auquel cas les tarifs sont-ils équivalents ?

Monsieur le Maire ajoute que de nombreuses collectivités ont du mal à se faire assurer.

M. REMESY souligne qu'il y a eu une explosion des cotisations.

Mme PLANE fait remarquer que les compagnies augmentent les tarifs des contrats et ne veulent plus rembourser. C'est le cas ici avec les assurances pour les collectivités. Elle suppose que Lunel n'est pas la seule concernée par cette problématique d'assurance, il en va de même avec les manadiers... Il y a un réel problème au niveau des assurances, il faut prendre une décision au niveau de l'État. Nous sommes obligés de nous assurer et ils en profitent.

Monsieur le Maire indique que l'AMF a été saisie par de nombreuses communes à ce sujet et ils essaient de défendre la position vis à vis de l'État et de trouver une solution.

M. BERTHET explique que ce problème a été rencontré au niveau de la Communauté de Communes et nous ne sommes pas certains aujourd'hui d'être ré-assurés pour les dommages

aux biens. Nous sommes obligés de nous tourner vers des compagnies étrangères afin d'avoir un accord. Il ne sait pas si le groupe WILLIS TOWERS WATSON FRANCE/ALLIANZ VIE, qui a une consonance anglaise, a fait une reprise, mais il n'est pas impossible qu'actuellement les compagnies françaises passent par l'Angleterre pour assurer des Français. On ne sait pas exactement au niveau de la Communauté de Communes à quel taux l'assurance dommages aux biens va le prendre en charge compte tenu de dégâts qu'il peut y avoir partout en France, cela risque d'être élevé mais il faut s' assurer.

Mme PLANE relève qu'effectivement ce n'est pas une option de s'assurer.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'avenant n°1 au contrat d'assurances risques statutaires avec le groupement WILLIS TOWERS WATSON FRANCE / ALLIANZ VIE et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

Explication de vote de Mme PLANE :
Son groupe s'abstient tout simplement parce qu'ils ne font pas partie de la commission.

3.2 - FOURNITURE ET POSE D'UNE MICRO-CRÈCHE MODULAIRE À OSSATURE BOIS « CLÉ EN MAIN » - AVENANT N°3

Rapporteur : Mme GIMENEZ.

Annexe : Avenant n°3 au marché de fourniture et pose d'une micro-crèche modulaire à ossature bois « clé en main »

Par délibération en date du 11 mai 2022, le conseil municipal a autorisé la signature d'un marché de fourniture et pose d'une micro-crèche modulaire à ossature bois « clé en main » avec le groupement SELVEA / WENDLING CAROLE pour un montant forfaitaire de 515 689,04 € HT.

Par délibération en date du 8 novembre 2022, le conseil municipal a autorisé la passation d'un avenant n°1 au marché précité pour permettre l'implantation de la micro-crèche sur un nouveau site et augmenter le délai initial d'exécution de la prestation en raison du changement de périmètre de réalisation. Le nouveau montant du marché s'élevait en conséquence à 519 629.04 € HT.

Des contraintes inhérentes à l'acquisition foncière et à l'instruction du dossier d'urbanisme ont nécessité l'augmentation du délai d'exécution afin de porter le nouveau terme du contrat au 3 mars 2024, par la passation d'un avenant n°2.

En raison du nouvel emplacement de la structure, certains ajustements sont rendus nécessaires au regard de la typologie du sol, mais également afin de tenir compte de l'augmentation du coût des matières premières depuis la date de notification du contrat en 2022.

Le montant total de ces adaptations s'élève à **55 006,47 € HT,** portant le nouveau montant total du marché à **574 635.51 € HT** et représentant une plus-value cumulée avec l'avenant n°1 de **11,43%.**

Parallèlement la durée du marché doit être augmentée de 5 mois en vue d'une livraison de la structure début août 2024.

Cette modification contractuelle a été présentée à la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 30 novembre 2023, qui a émis un avis favorable à la passation de cet avenant n°3.

Il est proposé au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'avenant n°3 susvisé à passer avec le groupement **SELVEA / CAROLE WENDLING ;**

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Ville de Lunel

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

AVENANT N°3

A - Identification du pouvoir adjudicateur

VILLE DE LUNEL
240 AVENUE VICTOR HUGO
CS 30403
34403 Lunel Cedex
Tél : 04 67 87 83 00

SIRET : 21340145800012

Représentée par : Pierre SOUJOL, Maire de Lunel

B - Identification du titulaire du marché public

SELVEA
Mandataire du groupement
745 rue de la Marbrerie
34740 VENDARGUES
SIRET : 491 011 631 000 34
Téléphone : 04 67 58 22 54
mail : contact@selvea.com

C - Objet du marché public

- Objet du marché public:

Fourniture et pose d'une micro-crèche modulaire à ossature bois « clé en main »

- Date de la notification du marché public: 03/06/2022

- Durée d'exécution du marché public : Suite avenant de prolongation acté à l'avenant n°2 : fin le 3 mars 2024

- Montant initial du marché public :

Taux de TVA : 20 %

  - Montant HT : 515 689,04 €
  - Montant TTC : 618 826,85 €

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Des contraintes inhérentes à l'acquisition foncière et à l'instruction du dossier d'urbanisme ont nécessité l'augmentation du délai d'exécution afin de porter le nouveau terme du contrat au 3 mars 2024, par la passation d'un avenant n°2.

En raison du nouvel emplacement de la structure, certains ajustements sont rendus nécessaires au regard de la typologie du sol, mais également afin de tenir compte de l'augmentation du coût des matières premières depuis la date de notification du contrat en 2022.

Le montant total de ces adaptations s'élève à **55 006,47 € HT,** portant le nouveau montant total du marché à **574 635.51 € HT** et représentant une plus-value cumulée avec l'avenant n°1 de**11,43%.**

Parallèlement la durée du marché doit être augmentée de 5 mois en vue d'une livraison de la structure début août 2024.

Nouvelle date de fin contractuelle : 3 août 2024.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public:

☐ Non ☒ Oui

-

Taux de TVA : 20 %

- Montant HT : 55 006,47 €
- Montant TTC : 66 007,76 €

● Historique des avenants et nouveau montant du marché :

	Montant	Plus-Value	Détail	Date de fin
Marché initial HT	515 689,04 € HT	/	11 mois	3 mai 2023
Avenant n°1	3 940 € HT	0,76 %	2 mois	3 juillet 2023
Avenant n°2	/	/	8 mois	3 mars 2024
Avenant n°3	55 006,47 € HT	10,67 %	5 mois	3 août 2024
Nouveau montant	**574 635,51 € HT**	**11,43 %**	**26 mois**	**3 août 2024**

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

M. BARBATO considère qu'une crèche est nécessaire cela a déjà été évoqué, ce n'est pas l'endroit le plus formidable pour l'installer mais il faut la poser quelque part. Son groupe signale simplement, encore une fois, le dépassement des coûts. Cela manque de maîtrise !

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'avenant n° 3 relatif à la fourniture et la pose d'une micro-crèche modulaire à ossature bois « clé en main » à passer avec le groupement **SELVEA/CAROLE WENDLING** et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

3.3 - CONTRAT DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DU CENTRE NAUTIQUE AQUALUNA AVENANT N°2 DE RÉSILIATION

Rapporteur : M. HERMABESSIÈRE.

Annexe : Avenant n°2 au contrat de performance énergétique du centre nautique Aqualuna

Par délibération du 25 janvier 2017, le Conseil municipal a validé l'attribution du contrat de performance énergétique de la piscine Aqualuna à l'entreprise DALKIA, pour un montant total d'exploitation/maintenance de 1 269 778,50 € HT et un montant forfaitaire de travaux d'amélioration de la performance énergétique de 208 324,84 € HT.

Par délibération en date du 20 décembre 2018, le Conseil municipal a autorisé la signature d'un avenant n°1 prévoyant une moins-value de 3 378,48 € HT au titre de la suppression du programme des travaux relatifs à la conformité gaz (électrovannes et détecteurs), car les caractéristiques des équipements mis en place n'exigeaient plus la réalisation d'une détection gaz.

Le bâtiment, datant de la fin des années 1980, a souffert les derniers mois avant sa fermeture de dégradations structurelles évolutives, au niveau des bassins et de la charpente. Face à ce constat, deux rapports de bureaux de contrôle différents sont venus confirmer le danger imminent aux biens et aux personnes que pouvait représenter l'état structurel du bâti.

A ce titre, l'arrêté de fermeture de l'établissement a été pris le 24 mars 2023, autorisant l'accès aux seules personnes habilitées. Par la suite, un second arrêté du 23 juin 2023 est venu interdire l'accès à toute personne.

Compte tenu de ces éléments, il convient de résilier le contrat de performance énergétique conclu en 2017. La clôture du contrat doit être actée à compter du 30 juin 2023, afin de marquer l'arrêt de la facturation correspondante.

Ainsi, l'impact financier pour l'arrêt du contrat de performance énergétique au 30 juin 2023 est le suivant :
- La fourniture des énergies, poste P1 : - 167 566,84 € HT,
- Les prestations de services, poste P2 : - 113 940,00 € HT,
- La garantie totale, poste P3 : - 23 240,00 € HT.

La moins-value totale sur les deux années restantes du contrat s'élève en conséquence à **– 304 746,84 € HT**, ce qui représente une diminution cumulée de **– 20,85 %** avec celle actée par l'avenant n°1.

L’arrêt du contrat au 30 juin 2023 est formalisé à travers une avenant n°2 de résiliation, actant le décompte précité.

Il est proposé au Conseil Municipal :

D’APPROUVER l’avenant n°2 susvisé à passer avec l’entreprise **DALKIA ;**

D’AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu’à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

AVENANT 2

CONTRAT DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DU CENTRE NAUTIQUE AQUALUNA DE LUNEL

Ville de Lunel

Date d'effet : / / (date de notification)
Date d'échéance : 30/06/2025

Avenant N°2 au marché 2016-041 du 01/03/2027

Exploitant : DALKIA

C184/AV

Sage Services Energie - Conseil et assistance à maitrise d'ouvrage
Siège social : 174 avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine
Bureaux : rue des Fermes Cadot - 27600 Saint-Aubin/Gaillon - Std. 02 32 53 31 10 - fax 02 32 53 47 97
S.A.R.L. au capital de 130 000 € - R.C.S. Nanterre 489 575 050
www.sage-energie.fr

Table des matières

Table des matières....2
Désignation des parties contractantes....3
Article 1 Objet de l'avenant....4
Article 2 Clôture du contrat de performance énergétique du centre nautique Aqualuna....4
Article 3 Incidence financière....4
Article 4 Renonciation au recours....5
Article 5 Clauses diverses....5

Désignation des parties contractantes

Entre les soussignés :

Ville de Lunel
240 Avenue Victor Hugo
CS 30403
34 403 LUNEL CEDEX

Représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, Maire de la Ville de Lunel,

Ci-après désignée « La Ville ».

D'UNE PART,

Et la société DALKIA S.A,

dont le siège social est au 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59 350 Saint André Les Lille, immatriculée au Registre du Commerce de Lille sous le numéro 456 500 537,

Représentée par Représentant, TITRE , Le Terra Verde – 55 rue Euclide 34 000 Montpellier ;

Ci-après désignée « Le Titulaire ».

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT.

Article 1 Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- La clôture du contrat de performance énergétique suite à la décision de fermeture du centre nautique Aqualuna par la ville de Lunel

Article 2 Clôture du contrat de performance énergétique du centre nautique Aqualuna

La fermeture du centre nautique Aqualuna a été décidé par la ville de Lunel suite à un arrêté de péril en raison de question de sécurité lié au bâti du centre nautique. En effet, la sécurité des usagers n'est plus assurée, le centre nautique ne peut donc plus recevoir de public, s'agissant d'un cas de force majeure.

Il a donc été décidé de clôturer le contrat de performance énergétique passé avec le Titulaire notifié au 01/03/2017 pour une durée de 100 mois et devant donc s'achever au 30/06/2025.

La clôture du contrat de performance énergétique est effective au 30/06/2023. La facturation s'arrête donc à cette date.

L'impacte financier pour l'arrêt du CPE en date du 30/06/2023 est le suivant :

- P1 : - 167 566,84 € HT
- P2 : - 113 940,00 € HT
- P3 : - 23 240,00 € HT

Soit une moins-value totale de 304 746,84 € HT sur les deux années de contrat restantes.

Article 3 Incidence financière

Le prix indiqué en € HT ci-dessus est en valeur du mois m_o du marché de base.

Période	AAPE (€ HT)	P1 (€ HT)	P2 (€ HT)	P3 (€ HT)	Total marché (€ HT)	Ecart / Base (€ HT)	Ecart / Base (%)
Base	208 324,84	698 195,17	474 750,00	96 833,33	1 478 103,34	-	-
Avenant 1	204 946,36	698 195,17	474 750,00	96 833,33	1 474 724,86	-3 378,48	-0,23%
Avenant 2	204 946,36	530 628,33	360 810,00	73 593,33	1 169 978,02	-308 125,32	-20,85%

L'ensemble des avenants cumulés entrainent donc une moins-value globale de 308 125,32 € HT sur la durée du marché. La baisse est donc de 20,85% par rapport à la base marché.

Article 4 Renonciation au recours

Le titulaire renonce à toute réclamation au recours pour des faits prévisibles ou décisions relatives à l'exécution du marché qui sont antérieurs à la signature du présent avenant et réglés par lui.

Article 5 Clauses diverses

Il n'est rien changé aux clauses du contrat initial qui devient applicable en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations qui précèdent.

Fait à Lunel

Le __/__/____

(En 1 exemplaire original)

Le Titulaire

Ville de Lunel

Mme PLANE note que la facturation s'arrête au mois de juin 2023. Pourquoi le passe t-on en décembre puisque cela date du mois de juin ? Pourquoi 3 mois entre l'arrêté de fermeture et l'arrêté d'interdiction d'accès ?

M. HERMABESSIÈRE explique que les moteurs de la piscine continuent à fonctionner, on ne pouvait pas tout arrêter, l'eau n'était plus chauffée et la ventilation était arrêtée mais il était nécessaire de traiter la piscine et de faire tourner les pompes jusqu'à son arrêt, soit fin juin. Nous avons arrêté le compteur électrique et posé un autre qui fonctionne sur le compteur de la ville et les pompes tournent toujours.

Mme PLANE : Pourquoi tournent-elles ?

M. HERMABESSIÈRE : Afin que l'eau ne pourrisse pas dans le bassin.

Mme PLANE demande combien cela représente de m3 d'eau ?

Réponse de M. HERMABESSIÈRE : Pas loin de 1 000 m3.

Mme PLANE : Tout est plein ?

Réponse affirmative de M. HERMABESSIÈRE.

Mme PLANE demande si cette eau ne peut pas servir aux sapeurs pompiers ?

M. HERMABESSIÈRE rappelle qu'il faudrait qu'ils puissent y accéder.

Une discussion s'ensuit.

Monsieur le Maire souligne que le fait de maintenir volontairement cette eau participe à la conservation de la structure et à la solidification de l'ensemble. En procédant à la vidange on la fragiliserait davantage et il y aurait une menace d'effondrement éventuelle.

Mme PLANE indique qu'elle va tomber à un moment donné puisqu'elle va être rasée. Par ailleurs, elle a vu un processus de remplissage de citernes sur le Lez.

M. DOMENECH explique qu'il s'agit d'un travail avec de l'eau lourde, on ne travaille plus avec de l'eau propre.

Mme PLANE demande si cela est faisable ou pas.

M. DOMENECH indique que c'est faisable mais il faut l'organiser en amont avec des véhicules procédant à des allers-retours pour stocker dans un autre lieu et il faut ventiler l'eau pour éliminer le chlore.

Mme PLANE rappelle que l'on cherche systématiquement de l'eau, notamment lorsqu'il y a des incendies ou autre, donc si c'est faisable au moment où l'on démoli...

Monsieur le Maire indique qu'à ce jour techniquement il ne peut pas répondre à cette question parce qu'il rappelle que l'eau participe au maintien de la structure.

Mme PLANE : Aujourd'hui oui mais plus tard ?

Monsieur le Maire répond que c'est déjà envisagé. Il y aura un temps pour cela. La démolition de la piscine est prévue pour le second semestre 2024, nous n'y sommes pas encore.

Mme PLANE note que si cela se prévoit en amont pour le SDIS il serait dommage de gaspiller cette eau si on peut s'en servir.

Monsieur le Maire indique que c'est une question qui sera traitée en son temps.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'avenant n° 2 de résiliation concernant le contrat de performance énergétique du centre nautique Aqualuna à passer avec l'entreprise **DALKIA** et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

3.4 - CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LA COMMUNE DE LUNEL ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL RELATIVE À LA MUTUALISATION DES COÛTS DE PRESTATIONS POUR L'ORGANISATION DE LA SOIRÉE DES VŒUX À LA POPULATION POUR L'ANNÉE 2024

Rapporteur : M. BERTHET.

Annexe : Convention de partenariat financier entre la commune de Lunel et la Communauté de Communes du Pays de Lunel relative à la mutualisation des coûts de prestations pour l'organisation de la soirée des vœux à la population pour l'année 2024

La Communauté de Communes du Pays de Lunel (CCPL) et la Ville de Lunel ont décidé d'organiser en commun une cérémonie des vœux du Maire et du Président à la population, sous forme d'une soirée qui se tiendra le 19 janvier 2024 à la Halle des Sports intercommunale.

L'organisation de l'évènement, notamment les choix relatifs à la communication et aux orientations créatives, font l'objet d'un travail collaboratif entre les services de la Ville et ceux de la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Ainsi, il est proposé de mutualiser le coût total de ces prestations, réparties en deux lots tels que :

- Lot n°1 – Gestion évènementielle, son et lumière, traiteur et coordination globale, pour un montant forfaitaire de **70 008,00 € TTC** (hors coût d'acquisition d'une moquette de protection du sol qui demeure entièrement à la charge de la Ville de Lunel pour un montant de **9 360,00 € TTC**) ;
- Lot n°2 - Réalisation d'une vidéo des vœux et création graphique autour de l'évènement, pour un montant forfaitaire de **16 609,20 € TTC.**

Le coût total des prestations relatives à l'organisation de la soirée des vœux à la population, soit **86 617,20 € TTC**, serait réparti comme suit :

- Pour la Communauté de Communes du Pays de Lunel : **43 308,60 € TTC** soit une part correspondant à 50% de la dépense.
- Pour la Ville de Lunel : **43 308,60 € TTC** soit une part correspondant à 50% de la dépense,

La présente convention jointe en annexe définit les modalités du partage financier entre les deux collectivités, quant au coût des prestations évènementielles et de communication pour l'organisation de la soirée de présentation des vœux à la population 2024.

Il est proposé au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la mise en place d'une convention de partenariat financier entre la Commune de Lunel et la Communauté de Communes du Pays de Lunel relative à la mutualisation des coûts de prestations pour l'organisation de la soirée des vœux à la population pour l'année 2024,

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LA COMMUNE DE LUNEL ET LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES DU PAYS DE LUNEL RELATIVE À LA MUTUALISATION DES COÛTS DE PRESTATIONS POUR L'ORGANISATION DE LA SOIRÉE DES VŒUX À LA POPULATION POUR L'ANNÉE 2024

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Lunel, représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, Maire de Lunel, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du .....

D'UNE PART,

ET :

La Communauté de Communes du Pays de Lunel, représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, Président de la CCPL, dûment habilité par délibération du conseil de communauté en date du .....

D'AUTRE PART,

PRÉAMBULE

Par une décision municipale DM111MPA23592 en date du 24 novembre 2023 la Ville de Lunel a décidé de confier à deux sociétés, des prestations évènementielles et de communication de la soirée de présentation des vœux à la population 2024.

La Ville de Lunel et la future Communauté d'Agglomération ont décidé de célébrer en commun les traditionnels vœux à la population le 19 janvier 2024 ; afin de présenter les axes des actions complémentaires menées par les deux entités.

L'organisation de l'évènement, notamment les choix relatifs à la communication et aux orientations créatives, font l'objet d'un travail collaboratif entre les services de la Ville et ceux de la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Il a par conséquent et logiquement été décidé de mutualiser les coûts des prestations relatives à l'organisation des vœux à la population.

Il convient de conclure une convention de partenariat financier, afin de fixer la répartition des coûts inhérents aux prestations précitées.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partage financier des coûts des prestations relatives à l'organisation de la soirée des vœux à la population pour l'année 2024.

ARTICLE 2 – COÛT ET RÉPARTITION FINANCIÈRE DE LA PRESTATION

2.1 – Coût forfaitaire de la prestation

a) Lot n°1 – Gestion évènementielle, son et lumière, traiteur et coordination globale :

Le lot n°1 a été attribué à la société **SUD EVENTS**, pour un montant total de **79 368,00 € TTC,** comprenant un montant de **9 360,00 € TTC** pour l'acquisition d'une moquette de protection du sol.

b) Lot n°2 – Réalisation d'une vidéo des vœux et création graphique autour de l'évènement :

Le lot n°2 a été attribué à la société **SUD EVENTS**, pour un montant total de **16 609,20 € TTC.**

2.2 – Répartition financière des coûts

Les prestations listées ci-dessus seront mutualisées entre la Ville de Lunel et la CCPL. Ainsi, la CCPL s'engage à participer aux coûts du projet à hauteur de 50 %.

	Lot n°1 Hors moquette de protection du sol		**Lot n°2**		**TOTAL**
	Montant € TTC	**Part de la dépense**	**Montant € TTC**	**Part de la dépense**	
Coût pour la commune de Lunel	35 004,00	50%	8 304,60	50%	43 308,60
Coût pour la CCPL	35 004,00	50%	8 304,60	50%	43 308,60
	70 008,00	100%	16 609,20	100%	86 617,20

La répartition définie ci-dessus est applicable pendant toute la durée d'exécution du marché.

Il est précisé que le montant mutualisé pour le lot 1 n'inclut pas le coût de l'acquisition d'une moquette de protection du sol qui sera prise en charge financièrement par la commune à 100%. En effet, il s'agit d'une acquisition qui doit intégrer le patrimoine communal.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

3.1 – Modalités de facturation

En vue du paiement de sa participation financière, la CCPL remboursera à la Ville de Lunel sa quote-part sur présentation des titres de recettes au fur et à mesure du règlement des factures aux sociétés titulaires des lots précités :

- La société SUD EVENTS, domiciliée 95 rue Joseph Aloïs Schumpeter, titulaire du lot n°1,
- La société SUD EVENTS, domiciliée 95 rue Joseph Aloïs Schumpeter titulaire du lot n°2.

3.2 – Modalités de paiement

La CCPL s'engage à s'acquitter des sommes dues auprès de la Ville de Lunel dans un délai de trente jours à compter de la présentation par la Ville des titres de recettes afférents.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature jusqu'au complet paiement par la CCPL de sa participation financière.

Fait en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Lunel,	Pour la Communauté de Communes du Pays de Lunel,
Monsieur le Maire	Monsieur le Président

M. BARBATO rappelle que le principe de la mutualisation est de réduire les coûts. Lunel a toujours organisé les vœux à hauteur de 30 000 € à 40 000 € et vous trouviez cela honteux. Par conséquent, s'il y a mutualisation le coût doit être divisé par deux. La CCPL devrait venir en aide et payer la moitié des vœux. Jusqu'à maintenant, La CCPL organisait des vœux à la population.

Monsieur le Maire indique que cela n'a été réalisé qu'une seule fois.

M. BARBATO souligne que chaque commune organise des vœux.

Monsieur le Maire relève que la Communauté de Communes a déjà organisé des vœux sur le mandat précédent mais que cela ne mobilisait pas suffisamment les habitants du territoire et ils ont arrêté. L'expérience a été tentée. Les communes organisent leurs propres vœux, cela ne concerne aucunement l'intercommunalité.

M. BARBATO note donc qu'il s'agissait d'une dépense supplémentaire de la CCPL.

Confirmation de Monsieur le Maire.

M. BARBATO rappelle les propos précédents de Mme DALLE sur le fait qu'elle n'a pas assez de moyens pour organiser sa communication ou ses évènements. Il signale simplement que la compétence économique relève de la CCPL et il pourrait par exemple y avoir une aide.

Monsieur le Maire souligne que M. BARBATO se trompe sur les chiffres, les vœux de la ville par le passé ne s'élevaient pas à 40 000 € mais 70 000 € voire 80 000 €.

M. BARBATO souligne qu'ici en l'occurrence c'est deux fois 43 000 € !

Monsieur le Maire rappelle que le montant s'élevait par le passé à 80 000 € et qu'il a à l'appui des factures qu'il peut lui communiquer.

M. BARBATO indique que le montant était de 35 000 € à 40 000 € sur le dernier mandat.

Monsieur le Maire répond que c'était peut-être pendant le Covid mais les factures atteignaient 80 000 € par le passé.

M. BARBATO indique que la mutualisation devrait permettre de diviser par deux, or c'est multiplié par deux, c'est une honte !

Une discussion s'engage.

Monsieur le Maire précise que les vœux sont communs et les frais sont divisés par deux.

M. BERTHET rappelle que c'est un choix politique qu'il revendique. L'an dernier nous avons organisé des vœux dans les arènes mais nous avons eu froid. Il faut organiser les vœux au chaud dans une salle et cela coûte un peu plus cher. Compte tenu du fait que cela passe en Agglomération cela méritait de le souligner.

Une discussion s'ensuit.

Monsieur le Maire rappelle la journée inaugurale des arènes qui avait coûté 500 000 €. C'est mal venu de tenir ce genre de propos. M. BARBATO est mal placé pour donner des leçons !

M. BARBATO considère que c'est une gestion incontrôlée, les gens paient de plus en plus, le pouvoir d'achat est en baisse et vous organisez des vœux à 100 000 € ! C'est cela votre prise de conscience ? Il signale que les tarifs vont être votés ultérieurement.

Monsieur le Maire met un terme à la discussion qui s'est engagée et rappelle qu'il détient la police de l'assemblée.

M. BENIATTOU rappelle à M. BARBATO que lors du dernier mandat on votait 80 000 € uniquement pour les vœux. Il l'invite à regarder les délibérations et le Covid n'était pas en cause. Nous avons réduit à 40 000 € l'an dernier et cette année cela reste à 40 000 €, il n'a peut-être pas compris la délibération.

Monsieur le Maire indique à M. BARBATO qu'il ignore de nombreux éléments.

M. BARBATO répond que Monsieur le Maire sait également ignorer lorsque cela ne l'arrange pas !

Monsieur le Maire lui demande de ne pas lancer d'affirmations car il se trompe, il annonce des bêtises, il est donc obligé de le lui faire remarquer.

Mme PLANE entend qu'avec le passage en agglomération cela se fête, les vœux ont un coût, avec la communication, etc. En règle générale les habitants des communes aiment se retrouver pour les vœux. Nous en avons été privés pendant le Covid. L'année dernière c'était sympathique dans les arènes, mais en hiver il fait froid, c'est prévisible. Elle est d'accord sur le fait que cela s'organise à Lunel parce qu'il s'agit de la ville-centre. Elle ne comprend pas comment cela va se dérouler parce que les autres communes vont également organiser leurs vœux et peuvent demander une participation à la Communauté de Communes puisque c'est le cas pour Lunel. Pourquoi ne fait-on pas juste les vœux de la nouvelle agglomération sans participation de la ville de Lunel ?

Monsieur le Maire considère qu'il s'agirait d'organiser deux vœux différents qui coûteraient deux fois plus chers. La Communauté de Communes l'avait fait dans la halle intercommunale mais n'avait pas mobilisé la population, cela a été un fiasco. À part les élus il n'y a eu quasiment personne, ils ont donc décidé d'arrêter. Dans le cadre de l'opération de communication pour valoriser le passage en Communauté d'Agglomération ils ont souhaité se joindre à nous car ils sont assurés d'avoir un public nombreux.

Mme PLANE réitère sa question. Elle comprend que c'est en termes de communication que tout va se jouer, que c'est le passage en agglomération. Si l'objet des vœux est le passage en agglomération pour attirer le plus de monde possible et en adéquation avec les mairies pourquoi ne pas organiser une soirée vœux du Pays de Lunel ? Pourquoi intégrer la commune ?

Monsieur le Maire explique que dans les discours il y aura la partie agglomération qui présentera son bilan à mi-mandat mais également la commune qui présentera son bilan à mi-mandat comme cela se fait dans toutes les communes de France et de Navarre. Si nous organisons des vœux séparés nous multiplions les frais, l'intérêt est de réduire les coûts.

Mme PLANE estime que les villages peuvent demander une participation.

Monsieur le Maire indique qu'il n'y a aucune demande des villages qui ont saisi le sens de cette communication : c'est le passage en Communauté d'Agglomération.

Mme PLANE souhaite savoir comment cela se traduit en termes financiers. Avez-vous lancé le marché ?

Monsieur le Maire répond par l'affirmative, les marchés ont été lancés, arrêtés et retenus.

Mme PLANE note donc que les entreprises ont été retenues. Le délai lui parait court car nous arrivons à mi-décembre.

Monsieur le Maire confirme que tout est fait.

Mme PLANE note que deux collectivités sont concernées. En termes juridiques les cartes de vœux sont comprises et communes ?

Monsieur le Maire indique que la gestion financière le permet il n'y a rien d'anormal. Les frais sont partagés avec la CCPL. Il suffit d'encadrer juridiquement, il laisse les spécialistes en débattre.

Mme PLANE est surprise que cela arrive aussi tardivement. En général quand les vœux se terminent au mois de janvier on est déjà sur les vœux de janvier suivant.

Monsieur le Maire souligne qu'il y a très longtemps que les services travaillent sur ce dossier.Tout est indiqué dans la délibération et réglé y compris les détails techniques et financiers.

Mme PLANE relève la question juridique de la convention et de la répartition des coûts, cela lui semble compliqué.

Monsieur le Maire signale que la convention explicative est jointe.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve la mise en place d'une convention de partenariat financier entre la Commune de Lunel et la Communauté de Communes du Pays de Lunel relative à la mutualisation des coûts de prestations pour l'organisation de la soirée des vœux à la population pour l'année 2024 et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

3.5 - STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE - DÉTERMINATION DE LA GRILLE TARIFAIRE ET DU FORFAIT POST-STATIONNEMENT APPLICABLES A COMPTER DU 1ER JANVIER 2024

Rapporteur : Mme GOUGEON.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur la révision tarifaire du stationnement et du forfait post-stationnement en vigueur sur la commune de Lunel.

Par délibération en date du 27 septembre 2017, les grilles des tarifs de redevance et d'abonnement pour le stationnement ont été approuvées pour une application à compter du 1er janvier 2018.

Par délibération en date du 1er février 2023 le conseil municipal a approuvé la modification de la grille tarifaire selon des nouveaux barèmes applicables à partir du 1er mars 2023.

Considérant la nécessité de revaloriser les tarifs de redevance et d'abonnement pour le stationnement sur voirie au regard du contexte inflationniste et de l'augmentation des coûts de fonctionnement du délégataire, ainsi que la volonté de la ville de maintenir une rotation régulière des véhicules en stationnement, il est proposé de fixer la grille tarifaire et le montant du forfait post-stationnement selon les barèmes suivants à compter du 1er janvier 2024 :

Stationnement payant sur voirie :

Durée	Tarif au 1er janvier 2024
30 minutes	0,50 €
1h00	1,00 €
2h00	1,70 €
3h00	2,40 €
3h30	3,00 €
4h00	42 €

Stationnement sur voirie – Abonnements :

Période	Tarif abonnement résidant au 1er janvier 2024	Tarif abonnement professionnel au 1er janvier 2024
mensuel	24 €	35 €
trimestriel	67 €	101 €
annuel	235 €	353 €

Forfait post-stationnement :

	Tarif
Forfait Post Stationnement	42 €
Forfait Post Stationnement minoré (< 72h)	31 €

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'APPROUVER la nouvelle grille tarifaire selon les barèmes définis ci-dessus à compter du 1er janvier 2024,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à la mise en application de cette nouvelle grille tarifaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Mme GOUGEON explique que les montants ont été arrondis car les appareils n'acceptent pas les pièces de 1, 2 et 5 centimes.

Explication de vote de Mme PLANE :
Son groupe votera contre car « à coup de 2 € par ci et 2 € par là » voire plus, on assiste depuis 3 ans à une augmentation de tous ces petits tarifs qui régissent la vie de nos concitoyens : le stationnement, les tarifs municipaux, c'est ce qui dans la vie de tous les jours est utilisé par nos concitoyens.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 4 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, 3 voix contre : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve la nouvelle grille tarifaire selon les barèmes définis ci-dessus à compter du 1er janvier 2024 et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à la mise en application de cette nouvelle grille tarifaire.

3.6 - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT PAYANT - AVENANT N°4

Rapporteur : Mme GOUGEON.

Annexe : Avenant n°4 à la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant

L'exécution de la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant a débuté le 1er janvier 2018, avec le délégataire **INDIGO INFRA.**

Par délibération en date du 27 septembre 2017, les grilles des tarifs de redevance et d'abonnement pour le stationnement ont été approuvées pour une application à compter du 1er janvier 2018.

Par délibération en date du 1er février 2023 le conseil municipal a approuvé la modification de la grille tarifaire selon des nouveaux barèmes applicables à partir du 1er mars 2023.

Parallèlement, le conseil municipal réuni le 1er février 2023 a autorisé la signature d'un avenant n°2 au contrat de délégation de service public, afin d'intégrer les nouveaux tarifs précités au contrat. L'impact financier prévisionnel sur le chiffre d'affaires du délégataire de service public consécutif à l'augmentation tarifaire du stationnement sur voirie s'élevait à 1,05 %.

Considérant la nécessité de revaloriser les tarifs de redevance et d'abonnement pour le stationnement sur voirie au regard du contexte inflationniste et de l'augmentation des coûts de fonctionnement du délégataire, ainsi que la volonté de la ville de maintenir une rotation régulière des véhicules en stationnement, il est proposé de fixer la grille tarifaire selon les barèmes suivants à compter du 1er janvier 2024 :

Stationnement payant sur voirie :

Durée	Tarif au 1er janvier 2024
30 minutes	0,50 €
1h00	1,00 €
2h00	1,70 €
3h00	2,40 €
3h30	3,00 €
4h00	42 €

Stationnement sur voirie – Abonnements :

Période	Tarif abonnement résidant au 1er janvier 2024	Tarif abonnement professionnel au 1er janvier 2024
mensuel	24 €	35 €

trimestriel	67 €	101 €
annuel	235 €	353 €

L'impact économique de l'augmentation des tarifs du stationnement sur voirie sur le chiffre d'affaires du délégataire est d'environ **4,04%**, en tenant compte du cumul avec l'augmentation actée à l'avenant n°2.

Il est proposé au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la passation de l'avenant n°4 susvisé avec le délégataire de service public,

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Ville de Lunel

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

AVENANT N°4

A - Identification de l'autorité délégante

VILLE DE LUNEL
240 AVENUE VICTOR HUGO
CS 30403
34403 Lunel Cedex
Tél : 04 67 87 83 00

SIRET : 21340145800012

Pierre SOUJOL, Maire de Lunel

B - Identification du délégataire

INDIGO INFRA
4 place de la Pyramide
92800 Puteaux
Monsieur Pierre Bonnabaud, Directeur régional sud-est
Immatriculation RCS Nanterre : 542 110 291

C - Objet de la délégation de service public

- Objet du marché public:

Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant

- Durée d'exécution de la délégation de service public : du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2025

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

L'exécution de la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant a débuté le 1er janvier 2018, avec le délégataire INDIGO INFRA.

Par délibération en date du 27 septembre 2017, les grilles des tarifs de redevance et d'abonnement pour le stationnement ont été approuvées pour une application à compter du 1er janvier 2018.

Par délibération en date du 1er février 2023 le conseil municipal a approuvé la modification de la grille tarifaire selon des nouveaux barèmes applicables à partir du 1er mars 2023.

Parallèlement, le conseil municipal réuni le 1er février 2023 a autorisé la signature d'un avenant n°2 au contrat de délégation de service public, afin d'intégrer les nouveaux tarifs précités au contrat. L'impact financier prévisionnel sur le chiffre d'affaires du délégataire de service public consécutif à l'augmentation tarifaire du stationnement sur voirie s'élevait à 1,05 %.

Considérant la nécessité de revaloriser les tarifs de redevance et d'abonnement pour le stationnement sur voirie au regard du contexte inflationniste et de l'augmentation des coûts de fonctionnement du délégataire, ainsi que la volonté de la ville de maintenir une rotation régulière des véhicules en stationnement, il est proposé de fixer la grille tarifaire selon les barèmes suivants à compter du 1er janvier 2024 :

Stationnement payant sur voirie :

Zone Orange	
Durée	**Tarifs au 1er janvier 2024**
30 minutes	0,50 €
1h00	1,00 €
2h00	1,70 €
3h00	2,40 €
3h30	3,00 €
4h00	42 €

Stationnement sur voirie – Abonnements :

Période	Tarifs au 1er janvier 2024 Résidant	Tarifs au 1er janvier 2024 Professionnels
mensuel	24 €	35 €
trimestriel	67 €	101 €
annuel	235 €	353 €

Il est précisé que seule la zone orange du stationnement sur voirie est impactée par cette augmentation des tarifs, la zone verte (longue durée) ayant été supprimée par l'arrêté municipal AR61ST210024 du 8 janvier 2021. Cette zone verte concernait la rue de Verdun.

Années d'exécution	CA prévisionnel annexé au contrat de DSP à sa date de signature	CA réalisé et projeté à l'avenant n°2	CA réalisé et projeté
2018	40,2 k €	47,0 k €	47,0 k €
2019	46,3 k €	47,7 k €	47,7 k €
2020	48,6 k €	36,9 k €	36,9 k €
2021	48,6 k €	45,9 k €	45,9 k €
2022	48,6 k €	50,4 k €	50,4 k €
2023	48,6 k €	51,40 k €	51,40 k €
2024	48,6 k €	51,40 k €	57,08 k €
2025	48,6 k €	51,40 k €	57,08 k €
	378,1 k €	382,10 k €	393,46 k €

L'impact économique de l'augmentation des tarifs du stationnement sur voirie sur le chiffre d'affaires du délégataire est d'environ **4,04 %,** en tenant compte du cumul avec l'augmentation actée à l'avenant n°2.

E - Signature du délégataire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'autorité délégante

A : …… , le ……

Signature

Pierre SOUJOL

Maire de Lunel

G - Notification de l'avenant au délégataire

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le délégataire)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le délégataire.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve la passation de l'avenant n° 4 ci-dessus susvisé avec le délégataire INDIGO INFRA et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

3.7 - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DES SPECTACLES TAURINS, ÉQUINS ET VIVANTS DANS LES ARÈNES - AVENANT N°4

Rapporteur : Mme POLERI.

Annexes : Avenant n°4 à la délégation de service public des spectacles taurins, équins et vivants

La société **MAESTRIA PRODUCTION**, délégataire de service public des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes a fourni les éléments relatifs à la programmation envisagée pour la saison 2024, ainsi que les tarifs correspondants.

La programmation transmise comporte notamment une corrida espagnole, comme prévu au contrat. Figurent également de nombreux évènements relevant des cultures taurines et équines : un bolsin, des courses camarguaises, un spectacle équestre, du rodéo américain, le championnat des gardians...

Concernant le spectacle vivant, la programmation planifie la venue des divers artistes pour plusieurs concerts au mois de juillet.

Parallèlement, il est proposé pour l'année 2024, une évolution de la grille tarifaire pour l'accès aux différents spectacles.

Tous ces éléments de programmation et de tarification dont il est proposé l'approbation, seront annexés au contrat de délégation de service public par un avenant n°4.

Il est proposé au Conseil Municipal :
D'APPROUVER la programmation 2024 et la grille tarifaire afférente pour la mise en œuvre du service public des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes,
D'APPROUVER la passation d'un avenant n°4 au contrat de délégation de service public afin d'annexer les éléments de programmation et de tarification susvisés,
D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Ville de Lunel

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

AVENANT N°4

A - Identification de l'autorité délégante

VILLE DE LUNEL
240 AVENUE VICTOR HUGO
CS 30403
34403 Lunel Cedex
Tél : 04 67 87 83 00

SIRET : 21340145800012

Pierre SOUJOL, Maire de Lunel

B - Identification du délégataire

MAESTRIA PRODUCTION
462 chemin du Trianon
34400 Lunel
Monsieur Hervé Jeanne, Président
Immatriculation RCS Nanterre : 911 756 799

C - Objet de la délégation de service public

- Objet du marché public:

Délégation de service public des spectacles taurins, équins et vivants

- Durée d'exécution de la délégation de service public :de la date de notification du contrat le 14 mars 2022 jusqu'au 31 décembre 2025

D - Objet de l'avenant

- Modifications introduites par le présent avenant :

La société **MAESTRIA PRODUCTION**, délégataire de service public des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes a fourni les éléments relatifs à la programmation envisagée pour la saison 2024, ainsi que les tarifs correspondants.

La programmation transmise comporte notamment une corrida espagnole, comme prévu au contrat. Figurent également de nombreux évènements relavant des cultures taurines et équines: un bolsin, des courses camarguaises, un spectacle équestre, du rodéo américain, le championnat des gardians...

Concernant le spectacle vivant, la programmation planifie la venue des divers artistes pour plusieurs concerts au mois de juillet.

Parallèlement, il est proposé pour l'année 2024, une évolution de la grille tarifaire pour l'accès aux différents spectacles.

Tous ces éléments de programmation et de tarification dont il est proposé l'approbation, seront annexés au contrat de délégation de service public par le présent avenant n°4.

Annexes :
a) Programmation saison 2024
b) Grille tarifaire des spectacles 2024

E - Signature du délégataire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'autorité délégante

A : …… , le ……

Signature

Pierre SOUJOL

Maire de Lunel

G - Notification de l'avenant au délégataire

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le délégataire)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le délégataire.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

MAESTRIA • PRODUCTION

PROPJET - PROGRAMMATION SAISON 2024

Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre	
1 V		1 L	Lundi de Pâques ° COURSE CAMARGUAISE 14	1 M	Fête du travail	1 S		1 L	27	1 J		1 D		1 M		1 V	Toussaint
2 S		2 M		2 J	° TERRASSE DU JEUDI	2 D		2 M	° TOROS-PISCINE	2 V		2 L	36	2 M		2 S	
3 D		3 M		3 V		3 L	23	3 M		3 S		3 M		3 J		3 D	° COURSE CAMARGUAISE
4 L	10	4 J		4 S		4 M	° TOROS-PISCINE	4 J	° TERRASSE DU JEUDI	4 D		4 M		4 V		4 L	45
5 M		5 V		5 D		5 M		5 V	MONTAGE CONCERT	5 L	32	5 J		5 S		5 M	
6 M		6 S		6 L	19	6 J	° TERRASSE DU JEUDI	6 S	° CONCERT NADAU	6 M	° TOROS-PISCINE	6 V		6 D		6 M	
7 J		7 D		7 M		7 V	MONTAGE	7 D	DÉMONTAGE CONCERT	7 M		7 S		7 L	41	7 J	
8 V	°PRÉSENTATION DE LA SAISON TAURINE	8 L	15	8 M	Victoire 1945	8 S	° LA CAVALERIE ECHANTÉE	8 L	28	8 J		8 D		8 M		8 V	
9 S		9 M		9 J	Jeudi de l'Ascension ° TERRASSE DU JEUDI	9 D		9 M	MONTAGE CONCERT	9 V		9 L	37	9 M		9 S	
10 D		10 M		10 V		10 L	DEMONTAGE 24	10 M		10 S		10 M		10 J		10 D	° COURSE CAMARGUAISE
11 L	11	11 J		11 S		11 M	° TOROS-PISCINE	11 J	° TERRASSE DU JEUDI	11 D		11 M		11 V		11 L	Armistice 1918 46
12 M		12 V		12 D		12 M		12 V	° CONCERT CHRISTOPHE MAÉ	12 L	33	12 J		12 S		12 M	
13 M		13 S		13 L	20	13 J	° TERRASSE DU JEUDI	13 S	° CONCERT OBISPO & ZAZIE	13 M	° TOROS-PISCINE	13 V		13 D		13 M	
14 J		14 D		14 M		14 V		14 D	DÉMONTAGE CONCERT	14 M		14 S		14 L	42	14 J	
15 V		15 L	16	15 M		15 S		15 L	° CONCERT DE LA FETE PETITE CULOTTE, LIO, HERVE ACOSTA ETC 29	15 J	Assomption	15 D		15 M		15 V	
16 S		16 M		16 J	° TERRASSE DU JEUDI	16 D		16 M	DÉMONTAGE CONCERT	16 V		16 L	38	16 M		16 S	
17 D		17 M		17 V		17 L	25	17 M	° TOROS-PISCINE	17 S		17 M		17 J		17 D	
18 L	12	18 J		18 S		18 M	° TOROS-PISCINE	18 J	° RODÉO AMÉRICAIN	18 D		18 M		18 V		18 L	47
19 M		19 V		19 D		19 M		19 V	° TOROS-PISCINE	19 L	34	19 J		19 S		19 M	
20 M	PRINTEMPS	20 S		20 L	Lundi de Pentecôte ° COURSE CAMARGUAISE 21	20 J	° TERRASSE DU JEUDI	20 S	° COURSE CAMARGUAISE ° CHAMPIONNAT GARDIANS	20 M	° TOROS-PISCINE	20 V		20 D	° COURSE CAMARGUAISE	20 M	
21 J		21 D		21 M		21 V		21 D	° BOLSIN ° CORRIDA	21 M		21 S		21 L	43	21 J	
22 V		22 L	17	22 M		22 S		22 L	30	22 J		22 D		22 M		22 V	
23 S		23 M		23 J	° TERRASSE DU JEUDI	23 D		23 M	° TOROS-PISCINE	23 V		23 L	39	23 M		23 S	
24 D	° COURSE CAMARGUAISE	24 M		24 V		24 L	26	24 M		24 S		24 M		24 J		24 D	
25 L	13	25 J		25 S		25 M	° TOROS-PISCINE	25 J		25 D		25 M		25 V		25 L	48
26 M		26 V		26 D		26 M		26 V		26 L	35	26 J		26 S		26 M	
27 M		27 S		27 L	22	27 J	° TERRASSE DU JEUDI	27 S		27 M	° TOROS-PISCINE	27 V		27 D		27 M	
28 J		28 D		28 M		28 V		28 D		28 M		28 S		28 L	44	28 J	
29 V		29 L	18	29 M		29 S		29 L	31	29 J		29 D		29 M		30 V	
30 S		30 M		30 J	° TERRASSE DU JEUDI	30 D		30 M	° TOROS-PISCINE	30 V		30 L	40	30 M		31 S	
31 D	Diman. de Pâques			31 V				31 M		31 S				31 J			

MAESTRIA PRODUCTION

SAISON 2024 - TARIFS SPECTACLES

SPECTACLES	CATÉGORIE	TARIFS			
		TARIF PLEIN	TARIF ENFANT 6-10 ANS	TARIF PMR	TARIF CARTE JEUNE FFCC
COURSE CAMARGUAISE	ZONE LIBRE	13,00 €	6,00 €	10,00 €	5,00 €
	ZONE NUMÉROTÉE	21,00 €	21,00 €	21,00 €	non
TOROS-PISCINE	ZONE LIBRE	6,00 €	4,00 €	4,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	non	non	non	non
TOROS-MOUSSE	ZONE LIBRE	7,00 €	5,00 €	5,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	non	non	non	non
RODÉO	ZONE LIBRE	13,00 €	6,00 €	10,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	21,00 €	21,00 €	21,00 €	non
CONCOURS GARDIANS DE MÉTIERS	ZONE LIBRE	13,00 €	6,00 €	10,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	21,00 €	21,00 €	21,00 €	non
BOLSIN	ZONE LIBRE	5,00 €	5,00 €	5,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	non	non	non	non
CORRIDA	ZONE LIBRE	39,00 €	25,00 €	39,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	de 60€ à 120€	de 60€ à 120€	de 60€ à 120€	non
SPECTACLE ÉQUESTRE	ZONE LIBRE	26,00 €	15,00 €	15,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	40,00 €	40,00 €	40,00 €	non
LA TERRASSE DU JEUDI	ZONE LIBRE	5,00 €	5,00 €	5,00 €	non
	ZONE NUMÉROTÉE	non	non	non	non
CONCERTS	ZONE LIBRE	de 22€ à 55€	de 22€ à 55€	de 22€ à 55€	non
	ZONE NUMÉROTÉE	de 69€ à 80€	de 69€ à 80€	de 69€ à 80€	non

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve la programmation 2024 et la grille tarifaire afférente pour la mise en œuvre du service public des spectacles taurins, équins et vivants dans les arènes, la passation d'un avenant n° 4 au contrat de délégation de service public afin d'annexer les éléments de programmation et de tarification susvisés et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

3.8 - <u>TRAVAUX DE DÉSIMPERMÉABILISATION ET DE VÉGÉTALISATION DE 13 COURS D'ÉCOLES - AVENANT N°3 AU LOT N° 1</u>

Rapporteur : Mme GOUGEON.

<u>Annexe</u> : Avenant n°3 au lot n°1 Terrassements – VRD dans le cadre de l'opération de désimperméabilisation et de végétalisation de 13 cours d'écoles

Par délibération en date du 11 mai 2022, le conseil municipal a autorisé la signature des marchés suivants dans le cadre des travaux de désimperméabilisation et de végétalisation de 13 cours d'écoles :

- Lot 1 – Terrassements – VRD avec le groupement **RAZEL-BEC / EIFFAGE ROUTE GRAND SUD / MIGMA GROUPE CHEVAL** pour un montant de **1 155 847,00 € HT** ;
- Lot 2 – Espaces verts et mobilier avec l'entreprise **PÉPINIÈRE SPORT ET PAYSAGE** pour un montant de **791 567,42 € HT.**

Dans le cadre de la réalisation des premiers travaux de végétalisation, des adaptations se sont avérées nécessaires afin de tenir compte de contraintes techniques liées notamment à la découverte de réseaux et à des aménagements nécessaires à l'utilisation des espaces par les enseignants et les élèves. Ces adaptations ont donné lieu à l'autorisation de signature d'avenants n°1 aux lots de l'opération.

Par la suite, afin d'intégrer au mieux la démarche pédagogique à mener concernant la désimperméabilisation et la végétalisation des cours d'écoles, la signature d'un avenant n°2 a été autorisée par le conseil municipal du 15 décembre 2022.

Le nouveau montant du lot 1 – Terrassements – VRD s'élevait en conséquence à **1 178 830,48 € HT.**

Compte tenu des aléas de chantier et en vue d'une finition des travaux dans une logique d'optimisation et d'harmonisation des matériaux, la suppression d'une partie des bordures en acier s'est avérée nécessaire.

Cette modification aboutit à une moins-value de **2 774,80 € HT**, représentant un pourcentage cumulé d'évolution économique du montant forfaitaire du marché, avec les avenants n°1 et 2, de **1,75 %.**

Le nouveau montant du lot 1 – Terrassements – VRD s'élève en conséquence à **1 176 055,68 € HT**. L'avenant n°3 à passer afin d'acter la moins-value précitée, intègre également la nouvelle répartition des prestations entre co-traitants.

Il est proposé au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la passation de l'avenant n°3 susvisé avec le groupement titulaire du lot précité,

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant et à conduire cette affaire jusqu'à son terme.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

lunel
Ville de Lunel

MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 3

A - Identification du pouvoir adjudicateur

Ville de LUNEL
240, avenue Victor Hugo – CS 30403 - 34403 LUNEL Cedex
Téléphone : 04 67 87 83 00
@ : marchespublics@ville-lunel.fr

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Mandataire – Cotraitant 1 : RAZEL-BEC

- Siège : 3 rue René Razel – Christ de Saclay – 91892 ORSAY CEDEX
- Agence : Agence Languedoc CS 20030 – 34433 SAINT JEAN DE VEDAS CEDEX
- Courriel : languedoc@razel-bec.fayat.com
- Téléphone : 04.67.10.10.10
- SIRET : 5621 3603 6008 69

Cotraitant 2 : EIFFAGE ROUTE

- Siège : 4 rue de Copenhague, 13741 VITROLLES CEDEX
- Agence : RD613 – LE DEVES – 34433 SAINT JEAN DE VÉDAS
- Courriel : david.giudicelli@eiffage.com
- Téléphone : 04.67.42.19.60
- SIRET : 3987 6221 1001 40

Cotraitant 3 : MIGMA GROUPE CHEVAL

- Siège : ZA Champgrand – 368 Allée des abricotiers, 262780 LORIOL SUR DROME
- Agence : 275 chemin de la grande Liquine, 34400 LUNEL
- Courriel : n.robin@groupecheval.fr
- Téléphone : 06.76.07.81.70
- SIRET : 4333 5188 9000 12

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Objet du marché public : Travaux de désimperméabilisation et de végétalisation de 13 cours d'école – Lot n°1 Terrassement - VRD.

■ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 03/06/2022

■ Durée d'exécution initiale du marché public ou de l'accord-cadre :

TRANCHE	ANNÉE	PRÉPARATION	TRAVAUX
FERME	2022	4 semaines	7 semaines
FERME	2023	4 semaines	7 semaines
OPTIONNELLE 1	2024	4 semaines	7 semaines

- Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

	MONTANT HT	TVA	MONTANT TTC
TRANCHE FERME	719 015,10 €	143 803,02 €	862 818,12 €
TRANCHE OPTIONNELLE 1	436 831,90 €	87 366,38 €	524 198,28 €
TOTAL	1 155 847,00 €	231 169,40 €	1 387 016,40 €

- Montant du marché public ou de l'accord-cadre après avenant N°1:

	MONTANT HT	TVA	MONTANT TTC
TRANCHE FERME	728 170,45 €	145 634,09 €	873 804,54 €
TRANCHE OPTIONNELLE 1	436 831,90 €	87 366,38 €	524 198,28 €
TOTAL	1 165 002,35 €	233 000,47	1 398 002,82 €

- Montant du marché public ou de l'accord-cadre après avenant N°2:

	MONTANT HT	TVA	MONTANT TTC
TRANCHE FERME	741 998,58 €	148 399,72 €	890 398,30 €
TRANCHE OPTIONNELLE 1	436 831,90 €	87 366,38 €	524 198,28 €
TOTAL	1 178 830,48 €	235 766,10 €	1 414 596,58 €

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet la modification technique et financière du marché de travaux.
Il fait suite à la suppression d'une partie des bordures acier (poste n°20) sur les sites des écoles Le Parc, Camille Claudel et Louise Michel.

- Nouveau montant du marché TRANCHE FERME (avec répartition par écoles et entreprises):

		ACCOSTAGE RECAP (prix H.T.)				
		Migma	Eiffage Route	Razel Bec		
Ecole 2022	Jacques Brel élémentaire	3 219.30 €		61 055.50 €		
	Jacques Brel primaire	2 365.20 €		44 667.00 €		
	Pont de vesse	29 411.70 €	174 261.95 €	800.00 €		
	Arc en ciel	42 312.00 €		800.00 €		
Ecole 2023	Le parc	12 446.20 €	45 336.8 €	296.70 €		
	Claudel	3 518.50 €	25 174.00 €	296.70 €		
	L. Michel	6 957.00 €	64 878.51 €	1 488.79 €		
	Henri de bornier	12 780.00 €	0.00 €	193 329.80 €		
Label bleu				13 828.13 €		
	TOTAL	**113 009.90 €**	**309 651.26 €**	**316 562.62 €**	=	**739 223.78 €**

■ Additif à l'état des prix forfaitaire :

NUMÉRO DE PRIX	INTITULÉ DU PRIX	UNITÉ	PRIX UNITAIRE HORS TAXE
PN18	Fourniture et mise en œuvre de nappe à excroissance en polyéthylène haute densité pour protéger de l'imperméabilisation de l'endommagement mécanique sur 30cm le long de la façade et 20cm de retour sur l'arase de terrassement y compris mise en œuvre de baguette	ml	21,50 €

■ Incidence de l'avenant sur les délais :

L'avenant a une incidence sur les délais du marché public ou de l'accord-cadre :

☒ NON ☐ OUI

La prestation s'insère dans le délai d'exécution global de la tranche ferme conformément à l'article 6 de l'acte d'engagement.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☐ NON ☒ OUI

- La moins-value de l'avenant n°3 s'élève à **2 774,80 € HT**
- Le nouveau montant du marché s'élève en conséquence à **1 176 055,68 € HT soit une augmentation globale de 1,75% du montant du marché de travaux (tranche ferme + tranche optionnelle).**

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

NOM, PRÉNOM ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE (*)	LIEU ET DATE DE SIGNATURE	SIGNATURE

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

À : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

À ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Mme LEMAIRE demande s'il a été envisagé des services supplémentaires pour l'entretien suite à cette végétalisation des cours d'écoles ? Le service Espaces Verts sera-t-il suffisant pour les 13 écoles en plus du travail sur la ville ?

Mme GOUGEON confirme que le service Espaces Verts s'en chargera. Par ailleurs, nous sommes entièrement à leur écoute et nous ferons remonter les éventuelles difficultés qu'ils pourraient rencontrer.

Mme LEMAIRE : Auquel cas ?

Mme GOUGEON indique qu'une décision sera prise.

Mme MOKADDEM rappelle qu'il s'agit de plantations vivaces qui permettent d'utiliser moins d'eau et nécessitent moins d'entretien.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la passation de l'avenant n° 3 au lot n° 1 susvisé avec le groupement titulaire du lot précité et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant.

4 – AMÉNAGEMENT, URBANISME ET RENOUVELLEMENT URBAIN

4.1 - AVENANT N° 2 DE PROJET À LA CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE ACTION COEUR DE VILLE – OPERATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE 2023-2026

Rapporteur : Mme MICHEL.

Annexes : Avenant de projet à la convention cadre pluriannuelle action cœur de ville 2023-2026 et ses annexes

En 2018, la ville de Lunel a intégré le programme national « Action Cœur de Ville » (ACV).
Par délibération du 16 décembre 2020, le conseil municipal a approuvé un premier avenant transformant la convention cadre en convention ACV valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT). Elle intègre un plan d'actions global et stratégique dans lequel tous les dispositifs (NPNRU, OPAH-RU, Bourg centre, ATI urbaine, ACV, …) sont convergents et au service d'un projet unique visant à intervenir sur tous les champs simultanément : l'habitat et le logement en premier plan en poursuivant la résorption de l'habitat dégradé, mais également l'attractivité commerciale en revitalisant le centre-ville et l'amélioration du cadre de vie des habitants en mettant en œuvre des espaces publics apaisés. Cet avenant permet à la commune de s'inscrire pleinement dans l'objectif du programme ACV qui vise au renforcement de l'attractivité et au soutien au développement durable des villes «moyennes» exerçant une fonction de centralité territoriale, ceci en investissant prioritairement dans la redynamisation de leur centre-ville.

Après une période de maturation, les premiers résultats sont désormais visibles : actions sur l'habitat, réhabilitations et ravalements de façades, réimplantations commerciales, reprise et piétonisation des espaces publics du centre ancien.

A l'issue de la convention, 12 opérations ont été engagées sous maîtrise d'ouvrage Ville pour un investissement total de 3 876 K€ HT. Sur ce montant, la Ville a perçu 2 009 K€ HT soit 52% des investissements réalisés.Prolongé jusqu'en 2026, le programme ACV, ajouté à l'ensemble des

dispositifs partenariaux, permet à la ville de Lunel d'accentuer ses actions au profit d'un projet urbain global. Le présent avenant fixe le cadre de son déploiement pour la période 2023-2026.
Sur demande de la ville, 13 opérations, pour certaines complexes et/ou liées à d'autres dispositifs, ont donc été inscrites au projet de convention cadre. Approuvés par les partenaires qui souhaitent assurer un soutien à la structuration territoriale de la commune de Lunel, le dispositif ORT permettra d'appuyer et de cadencer le suivi de ces opérations structurantes.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'avenant n°2 de projet à la convention cadre pluriannuelle « action cœur de ville / opération de revitalisation du territoire 2023-2026 » à intervenir entre la ville de Lunel, la Communauté de Communes Pays de Lunel, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le groupe Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), le groupe Action Logement, la banque des territoires, l'EPF Occitanie, la CCI et la chambre des métiers.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

AVENANT DE PROJET À LA CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE

ACTION CŒUR DE VILLE -
OPERATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE
2023 - 2026

De la ville de LUNEL

ENTRE

- La Ville de **LUNEL,** représentée par son maire M. Pierre SOUJOL
- La **Communauté de communes du Pays de Lunel** représentée par son Président, M. Pierre SOUJOL

ci-après, les « **Collectivités** bénéficiaire» ;

d'une part,

ET

- L'**Etat**, représenté par le Préfet du département de l'Hérault, M. François-Xavier LAUCH,
- La **Banque des Territoires**, représentée par son Directeur Territorial, M. Jean-Jacques HALADJIAN,
- Le groupe **Action Logement**, représenté par son Président du Comité Régional, M. François MAGNE,
- L'**établissement public foncier d'Occitanie**, représenté par sa Directrice Générale, Mme Sophie LEFENÊTRE,
- L'**Agence Nationale de l'Habitat** représentée par le Préfet du département de l'Hérault, M. François-Xavier LAUCH,
- l'**Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine** représentée le Préfet du département de l'Hérault, M. François-Xavier LAUCH.

ci-après, les « **Partenaires** financeurs»

d'autre part,

AINSI QUE

- La **Chambre de Commerce et d'Industrie** représentée par son Président, M. André DELJARRY
- La **Chambre de Métiers et de l'Artisanat**, représentée par son Président, M. Christian POUJOL

ci-après, les Autres **Partenaires locaux**.

Préambule

Le présent document fixe le cadre pour le déploiement du programme Action cœur de ville pour la ville de LUNEL, pour la période 2023-2026. Il se substitue à l'avenant de projet établi pour la période 2018-2022, dont il établit le bilan.

Depuis son lancement en 2018, le programme Action cœur de ville porte l'objectif de (re)mettre habitants, commerces, services et activités dans les centres-villes, à lutter contre l'étalement urbain, à mieux réguler l'urbanisme commercial périphérique et à « rebâtir » une ville plus naturelle et résiliente. La prolongation du programme pour la période 2023-2026 souhaite renforcer l'action menée par les villes en réponse aux défis majeurs des transitions écologique, démographique et économique.

Sur chacun des territoires du programme, le plan d'action Action Cœur de ville, au-delà de sa dimension intégratrice de différentes démarches et dispositifs à l'échelle locale, est l'occasion, en cohérence avec les objectifs du programme, d'œuvrer à un aménagement exemplaire du territoire, fondé sur le renforcement de l'attractivité de la ville-centre et son impact territorial. L'ambitio999n est de faire des villes Action cœur de ville des territoires exemplaires en matière de sobriété foncière.

Les acteurs locaux, engagés dans le programme ACV, s'attacheront, dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets, à conduire une politique vertueuse du point de vue de l'environnement, et qui participe au rééquilibrage des dynamiques d'urbanisation entre le centre-ville et sa périphérie. Les efforts conduits par la ville et l'EPCI, à travers notamment des actions de renouvellement et de recyclage urbains, participeront à la maîtrise de la consommation foncière. Le territoire s'engage à limiter l'effet de concurrence produit par le développement de lotissements pavillonnaires et l'implantation de surfaces commerciales en périphérie.

Cette démarche devra encourager la reconquête des friches, l'occupation des locaux vacants, et analysera le risque concurrentiel que la création de toute nouvelle zone commerciale pourrait porter au commerce de centre-ville dans une approche cohérente avec les dispositions stipulées par la loi Climat et Résilience.

Les objectifs du programme ACV sont en parfaite concordance avec les objectifs définis dans la revitalisation du cœur de ville de Lunel. La nouvelle équipe municipale, élue en 2020, a repensé le projet et a fait, de la **Métamorph'Ose de son cœur ancien**, la priorité politique de sa mandature.

En effet, malgré un patrimoine architectural de qualité~~,~~ la ville a vu progressivement son centre-ville se dégrader, ses commerces se fermer et ses habitants se paupériser. Pour atteindre les résultats escomptés, un plan d'actions global et stratégique a été élaboré où **tous les dispositifs** (NPNRU, OPAH-RU, Bourg-centre, ATI urbaine, ACV, …) **sont convergents et au service d'un projet unique**. Pour ce faire, tous les leviers juridiques existants ont été actionnés pour donner toutes les chances de réussite à ce projet et lever les nombreux verrous.

Ce projet unique et fédérateur repose sur une cohérence visant à intervenir sur tous les champs simultanément : **l'habitat et le logement** en 1er plan en poursuivant la résorption de l'habitat dégradé, mais également **l'attractivité commerciale** en revitalisant le centre-ville et la requalification des **espaces publics** avec une amélioration du cadre de vie des habitants et un espace apaisé sans circulation routière.

A ce jour, une **amplification globale du projet** Métamorph'ose est portée par la Ville pour poursuivre et conforter les premiers résultats du programme amorcé. Le soutien partenarial a cette nouvelle ambition prend la forme d'avenants aux différents dispositifs existants. **L'avenant à la Convention cadre d'Action Cœur de Ville s'inscrit en outre dans la nouvelle dynamique instituée par les partenaires pour la période 2023 – 2026, dans un objectif d'une ville plus résiliente, s'élargissant au traitement des entrées de ville et au confortement du secteur gare.**

Article 1 : Engagement général des parties

La signature du présent document confirme l'engagement de la ville de LUNEL et de la Communauté de communes du Pays de Lunel à poursuivre le déploiement du programme Action Cœur de Ville (ACV) engagé depuis 2018 et à répondre, dans leur plan d'actions, aux grandes orientations prioritaires définies au niveau national.

La signature du présent avenant confirme également l'engagement des partenaires financiers du programme – notamment l'Etat, Action Logement, ANAH, Banque des Territoires – à accompagner et soutenir financièrement les collectivités signataires dans la mise en œuvre du projet de redynamisation territoriale décrit par la suite.

L'Etat mobilisera particulièrement le Fonds Vert et les dotations de soutien à l'investissement local, l'ANAH mobilisera ses financements dédiés aux travaux et à l'ingénierie dans le cadre des interventions sur l'habitat en centres anciens, Action Logement, la Banque des Territoires et l'EPFO mobiliseront leurs dispositifs respectifs, spécifiquement dédiés au programme ACV.

Partenaire du programme Action Cœur de Ville depuis son origine, la Banque des Territoires poursuit son engagement en faveur des projets dans les villes bénéficiaires par la mobilisation de moyens en ingénierie et par l'apport de financements (prêts et investissements) et leur sécurisation (consignations).
La Banque des Territoires a souhaité que la prolongation du programme sur la période 2023-2026 soit priorisée vers la concrétisation des projets et la prise en compte des nouveaux enjeux auxquels sont confrontées les villes moyennes : la transformation écologique, le développement économique et commercial, les mutations démographiques.
Elle élargit son intervention à celles des centralités complémentaires au centre-ville : quartiers de gare et entrées de ville.
Elle veille également à accompagner le renforcement du potentiel d'innovation des villes moyennes, pour faire face à de nouveaux défis et être aux rendez-vous de la transition numérique et de la participation citoyenne.
La Banque des Territoires mobilise ses moyens dans des conditions inchangées pour éviter toute rupture dans le déploiement des projets locaux. Elle les complète par un accompagnement renforcé des projets portant sur les thématiques de la sobriété foncière, la nature en ville, les entrées de ville et les quartiers de gare pouvant conduire à un accompagnement pluriannuel dans une démarche de sites pilotes.

Action Logement s'engage en faveur du logement et de la mobilité des salariés, pour soutenir l'emploi et la performance des entreprises et contribuer au développement de l'attractivité économique et à l'équilibre social des territoires. Action Logement souhaite s'inscrire dans l'Acte II du dispositif Action Cœur de Ville et poursuivre son action sur le volet habitat à l'appui d'un financement dédié à la mise en œuvre des projets de revitalisation, qui a eu un effet levier et qui a démontré son adéquation avec les spécificités des territoires sur l'acte I. La dynamique étant désormais lancée pour la revitalisation du centre des villes moyennes, l'intervention d'Action Logement évoluera vers une approche en lien avec les enjeux de transition écologique et de sobriété foncière, en accord avec la stratégie RSE et la politique de décarbonation du Groupe Action Logement, et par un resserrement sur le bâti en centre ancien, cœur de cible du programme. Dans le cadre défini par la nouvelle directive relative aux financements dédiés au

programme Action Cœur de Ville 2023-2026, Action Logement financera les opérateurs de logements sociaux et privés pour les accompagner dans leur projet d'investissement sur des immeubles entiers, considérés comme stratégiques par la collectivité. Action Logement dédie à Action Cœur de Ville 1Md € de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC) au niveau national dans le cadre de la nouvelle convention quinquennale 2023-2027. Cet emploi s'inscrira dans le cadre de la mobilisation des enveloppes régionales et les éventuelles priorisations relèveront, le cas échéant, de la stratégie définie par les délégations régionales d'Action Logement.

L'avenant couvre la période 2023 à 2026.

Article 2 : Mise en place d'une gouvernance locale du programme Action cœur de ville

La ville de LUNEL s'engage à mettre en place la gouvernance locale adéquate pour conduire le projet Action cœur de ville en cohérence avec les priorités fixées au niveau national pour la période 2023-2026.

Les partenaires du programme s'engagent à participer activement à la gouvernance locale pilotée par la ville.

A ce titre et pour conduire le projet phare de la mandature, la ville travaille en mode projet autour d'une équipe dédiée coordonnée par le directeur de projet soutenu d'une Assistance à maîtrise d'ouvrage.

Régulièrement les habitants sont associés et concertés pour réévaluer et réorienter si nécessaire l'avancée du projet. Tous les mois, en moyenne, sont organisés des clubs thématiques (artisans, investisseurs, habitants, entrants dans les logements, ...) avec une communication ciblée selon les besoins de l'avancée du projet.

La direction de projet a une capacité d'animation des différents services impliqués dans le projet ACV.

Elle organise le comité de projet local, au minimum deux fois par an, qui réunit, sous la présidence du maire et en lien avec le président de l'intercommunalité, les élus de la commune-centre et de l'intercommunalité et les services de la collectivité impliqués dans le dispositif opérationnel, le préfet de département ou son représentant, qui représente l'Anah et l'Anru, ainsi que les représentants désignés par les financeurs (Banque des Territoires, Action Logement, EPF Occitanie). Y sont également invités les services déconcentrés de l'Etat (DRAC etc.) et les partenaires locaux associés à la réalisation du projet ACV (CCI, Chambre des Métiers, etc.).

Les réunions du comité de projet local sont préparées en comité technique local qui réunit les membres du comité de projet local à un niveau technique.

Contact du directeur/de la directrice de projet : Mme Sophie RECOQUILLON.

Article 3 : Suivi du déploiement du programme Action cœur de ville

La ville de LUNEL s'engage à participer aux démarches mises en place par la direction du programme Action cœur de ville (ANCT) pour suivre et valoriser le déploiement du programme (synthèses trimestrielles réalisées aux niveau national et régional ; newsletter ; publications ; interventions lors de colloques et événements nationaux…).

Dans ce but, la ville de LUNEL réalise un suivi régulier et précis du déploiement du programme à son échelle.

Une fois le plan d'actions validé en comité de projet local et approuvé en comité régional des financeurs, la ville complète par ailleurs le tableau collaboratif mis en place par la direction du programme Action cœur de ville (ANCT) sur la plateforme de recensement des plans d'action ACV, qui couvre à la fois la période 2018-2022 et la période 2023-2026. Ce tableau est mis à jour à minima une fois par semestre, dès lors qu'une fiche action a été validée par les partenaires qui la pilotent, la financent ou la cofinancent et intégrée à l'avenant ACV.

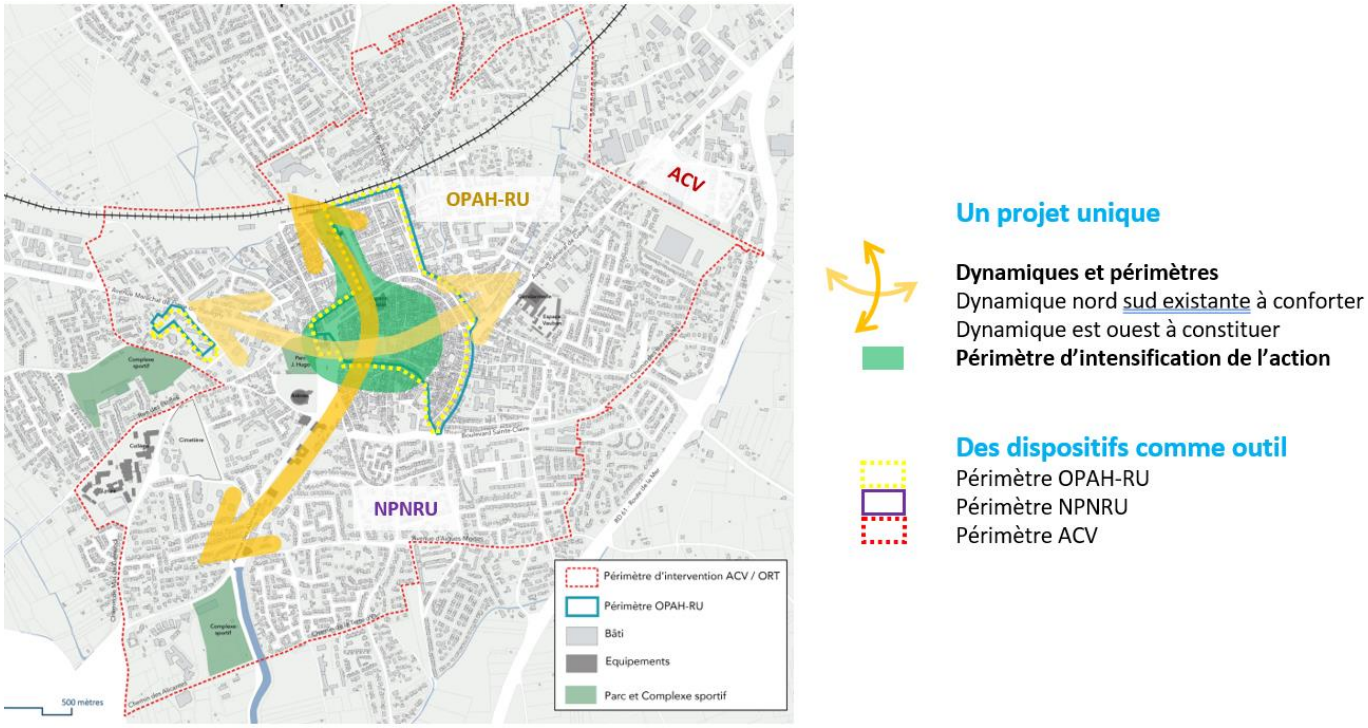
Ce tableau collaboratif permet d'agréger au niveau national des informations sur les actions programmées localement ; il n'a pas de valeur contractuelle pour l'engagement financier de l'Etat et des partenaires. Il permet d'avoir une vision nationale sur les types d'actions prévues par axe du programme.

Article 4 : Définition des secteurs d'intervention pour la période 2023-2026

L'amplification globale du projet Métamorph'Ose repose sur une **intensification des actions en cœur de Ville**, prioritairement sur le secteur Nord-Ouest du cœur historique et sa jonction au pôle d'Echange Multimodal plus au nord.

Renforçant la dynamique nord sud existante, elle inscrit les prémices d'un nouvel axe de développement Est-Ouest destiné à moyen terme à accroître l'attractivité de son cœur de Ville et à en diffuser sa qualité.

Spécifiquement à l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT), son amplification poursuit la logique d'un cœur de Ville plus intense et durable, tout en intégrant des secteurs stratégiques tels le quartier gare ou encore des entrées de ville, sans besoin d'étendre le périmètre initialement défini.



Les objectifs visés sont multiples et simultanés :

- améliorer la qualité architecturale, urbaine et paysagère et changer l'image du centre-ville,
- rendre la ville plus résiliente en s'adaptant au changement climatique, en privilégiant particulièrement la désimperméabilisation des sols et la lutte contre les îlots de chaleur,
- préserver le commerce du centre-ville d'une concurrence périphérique et réorienter les modes de consommation vers les circuits courts et locaux,
- accompagner le changement de comportement des habitants dans ses habitudes de mobilité aujourd'hui encore trop marquées par l'usage de la voiture.
- lutter contre l'étalement urbain anarchique en maîtrisant les autorisations foncières.

4.1. Liste des secteurs d'intervention :

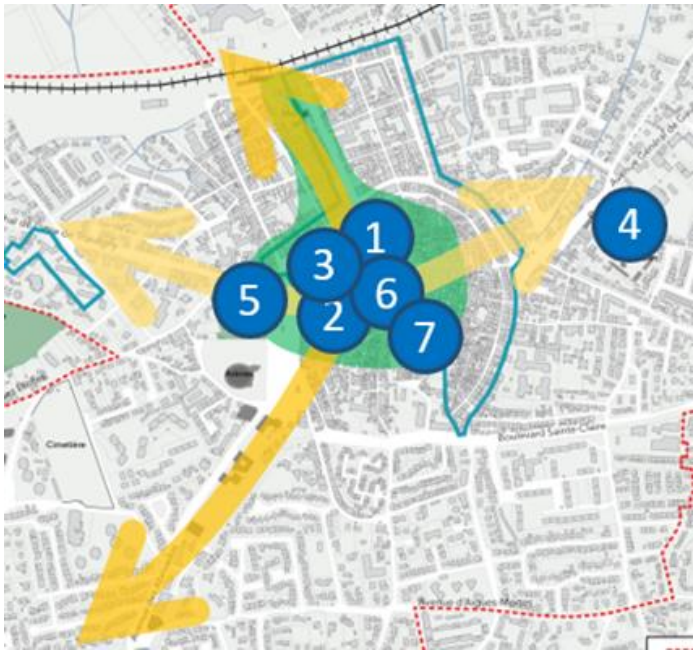
4.1.1 Centre-ville

Le centre-ville constitue la moelle épinière du projet Métamorph'Ose. Le NPNRU, l'OPAH-RU, Bourg-centre, l'ATI urbaine, l'ORT, tous ces dispositifs convergent vers un projet urbain unique : revitaliser et requalifier le centre ancien pour redonner la fonction de centralité à la commune au sein du territoire. Le centre-ville est donc bien évidement reconduit dans le périmètre ORT.

La nouvelle équipe municipale a engagé des travaux d'espaces publics conséquents au cœur de ville, inscrits et financés en partie dans le programme NPNRU, pour redéfinir le climat urbain de ce quartier et lui redonner une qualité et une valeur architecturale. La piétonnisation future des rues commerçantes, la création d'espaces de respiration en cœur de ville, l'ouverture de nouveaux commerces et une politique coercitive conduite sur l'habitat dégradé apportent des signaux positifs aux habitants et aux

investisseurs. Toutes ces opérations contribuent à une réelle amélioration des conditions de vie des lunellois et incitent les populations environnantes à refréquenter le cœur de ville.

Les opérations retenues à travers cet avenant doivent par conséquent participer activement à cet objectif.



Opérations pour un Cœur de Ville plus intense :

1- Requalification du bâti de l'ilot du Temple

2- Requalification du cours Gabriel Péri

3- Requalification de la place des Martyrs de la Résistance

4- Etude de programmation Caserne Vauban

5- Etude de programmation de l'hôpital

6- Poursuite de la mission du manager de centre-ville

7- Economie d'énergie via la modernisation de l'éclairage public

4.1.2 Quartier de gare

Dans un contexte de crises environnementales et énergétiques, les alternatives à la voiture et les solutions de décarbonation doivent être recherchées, facilitées et privilégiées.

Le pôle d'échange multimodal (PEM), totalement réaménagé en 2020, s'inscrit comme une réponse à la mise en place des Zones à faible Emission (ZFE) entre Nîmes et Montpellier, à un quart d'heure de train de ces deux métropoles.

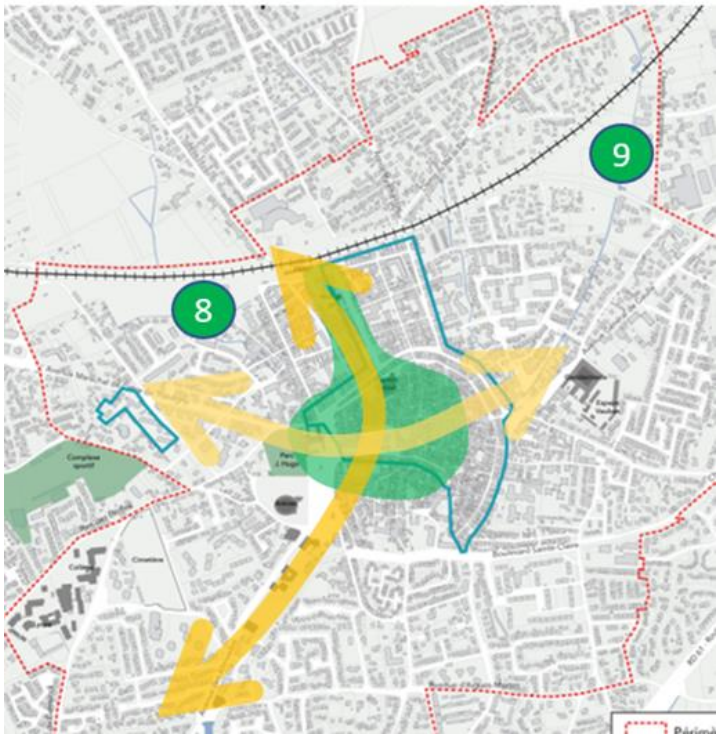
Le PEM offre de réelles alternatives à la voiture, favorisant le recours aux transports en commun tout en proposant de nouvelle opportunité de déplacement doux, sécurisante et accessible.

Entrée de ville pour les voyageurs ferroviaires, le quartier de la gare et son avenue principale Victor Hugo, desservant la mairie et conduisant au cœur ancien, étaient déjà précédemment dans le périmètre ORT et il est essentiel de les conserver à plusieurs titres.

Tout d'abord, le quartier de la gare sera totalement métamorph'osé. En effet, après le réaménagement du PEM, ce sera au tour du boulevard Victor Hugo d'être redessiné à travers le NPNRU, apportant davantage de végétalisation et une circulation routière apaisée grâce à sa mise en sens unique et à un plan de circulation repensé au profit des modes actifs.

Un réseau de voies douces est donc projeté, conformément au récent schéma cyclable, permettant de créer de réelles continuités cyclables. Une première opération a ainsi été financée à travers ACV1 permettant d'assurer la continuité avec la voie verte Lunel – Marsillargues et la future zone humide de la Laune destinée à offrir un second parc urbain aux lunellois tout en diminuant la vulnérabilité « inondation » de la Ville.

Enfin, ce périmètre gare est particulièrement stratégique du fait d'une friche ferroviaire délaissée. Outre l'opportunité de réduire les flux routiers en hyper centre, sa mobilisation offrirait un potentiel d'accueil de logements, permettant d'envisager des contreparties aux bailleurs sociaux sollicités pour intervenir en cœur de Ville, et d'activités tertiaires au plus proche de la gare, de manière complémentaire et additionnelle aux activités de la centralité.



Opérations pour un Quartier Gare plus dense et plus durable

8- Etudes et OAP du secteur Gare

9- Zone humide de la Laune

4.1.3 Secteurs situés en entrée de Ville

Aujourd'hui, victime d'une circulation routière intense, accentuée par une pollution visuelle publicitaire, d'une commercialisation déstructurée et d'un patrimoine architectural médiocre et hétéroclite, le traitement des entrées de ville est essentiel pour Lunel. Il s'agit de modifier la perception de la collectivité, notamment pour les nombreux automobilistes qui ne font que traverser la ville sans entrer dans son centre ancien. Les entrées de ville ont grand besoin d'être davantage soignées et requalifiées avec une articulation commerciale et urbaine cohérente avec le centre-ville.

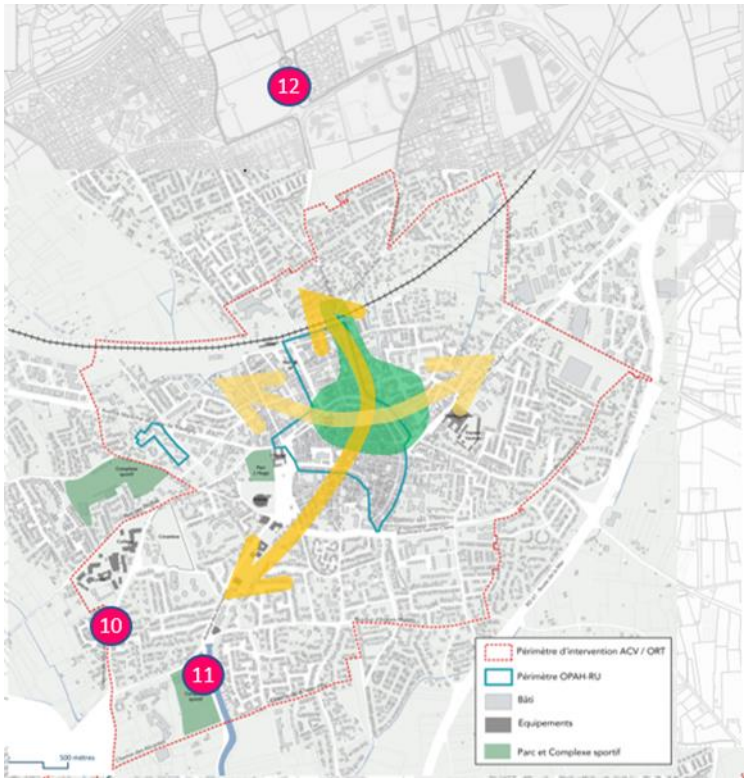
Le manager du centre-ville veille notamment à concentrer et à revitaliser le circuit marchand en cœur de ville, à partir de commerces de bouche autour des Halles, commerces artisanaux ou locaux et de relayer les franchisés et moyennes et grandes surfaces sur les zones commerciales d'entrées de ville existantes (Porte de la Mer, Luneland et Levant).

Les complémentarité et coopérations entre le centre et la périphérie doivent également être appréhendés au mieux. Des projets structurants tels le développement du pôle santé ou le développement d'une offre sportive au sud ou encore l'aménagement du Mas de Fourque au nord qui accueillera la future gendarmerie sont autant d'opportunités pour le cœur de ville avec la libération des ilots « hôpital » et « Vauban ».

Au-delà du fort enjeu de traitement et d'insertion paysager, le traitement des entrées de Ville est aussi l'occasion de répondre aux exigences de transition écologique et apporter des solutions de mobilités

multimodales. Ainsi le schéma cyclable permet de connecter les quartiers entre eux et de mieux desservir la gare et le centre-ville.

Compte tenu que le périmètre ORT emporte des effets juridiques notamment sur le commerce, il a été décidé de maintenir le périmètre initial. Cette volonté met en dehors du périmètre une opération inscrite néanmoins dans le plan d'action. Située en entrée nord de Lunel, elle permet en effet d'accompagner la délocalisation de la gendarmerie et libérer ainsi un foncier à forte plus-value à l'est immédiat du cœur historique (ilot Vauban).



<u>Opérations pour des entrées de Ville requalifiées, complémentaires au cœur de Ville</u>

10- Requalification de l'entrée de ville sud (rte de Mauguio)

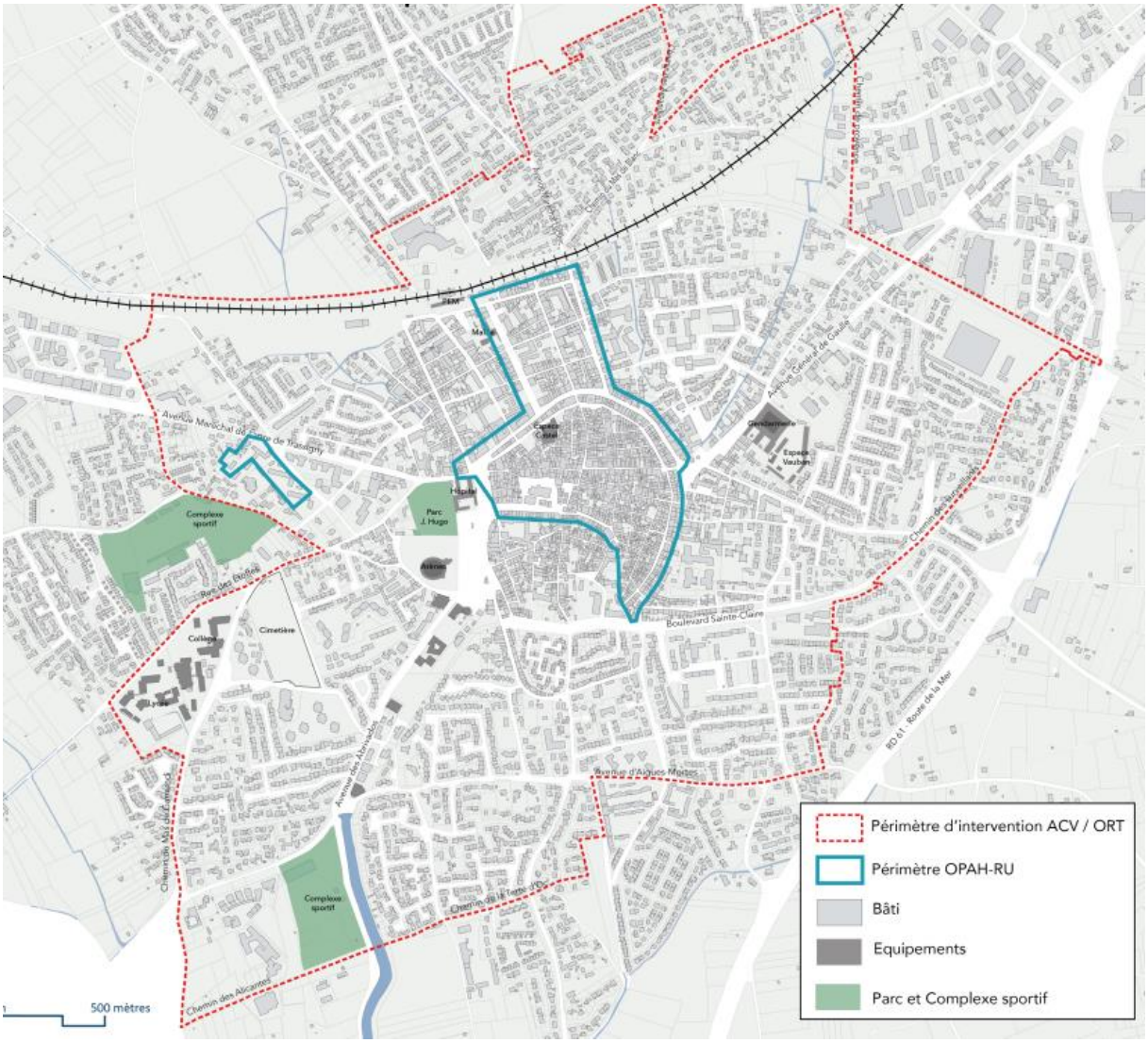
11- Aménagement d'un parking pour la nouvelle salle d'escrime

12- Requalification de l'entrée de ville nord (Av. du Mal Leclerc)

13- Mise en œuvre progressive du schéma cyclable (tout périmètre).

4 .2 Identification de chacun des secteurs d'intervention

Le périmètre ORT reste donc inchangé (en rouge) :



Article 5 - Modification de la convention d'Opération de revitalisation du territoire

La présente vaut avenant modificatif de la convention d'Opération de revitalisation du territoire signée par la ville de LUNEL et la Communauté de communes du Pays de Lunel.

A ce titre, les périmètres ACV 2023-2026 constituent des secteurs d'intervention de l'ORT.

Il est approuvé en comité de pilotage local puis en comité régional des financeurs ACV.

Une instruction du Gouvernement aux préfets confirme les modalités de cette modification. En tout état de cause, l'extension du périmètre ORT aux entrées de ville doit veiller à préserver la politique de soutien au commerce dans les centres-villes.

A ce titre, les secteurs d'intervention comprenant des entrées de ville :

- doivent être distincts des secteurs d'intervention comprenant des centres-villes où des mesures dérogatoires en matière d'autorisation d'exploitation commerciales s'appliquent ;
- les entrées de villes ne peuvent pas être qualifiées de « centre-ville ». Ainsi, sauf exception, les secteurs d'intervention définis en entrée de ville et distincts du centre-ville ne peuvent pas être qualifiés de « secteurs d'intervention comprenant un centre-ville ».

Les financements et interventions mis en œuvre dans le cadre volet habitat de la convention d'ORT sont poursuivis selon les modalités de contractualisation définies entre la collectivité et l'Anah dans le cadre de la convention d'OPAH-RU.

La revitalisation du centre-ville, objectif majeur du projet Métamorph'ose, requiert une action forte sur le volet habitat pour faire effet levier et tendre vers davantage de mixité sociale sur ce quartier. La rénovation énergétique des logements, l'offre diversifiée de logements (conventionnés, intermédiaires, accession à la propriété, ...) favorisent l'emménagement de ménage de différentes catégories sociales. La résorption des ilots dégradés et la valorisation du patrimoine incitent également les promoteurs privés à investir sur la ville.

En complément des autres dispositifs et particulièrement celui du NPNRU, le volet habitat de l'ORT est essentiellement constitué par l'intervention d'Action Logement, de l'EPF Occitanie, et de l'OPAH-RU (à travers une convention signée le 11 décembre 2019.

Pour améliorer l'habitat en centre ancien, l'objectif est de **poursuivre la résorption de l'habitat dégradé et lutter contre la précarité énergétique** à travers un panel d'outils efficaces et adaptés selon les profils (propriétaires bailleurs, propriétaires occupants, syndicats de copropriétés, …) et les problématiques :

- <u>Des outils incitatifs :</u>
    - Cap Rénov : accompagnement et aide financière accordés pour rénover son logement
    - Cap Façade : accompagnement et aide financière octroyés pour embellir les façades et devantures commerciales.
    - Cap Copro : accompagnement et aide financière de copropriétés pour les structurer et prévenir leur dégradation.
    - Divers dispositifs fiscaux : « Denormandie », « Malraux ».
- <u>Des outils coercitifs</u> :
    - Permis de louer : autorisation préalable à la mise en location en centre ancien.
    - CCLHI : Mise en place d'un Comité local de lutte contre l'habitat indigne
    - Campagne de ravalement obligatoire : CRO 1 (en cours) et 2 (engagée en 2023)
    - ORI : Opérations de restauration immobilière ciblées sur des immeubles afin de contraindre les propriétaires à réaliser les travaux au risque d'une expropriation.
- <u>Des outils de substitution :</u>
    - Travaux d'office.

La convention de l'OPAH-RU est annexée à la présente du fait que son périmètre est intégré à celui de l'ORT. Prenant fin en décembre 2024, une évaluation sera menée pour une éventuelle nouvelle OPAH.

Article 6 - Plan d'action prévisionnel global et détaillé pour la période 2023-2026

6.1 Plan d'action global :

Il est rappelé que le projet Métamorph'Ose ne se limite pas au dispositif ORT. Il s'agit d'une intervention globale portant sur toutes les composantes d'un projet de renouvellement urbain avec la composante « habitat » comme priorité.

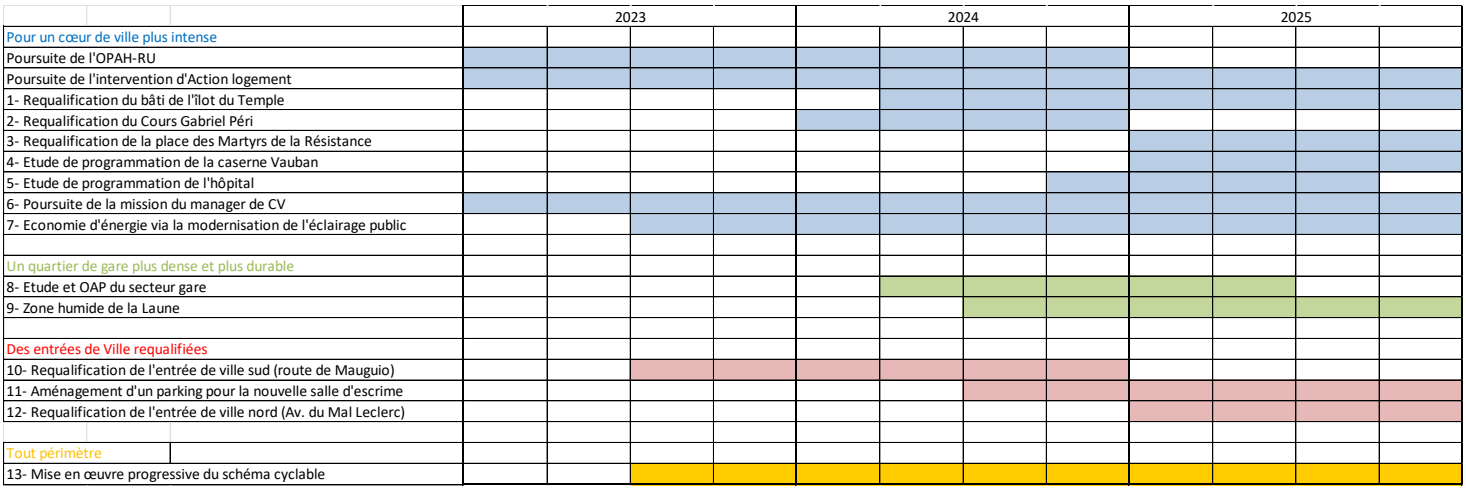
Les 13 nouvelles actions du plan d'action de l'ORT s'inscrivent dans cette approche globale. Elles répondent également à un ou à plusieurs axes prioritaires du dispositif.

Certaines actions sont incertaines dans la durée du présent avenant du fait de l'imbrication opérationnelle entre certains d'entre elles.

	AXE 1 : De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat	**AXE 2 :** Favoriser un développement économique et commercial équilibré	**AXE 3 :** Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées	**AXE 4 :** Aménager durablement l'espace public et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager	**AXE 5 :** Constituer un socle de services dans chaque ville
Pour un cœur de Ville plus intense					
Poursuite de l'OPAH-RU	■				
Poursuite de l'intervention d'Action Logement	■				
1- Requalification du bâti de l'ilot du Temple		■			
2- Requalification du cours Gabriel Péri		■	■	■	
3- Requalification de la place des Martyrs de la Résistance		■	■	■	
4- Etude de programmation de la caserne Vauban				■	■
5- Etude de programmation de l'hôpital		■		■	■
6- Poursuite de la mission du manager de centre-ville		■			
7- Economie d'énergie via la modernisation de l'éclairage public				■	
Un quartier de gare plus dense et plus durable					
8- Etudes et OAP du secteur gare	■	■	■		
9- Zone humide de la Laune				■	
Des entrées de Ville requalifiées					
10- Requalification de l'entrée de ville sud (Route de Mauguio)			■		
11- Aménagement d'un parking pour la nouvelle salle d'escrime					■
12- Requalification de l'entrée de ville nord (Av. du Mal Leclerc)			■		
Tout périmètre					
13- Mise en œuvre progressive du schéma cyclable			■		

6.2 Calendrier général du projet

Le calendrier du plan d'action est le suivant :



Article 7 - Objectifs et modalités d'évaluation des projets

7.1 Calendrier

Une évaluation de projet doit être structurée dans le temps. Aussi, le calendrier d'évaluation du projet de Lunel a été défini selon l'échéancier suivant :



1- La phase de cadrage consistera à définir les objectifs en concertation avec le comité d'évaluation réunissant l'ensemble des partenaires signataire
2- La phase de collecte doit permettre de récolter les données quantitatives et qualitatives selon les indicateurs retenus collégialement.
3- la phase d'analyse sera le temps d'interprétation des données et d'évaluation.

7.2 Méthode

A ce jour, la ville pense évaluer son projet à partir de ses ressources internes et ne pas faire appel à un cabinet. Cette évaluation sera coordonnée par le directeur de projet cœur de ville.

7.3 Objectifs et questions évaluatives :

Les objectifs et questions évaluatives sont synthétisés dans le tableau suivant :

Axe 1 : De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat	
Objectifs	**Questions évaluatives**
Améliorer l'habitat en centre ancien	Combien de logements insalubres ou indécents dans le cadre du CCLHI sont-ils sortis de ce statut ?
	Combien d'opération immobilière ont pu émerger grâce à la contribution d'Action Logement ?
	La performance énergétique des logements est-elle améliorée ?
Retrouver une mixité sociale de peuplement en cœur de ville	L'offre de logement est-elle diversifiée ?
	Le prix du marché immobilier a-t-il évolué ?
Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré	
Objectifs	**Questions évaluatives**
Construire un circuit marchand étoffé et de qualité	Le nombre de locaux commerciaux vacants en cœur de ville est-il en baisse ?
	L'offre commerciale est-elle diversifiée et pérenne ?
	L'offre commerciale périphérique est-elle bien complémentaire avec celle du cœur ancien ?
Axe 3 : Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées	
Objectifs	**Questions évaluatives**
Décarboniser les mobilités	Les déplacements doux (piéton, vélos, trottinettes,..) sont-ils plus nombreux ?
	Les infrastructures des modes doux sont-ils suffisament calibrés et sécurisés ?
	Le co-voiturage et les transports en communs se sont ils développés ?
Articuler les transports multimodaux entre centre-ville et entrées de ville	Les déplacements piétons des élèves, pour se rendre dans leur établissement scolaire, sont-ils sécurisés ?
	Les aires de stationnements sont-elles suffisantes et sécurisées?
Axe 4 : Aménager durablement l'espace urbain et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager	
Objectifs	**Questions évaluatives**
Requalifier les espaces publics	Le réaménagement des espaces publics apporte-t-il un mieux vivre ensemble aux riverains et un meilleur cadre de vie ?
	Le centre-ville est-il davantage fréquenté par les habitants des autres quartiers ou des extérieurs ?
	L'image de la ville a-t-elle évolué positivement ?
Valoriser le patrimoine lunellois	Les touristes sont-ils plus nombreux en période estivale sur la commune ?
	Le patrimoine architectural est-il restauré et mis en valeur en cœur de ville ?
Axe 5 : Constituer un Socle de services dans chaque ville	
Objectifs	**Questions évaluatives**
Proposer des offres culturelles et de loisirs de qualité	La fréquentation lors des évènements est-elle plus importante ?
	La politique tarifaire est-elle adaptée à la population lunelloise ?
	Quel est le taux de fréquentation des extra-muros lors des évènements ?
Offrir des services publics au plus proche des habitants	Le maillage des services publics est-il bien réparti sur le territoire ?
	Tous les services publics sont-ils bien représentés sur la commune ?

7.4 Indicateurs retenus

Les indicateurs retenus et leur source sont les suivants :

Axe 1 : De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat			
Indicateurs	**Source**	**Périmètre**	**Périodicité**
Nombre de logements insalubres traités	CCLHI	Commune	Annuelle
Evolution du prix de l'immobilier dans l'ancien	CSN (Conseil supérieur du Notariat)	Commune	Annuelle
Nombre de copropriétés structurées	Anah- Registre National des Copropriétés	Commune	Annuelle
Nombre de logements subventionnés par l'Anah et Action logement	Anah - Action logement	Commune	Annuelle
Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré			
Indicateurs	**Source**	**Périmètre**	**Périodicité**
Evolution du nombre d'emplois sur Lunel	INSEE	Commune	Annuelle
Nombre de commerces sur le cœur ancien	Manager de ville	Commune	Annuelle
Taux de la vacance commerciale	CCI - CMA	Commune	Annuelle
Axe 3 : Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées			
Indicateurs	**Source**	**Périmètre**	**Périodicité**
Evolution du nombre de km de voies cyclables	Plan de déplacement urbain	Commune	Annuelle
Evolution de la fréquentation des transports en commun	SNCF - CCPL	Commune	Annuelle
Axe 4 : Aménager durablement l'espace urbain et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager			
Indicateurs	**Source**	**Périmètre**	**Périodicité**
Evolution de la fréquentation touristique	Office du Tourisme	Commune	Annuelle
Evolution du nombre de km² d'espaces verts entretenus	Services municipaux	Commune	Annuelle
Axe 5 : Constituer un Socle de services dans chaque ville			
Fréquentation des espaces culturelles	Services municipaux	Commune	Annuelle
Fréquentation des équipements sportifs	Services municipaux	Commune	Annuelle

Article 8 - Validation de l'avenant

L'avenant est adopté en conseil municipal ainsi qu'en conseil communautaire.

La ville de Lunel s'engage à présenter l'avenant de projet Action cœur de ville au Comité régional des financeurs qui est chargé d'émettre un avis.

Un avis favorable du comité régional des financeurs est nécessaire pour pouvoir procéder à la signature de l'avenant par toutes les parties.

Une copie de l'avenant signé est transmise à la direction du programme Action cœur de ville à l'ANCT et aux signataires de l'avenant.

Signatures

A Lunel, le

Commune	CCPL	Etat
[Signature]	[Signature]	[Signature]
Maire	Président de la CCPL	Préfet de l'Hérault, Délégué territorial de l'ANRU Délégué territorial de l'ANAH
Caisse des Dépôts et Consignations	**Action Logement**	**EPF Occitanie**
[Signature]	[Signature]	[Signature]
Directeur régional	Directeur régional	Directrice Générale
Chambre de Commerce et d'Industrie	**Chambre de Métiers et de l'Artisanat**	
[Signature]	[Signature]	[Signature]
Président	Président	

Annexe 1 – Bilan de la réalisation du programme ACV 2018-2022

1. Etat d'avancement de la réalisation des actions : extraits actualisés du plan d'action

Actions livrées

N° Fiche action	Type d'activité ▼	Titre du projet	Maître d'ouvrage	Partenaires locaux	Coût total (TTC)	Date lancement ▼	Date livraison ▼	Etat d'avancement ▼
2	Étude	ÎLOT ANCIEN TEMPLE :	Ville de Lunel	Caisse des Dépôts	70 584,00 €	T1 2022	T1 2023	Action livrée
4	Action	CHEMIN DU JEU DE MAIL	Ville de Lunel	Région - CCPL	1 200 000,00 €	T1 2022	T4 2022	Action livrée
6	Action	LIAISON CYCLABLE PEM - VOIE VERTE	Ville de Lunel	ATI urbaine (Feder) - État	186 796,00 €	T1 2022	T4 2022	Action livrée
11	Action	SMART CITY : APPLICATION POUR SMARTPHONE ET WI-FI TERRITORIAL	Ville de Lunel	Caisse des dépôts	24 000,00 €	T1 2022	T3 2022	Action livrée
12	Action	Mise en valeur de l'ilot de la Tour des Prisons	Ville de Lunel	Etat - Région - Département	310 934,00 €	T1 2020	T4 2020	Action livrée
13	Action	Aménagement du Parking des Abrivados	Ville de Lunel	Etat - Région	1 247 400,00 €	T1 2020	T4 2020	Action livrée
14	Action	Accessibilité des écoles	Ville de Lunel	Etat - Région - Département	518 328,00 €	T1 2021	T1 2023	Action livrée
15	Étude	AMO pour convention cadre ACV	Ville de Lunel	Caisse des dépôts	17 700,00 €	T1 2021	T3 2021	Action livrée
16	Étude	Etude de solution numérique innovante	Ville de Lunel	Caisse des dépôts	27 466,00 €	T2 2020	T4 2020	Action livrée

Actions en cours - financées

N° Fiche action	Type d'activité ▼	Titre du projet	Maître d'ouvrage	Partenaires locaux	Coût total (TTC)	Date lancement ▼	Date livraison ▼	Etat d'avancement ▼
1	Étude	Ancienne gare :	Ville de Lunel	CCPL - CDC - SNCF	246 000,00 €	T3 2021	T3 2023	Action en cours et financée
7	Action	Manager de Centre-ville	Ville de Lunel	Caisse des Dépôts	120 000,00 €	T3 2021	T3 2023	Action en cours et financée
8	Action	MICRO-CRÈCHE	Ville de Lunel	Ville de Lunel - Etat - CAF - MSA - CD34	681 600,00 €	T3 2022	T4 2023	Action en cours et financée
9	Action	OPAH-RU	Ville de Lunel	NC	NC	T4 2019	T4 2024	Action en cours et financée

Actions en cours

N° Fiche action	Type d'activité ▼	Titre du projet	Maître d'ouvrage	Partenaires locaux	Coût total (TTC)	Date lancement ▼	Date livraison ▼	Etat d'avancement ▼
5	Étude	ÎLOT VAUBAN :	Ville de Lunel	Caisse des Dépôts	144 000,00 €			Action en projet non validée
10	Action	PARC DE LA LAUNE	Ville de Lunel	Etat - Région - Département	1 320 000,00 €			Action en projet non validée

Actions abandonnées

N° Fiche action	Type d'activité ▼	Titre du projet	Maître d'ouvrage	Partenaires locaux	Coût total (TTC)	Date lancement ▼	Date livraison ▼	Etat d'avancement ▼
3	Étude	CARREFOUR TIVOLI	Ville de Lunel	Caisse des Dépôts	18 000,00 €			Action abandonnée

2. Bilan qualitatif du déploiement du programme

La nouvelle équipe municipale, élue en 2020, a redessiné le projet en l'axant vers l'amélioration de l'habitat et la revitalisation du cœur de ville. Une nouvelle dynamique a été impulsée et une recherche active de financements a été mobilisée pour être en capacité de conduire le projet et agir simultanément sur toutes ses composantes.

A l'issue de cette convention ACV1, parmi les 15 opérations programmées pour un montant prévisionnel de 5 110 K€ HT :

- 12 ont été engagées pour un montant de 3 876 K€ HT (soit 76% d'avancement) ;
- 2 sont reportées sur ACV 2 (23%) ;
- 1 a été déclarée sans suite mais a été réalisée hors ACV à l'occasion du schéma cyclable (1%).

En termes de subvention, 2 009 K€ ont été accordés sur les 3 875 K€ HT engagés, soit 52% des investissements.

Sur ces 2009 K€ de subvention, 1191 K€ soit 60% ont été accordés par les partenaires signataires de ACV, à hauteur de :

- Etat : 923 K€ (24%)
- CDC : 170 K€ (4%)
- CCPL : 98 K€ (3%).

Voici le bilan, par thématique, que nous pouvons en retirer :

Axe 1 : De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville

- L'étude de programmation îlot du Temple, était inscrite dans la liste des opérations ACV1 pour reconquérir cet îlot dégradé. Cette étude a mis en lumière les différents scénarii réalisables. La volonté de faire découvrir et de mettre en valeur ce Temple méconnu, a été confortée. Le choix politique s'est orienté vers l'implantation globale d'un commerce locomotive ou d'activités culturelles sur les 3 assiettes (le Temple, secteur temple et secteur Sadi Carnot) avec l'aération de l'îlot et la création d'un espace public. Les locaux ont été libérés de leurs occupants avec un accompagnement spécifique de la Ville, permettant des expertises spécifiques peu compatibles avec le maintien des occupants. Cette étude donne à deux sous-opérations :
  - L'aération d'un ilot avec une démolition partielle et l'aménagement d'un espace public résilient : opération financée dans le cadre du NPNRU.
  - La requalification, le remembrement et la réhabilitation du bâti de l'ilot en vue d'une implantation d'une activité rayonnante : opération intégrée au présent avenant.

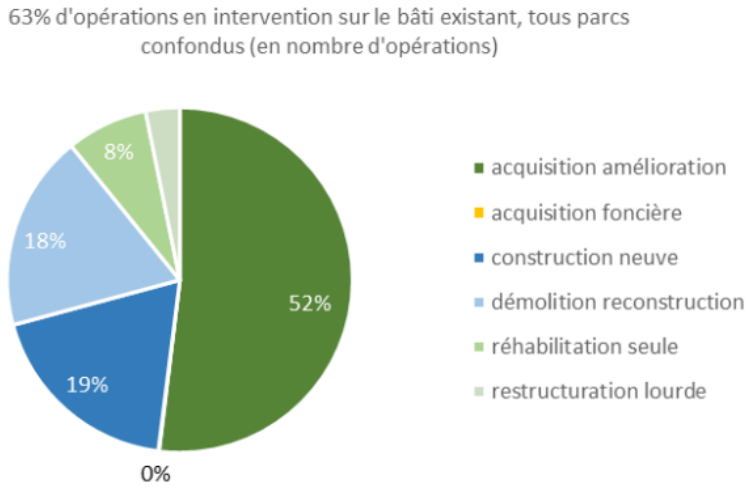
  Il s'agit de l'opération phare pour redynamiser l'axe Sadi Carnot et permettre une mise en valeur de l'ensemble de l'habitat de ce secteur du cœur de Ville.

- Plus globalement, sur le volet Habitat, les interventions de l'OPAH-RU commencent à être visibles et ont un effet levier indiscutable. Même si le travail de fond comme la réhabilitation intérieure des logements et des parties communes ou l'accompagnement des copropriétés, est par définition peu perceptible, il est pourtant essentiel. Les premières façades achevées, dans le cadre de la campagne de ravalement obligatoire 1 (CRO1), permettent de donner à voir sur la cour Gabriel Péri et la place des Martyrs de la Résistance, encourageant les autres propriétaires à investir sur leur bien. L'engagement plus récent de la CRO2 sur le secteur Libération ouvre l'opportunité d'une intervention plus ciblée en fonction des problématiques rencontrées.

  Ce volet, à mi-parcours, nécessite encore d'être pleinement poursuivi mais la dynamique est impulsée. Les opérateurs privés l'ont bien compris et s'intéressent davantage à Lunel.

  Pour autant, des freins ont été identifiés, notamment concernant des critères trop restrictifs exigés par l'Anah pour prétendre aux aides financières. A titre d'exemple, l'architecture du centre ancien ne permet pas de répondre à l'exigence de 75% de lot d'habitation (38% de nos copropriétés sont en R+2 avec commerce en rez-de-chaussée). A ce titre, la ville a sollicité auprès de l'ANAH la possibilité de devenir territoire expérimental.

- Les produits de financement consacrés par Action Logement à l'intervention Action Cœur de Ville ont permis sur la phase 2018-2022 du programme d'accompagner des opérations de logement majoritairement sur le bâti existant (63%) tel que détaillé ci-dessous.



Les financements évoluent pour accompagner la trajectoire bas carbone des maitres d'ouvrage et rehausser les exigences environnementales des projets en amplifiant l'accent déjà mis sur l'intervention sur le bâti existant.

(https://www.calameo.com/read/0071184410a7ecf9e39cd)

Afin de proposer des logements pour favoriser l'emploi, Action Logement est intervenu de manière importante en finançant 3 702 568 €, sous forme de prêts aidés et de subventions, pour soutenir la construction ou la rénovation de 63 logements en partie en cœur de Ville.

- Dans le cadre d'un partenariat mis en place en 2021, l'intervention de l'EPF Occitanie a permis sur la seule période 2021 – 2022 d'assurer la maîtrise foncière de 6 biens immobiliers stratégiques, par leur état et leur localisation, pour un montant total de 1 077 000 €.

L'EPF poursuit diverses démarches foncières afin d'envisager sur le moyen / long terme la réalisation d'opérations de restructuration et de réhabilitation.

Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

L'opération ACV1, cofinançant le recrutement du Manager de centre-ville, a été déterminante pour élaborer la nature et le périmètre du circuit marchand. A l'issue d'un diagnostic mettant en lumière les forces et les faiblesses de notre commercialité, un plan d'actions a été défini et piloté par le manager du centre-ville. Ce dernier est l'interlocuteur unique auprès des commerçants quelle que soit la thématique concernée (propreté, impôt, terrasse, ..). Il anime ce réseau et veille à anticiper et à lutter contre la vacance commerciale.

Pour impulser l'implantation de nouveaux commerces, répondant à la typologie recherchée, des appels à projet ont été lancés sur des coques vides appartenant à la ville, dont les travaux ont été cofinancés à travers le dispositif NPNRU. Parallèlement, le conventionnement avec l'association nationale « ma boutique à l'essai » vient de démarrer. La répartition des commerces entre le cœur de ville et ses périphéries s'équilibre assez harmonieusement.

Pour autant, une difficulté menace l'atteinte des objectifs fixés. Pour mémoire, l'ANCT s'était engagée à intervenir en tant que foncière commerciale pour une surface de 1 000 m², objectif défini par ce partenaire à l'issue d'études foncières et de faisabilité. Sur cette base et en lien avec l'ANCT, la Ville a procédé à des acquisitions foncières de biens dégradés pour assurer la maîtrise des cellules commerciales ciblées par l'ANCT. Par suite d'une période d'incertitude sur la capacité de l'ANCT à respecter ses engagements, le processus partenarial a été récemment relancé en vue d'un portage foncier de cet acteur.

Axe 3 : Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions

La programmation AVC1 comprenait plusieurs opérations axées sur l'accessibilité et la mobilité. Elles ont toutes été menées à terme exceptée une étude autour d'un carrefour peu lisible (Tivoli), finalement intégrée dans la mise au point du schéma cyclable.

La liaison cyclable PEM à la voie verte permettant de relier Marsillargues en traversant Lunel offre désormais une réelle alternative à la voiture, pour des modes de déplacement doux en toute sécurité. Il s'agit d'une réelle complémentarité multimodale desservant la gare. La connexion prochaine, à travers l'aménagement de l'avenue Victor Hugo (Opération NPNRU) achèvera le lien entre le cœur de Ville et la gare.

De même, la mobilité douce apportée lors du réaménagement du chemin du jeu de Mail est une réussite. Elle permet la desserte d'équipements publics majeurs tels un équipement sportif de première importance et une crèche. La configuration de la rue apporte une circulation apaisée pour ses piétons, la vitesse routière est ralentie et les stationnements optimisés. Depuis son ouverture, riverains et usagers sont satisfaits de cette opération.

Ces aménagements sont adaptés à tous les utilisateurs, notamment les PMR qui peuvent également désormais bénéficier d'une mise en accessibilité de l'ensemble des écoles suite à la réalisation de travaux pluri annuels menés durant les périodes de vacances scolaires 2021, 2022 et 2023.

Le bailleur ACM a, quant à lui, achevé le réaménagement du parking de son patrimoine situé aux Abrivados. A cette occasion et à l'issue d'une concertation avec les locataires, un terrain de streetworkout a été implanté.

Cet axe a été, dans son ensemble, relativement bien conduit. Cependant, la ville doit poursuivre sa transition écologique des mobilités et à ce titre de nouvelles opérations sont inscrites dans la programmation ACV2.

Axe 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine

La ville a débuté des travaux d'espaces publics majeurs, financés dans le cadre du NPNRU. La rue de la Libération s'achève en juin 2023 où la reprise intégrale et la mise en discrétion des réseaux, l'éclairage public, la piétonisation et l'aménagement urbain ont été totalement repensés. Additionnés aux interventions sur le commerce et l'habitat, et son entrée reconfigurée grâce à la démolition du pignon, cette artère du centre-ville devrait retrouver toute la centralité et la revitalisation qu'elle mérite.

L'aménagement des espaces publics va se poursuivre à travers les rues du cœur de Ville. Ces aménagements, au-delà de participer à la mise en valeur du patrimoine, contribuent également à lutter contre les îlots de chaleur et répondre aux exigences environnementales.

Le dispositif ACV a accentué cet effet levier sur la qualité des espaces proposés aux habitants, participant activement à la mise en valeur de l'habitat et des conditions d'habitabilité. Ainsi, l'opération concernant l'îlot de la Tour des Prisons avec la création d'une nouvelle place devant la maison des projets « la maison qui Ose » modifie aujourd'hui l'atmosphère urbain de ce périmètre. Sa placette, ses assises ombragées par les oliviers apportent un sentiment de quiétude. Une nouvelle dynamique sur l'habitat privé est aujourd'hui relevée autour de cet espace.

La mise en valeur du patrimoine faisait également l'objet d'une opération inscrite dans la programmation ACV1 sur le bâtiment emblématique de l'ancienne gare. Une expérimentation d'animations a été conduite par l'association « la preuve par 7 » depuis un an. L'objectif est de redynamiser ce patrimoine, une étude de programmation est actuellement conduite par la SNCF.

2 opérations inscrites dans la programmation ACV1 n'ont pu être réalisées et sont reportées sur la programmation ACV2.

Tout d'abord, il s'agit de l'étude de programmation de l'îlot Vauban. Le déménagement de la caserne de gendarmerie ayant été retardé pour des raisons internes à l'opérateur immobilier, l'étude a été décalée.

Enfin, la zone humide de la Laune est également reprogrammée car les financements nécessaires à sa réalisation n'ont pu être mobilisés sur la 1ere phase du programme. Pour mémoire, il s'agira d'offrir aux lunellois à moins de 10 minutes à pied du cœur de Ville un second parc paysager, servant également de rétention pluviale et participant donc à la résilience de Lunel.

Axe 5 : Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs.

L'ouverture prochaine, début 2024, d'une micro-crèche de 12 berceaux sur le secteur des Abrivados, répond à un fort besoin d'accueil petite enfance sur le territoire. La ville et le bailleur ACM ont su solutionner les difficultés apparues, retrouver un emplacement foncier afin que l'ouverture de cet équipement public soit assurée.

La programmation ACV1 comportait également une étude de solution numérique innovante et une application smart phone pour mettre en valeur l'offre commerciale et l'animation proposée en cœur de Ville. Ces deux opérations ont été réalisées au début du programme.

Enfin la ville s'est faite accompagnée par une équipe d'ingénierie comme assistant à maîtrise d'Ouvrage (AMO), pour la rédaction et le suivi de l'avenant à la convention cadre ACV.

Annexe 2 : Liste et détails des fiches-action qui composent le plan d'action

Ci-annexée.

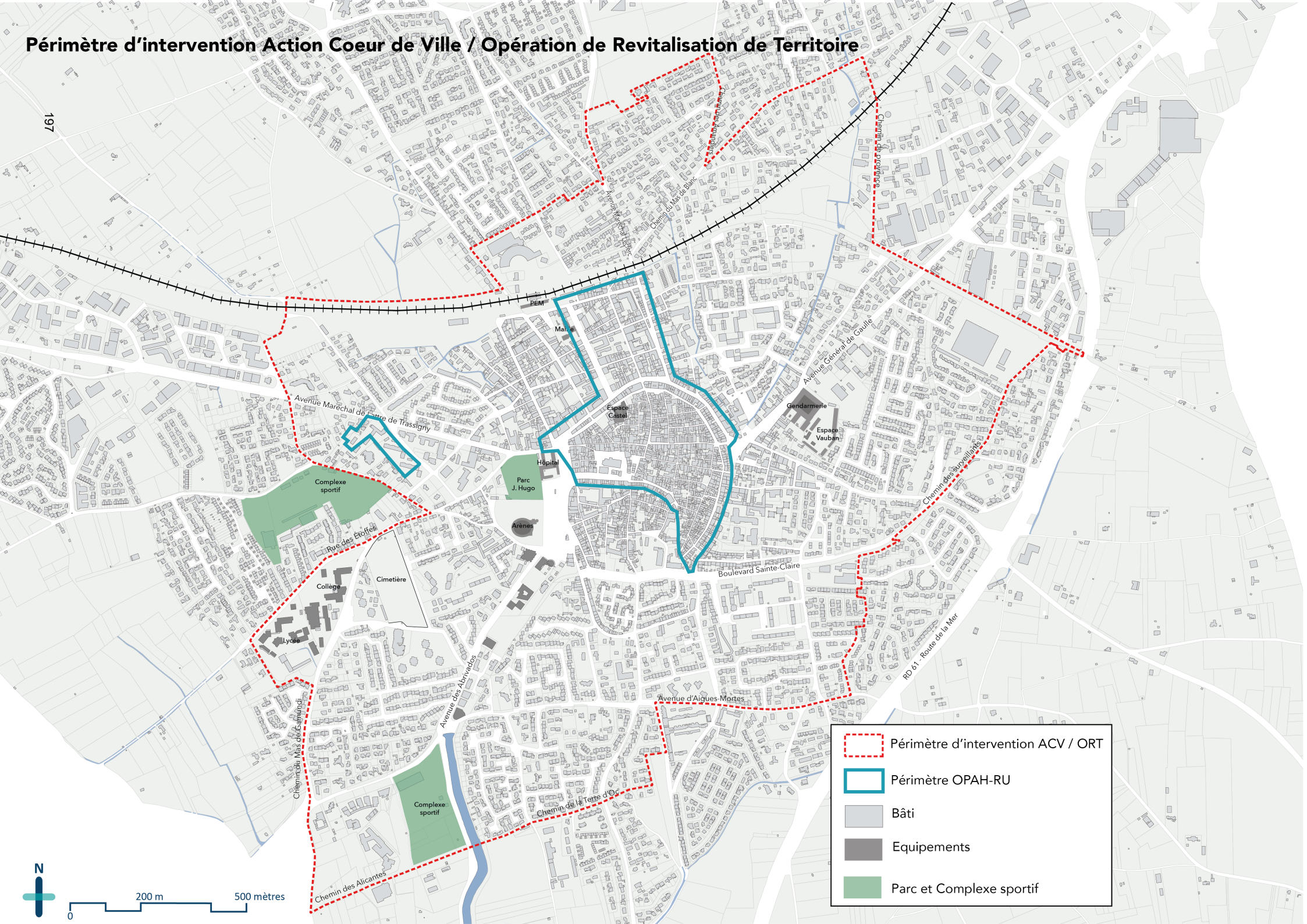
Annexe 3 : Cartographie des périmètres des secteurs d'intervention et liste des adresses incluses dans les secteurs d'intervention

Ci-annexée.

Annexe 4 : Convention OPAH-RU signée le 11 décembre 2019

Ci-annexée.

Périmètre d'intervention Action Coeur de Ville / Opération de Revitalisation de Territoire



ILOT DU TEMPLE

Requalification du bâti

Axe principal de rattachement –
AXE 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux :
Non identifiés à ce stade

Budget global – 1 400 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels -
Etat, Région, Département

Calendrier de l'action -
Date de lancement : 2024
Date de livraison : fin 2025

Localisation -
Cœur de Ville
Rue Sadi Carnot

DESCRIPTION DE L'ACTION

L'étude de programmation, conduite dans le cadre du dispositif ACV1, a permis d'analyser les contraintes techniques et d'étudier la faisabilité des scénarii possibles sur ce secteur stratégique.
Îlot situé dans une rue commerçante sinistrée, abritant un bâtiment remarquable mais masqué par un habitat dégradé, la volonté est d'insuffler une attractivité nouvelle sur ce secteur. Le projet se décline en 3 éléments :

- créer un espace public qui vient surprendre le promeneur en l'invitant à découvrir ce site méconnu tout en lui offrant une atmosphère urbaine accueillante et chaleureuse (démolition partielle et traitement des espaces libérés (NPNRU)
- mettre en exergue la qualité architecturale de ce patrimoine remarquable et le faire découvrir (ACV2)
- Participer à la valorisation de l'habitat rue Sadi Carnot pour donner une cohérence et une potentialité plus importante au projet

La ville restera propriétaire du foncier. Pour autant, deux pistes sont retenues : accueillir un commerce à forte attractivité faisant effet levier ou proposer des activités culturelles et de loisirs rayonnantes.

OBJECTIFS

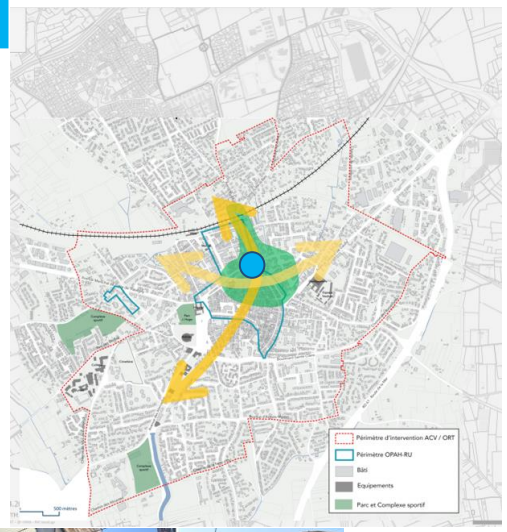
- Recréer un pôle d'attractivité en centre-ville sur ce secteur fortement dégradé et paupérisé du cœur ancien
- Apporter une nouvelle impulsion commerciale à travers l'implantation d'un commerce phare ou d'une activité rayonnante
- Mettre en valeur la qualité architecturale du Temple

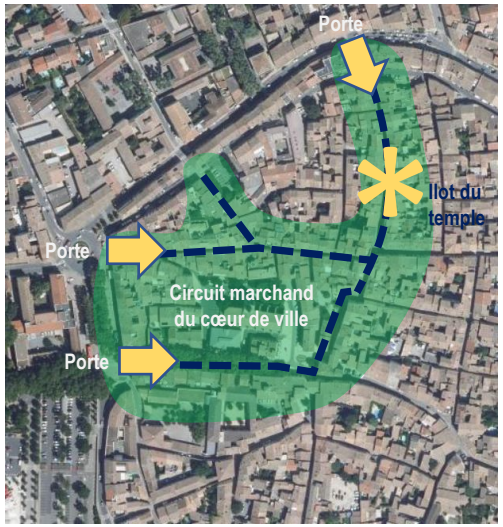
Indicateurs d'avancement

- Choix de l'activité
- Validation de l'AVP
- Engagement des travaux

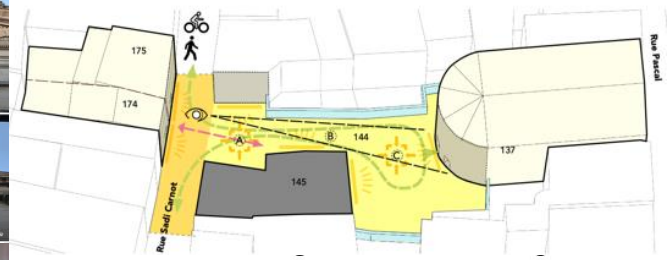
Indicateurs de résultat

- nombre d'emplois créés
- Fréquentation de la nouvelle polarité







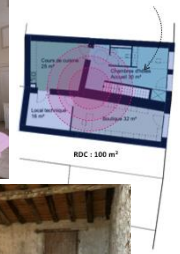


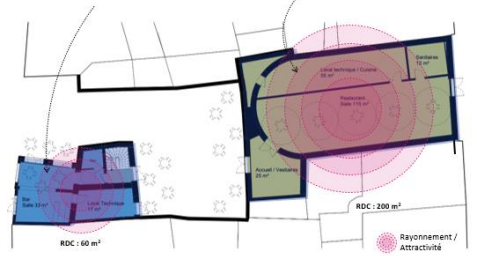


ACTIVITÉ D'ACCOMPAGNEMENT

ACTIVITÉ D'ACCOMPAGNEMENT

ACTIVITÉ RAYONNANTE











Requalification du cours Gabriel Péri

Axe principal de rattachement – AXE 4 : Aménager durablement l'espace public et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux : Non identifiés à ce stade

Budget global – 1 400 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels - Europe, Etat, Région, Département

Calendrier de l'action -
Date de lancement : fin 2023
Date de livraison : 2024

Localisation -
Cœur de Ville – proximité de l'Eglise

DESCRIPTION DE L'ACTION

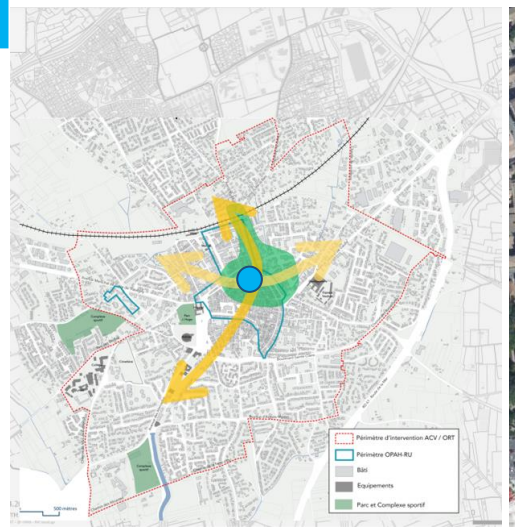
Le traitement des espaces publics en cœur de Ville, tel que souhaité par la Municipalité, répond à une logique d'intervention globale. Il doit offrir un cadre destiné :

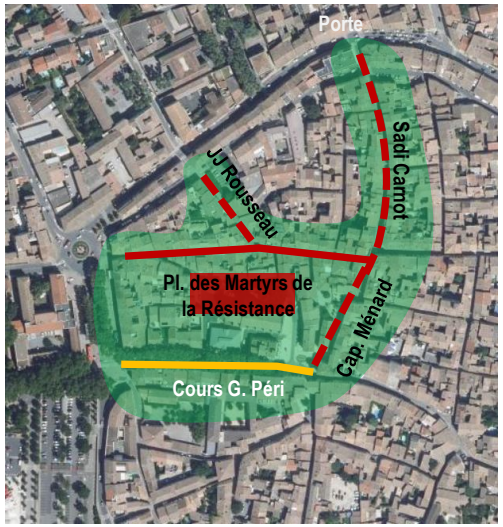
- à proposer un cadre de vie agréable, sécurisé et valorisant pour ses habitants
- à encourager et à soutenir l'investissement privé sur la reconquête de l'habitat et de l'activité économiques.

Conçus dans le respect du schéma guide établi par l'urbaniste coordinateur, les espaces publics doivent répondre aux enjeux de dérèglement climatique en rendant la Ville plus résiliente. A ce titre, leur traitement doit notamment privilégier la désimperméabilisation, le traitement des ilots de chaleur et les mobilités décarbonées notamment via la piétonisation du cœur de Ville

Avec la rue de la Libération (financement NPNRU), les premiers effets positifs sont aujourd'hui relevés. Son traitement remobilise les propriétaires, motive des commerçants à venir s'implanter et sensibilise divers investisseurs.

Le Cours Gabriel Péri constitue la porte d'entrée principal du cœur de Ville. Son enjeu est majeur dans la perception de la métamorph'Ose de Lunel






Des pieds de facade vegeta-lisés en ville


Des grimpantes aux inflorescences thematisées


Des revetements de sol continus

OBJECTIFS

- Aménager des espaces publics valorisant le cœur de ville dans une logique d'adaptation au dérèglement climatique.
- **Traiter des espaces publics sur les secteurs à forts enjeux d'habitat et commerciaux, complémentaires à ceux financés dans le cadre du NPNRU**

Indicateurs d'avancement

- Choix des espaces publics
- Validation de l'AVP
- Engagement des travaux

Indicateurs de résultat

- Superficie désimperméabilisée
- Superficie Piétonnisée



Requalification de la place des Martyrs de la Résistance

Axe principal de rattachement –
AXE 4 : Aménager durablement l'espace public et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux :
Non identifiés à ce stade

Budget global – 2 200 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels -
Europe, Etat, Région, Département

Calendrier de l'action -
Date de lancement : fin 2024
Date de livraison : 2025

Localisation -
Cœur de Ville – proximité de l'Eglise

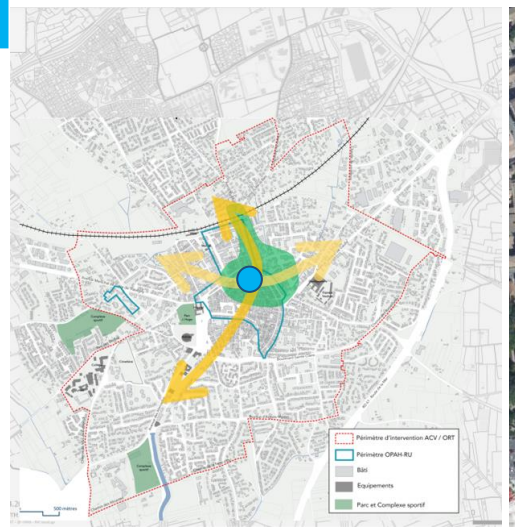
DESCRIPTION DE L'ACTION

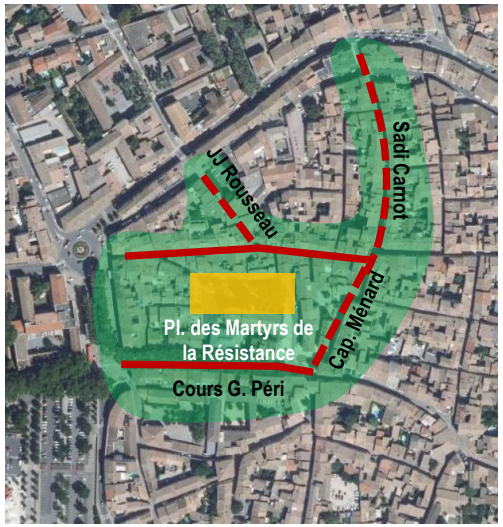
Le traitement des espaces publics en cœur de Ville, tel que souhaité par la Municipalité, répond à une logique d'intervention globale. Il doit offrir un cadre destiné :

- à proposer un cadre de vie agréable, sécurisé et valorisant pour ses habitants
- à encourager et à soutenir l'investissement privé sur la reconquête de l'habitat et de l'activité économiques.

Conçus dans le respect du schéma guide établi par l'urbaniste coordinateur, les espaces publics doivent répondre aux enjeux de dérèglement climatique en rendant la Ville plus résiliente. A ce titre, leur traitement doit notamment privilégier la désimperméabilisation, le traitement des ilots de chaleur et les mobilités décarbonées notamment via la piétonisation du cœur de Ville
Avec la rue de la Libération (financement NPNRU), les premiers effets positifs sont aujourd'hui relevés. Son traitement remobilise les propriétaires, motive des commerçants à venir s'implanter et sensibilise divers investisseurs.

Aujourd'hui essentiellement mobilisée par la voiture, la place des Martyrs de la Résistance constituera le cœur de la future centralité.











OBJECTIFS

- Aménager des espaces publics valorisant le cœur de ville dans une logique d'adaptation au dérèglement climatique.
- **Traiter des espaces publics sur les secteurs à forts enjeux d'habitat et commerciaux, complémentaires à ceux financés dans le cadre du NPNRU**



Indicateurs d'avancement

- Choix des espaces publics
- Validation de l'AVP
- Engagement des travaux

Indicateurs de résultat

- Superficie désimperméabilisée
- Superficie Piétonnisée

ILOT VAUBAN

Etude de programmation

Axe principal de rattachement –
AXE 5 : Constituer un socle de services dans chaque ville
Axe secondaire –
AXE 4 : Aménager durablement l'espace public et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux :
Non identifiés à ce stade

Budget global - 100 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels -
Caisse des Dépôts et Consignations

Calendrier de l'action -
Date de lancement / livraison : 2025

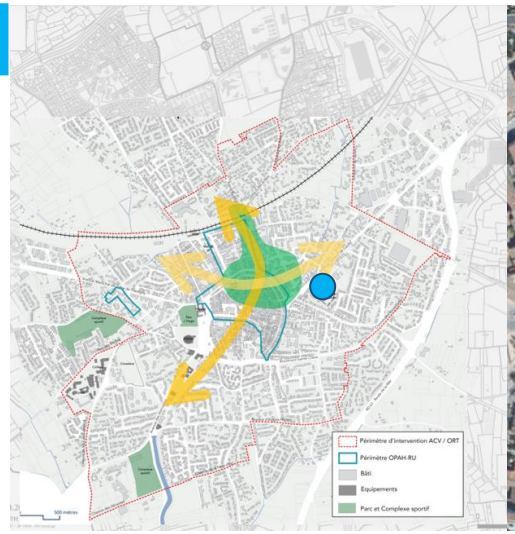
Localisation -
Avenue du Général de Gaulle

DESCRIPTION DE L'ACTION

L'îlot Vauban représente un secteur de 2 ha composé d'une caserne de la Gendarmerie, de salles municipales mises à disposition d'associations, et d'un vaste espace sous utilisé.

Le projet de déplacement de la caserne au nord de la commune ouvre l'opportunité de mobiliser ce site stratégique localisé en entrée Est du cœur de ville. S'il possède une réelle qualité architecturale, il subit cependant d'importantes contraintes comme le risque inondable (zone rouge au PPRI).

L'étude programmatique doit permettre de cerner l'ensemble des contraintes techniques et réglementaires du site afin de proposer à la Municipalité le champ des possibles en matière de mobilisation du foncier et du bâti. Le secteur au nord-est du centre ancien souffrant par ailleurs d'une faible capacité de stationnement pour les riverains, l'éventualité du développement d'une offre de stationnement au sein de cet îlot sera également prise en compte.









OBJECTIFS

- Anticiper la reconversion de la caserne dans la perspective de la délocalisation de la Compagnie de Gendarmerie au nord de Lunel.
- Etudier le potentiel bâti pour constituer une polarité positive et dynamique destinée à animer et marquer l'entrée Est du cœur de Ville.
- Etudier le potentiel de stationnement pour les riverains et habitants du cœur de ville.

Indicateurs d'avancement

- Date de lancement de l'étude
- Présentation intermédiaire de l'étude

Indicateurs de résultat

- Date de rendu de l'étude
- Présentation aux partenaires ACV du programme d'actions

ILOT de l'HOPITAL

Etude de programmation

Axe principal de rattachement –
AXE 5 : Constituer un socle de services dans chaque ville
Axe secondaire –
AXE 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré
AXE 4 : Aménager durablement l'espace public et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux :
Non identifiés à ce stade

Budget global - 125 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels -
Caisse des Dépôts et Consignations

Calendrier de l'action -
Date de lancement / livraison : 2025

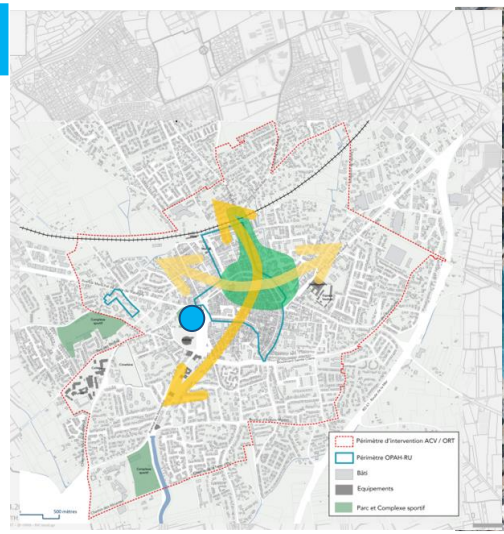
Localisation -
Place de la République

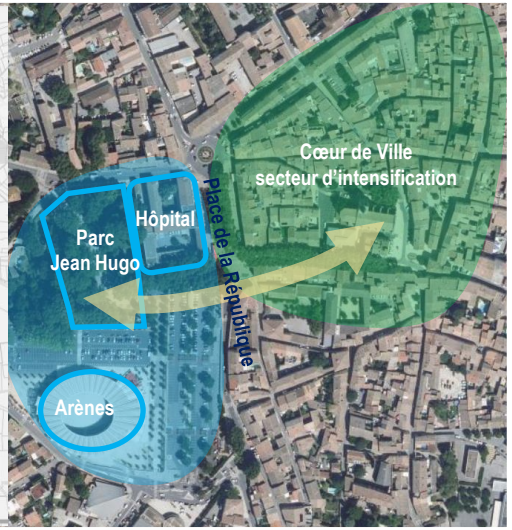
DESCRIPTION DE L'ACTION

L'îlot de l'Hôpital est un vaste espace de 4,5 ha en hyper-centre, composé aujourd'hui de l'hôpital, de l'unique parc urbain de la Ville, des arènes et d'espaces de stationnement.

Le projet de déplacement de l'hôpital au Pôle Santé au sud de la commune ouvre une opportunité unique d'envisager d'agrandir le cœur de Ville en traversant la place de la République. Disposant d'une qualité architecturale aujourd'hui faiblement mise en valeur, le bâti de l'hôpital appartient à la Ville de Lunel.

L'étude programmatique doit intégrer une réflexion à deux niveaux. À l'échelle du bâti, il s'agira d'étudier finement les modalités de mutation et de mise en valeur. Au-delà de cette approche immobilière, il s'agira d'aborder globalement cet ilot en portant une réflexion sur le lien entre les deux polarités, l'existante et celle à venir, en intégrant la plus-value apportée par la présence du parc Jean Hugo et les Arènes.









OBJECTIFS

- Anticiper la reconversion du bâti dans la perspective de la délocalisation de l'hôpital au sud de Lunel.
- Etudier une programmation complémentaire et amplificatrice de l'attractivité du cœur de Ville.

Indicateurs d'avancement

- Date de lancement de l'étude
- Présentation intermédiaire de l'étude

Indicateurs de résultat

- Date de rendu de l'étude
- Présentation aux partenaires ACV du programme d'actions

Manager de CV

Poursuite de la mission

Axe principal de rattachement –
AXE 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux :
Non identifiés à ce stade

Budget global – 40 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels -
CDC

Calendrier de l'action -
Date de lancement : 2023
Date de livraison : 2025

Localisation -
Cœur de Ville

DESCRIPTION DE L'ACTION

La ville souffre d'une vacance commerciale importante notamment dans le cœur ancien, conjugué à un habitat dégradé. L'addition de ces ingrédients nécessite une intervention forte pour enrayer cette spirale négative et relancer la commercialité du centre-ville.

L'opération ACV1, cofinançant le recrutement du Manager de centre-ville, a été déterminante pour élaborer la nature et le périmètre du circuit marchand. A l'issue d'un diagnostic mettant en lumière les forces et les faiblesses de notre commercialité, un plan d'action a été défini et piloté par le manager du centre-ville. Ce dernier est l'interlocuteur unique auprès des commerçants quelle que soit la thématique concernée (propreté, impôt, terrasse, ..). Il anime ce réseau et veille sur la vacance commerciale.
Le renouvellement du contrat du manager de ville est nécessaire pour atteindre les objectifs visés et ne pas perdre le bénéfice de la dynamique impulsée.

OBJECTIFS

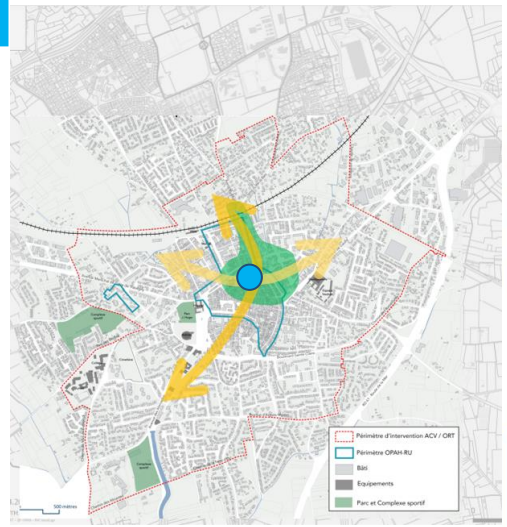
- Avoir un interlocuteur dédié en direction des commerçants pour les accompagner et redynamiser le commerce en centre-ville.
- Améliorer la lisibilité et la diversité du parcours marchand.
- Tendre vers la résorption de la vacance immobilière commerciale

Indicateurs d'avancement

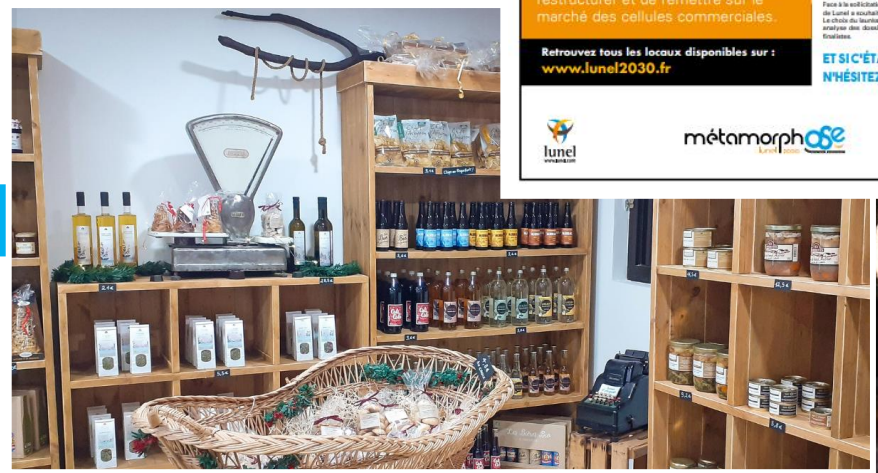
- Aménagement de nouvelles cellules / an
- Nombre de vitrines requalifiées / an

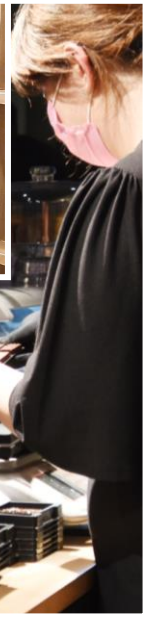
Indicateurs de résultat

- Implantation de nouveaux porteurs de projets
- Diversité de l'offre commerciale











ECONOMIE D'ENERGIE

Modernisation de l'éclairage public en cœur historique

Axe principal de rattachement – AXE 4 : Aménager durablement l'espace public et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux : Non identifiés à ce stade

Budget global - 625 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels - Feder, Etat

Calendrier de l'action - Date : 2023 à 2025

Localisation - Cœur historique

DESCRIPTION DE L'ACTION

La ville a pour ambition de moderniser progressivement l'éclairage public de Lunel en remplaçant, sans attendre l'obsolescence, le énergivore actuel au profit de solution innovantes plus économiques et écologiques.

Durant l'hiver 2022, une expérimentation a été menée pour réduire l'amplitude horaire et concentrer l'éclairage public sur des secteurs prioritaires. Ce périmètre et ses horaires se sont affinés en concertation avec les habitants et les doléances recueillies.
La lumière urbaine est donc rationnalisée et progressivement modernisée par des leds ou de la photométrie et la mise en discrétion des réseaux.

Sur son cœur historique, le choix des mâts et des spots d'éclairage apporte une finition harmonieuse à la requalification des voiries. Des spots ont ainsi été spécialement créés reprenant la Pescalune (le pêcheur de lune, effigie de la commune).

OBJECTIFS

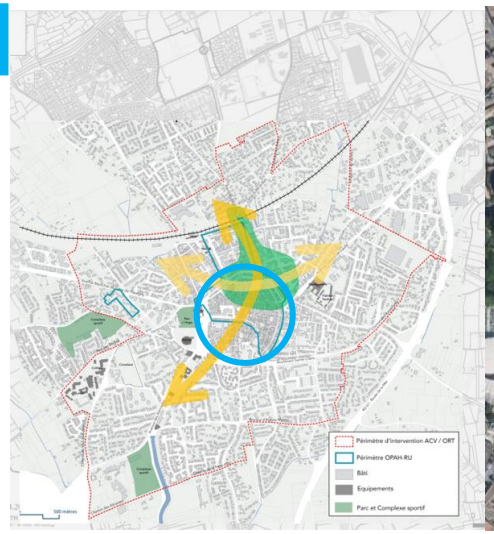
- Économie d'énergie
- Mise en valeur du patrimoine
- Aménagement du parcours de nuit
- Lutte contre le sentiment d'insécurité

Indicateurs d'avancement

- Choix du maître d'œuvre
- Engagement des travaux

Indicateurs de résultat

- Nombre de points lumineux modernisés
- Evaluation de l'économie d'énergie







QUARTIER GARE

Etude urbaine et de mobilité

Axe principal de rattachement –
AXE 1 : De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat
Axe secondaire –
AXE 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré
AXE 3 : Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux :
Non identifiés à ce stade

Budget global – 30 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels -
CDC

Calendrier de l'action -
Date de lancement / livraison : 2024/25

Localisation -
Friche ferroviaire - Sud du PEM

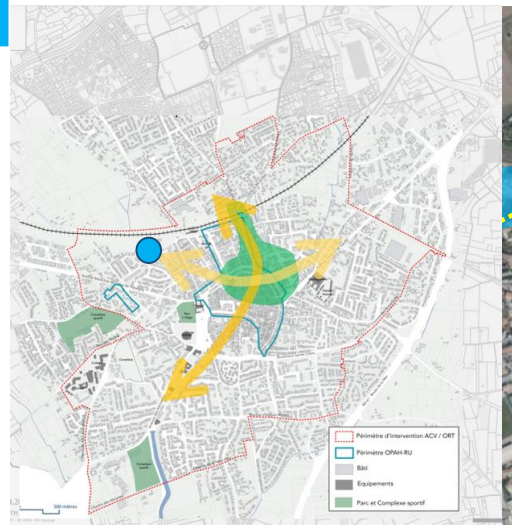
DESCRIPTION DE L'ACTION

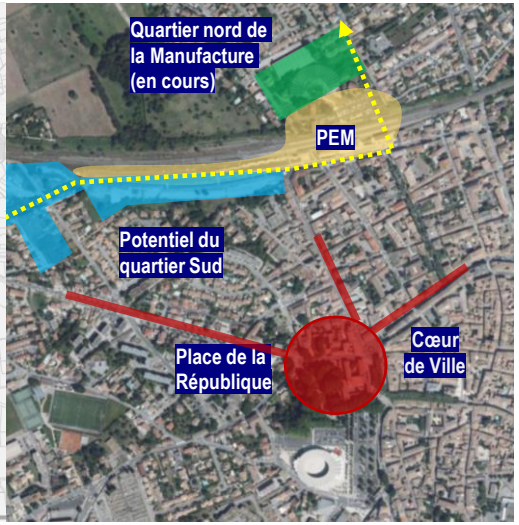
Le Pôle d'échange multimodal, récemment aménagé, fait du secteur gare un quartier particulièrement stratégique et prisé, mettant Lunel à 1/4h de 2 métropoles, Nîmes et Montpellier.

Ce secteur devient un pôle dynamique avec une attractivité élevée pour de l'habitat pour plus de mixité (permettant de proposer des compensations à des opérateurs intervenant en centre ancien) et pour des activités tertiaires participant à l'essor économique du territoire.

Ce futur quartier induit de mener une approche urbaine complémentaire aux premières esquisses d'aménagement envisagées. Elle pourra éventuellement donner lieu à une future OAP.

L'étude de mobilité doit étudier l'opportunité d'un barreau de liaison traversant ce futur quartier pour développer les modes actifs et apaiser la RN113 / place de la République située en cœur de Ville saturées aux heures d'affluence.







OBJECTIFS

- Reconquérir une friche ferroviaire
- Développer et maîtriser une offre d'habitat complémentaire à celle du cœur de Ville
- Dynamiser l'économie locale à travers l'accueil d'activités tertiaires
- Encourager le recours au train et aux modes actifs en apaisant notamment la place de la République

Indicateurs d'avancement	Indicateurs de résultat
▪ Date de lancement de l'étude ▪ Présentation intermédiaire de l'étude	▪ Date de rendu de l'étude ▪ Présentation aux partenaires ACV du programme d'actions



ZONE HUMIDE DE LA LAUNE

Etudes et travaux

Axe principal de rattachement – AXE 4 : Aménager durablement l'espace public et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux :
Non identifiés à ce stade

Budget global – 900 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels -
Agence de l'Eau, Etat,
Région, Département

Calendrier de l'action -
Date de lancement : mi 2024
Date de livraison : fin 2025

Localisation -
Au Nord Est du Cœur de Ville
A l'interface de la liaison mode doux PEM – voie verte pour Marsillargues

DESCRIPTION DE L'ACTION

Le parc de la Laune est situé à proximité immédiate du centre-ville, du PEM et longe la voie verte de Marsillargues. Véritable écrin de nature en cœur de ville sur 3 hectares, accueillant le passage du cours d'eau ouvert de la Laune, ce parc n'est aujourd'hui pas exploité et peu qualitatif.
L'ambition est donc double : faire de ce lieu un parc urbain familial et convivial tout en confortant un bassin de rétention des eaux pluviales. Il répondrait ainsi aux enjeux écologiques du changement climatique et au risque d'inondation fréquent sur notre région.

Il s'agit de faire de cet espace de nature, un atout environnemental pour le territoire et un équipement qualitatif de promenade pour les habitants. La végétation serait ainsi mise en valeur à travers une signalétique dédiée et pédagogique conjuguée à un mobilier urbain dans le thème de la nature.
Ce parc apportera à ce secteur de la ville un rayonnement bien différent en le requalifiant.

OBJECTIFS

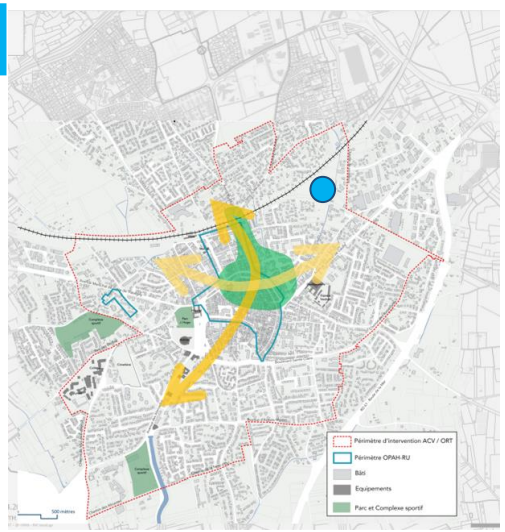
- Proposer aux habitants du cœur de Ville un second parc paysager participant à la lutte contre les îlots de chaleur
- Réduire le risque inondation en assurant une meilleure gestion hydraulique, pour une ville plus résiliente
- Favoriser la biodiversité de la faune et de la flore

Indicateurs d'avancement

- Choix de la maître d'œuvre
- Validation de l'AVP
- Engagement des travaux

Indicateurs de résultat

- nombre de végétaux plantés
- Capacité supplémentaire de rétention pluviale













ROUTE DE MAUGUIO

Requalification de l'entrée de Ville - sud

Axe principal de rattachement – AXE 3 : Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux : Non identifiés à ce stade

Budget global – 1 100 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels - Etat, Département, CCPL

Calendrier de l'action -
Date de lancement : 2023
Date de livraison : 2024

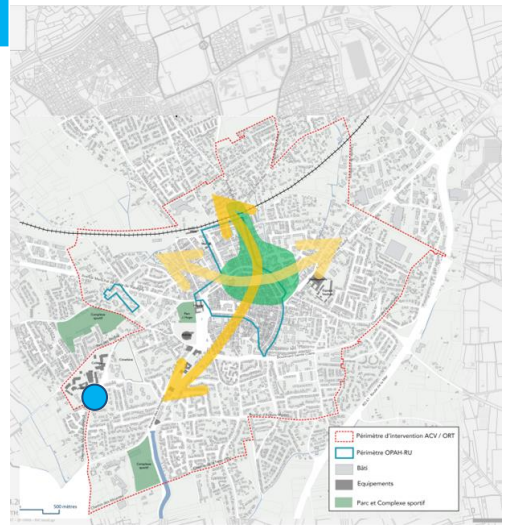
Localisation -
Avenue Gaston Baissette
Route de Mauguio

DESCRIPTION DE L'ACTION

Afin de lutter contre le dérèglement climatique et favoriser l'usage des modes de déplacement doux, un schéma cyclable a été instruit à l'échelle de la ville de Lunel. Ce schéma a révélé la nécessité de repenser les complémentarités et les coopérations entre le cœur ancien et les entrées de ville.

L'entrée de ville Sud de Lunel, située avenue G. Baissette et route de Mauguio, recense une forte zone pavillonnaire et d'habitat collectif et dessert des équipements scolaires d'importance (lycée, collège) générant des flux de circulation tant routiers que piétons importants. Cette entrée est également concernée par le projet d'extension du pôle santé (délocalisation de l'hôpital).

Première opération structurante de ce schéma, le réaménagement des voiries, incluant une sécurisation des déplacements piétons et des deux roues grâce à la création d'une piste cyclable, apportera un meilleur partage de la route et un apaisement des flux de circulation.
Le lien entre le centre-ville et cette entrée Sud de la ville en sera fortement facilitée, et permettra également de créer une continuité vers la commune de Saint Just..







OBJECTIFS

- Rééquilibrer le partage de l'espace public au profit des mobilités décarbonées.
- Encourager le report vers de nouvelles pratiques de mobilité durable et lutter ainsi contre l'engorgement routier.
- Sécuriser les déplacements des nombreux élèves





Indicateurs d'avancement

- Choix de la maîtrise d'œuvre
- Validation de l'AVP
- Engagement des travaux

Indicateurs de résultat

- Fréquentation de la piste cyclable

Structuration d'une polarité sportive au sud de Lunel

Axe principal de rattachement – AXE 5 : Constituer un socle de services dans chaque ville

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux : Non identifiés à ce stade

Budget global – 350 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels - Etat, Département

Calendrier de l'action -
Date de lancement : mi 2024
Date de livraison : 2025

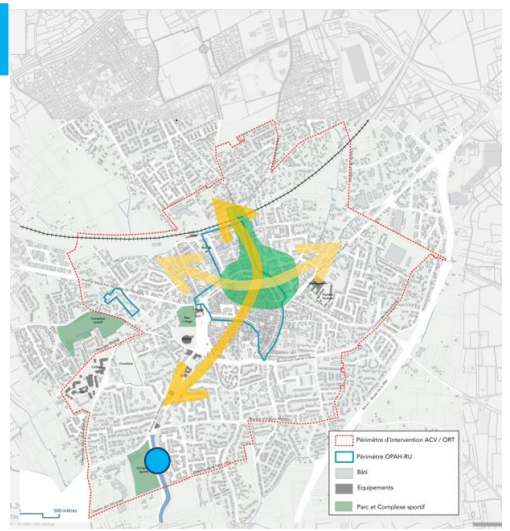
Localisation -
Avenue des Abrivados
Pôle sportif Besson

DESCRIPTION DE L'ACTION

La construction d'un nouvel équipement sportif, dédié à la pratique de l'escrime, a été actée sur le secteur Sud de l'entrée ville. A proximité immédiate de la Halle Hetet, du stade Colette Besson et point de départ pour les cyclistes et les randonneurs de la voie verte Lunel- la Grande-Motte, ce secteur va devenir un pôle sportif majeur de la ville.

L'ambition du projet est d'encourager la pratique sportive, accessible à tous, en réorganisant et en optimisant ce secteur. L'enjeu est de transformer ce site éclaté en une unique polarité sportive affirmée et attractive.

Le projet prévoit ainsi le traitement d'un parvis qualitatif reliant les différentes entités, aujourd'hui distinctes, tout en aménageant des conditions idéales d'accessibilité et de stationnement quelque soit son mode d'acheminement. La désimperméabilisation et la végétalisation de la future aire de stationnement s'accompagneront d'équipements dédiés aux pratique de mobilité à encourager (parkings sécurisés de vélos, implantation de borne électrique, …).





OBJECTIFS

- Participer à l'émergence d'une polarité sportive reliée aux réseaux cyclables
- Créer une aire de stationnement résiliente, végétalisée et de qualité environnementale
- Apporter une réponse de stationnement adaptée à tous les modes de déplacement

Indicateurs d'avancement

- Choix de la maîtrise d'œuvre
- Validation de l'AVP
- Engagement des travaux

Indicateurs de résultat

- Evolution du nombre de licenciés sportifs sur les équipements bénéficiaires de cet aménagement









ROUTE DE SOMMIERES

Requalification de l'entrée de Ville - Nord

Axe principal de rattachement – AXE 3 : Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux : Non identifiés à ce stade

Budget global – 2 000 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels - Etat, Département, CCPL

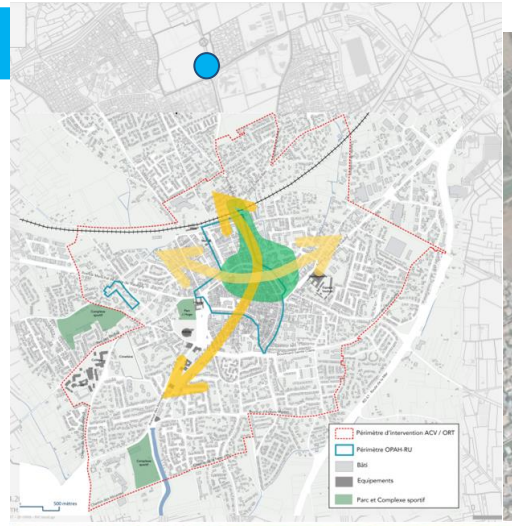
Calendrier de l'action -
Date de lancement : 2025
Date de livraison : 2025

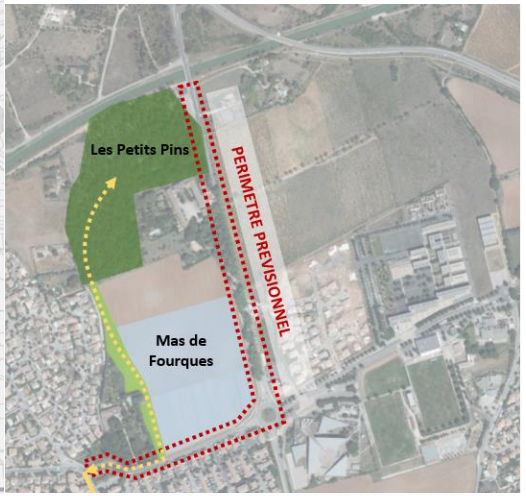
Localisation -
Avenue du Maréchal Leclerc

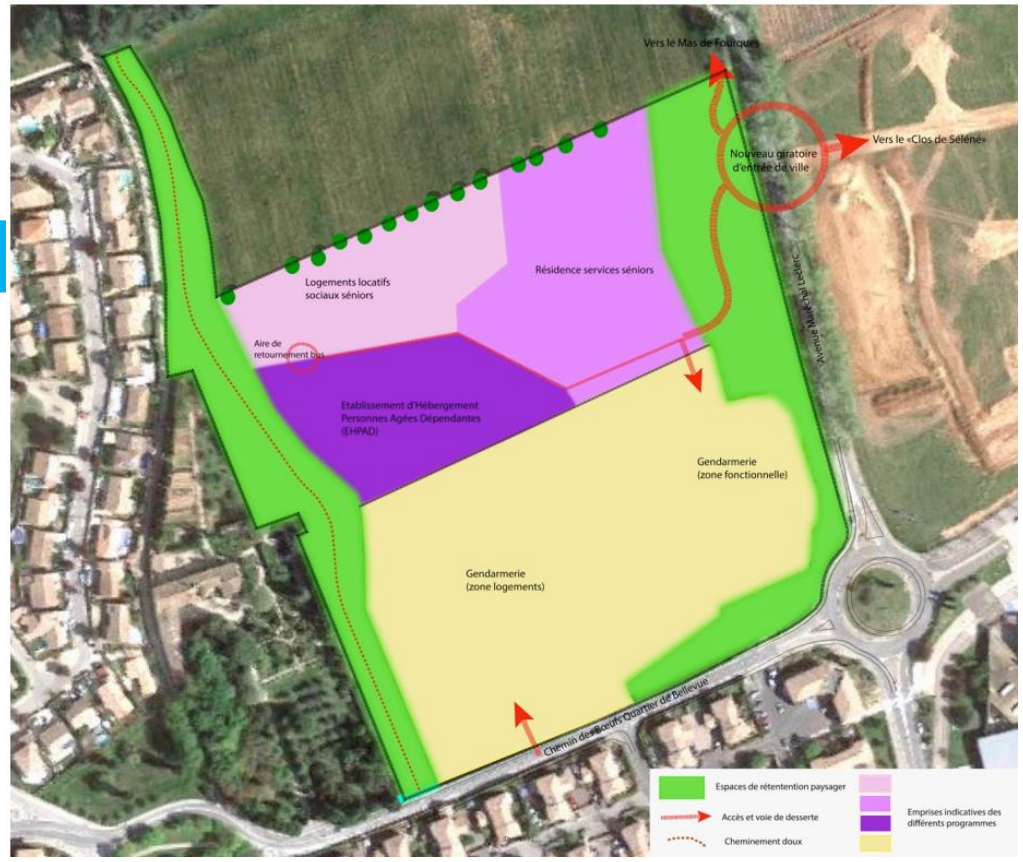
DESCRIPTION DE L'ACTION

L'entrée de ville Nord se situant le long de l'avenue du Maréchal Leclerc en direction de Sommières, constitue un axe majeur entre les communes du nord du Pays de Lunel et le centre-ville de Lunel, dont notamment le pôle d'échange multimodal. Cet axe représente également un lien important avec un ensemble d'équipements publics (Collège Ambrussum, lycée V. Hugo, complexe sportif P. Ramadier)
Cet axe va devenir d'autant plus stratégique et emprunté avec la mise en œuvre du projet urbain du Mas de Fourques, destiné à accueillir la nouvelle gendarmerie (Effectif 120 personnes) avec hébergement des familles, un programme de logements en partie sociaux adaptés aux séniors non dépendants et un EHPAD d'environ 80 lits. Ce secteur en devenir, est et sera encore davantage passant dans les années à venir. Il contribue donc fortement à l'image de la ville.

Entrée de ville peu qualitative à ce jour, des aménagements urbains sont à programmer pour sécuriser, réguler et apaiser les flux de circulation multimodale et les faire harmonieusement cohabiter.







OBJECTIFS

- Requalifier cette entrée de ville très empruntée et desservant des équipements scolaires et sportifs et accueillant prochainement un quartier incluant la future gendarmerie et les lots de compensation permettant à FDI d'intervenir sur le cœur de Ville (ilot Renard et Pharmacie)
- Traitement qualitatif et insertion paysagère de l'entrée nord
- Relier le Parc nord des Petits Pins en mode doux
- Sécuriser les usagers (automobilistes, cyclistes, piétons)

Indicateurs d'avancement

- Choix de la maîtrise d'œuvre
- Validation de l'AVP
- Engagement des travaux

Indicateurs de résultat

- Fréquentation de la piste cyclable

SCHEMA CYCLABLE

Mise en œuvre progressive

Axe principal de rattachement – AXE 3 : Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées

Maître d'ouvrage - Ville de Lunel

Partenaires locaux : Non identifiés à ce stade

Budget global - 300 000 € HT

Partenaires financeurs potentiels - Etat, Région, Département, CCPL

Calendrier de l'action - Date : 2023 à 2025

Localisation - Non localisé à ce stade

DESCRIPTION DE L'ACTION

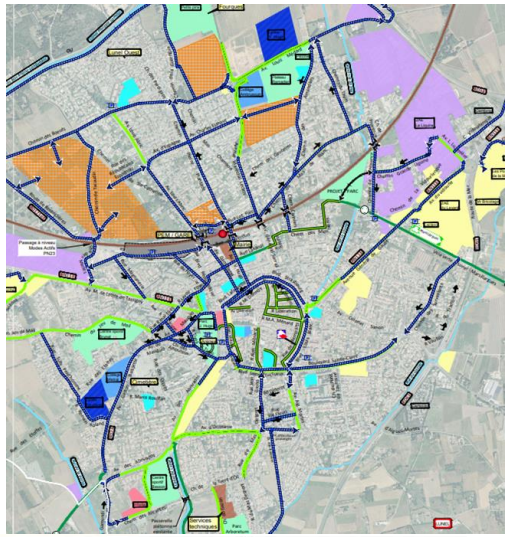
La structure urbaine de la commune se caractérise par une zone relativement homogène et sans grande déclivité. Il s'agit d'atouts majeurs pour développer les déplacements doux et notamment cyclables.

De plus, le centre-ville et ses périphéries place la grande majorité des équipements à des trajets inférieurs à 10 minutes. Enfin, des complémentarités avec les villes avoisinantes existent déjà (voies vertes Marsillargues et La Grande Motte) et le climat méditerranéen de notre région est propice aux déplacements en mode doux.

Dans ce contexte très favorable, la ville de Lunel a établi un schéma cyclable pour assurer le maillage de la ville.

La ville souhaite mettre à disposition des lunellois des aménagements adaptés, et sécurisés en privilégiant les continuités vers les principaux pôles générateurs de déplacement.





OBJECTIFS

- Promouvoir des modes de déplacements propres et actifs, adaptés à des distances raccourcies.
- Contribuer au renforcement de l'attractivité du territoire ainsi qu'au développement touristique et au développement durable.
- Offrir une alternative au monovoiturage

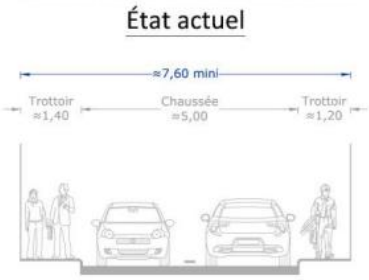
Indicateurs d'avancement

- Choix des itinéraires à aménager
- Choix du maître d'œuvre
- Engagement des travaux

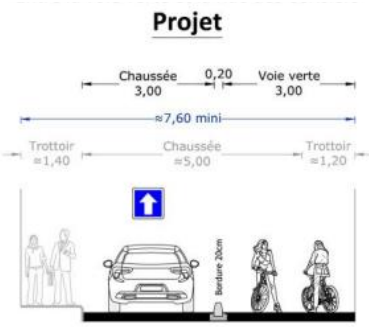
Indicateurs de résultat

- Linéaire aménagé
- Fréquentation sur les axes aménagés









Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain avec volet copropriétés en difficulté

2019-2025

OPAH-RU MULTISITES DE LUNEL

Avenant n° de la convention Action Cœur de Ville signée le 22 octobre 2018

La présente convention est établie :

Entre la commune de Lunel, **maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par Claude Arnaud : Maire,**

l'État, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Kléber Mesquida : Président du Conseil Départemental de l'Hérault

l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Kléber Mesquida : Président du Conseil Départemental de l'Hérault, et dénommée ci-après « Anah»

le Conseil Départemental de l'Hérault, représenté par Kléber Mesquida : Président du Conseil Départemental

et **la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée**, représentée par Carole Delga : Présidente du Conseil Régional

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées, signé en mars 2017,

Vu la convention de délégation de compétence du 01/01/2018 conclue entre le Conseil Départemental de l'Hérault et l'État, délégataire des aides à la pierre, en application de l'article L. 301-5-1 (L. 301-5-2)

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 25/05/2018 conclue entre le délégataire et l'Anah,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 11/12/2019, autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 23/05/2019,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la région Occitanie en date du 08/08/2019

Vu la mise à disposition du public du projet de convention d'OPAH du 04/11/2019 au 05/11/2019 à la mission centre-ville de Lunel en application de l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation

Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

La présente convention est établie : 3
Table des matières 5
Préambule 7
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application. 11
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux 11
1.1. Dénomination de l'opération 11
1.2. Périmètre et champs d'intervention 11
Chapitre II – Enjeux de l'opération 13
Article 2 – Enjeux 13
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération. 15
Article 3 – Volets d'action 15
3.1. Volet urbain 15
3.2. Volet foncier 16
3.3. Volet immobilier 16
3.4. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé 21
3.5. Volet copropriété en difficulté 24
3.6. Volet énergie et précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux 27
3.7. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat 29
3.8 Volet social 30
3.9. Volet patrimonial et environnemental 31
3.10. Volet économique et développement territorial 32
Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation 33
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires 35
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération 35
5.1. Financements de l'Anah 35
5.3. Financements de la commune de Lunel 35
5.4. Financements du Département de l'Hérault 37
5.4. Financements de la Région Occitanie 37
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation. 39
Article 7 – Conduite de l'opération 39
7.1. Pilotage de l'opération 39
7.2. Suivi-animation de l'opération 40
7.3. Évaluation et suivi des actions engagées 43
Chapitre VI – Communication 47
Article 8 – Communication 47

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation 49
Article 9 - Durée de la convention 49
Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention 49
Article 11 – Transmission de la convention 49
Annexes 49
Annexe 1. Périmètre de l'opération 51
Annexe 2. Récapitulatif des aides apportées 54
Tableau des aides – Propriétaires occupants 54
Tableau des aides – Propriétaires bailleurs 54
Tableau des aides – Syndicats de copropriétaires 55
Tableau des aides – Travaux d'office engagés par la commune 55
Tableau des aides – Façades et vitrines 56
Annexe 3. Liste des immeubles prioritaires repérés 57
Annexe 4. Projets et programme d'intervention sur le périmètre d'OPAH-RU 60
Annexe 5. Tableau de suivi des objectifs et indicateurs de la convention 61
Les objectifs quantitatifs en nombre de logements subventionnés selon les catégories cibles 61
Autres indicateurs de suivi sur l'habitat privé 62
Annexe 6 : Tableau récapitulatif des participations financières des partenaires 63

Préambule

Privilégiée par sa position géographique entre Nîmes et Montpellier, la commune de Lunel a connu depuis 50 ans une croissance démographique exponentielle, accompagnée d'un fort développement de son armature commerciale sur sa périphérie.

Malgré des créations d'emplois importantes consécutives à ce développement, la commune de Lunel connait des taux de chômage supérieurs à la moyenne départementale.

Son centre-ville et ses quartiers périphériques concentrant des zones d'habitat social connaissent des difficultés socio-économiques importantes avec une population précarisée et une forte déprise de l'activité commerciale.

Retenue dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville, Lunel s'inscrit dans le nouveau programme national de renouvellement urbain en tant que site d'intérêt régional.

Un périmètre prioritaire a été établi par les services de l'État, en concertation avec la Ville de Lunel, à partir du critère de concentration des ménages à bas revenus.

En février 2017 un protocole de préfiguration du PRU est signé permettant d'engager différentes études pré-opérationnelles sur le périmètre prioritaire.

Le protocole de préfiguration du PRU

Dans le cadre du protocole de préfiguration du PRU, les objectifs premiers fixés au Projet de Renouvellement Urbain de Lunel, sont :

- Poursuivre la réhabilitation et l'adaptation de l'habitat pour tendre vers un meilleur équilibre du peuplement. Cet objectif passera par la diversification des programmes, la requalification du centre ancien, la mise en valeur du patrimoine et la lutte contre l'habitat indigne ou insalubre, y compris des petites copropriétés. Pour y parvenir, de nouveaux outils coercitifs, non utilisés jusqu'à présent, seront mobilisés dans le cadre d'une stratégie globale (requalification d'îlots dégradés via les aides ANRU au déficit d'aménagement, , campagne obligatoire de façade...).
- Conforter la fonction de centralité et l'attractivité du centre-ville (secteur stratégique du nord-ouest du centre ancien) et créer une jonction avec le Pôle d'Echange Multimodal, en cours d'aménagement, ainsi qu'avec le secteur des arènes, qui dispose d'un très fort potentiel (création du nouvel Espace des arènes, équipement structurant, caractère stratégique de l'îlot "hôpital local", parc Jean Hugo...) ; Compte tenu des enjeux, l'intervention sur ce secteur prioritaire portera à la fois sur le champ de l'habitat, de l'activité, des espaces et équipements publics et du tourisme
- Faciliter l'accès à la centralité, symbolisée par la place de la République, en favorisant l'écomobilité ainsi qu'en créant ou en améliorant les liaisons vers les quartiers périphériques et les équipements publics majeurs (Pôle d'Echange Multimodal...). Cet objectif devra permettre à terme de rendre intégralement traversant le centre-ville en traitant les espaces publics et en renforçant l'attractivité résidentielle. Dans un horizon plus lointain, la réalisation de la déviation sud de la commune permettra également de reconquérir les espaces aujourd'hui contraints par le trafic sur la Nationale 113 traversant le centre-ville.
- Accompagner l'amélioration des quartiers d'habitat social en périphérie du centre ancien et à vocation résidentielle, par la poursuite de la réhabilitation du parc locatif social et des copropriétés voisines.

- Contribuer à un climat apaisé au sein du périmètre prioritaire de la Politique de la ville, en s'appuyant sur une concertation continue avec les habitants et les acteurs du territoire et sur une gestion urbaine de proximité avec un volet tranquillité publique.

Si Lunel n'était pas inscrite jusqu'ici dans les précédents programmes de l'ANRU, la Ville a déjà mené une politique de requalification de son centre ancien, guidée par un schéma de référence datant de 2002. Des « opérations isolées » co-financées par l'ANRU ont été réalisées dans ce cadre.

L'intervention publique a ainsi essayé de renforcer systématiquement ce secteur stratégique de la commune :

- par l'implantation de nouveaux équipements publics (musée Médard, Tour des Prisons, Maison de la Justice et du Droit, Espace Castel, Maison Jean Jacques Rousseau...),
- par la requalification d'espaces publics majeurs (place de la République, quai Voltaire, cours Gabriel Péri, place des Martyrs de la Résistance, place Jean Jaurès dite « des Caladons », place Jean Moulin, parking du Canal, entrée de ville du Pont de Vesse, Bd Louis Blanc...),
- par une action sur l'habitat, notamment à travers :
- une Opération Programmées d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement urbain (OPAH-RU), de 2005 à 2010, puis reconduite de 2010 à 2015, en partenariat avec l'ANAH et le Conseil Départemental de l'Hérault. Elle a permis de réhabiliter 281 logements, dont les deux tiers dans le centre-ancien.
- des actions spécifiques de lutte contre l'habitat indigne (78 situations d'insalubrité repérées et 46 arrêtés d'insalubrités pris) et des actions de mise en valeur des façades et des vitrines, avec le soutien du FISAC (80 devantures traitées)
- un programme de rénovation de 4 îlots dégradés et de requalification d'espaces publics, soutenu par une action foncière de la Ville et qui a donné lieu à des « opérations isolées » co-financées par l'ANRU une politique foncière de la Ville conséquente (3.5 Millions d'euros d'acquisitions foncières depuis 2002).

Malgré des résultats notables et une amélioration du cadre de vie pour les habitants qui ont pu profiter de logements et d'espaces publics rénovés, les effets sont peu visibles à l'échelle du centre-ville qui conserve encore des poches de dégradations et souffre d'une image déqualifiée.

Ce centre-ville est même souvent rejeté par les personnes qui vivent en dehors de ce secteur perçu comme un lieu de concentration d'une population en difficulté, avec une l'attractivité commerciale très faible.

Les phénomènes communautaires n'ont fait que renforcer ce rejet malgré les réels efforts de la municipalité pour améliorer le cadre de vie et maintenir voire renforcer les services et équipements publics en centre-ville.

Les études réalisées sur le PRU en 2018

C'est dans ce contexte que la commune de Lunel a engagé en 2018 diverses études sur ce périmètre prioritaire dans lequel s'intègre la majeure partie de son centre ancien : étude urbaine, étude habitat (valant étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU avec volet copropriétés) et peuplement, étude commerce. Un plan d'action pour la reconquête du centre ancien a ainsi pu être élaboré.

Les constats clés issus de l'étude habitat et de peuplement conduite en 2018 peuvent être résumés en ces termes :

Le centre ancien, malgré des déséquilibres dans les statuts d'occupation (72% de locataires), conserve une forme de mixité sociale :

- si la part des ménages vivant sous le seuil de pauvreté est plus importante que la moyenne communale (45% dans le centre ancien contre 37% à l'échelle de la commune), elle reste bien en deçà de la moyenne de la totalité du périmètre du QPV (64%)
- le centre-ville se caractérise par la présence d'une population historique de propriétaires occupants installés en moyenne depuis près de 20 ans dans leur logement, et donc une population qui vieillit (13% des habitants du centre ancien ont plus de 64 ans)
- la composante jeune est très marquée : 36% des habitants du centre ancien ont mois de 24 ans

Le centre ancien de Lunel concentre des phénomènes d'habitat dégradé, de vacance des logements et d'absence de gestion des immeubles en copropriété qui contribuent à la déqualification du centre historique :

- 271 logements vacants, soit 18% du parc de logements du centre ancien ; dont un noyau dur de 106 logements vacants depuis plus de 2 ans (vacance structurelle)
- 73% des immeubles du centre ancien présentent des signes de dégradation plus ou moins avancés : 108 bâtiments à l'état apparent très dégradé et 455 en état moyen ; seul un tiers des façades est en bon état, ce qui contribue à une image du centre ancien dévalorisée
- Le parc privé potentiellement indigne (PPPI) représente 34% des logements du parc privé en centre ancien (24 points de plus que la moyenne communale), soit 612 logements : ces logements constituent un parc de logements sociaux de fait, puisque 82% des occupants du PPPI du centre ancien sont des locataires dans un contexte où la part de logements sociaux publics représente moins de 5% du total du nombre de logements du centre ancien
- 106 copropriétés en centre ancien regroupant en moyenne 4 logements, des immeubles majoritairement non administrés (pas de syndic) dont certains en mauvais état

Le positionnement géographique de Lunel et les valeurs immobilières attractives sont autant d'atouts pour capter de nouvelles populations :

- Le centre ancien est attractif : si la part des propriétaires occupants s'est stabilisée entre 1999 et 2014, la part des locataires a augmenté de 10%. Les emménagés récents du centre ancien sont pour plus de la moitié extérieurs à la commune de Lunel
- Les valeurs immobilières en centre ancien restent attractives au regard du positionnement géographique de la commune et sont inférieures à la moyenne communale : en moyenne 1.400€/m² pour un logement décent et 800€/m² pour un bien à rénover,

166 immeubles en copropriété sur le QPV dont 106 sur le centre ancien majoritairement inorganisée (sans syndic) :

- 53% des copropriétés du QPV présentent des risques de déqualification (bâti dégradé, population vieillissante, taux de propriétaires occupants faible, nombreuse ventes, montant des transactions inférieures au marché)
- 2 copropriétés du QPV situées en périphérie du centre ancien présentent plus particulièrement des signes avérés de déqualification couplés à des taux d'impayés élevés : Le Mistral (49 logements) et L'Oustal (80 logements). Située à côté l'une de l'autre, le long de la route de Montpellier, ces deux copropriétés sont gérées par deux syndics différents tous deux confrontés à des taux d'impayés élevés. Ces deux copropriétés nécessiteront un accompagnement renforcé pour stopper le cycle de déqualification du bâti, en cours dans un quartier en voie de requalification suite à des opérations de démolition-reconstruction de logements sociaux réalisées dans le cadre d'une précédente opération de renouvellement urbain.

Le croisement de ces constats avec ceux de l'étude urbaine et de l'étude commerce a permis de faire émerger 3 défis à relever pour la reconquête du centre ancien :

- Défi 1 : Un cœur de ville plus intense :
    - un cœur de ville des courtes distances, accessible dont les parcours sont lisibles

- un cœur de ville commerçant renforcé, plus animé car plus restreint
- un cœur de ville où chaque action est coordonnées : rez-de-chaussée, logement, façade, espaces publics

- Défi 2 : un centre ancien mixte, singulier, pour tous
  - un centre ancien pour tous qui offre des conditions d'habitat digne aux actuels occupants et donnent envie à d'autres de s'y installer
  - un centre ancien où les interventions sur les espaces publics, les services et les commerces (« dehors ») comptent autant que la qualité des logements (« dedans ») pour attirer et faire rester ceux qui sont venus s'installer plus récemment
  - un centre ancien où les interventions sur le bâti se concentrent sur des îlots pour rechercher un effet levier et sur le recyclage des biens communaux
  - un centre ancien dont la singularité (son patrimoine bâti, ses espaces publics) rendent fiers ses occupants et l'ensemble des Lunellois
  - un centre ancien apaisé où il est agréable d'habiter, de déambuler, de faire ses achats, etc.
- Défi 3 : un centre-ville à élargir et faire rayonner
  - un centre-ville qui rayonne grâce à ses polarités commerciales, culturelles et multimodales
  - un centre-ville identifiable grâce à sa qualité d'espaces publics, leur continuité et leurs aménités
  - un centre-ville pour tous, qui évolue grâce à ses potentialités foncières et immobilières

La convention « Action Cœur de Ville »

Le premier acte de mise en place de ce plan d'actions s'est traduit par la signature, le 22 octobre 2018, d'une convention « Action Cœur de Ville » entre la commune de Lunel, la Communauté de Communes du Pays de Lunel, l'Etat, la Caisse des Dépôts et Action Logement Groupe.

En effet, la commune de Lunel a été retenue pour faire partie de ce programme qui concerne un total de 222 territoires présentés par l'Etat le 27 mars 2018.

Le programme « Action Cœur de Ville » doit permettre, par une approche globale et coordonnée entre les acteurs, de créer les conditions efficientes du renouveau et du développement des villes moyennes, en mobilisant les moyens de l'État et des partenaires en faveur de la mise en œuvre de projets de renforcement des cœurs de ville, portés par les communes centres et leurs intercommunalités.

Les premiers projets prévus au titre de cette convention concernent la création d'une place au niveau de la porte Notre-Dame (derrière l'office de tourisme), la requalification de la rue Max-Dormoy et la rue de la Libération, l'esplanade Roger-Damour et l'allée Baroncelli, le réaménagement du parking des Abrivados et la création d'une liaison en modes doux sur le boulevard Sainte-Claire, le long du quartier d'habitat social de La Roquette pour mieux rattacher celui-ci au centre.

Les signatures à venir de l'avenant à la convention cadre, valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) et de la convention PRU avec l'ANRU viendront compléter les engagements partenariaux et financiers sur le PRU et le centre ancien.

Issue d'une approche intégrée et concertée, l'OPAH-RU multisites de Lunel 2019-2025 constitue ainsi l'une des réponses aux grands enjeux de ce territoire.

À l'issu de ce constat ces constats, il a été convenu ce qui suit :

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

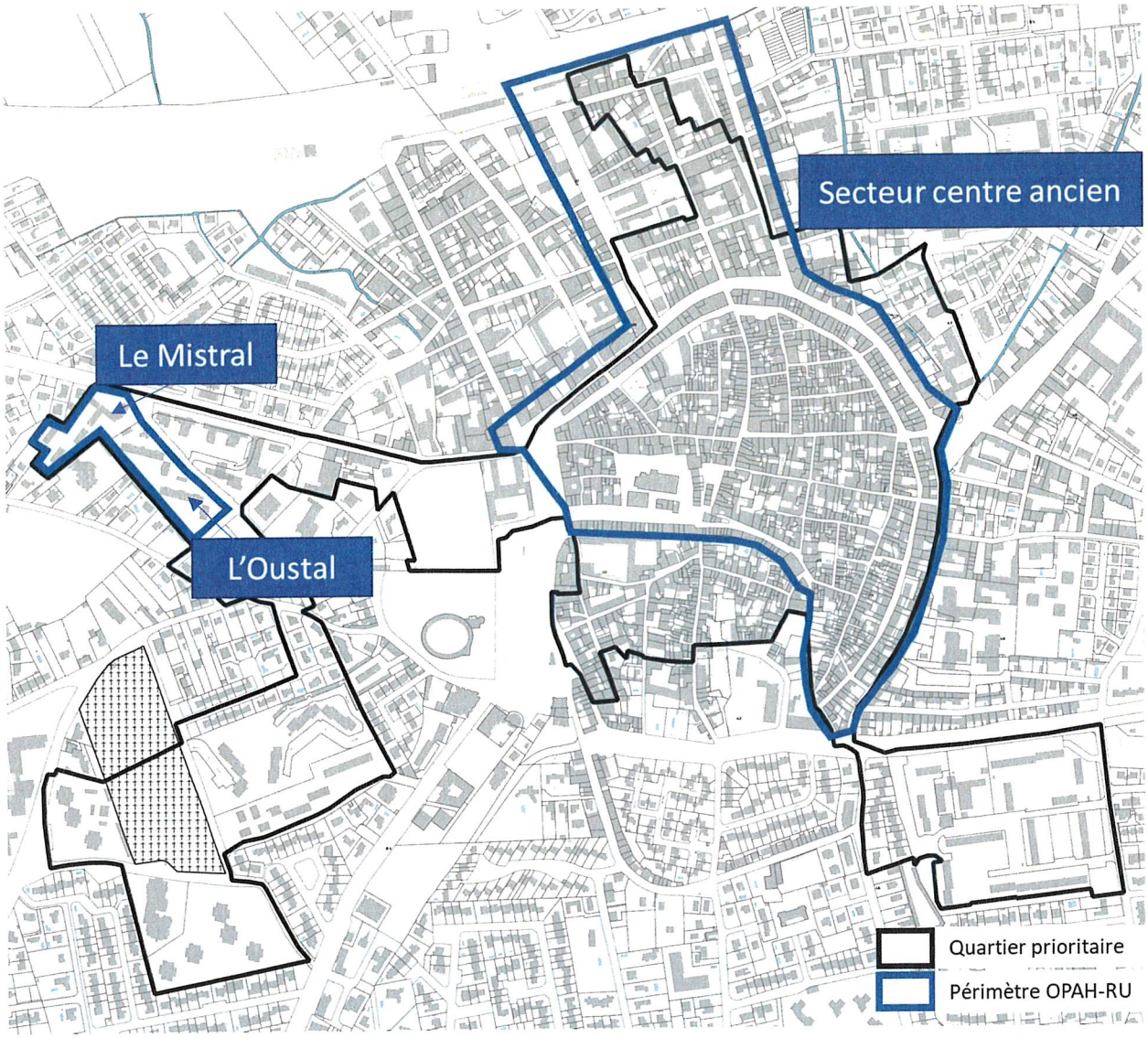
1.1. Dénomination de l'opération

La commune, l'Anah, le Conseil Départemental de l'Hérault et la Région Occitanie décident de réaliser une opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH-RU) multisites avec volet copropriétés en difficulté.

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention concerne une grande partie du centre ancien, où se concentrent les problématiques de déqualification du bâti et de précarité sociale, étendu à une partie des quartiers édifiés en XIX° siècle entre le centre ancien et la gare.

Les copropriétés L'Oustal et Le Mistral sont situées dans le périmètre QPV mais hors du centre ancien. , Un accompagnement renforcé sera engagé dans le cadre d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété qui sera mis en place dans l'objectif de redresser ces copropriété après réalisation de diagnostics multicritères.



Les champs d'intervention visent les logements ou immeubles du parc privé construits depuis plus de quinze ans et dont les propriétaires et les projets de travaux répondent aux critères d'éligibilité des partenaires financiers (critères financiers, techniques, etc.).

L'opération s'adresse aux propriétaires occupants éligibles aux aides de l'Anah, aux propriétaires bailleurs produisant des logements à loyers maitrisés ainsi qu'aux copropriétés en difficulté.

Chapitre II – Enjeux de l'opération

Article 2 – Enjeux

Les enjeux centraux du dispositif d'OPAH-RU suivant ont été clairement identifiés lors de l'étude pré opérationnelle :

- Enjeux urbains :
  - Changer l'image du centre-ancien notamment à travers la requalification d'ilots stratégiques, d'immeubles ponctuels et des aménagements de qualité
  - Augmenter l'attractivité du centre-ancien
  - Rééquilibrer le peuplement / renforcer la mixité sociale
  - Ouvrir le centre-ancien sur le reste du territoire, favoriser son accessibilité
  - Implanter et maintenir les équipements publics
- Enjeux habitat et sociaux :
  - Requalifier un parc dégradé parfois insalubre
  - Garantir aux locataires des conditions de logements décents
  - Maintenir les occupants âgés ou handicapés dans leur logement
  - Produire une offre en accession abordable, en début de parcours résidentiel, pour attirer de nouveaux habitants
  - Produire une offre en logements à loyers maitrisés de qualité
- Enjeux économiques :
  - Dynamiser le tissu commercial en centre-ville
  - Favoriser l'implantation de commerces de proximité
- Enjeux patrimoniaux :
  - Valoriser le patrimoine par la qualité des aménagements réalisés sur l''espace public
  - Préserver le patrimoine architectural lors des interventions sur l'habitat.

Les axes d'interventions déclinés à partir de ces enjeux sont les suivants :

- Favoriser la réhabilitation de l'habitat dans sa globalité :
  - Privilégier la réhabilitation complète des immeubles
  - Lutter contre l'habitat indigne et dégradé
  - Développer une offre de logements à loyer maitrisé
  - Favoriser les économies d'énergie et lutter contre la précarité énergétique
  - Accompagner le maintien à domicile des personnes âgées et handicapées
- Restructurer ponctuellement le tissu urbain :
  - Restructurer l'ilot Libération dans le but de traiter les immeubles insalubres et vacants pour favoriser l'installation de nouveaux ménages et préserver la destination commerciale des RDC actuellement en activité
  - Restructurer l'îlot Pharmacie dans le but d'améliorer la qualité d'habiter en cœur d'îlot par des actions de curetage et la création d'un jardin pour la crèche

- Imposer la réhabilitation des immeubles vacants à forte valeur patrimoniales et/ou insalubres au moyen de DUP d'Opération de Restauration Immobilière (ORI) pour favoriser les réhabilitations complètes et de qualité
- Favoriser la venue d'accédants à la propriété dans des maisons de ville avec extérieurs et/ou stationnement en recyclant notamment le parc communal de maison de ville vacante (vente avec cahier des charges)
- Soutenir la venue de nouveaux investisseurs en maitrisant la qualité des produits de sortie dans le cadre des opérations de restauration à l'îlot et en orientant l'investissement privé en faveur de la création de logements conventionnés de qualité
- Disposer de logements locatifs répondant aux normes d'habitabilité :
    - Mise en place du permis de louer
    - Signature avec la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) d'une convention pour la mise en place de contrôle de la décence des logements locatifs
- Surveiller et accompagner les copropriétés qui présentent des signes de fragilités : amplification des actions auprès des copropriétés sur la base d'une liste d'immeubles à étudier et à traiter (accompagnement à l'organisation juridique de la copropriété et/ou à la mise en œuvre d'un programme de travaux adapté)
- Mettre en valeur le patrimoine :
    - En garantissant sa prise en compte dans les projets de réhabilitation et à travers une action façade
    - En valorisant les commerces de proximité, en accompagnant les travaux de réfection des vitrines commerciales

Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération.

Ces enjeux ont conduit la Ville, l'Anah, le Département de l'Hérault et l'État à retenir le cadre opérationnel d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites comprenant un volet copropriétés dégradées pour la mise en œuvre des actions permettant de traiter les problématiques identifiées et d'atteindre les objectifs fixés pour chacune d'entre elles.

Les objectifs de l'OPAH-RU de la Commune de Lunel répondent à la politique de l'Anah et s'orientent sur les thèmes suivants : lutte contre l'habitat indigne, amélioration de l'habitat dégradé et très dégradé, lutte contre la précarité énergétique, autonomie de la personne, traitement des copropriétés en difficulté.

Article 3 – Volets d'action

3.1. Volet urbain

3.1.1 Descriptif du dispositif

Le principal enjeu de l'OPAH RU est d'augmenter l'attractivité du centre-ancien. Cette attractivité passe par :

- Un changement d'image qui peut être initié à travers des opérations d'habitat et des aménagements de qualité
- Une tolérance zéro pour les marchands de sommeil
- Une plus grande mixité sociale
- Une ouverture sur le reste du territoire
- La présence de services et d'équipements publics
- L'existence d'un tissu commercial de proximité dynamique

Les études prévues au protocole de préfiguration NPNRU ont permis d'accompagner la commune de Lunel dans la structuration d'un projet urbain global qui détaille des projets qui visent :

- La requalification de l'espace public
- La redynamisation du commerce et de l'activité économique en centre ancien
- La valorisation du patrimoine
- Le confortement ou la création de nouveaux services et/ou équipements publics
- L'aménagement de circulations douces et de stationnement

Tout cela en étroite coordination avec l'amélioration de l'habitat.

Les projets et leurs financements sont détaillés en annexes et comportent un calendrier prévisionnel de mise en œuvre.

3.1.2 Objectifs

Le calendrier prévisionnel des réalisations programmées des projets tiendra lieu d'indicateur principal de suivi du projet.

En complément, seront évaluées les actions mises en œuvre par la ville : pertinence et efficacité des actions au regard des objectifs communs définis au démarrage, complémentarité des outils et moyens mobilisés par la ville et par la communauté de communes selon leurs compétences respectives.

Des comités de suivi des actions seront fixés régulièrement et participeront à l'auto-évaluation.
Le bilan annuel rendra compte de ces objectifs et des différents indicateurs de suivi. Il proposera le cas échéant des axes d'amélioration, qui donneront lieu à des avenants à la présente convention.

3.2. Volet foncier

3.2.1 Descriptif du dispositif

Le diagnostic de l'étude pré-opérationnelle a mis en évidence les difficultés rencontrées dans le centre ancien et notamment la prégnance d'îlots et d'immeubles dégradés. Le centre ancien de Lunel conjugue un faisceau de difficultés structurelles d'abord, avec une morphologie contrainte et un bâti souvent dégradé, sociologiques ensuite, avec une concentration des ménages disposant de ressources modestes. Dans les secteurs les plus touchés, on assiste à un recul des propriétaires occupants et à une augmentation de la vacance.

L'intervention de la commune de Lunel en matière d'acquisition foncière existe depuis de nombreuses années. La commune a ainsi pu ces quinze dernières années mettre en place les acquisitions préalables à la restructuration de 4 îlots dégradés (Ilot Jean Jacques Rousseau, Ilot Alsace-Lorraine, Ilot Salengro et Ilot des Caladons). En parallèle de ces opérations, les acquisitions s'effectuent au gré des opportunités, et sur des échelles allant du rez-de-chaussée commercial à l'immeuble complet.

Cette intervention foncière volontariste a vocation à se poursuivre, désormais dans une visée stratégique telle que définie par le projet urbain, pour engager la restructuration des îlots Libération et Pharmacie mais aussi la réhabilitation complète et de qualité d'immeubles dégradés pré-identifiés qui intégreront le patrimoine communal à la suite d'une vente amiable ou de l'exercice par l'actuel propriétaire privé de son droit de délaissement dans le cadre de DUP d'Opération de Restauration Immobilière (ORI). Ces trois vecteurs (deux îlots et une série d'immeuble pré-identifiés), verront se concentrer les efforts de la collectivité avec pour ambition de provoquer des déclencheurs d'une nouvelle attractivité.

A ce titre, la commune de Lunel bénéficiera d'une subvention sur le déficit d'aménagement de la part de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU).

Ces interventions foncières devront *in fine* concourir à la production d'une offre nouvelle de logements (en accession à la propriété, en locatif social et en locatif libre) de qualité dans un environnement urbain requalifié.

3.2.2 Objectifs

Le calendrier prévisionnel des acquisitions programmées tiendra lieu d'indicateur principal de suivi du projet.
Il s'agira également de quantifier le volume des acquisitions réalisées au regard du prévisionnel (nombre d'immeubles acquis, dépenses engagées pour ces acquisitions) et de détailler pour chacune d'entre elles la procédure utilisée qui a conduit à l'acquisition.

3.3. Volet immobilier

D'une manière générale, la redynamisation des centres anciens passe par une action sur le bâti existant en différenciant :

- les stratégies de traitement à l'immeuble par le biais de procédures incitatives ou coercitives
- les stratégies de traitement à l'îlot nécessitant une intervention de traitement dédié

Sur la commune de Lunel, le recyclage des îlots et la réhabilitation des immeubles isolés devra concourir à produire une offre de qualité tant en accession qu'en locatif pour répondre notamment aux enjeux de mixité sociale et d'équilibre de peuplement décrits précédemment.

Poursuivre le développement d'une offre de logements à loyers et charges maîtrisés par le biais du conventionnement avec et sans travaux

La production de logements locatifs privés conventionnés sur la commune de Lunel a été particulièrement importante ces dernières années. Cette production répond à un besoin avéré et vient compléter l'offre du parc de logements sociaux publics sur le centre ancien. Les logements produits pourront de plus contribuer aux solutions de relogement des occupants de logements insalubres mais aussi des occupants des immeubles situés dans les deux îlots à restructurer.

Un conventionnement systématique des logements est attendu ainsi qu'une exigence de qualité à la fois architecturale et énergétique. Le propriétaire s'engage à louer son logement pendant 9 ans minimum (6 ans pour le conventionnement sans travaux). Les loyers sont plafonnés en fonction d'un prix au m² de surface utile fixé par l'Anah et adapté localement. Le propriétaire s'engage à louer à des personnes qui respectent des conditions de ressources. Les logements conventionnés ouvrent droit à l'APL (Aide personnalisée au logement).

Pour améliorer les rapports locatifs, l'opérateur informera des outils de financement mis en place par le Conseil Départemental pour aider au financement des travaux de remise en état des logements suite à une relocation. Sur présentation des devis, le Département peut réserver une aide de 30% du montant HT des travaux (plafond de travaux de 5.000€ par logement – déduction faite de l'indemnité d'assurance éventuellement perçue).

Les objectifs de réalisation sont détaillés dans l'article 4.
Les aides mobilisables par les propriétaires bailleurs sont présentées en annexes.

***Indicateurs de résultats pour les propriétaires bailleurs** : nombre et caractéristiques des logements ayant fait l'objet d'une subvention avec décomposition loyers conventionnés, logements vacants remis sur le marché, logements occupés réhabilités, logements créés.*
Analyse des loyers produits en comparaison aux données de l'observatoire des loyers du parc privé réalisé par l'ADIL (mesure des écarts entre loyers libres et loyers maîtrisés)
(cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs)

Favoriser l'accession à la propriété en centre-ancien et conforter la présence des propriétaires occupants

Il s'agit de promouvoir l'accession à la propriété à prix maitrisé.

L'enjeu de mixité sociale et d'équilibre de peuplement sous-entend de maintenir et renforcer la présence de propriétaires occupants dans les centres-anciens qu'ils ont aujourd'hui tendance à quitter.

Le foncier bien moins onéreux qu'en périphérie se présente comme une opportunité pour développer une offre en début de parcours résidentiel.

Il s'agira par exemple de renforcer la présence de propriétaires occupants en centre ancien et à attirer de nouvelles populations qui pourront ainsi bénéficier des nombreux équipements de la commune mais aussi de la proximité avec les pôles d'attraction que sont Nîmes et Montpellier ; le tout dans un environnement où les dynamiques de requalification, de par leur concentration, contribuent à améliorer fortement le cadre de vie.

En plus d'abonder les aides à l'amélioration de l'habitat sur la forte dégradation du bâti et les travaux en sortie d'insalubrité, la commune de Lunel propose une prime « accession » pour toucher un plus grand nombre de ménages : la prime accession, d'un montant de 10% du montant du coût de l'acquisition (la prime est plafonnée à 10.000€ par logement), sera délivrée sous condition de réalisation de travaux d'un minimum de 50.000€ HT. Le propriétaire s'engage à occuper son logement au titre de résidence principale pendant 6 ans minimum. La subvention est soumise aux plafonds de ressources fixés par l'Anah.

Pour les propriétaires occupants les plus modestes, FDI SACICAP pourra être mobilisé dans le cadre de la convention qui lie cet organisme avec le Conseil Départemental de l'Hérault (délégataire des aides à la pierre) pour le financement des restes à charge à taux bas et le préfinancement gratuit des subventions.

Par ailleurs la Fondation Abbé Pierre reste mobilisable pour boucler les plans de financement des propriétaires occupants en situation de logement indigne prioritairement mais aussi de précarité énergétique.

Les objectifs de réalisation sont détaillés dans l'article 4.
Les aides offertes sont présentées en annexes.

Indicateurs de résultats pour les propriétaires occupants : *nombre et caractéristiques des logements ayant fait l'objet d'une subvention/prime (cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs)*

Requalifier les îlots et immeubles les plus dégradés

Couplée aux statistiques existantes, l'étude pré-opérationnelle a rendu compte de la prégnance d'un habitat très dégradé voire insalubre dans le centre-ancien. La morphologie urbaine de certains secteurs ne se prête pas toujours à une production de logements par simple mobilisation des outils incitatifs et parfois nécessite la recomposition au moins partielle du tissu urbain.

Sur Lunel, plusieurs leviers seront mobilisés concomitamment à l'OPAH RU pour renforcer l'action publique sur un immeuble, un îlot, dont :

- l'Opération de Restauration Immobilière (ORI) qui contraint les propriétaires, sous déclaration d'utilité publique, à faire une réhabilitation complète de leur bien sous peine d'expropriation ou mettre en œuvre leur droit de délaissement,
- la DUP Loi Vivien qui permettent d'acquérir des immeubles insalubres irrémédiables ou sous arrêté de péril avec interdiction définitive d'habiter pour les restructurer, souvent à l'échelle de l'îlot, afin de les remettre en situation d'être réhabilités ou les démolir.

La DUP d'ORI (Opération de restauration Immobilière) :
Le champ des ORI est défini par l'article L.313-4 du Code de l'Urbanisme : « Les opérations de restauration immobilière consistent en des travaux de remise en état, de modernisation ou de démolition ayant pour objet ou pour effet la transformation des conditions d'habitabilité d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles. »
Dans la cadre de l'ORI, les travaux sont déclarés d'utilité publique (DUP « travaux ») et notifiés aux propriétaires lors de l'enquête parcellaire, entraînant pour ceux-ci une obligation de faire, sous peine d'expropriation. Dès l'arrêté de DUP, et s'ils n'ont pas l'intention d'exécuter le programme de travaux qui leur est imposé, les propriétaires peuvent mettre la collectivité en demeure d'acquérir leur bien en mobilisant le « droit de délaissement ».

L'ORI est l'outil pertinent lorsque l'immeuble dégradé peut être réhabilité et restructuré (démolitions de locaux ou adjonctions diverses, traitement des cours...) à l'échelle de la parcelle et que son acquisition n'est pas nécessaire à la restructuration de l'îlot dans son ensemble.
Lorsqu'il est pertinent au regard du projet global, c'est un mode opératoire qui permet à la collectivité de ne s'engager qu'*a minima* dans les acquisitions foncières L'essentiel des travaux est donc porté par les propriétaires (ou les investisseurs) qui sont soutenus, pour faire face à leurs obligations, par les aides publiques directes dans le cadre de l'OPAH (ANAH, Ville...).
Lorsqu'une partie des immeubles doit être achetée par la collectivité dans ce cadre, les déficits d'aménagement générés seront, ici dans le cadre du NPNRU d'intérêt régional, financés par l'ANRU.
Dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle, 22 immeubles ont été fléchés pour faire partie intégrante de l'ORI, dont 17 immeubles sur les îlots Libération et Pharmacie.
Au regard du nombre important d'immeubles fléchés en ORI sur l'îlot Pharmacie, le traitement de cet îlot s'effectuera en deux tranches.
Au total, sur la première tranche correspondante aux cinq années suivants la signature de la convention d'OPAH-RU, 8 à 10 DUP d'ORI seront lancées.
La liste des immeubles concernés est annexée à la présente convention.

La DUP Loi Vivien :
Ce dispositif est issu de dispositions législatives et réglementaires du code de la santé publique et du code de la construction et de l'habitation, ainsi que de la loi Vivien du 10 juillet 1970. D'une part, il repose sur des outils juridiques, relatifs à la procédure d'expropriation simplifiée instaurée par la loi Vivien et aux procédures de lutte contre l'habitat indigne. Les déficits d'aménagement générés seront, ici également dans le cadre du NPNRU d'intérêt régional, financés par l'ANRU.
La DUP Loi Vivien est l'un des modes de traitement les plus coercitifs de la lutte contre l'habitat indigne. Elle constitue donc un outil de dernier recours, lorsque la gravité des désordres constatés sur le bâti, le nombre d'immeubles et de ménages concernés exigent une intervention importante, dépassant l'intervention sur une seule et unique parcelle, sauf cas exceptionnel.
La DUP Loi Vivien est fléchée sur 5 immeubles très dégradés situés dans les îlots Libération et Pharmacie.
La liste des immeubles concernés est annexée à la présente convention.

Afin d'affirmer la dimension opérationnelle du projet de requalification du centre ancien, l'OPAH RU intègre au suivi-animation un accompagnement au recyclage des îlots et immeubles dégradés et une animation de l'Opération de Restauration Immobilière.

Sur la base d'une liste d'immeubles à recycler, cet accompagnement s'articulera de la manière suivante :

- L'opérateur assistera la commune en charge du recyclage foncier dans la réalisation des dossiers préalables à la DUP : sécurisation juridique de la procédure, établissement des fiches immeubles et des programmes de travaux correspondant, lien avec l'UDAP, la Préfecture et le Commissaire enquêteur désigné pour suivre l'enquête publique. De manière générale, l'opérateur accompagnera, en tant que de besoin, la commune dans toutes les étapes de la procédure, jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral : réponses à des demandes de précisions de la Préfecture ou du Commissaire Enquêteur, conseil juridique auprès de la Ville de Lunel pour la rédaction de documents (courriers, délibérations, ...), ajustements du dossier de DUP aux demandes de la Préfecture, etc.
- Il réalisera, pour les immeubles qui n'ont pas vocation à être acquis par la puissance publique, des pré-études complètes (technique, financière et fiscale) pour apporter une aide à la décision pour les propriétaires privés avant la mise en place de la DUP travaux ; ces pré-études pouvant être réactualisées si nécessaire après la prise de la DUP afin de correspondre à la situation du nouveau propriétaire en cas de revente du bien par le propriétaire initial

- Il assurera des missions d'information et de conseil de tout investisseur qui s'engagerait dans le projet de requalification d'îlots ou d'immeubles et informera en continu la commune ou son opérateur en charge du recyclage foncier de l'avancée des dossiers
- Les aides financières prévues dans la présente convention seront mobilisables pour les propriétaires répondant aux conditions d'éligibilité en vigueur. Ces derniers bénéficieront de l'accompagnement et de l'assistance de l'opérateur en charge du suivi-animation de l'OPAH-RU y compris pour le dépôt des autorisations d'urbanisme préalable (déclaration préalable, permis de construire)
- Si le propriétaire concerné par la DUP souhaite vendre son immeuble : l'opérateur accompagne la commune et son aménageur dans la recherche d'investisseurs potentiels, en veillant à ce que ces derniers aient la volonté de réaliser un projet conforme à la DUP de Restauration Immobilière
- Si le propriétaire refuse de s'engager dans un projet de réhabilitation, le prestataire accompagne la Ville de Lunel dans la définition d'une stratégie foncière d'immeuble (enquête parcellaire, acquisition à l'amiable, poursuite des négociations, incitation à la vente, sollicitation de l'EPF Occitanie, ...). Il réalise alors une pré-étude de faisabilité afin d'aider le propriétaire à céder son bien immobilier. Celle-ci comprend une esquisse d'aménagement ainsi qu'une estimation des coûts des travaux, conformément à la DUP de Restauration Immobilière. Dans l'hypothèse où la Ville de Lunel se portait acquéreur d'un bien, le prestataire l'accompagnera dans sa démarche de revente (co-élaboration du dossier d'appel à projets via la réalisation de l'étude de pré faisabilité, proposition de contacts de diffusion, participation à l'analyse des offres)
- Quand la situation de certains immeubles le justifie, l'opérateur élabore, à la demande de la Ville de Lunel et en concertation avec son aménageur, le dossier d'enquête parcellaire selon la même vigilance juridique que pour l'élaboration du dossier préalable à la DUP.
- L'opérateur rendra compte de manière régulière au maitre d'ouvrage des contacts pris et de l'évolution de la situation pour chacun des immeubles : nombre de visites réalisés, nombre de pré-études établies, réponse du propriétaire, état des dossiers de subvention en cours de montage, etc.
- Il assistera au besoin la commune et/ou son aménageur des cahiers des charges préalables à la revente d'un bien

Ainsi le rôle de l'opérateur est important dans le cadre de l'animation de la procédure d'ORI :

- En premier lieu, il doit s'attacher à convaincre les propriétaires de s'engager à faire les travaux en leur explicitant leurs droits et obligations, en leur présentant les aides fiscales (Malraux, Denormandie dans l'ancien, Louer Abordable...) et financières (dont les subventions de l'OPAH-RU) disponibles, puis en assurant leur soutien au cours de la procédure. Il assurera ensuite le contrôle de leur réalisation et rappellera si nécessaire aux propriétaires leurs obligations vis-à-vis de leurs occupants, tant pour les locaux d'habitation que pour les locaux commerciaux. Dans ces deux cas, il facilitera les relogements, temporaires ou définitifs des occupants, dans le cadre de l'opération, en lien avec la MOUS relogement dédiée.
- Si le propriétaire s'est engagé à réaliser les travaux mais ne les exécute pas dans les délais impartis, l'opérateur devra analyser la situation, les raisons du retard et apportera soit un soutien au propriétaire pour les mener à bien (report de délais, appui technique...) soit, en cas de blocage, une solution de mutation ; celle-ci peut être une acquisition amiable ou la poursuite de l'expropriation. Dans ces cas, la commune ou son aménageur assure le portage immobilier et peut, soit vendre en état futur de rénovation, soit revendre sous DUP avec le programme précis des travaux à réaliser – ce à quoi l'acquéreur devra lui-même s'engager, sous peine d'expropriation.
- Si le propriétaire n'a pas répondu dans le cadre de l'enquête parcellaire et ne s'est pas engagé à réaliser les travaux déclarés d'utilité publique, ou s'il a refusé, l'opérateur devra assurer un suivi de l'immeuble afin d'éviter de mettre en péril la cohérence de l'opération : contrôle des travaux éventuellement effectués par le propriétaire avant l'enquête parcellaire (soumis, selon leur nature, à déclaration ou à permis de construire et obligatoirement à permis de démolir), vérification que les travaux sont compatibles avec la DUP. Si l'immeuble est vendu à un tiers, l'opérateur devra rappeler

au vendeur et à l'acquéreur que la DUP suit l'immeuble et que l'acquéreur devra s'engager à réaliser les travaux sous peine de risquer l'expropriation. Dans ce cas de figure, la commune ou son opérateur a intérêt à acquérir, soit à l'amiable, soit en utilisant le droit de préemption dont il peut être bénéficiaire dans le cadre de l'opération.

Indicateurs de résultats pour la requalification des îlots et immeubles dégradés : *nombre d'immeubles traités classés selon la procédure utilisée, nombre de logements financés, montant des subventions mobilisés, caractéristiques des logements financés (typologie, superficie, niveau de loyer si logement locatif)*

3.4. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé

3.4.1. Descriptif du dispositif

A l'échelle du centre ancien de Lunel, plus de 600 résidences principales sont potentiellement indignes (soit 34% du total des résidences principales du périmètre). Elles sont essentiellement occupées à plus de 80% par des locataires.

Les repérages de terrain menés à l'échelle du centre ancien confirment la présence encore très forte d'immeubles à l'état apparent dégradés dans les centres anciens : 73% des immeubles du périmètre étudié présentent des signes de dégradation plus ou moins avancés : 455 immeubles à l'état apparent moyen et 108 très dégradés.

Les deux précédentes OPAH-RU ont permis de traiter 324 plaintes : 125 logements indécents, 122 logements en infraction avec le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) et 77 logements insalubres. Parmi tous ces cas, 24 logements ont été réhabilités avec des aides publiques.

La lutte contre l'habitat indigne et très dégradé comme action prioritaire de l'OPAH-RU du centre ancien de Lunel

L'action proposée dans le cadre de l'OPAH RU s'appuiera sur les actions et outils déjà en place lors des précédentes OPAH-RU et seront renforcées par la création d'une cellule communale d'éradication de l'habitat indigne qui centralisera l'ensemble des plaintes sur le périmètre.

Il a été décidé au vu des précédentes OPAH-RU de mettre le volet incitatif au service du coercitif dans le sens où seule la prise des procédures lorsque cela est nécessaire permettront d'enclencher une réelle dynamique de transformation et de lutte contre l'habitat indigne et dégradé

Ainsi Il s'agira pour la commune de Lunel de mettre en place un comité partenarial de suivi de lutte contre l'habitat indigne réunissant tous les 3 mois minimum les acteurs concernés (ARS, CAF, DDTM, Département, CCAS) pour assurer le suivi des situations d'habitat indigne, définir les modes opératoires de traitement (prise d'arrêtés, réalisation de travaux d'office, actions curatives), favoriser le relogement des ménages concernés, ...

Cette commission sera animée par la commune avec l'appui de l'opérateur d'OPAH-RU qui fera état de l'avancement des situations, elle devra se réunir tous les mois.

Les situations rencontrées constitueront les objectifs de logements à réhabiliter dans le cadre de l'OPAH-RU. Dès le démarrage de l'OPAH-RU, la commune et l'opérateur établiront un tableau de bord avec toutes les

adresses prioritaires (liste en annexe) pour assurer un suivi fin des situations dans le temps avec déclinaison des actions à engager et réaliser sur chaque immeuble : prise d'arrêtés de péril, engagement des travaux d'office, hébergement et recouvrement des travaux d'office et frais de relogement.

L'action en matière de lutte contre l'habitat indigne et très dégradé reposera sur une démarche graduée et un traitement global complexe, en fonction des différentes procédures réglementaires, techniques, financières et sociales, en effectuant :

- un repérage et recensement des logements dégradés (au sens large du terme) par le biais de ce guichet unique qui centralise les plaintes et demandes
- une évaluation et une expertise technique préalable pour déterminer le degré de dégradation, d'insalubrité ou de péril des bâtiments ainsi que le bilan social des occupants concernés
- une orientation et un choix du dispositif de traitement suivant le résultat de l'expertise
- un suivi social par les services sociaux et une recherche et gestion de relogement selon les cas
- un appui au suivi des procédures coercitives par l'opérateur de l'OPAH-RU
- une vérification de la bonne réalisation des travaux prescrits
- en cas de constat de carence quant à l'engagement de travaux par les propriétaires, il pourra s'avérer nécessaire, si danger pour la sécurité ou la salubrité, de notifier des arrêtés de péril pris par la commune, ou d'insalubrité par le préfet, et d'enclencher des travaux d'office, le cas échéant, pour lesquels l'opérateur accompagnera la ville dans la subvention Anah appropriée.

Cette démarche, qui évolue en lien avec le propriétaire de l'incitatif au coercitif, fait l'objet d'une coordination entre les différents acteurs intervenants sur cette problématique et un pilotage global.

Le repérage de ménages occupant un habitat indigne ou très dégradé s'effectue via les services sociaux de secteur, les associations locales, l'ADIL, l'AIVS, le dispositif CAF de lutte contre l'habitat non décent et le permis de louer. L'analyse et le suivi de cette action se fait par le biais de tableau de suivi des procédures, cela permettra d'identifier l'acteur, la tâche à réaliser et les délais.

La problématique de relogement des occupants concernés par les procédures

La mise en œuvre de procédures coercitives de lutte contre l'habitat indigne (péril, insalubrité, aménagement d'ilot) peut générer des besoins de relogement des ménages concernés.

Si le relogement incombe au propriétaire du logement sous procédure LHI, la collectivité doit être en mesure de mettre en place une stratégie de relogement pour se substituer au bailleur défaillant.

La mise en œuvre du relogement passe par 3 étapes clés mobilisant différents acteurs :

- la négociation des partenariats pour mobiliser l'offre
- la phase de diagnostic social puis d'accompagnement au relogement (construction du projet de relogement avec le ménage)
- la conduite opérationnelle (trouver un logement convenant au ménage, organiser un déménagement...)

La connaissance des ménages est possible en amont du projet pour les opérations de recyclage immobilier (24 ménages à reloger sur l'îlot Pharmacie et 10 sur l'îlot Libération), avec l'incertitude liée au délai dans lequel les procédures et les décisions seront prises. Des mises à jour seront nécessaires. À l'inverse, il est difficile d'estimer les éventuels relogements à réaliser dans le cadre des procédures diffuses (péril, insalubrité). La conduite opérationnelle du relogement en quartier ancien dégradé requiert donc un maximum de souplesse et de réactivité : si on estime à 40% la part des propriétaires défaillants dans le relogement, il faudra envisager de pouvoir reloger de manière temporaire ou définitive en moyenne 4 ménages par an.

Le relogement incombant légalement au propriétaire, la commune devra chercher par tous les moyens à faire exécuter cette obligation par le bailleur. L'astreinte administrative en cas de manquement aux obligations de relogement du propriétaire constitue un outil à mobiliser. Cependant la commune doit prévoir de se substituer aux propriétaires défaillants, en particulier lorsque le relogement constitue un caractère d'urgence (péril imminent notamment). La commune devra ensuite recouvrer les dépenses auprès du bailleur. Pour permettre le relogement des occupants, la commune peut s'appuyer :

- sur son parc de logements existants (2 logements rue de la Libération) + vacant à réhabiliter (subvention ANRU possible)
- sur la prise en charge de nuitées d'hôtel (relogement urgent)
- sur le développement de l'intermédiation locative : une association loue un logement à un propriétaire privé puis met en place un bail précaire pour reloger un occupant
- sur la mobilisation de son contingent réservataire dans le parc social
- sur la production de logements conventionnés de l'OPAH-RU

Le traitement des situations d'habitat indigne nécessite également d'héberger les occupants, notamment lorsque l'autorité publique doit se substituer aux propriétaires défaillants pour exécuter des travaux d'office. De la même manière que pour le relogement, des solutions permettant d'héberger des occupants pendant la durée des travaux de remise en état seront recherchées notamment dans le volume de logements tiroirs propriétés de la commune existant ou à développer.

Les missions de l'opérateur d'OPAH-RU

Le suivi-animation aura pour missions de :

- Repérer les logements indignes
- Organiser le partenariat et mobiliser les différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne en s'appuyant sur la cellule communale d'éradication de l'habitat indigne
- Établir un montage financier prévisionnel permettant à chaque propriétaire bailleur d'effectuer son choix et d'apprécier le cas échéant les conséquences des travaux pour ses locataires compte tenu des futurs loyers prévisionnels et des aides à la personne correspondantes
- Réaliser un diagnostic social des occupants et orienter les demandes de relogements à la commission logement
- Examiner avec les propriétaires les solutions à apporter pour le maintien sur place des occupants ou leur relogement temporaire ou définitif
- Animer l'opération de restauration immobilière
- Participer à l'instance de suivi qu'est le comité technique « habitat indigne », à laquelle l'ARS, la CAF, la commune et autres partenaires pourront être invités
- Accompagner la commune de Lunel dans le montage de leur dossier de demande de subvention relatif aux travaux d'office suite à l'engagement des procédures correspondantes
- Accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs dans le dispositif de maitrise d'œuvre d'insertion (MOI) de l'Anah – bail à réhabilitation
- Accompagner la commune et/ou l'État dans la recherche de solutions d'hébergement en cas de réalisation de travaux d'office.

3.4.2 Objectifs

Les objectifs quantitatifs sont détaillés dans l'article 4 de la convention.
Les aides proposées sont présentées en annexes.

Indicateurs de résultats pour le volet de lutte contre l'habitat indigne : *nombre de situations traitées y compris les logements insalubres même s'ils ne font pas l'objet d'une demande de subvention ; nombre d'accompagnements sociaux réalisés (cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs)*

3.5. Volet copropriété en difficulté

3.5.1. Descriptif du dispositif

Les copropriétés en difficulté sont un enjeu fort pour le centre ancien de Lunel. Leur traitement doit permettre de les organiser et redresser tant sur le plan financier que sur le volet gestion et conduire ainsi à des prises de décisions notamment en termes de travaux à réaliser.

Sur le centre ancien de Lunel, le volet copropriétés en difficulté devra permettre d'accompagner les copropriétés à s'organiser et avoir une gestion saine afin d'anticiper la dégradation des parties communes. L'opérateur d'OPAH-RU pourra également accompagner la copropriété dans l'obligation légale d'immatriculation au sein du registre national géré par l'Anah.

Une information et un conseil technique, financier et juridique dédié aux copropriétaires et aux syndics bénévoles

Cette action est un préalable indispensable afin d'informer en amont les copropriétaires sur leurs droits et devoirs, et sur la nécessité ainsi que les solutions pour s'organiser. Elle s'appuiera sur :

- l'analyse des documents juridiques et comptables de la copropriété (règlement de copropriété, état descriptif de division, annexes comptables), contrat d'assurance multirisques immeuble et inscription sur le registre national des copropriétés. En l'absence de structuration juridique de la copropriété, l'opérateur accompagnera les copropriétaires dans les démarches nécessaires en apportant un conseil juridique personnalisé. Dans les cas les plus complexes, la désignation d'un administrateur provisoire pourra s'avérer nécessaire. La procédure de désignation pourra s'effectuer à l'initiative d'un copropriétaire ou bien de la commune.
- l'aide au redressement de l'Anah, pourra être mobilisée pour soutenir financièrement les copropriétés les plus fragiles dans leurs dépenses afférentes à leur organisation (géomètre, avocat, notaire...).
- les copropriétaires intéressés pourront également participer à des formations spécifiques sur l'organisation des copropriétés dans le cadre du POPAC (voir ci-après).
- un renvoi sur la permanence d'information de l'ADIL pour les questions d'ordre courant
- la mise en œuvre d'un conseil technique, financier (aide au redressement notamment) et juridique spécifique et développement de formation à destination des copropriétaires et leurs représentants au sein de l'équipe technique d'animation

Par ailleurs, une poursuite des repérages et des diagnostics de copropriété est à prévoir pendant la phase opérationnelle notamment à travers la réalisation des études d'îlots.

La mobilisation des professionnels : agents immobiliers, syndic professionnels et notaires

La mobilisation et l'implication des professionnels de la gestion du patrimoine constituera un volet indispensable à terme, notamment quant à la nécessité de mettre à jour des règlements obsolètes ou de gérer des fonds importants liés à des programmes de travaux.

Un dispositif financier adapté et majoré

Les aides de l'Anah sur les copropriétés seront abondées par une aide communale de 10% calculée sur le montant hors taxe des travaux (aide plafonnée à 10.000€ par immeuble) pour le traitement des parties communes.

Des prescriptions de travaux obligatoires en cas de péril

En cas de constat de carence quant à l'engagement de travaux par les copropriétaires, il pourra s'avérer nécessaire en cas de danger pour la sécurité des parties communes de notifier des arrêtés de péril par les communes.

Si la copropriété concernée par la procédure n'est pas organisée, la commune formulera une requête auprès du Tribunal de Grande Instance de Montpellier pour faire nommer un administrateur provisoire pour structurer la copropriété et mettre en œuvre les travaux prescrits dans l'arrêté.

En cas de manquement de la copropriété dans ses obligations à engager les travaux prescrits dans l'arrêté, la commune pourra engager des procédures de substitution pour la réalisation de travaux d'office. Si les travaux sont prescrits par un arrêté de péril ordinaire, la commune pourra bénéficier d'une subvention de l'Anah au titre de l'engagement de travaux d'office.

***Le* Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (*POPAC*) :**

Les Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC), dont les modalités de financement par l'Anah sont régies par la délibération n° 2015-43 du 25 novembre 2015, sont destinés à prévenir ou stopper un processus de déqualification de copropriétés montrant des signes de fragilité.

Sur le secteur du QPV de Lunel, des copropriétés ont été identifiées comme fragiles tant sur le plan financier que technique et notamment les copropriétés :

- L'Oustal :
  Situé au 228 rue Bruno Brunel (à proximité de la route de Montpellier), cet ensemble immobilier composé de deux bâtiments regroupe 80 logements et un commerce.
  Les propriétaires occupants sont légèrement majoritaires puisqu'ils occupent 44% du total des logements (42% de locataires et 14% de logements vacants).
  La part des propriétaires occupants de plus de 75 ans y est faible (20%). Cette copropriété a vu son occupation se renouveler ces dernières années. Plus de 62% des familles enquêtées résident à l'Oustal depuis moins de 5 ans et sont en grande majorité des ménages avec enfants, aux revenus modestes.
  Les parties communes, en particulier les toitures et les façades, sont en mauvais état et nécessitent une rénovation énergétique globale.

- Le Mistral :
  Cette copropriété jouxte l'Oustal, le long de la route de Montpellier. Située 182 impasse du Mistral, elle regroupe 5 bâtiments : 49 logements et deux commerces (pharmacie et primeur).
  Avec 51% de propriétaire occupant et 39% de locataires, la copropriété connait une part de logements vacant relativement faible (10%).
  Sur le plan financier, la copropriété est au bord de la rupture avec un taux d'impayés de 66% et une dizaine de copropriétaires fortement endettés. Malgré la présence d'un conseil syndical investit et qui

entretient lui-même une partie de la copropriété, la situation est bloquée : le syndic professionnel, présent depuis longtemps, a des difficultés à gérer la copropriété et ne propose pas de solution pérenne afin d'améliorer la situation.
Construite dans les années 60, la copropriété possède des parties communes vétustes, en particulier les façades qui nécessitent un ravalement et les caves régulièrement inondées. Par ailleurs, cet ensemble immobilier ayant été construit avant les premières réglementations thermiques, les façades, toitures et planchers bas sont dépourvus de toute isolation (exception faite de certains logements pour lesquels les propriétaires ont engagé un doublage des murs par l'intérieur). Cette copropriété s'enfonce dans la spirale de la dégradation, à la fois financière et technique.

- Le Tapis Vert :
  Situé 120 avenue Général Sarrail, en centre-ville, l'immeuble se compose de 23 logements, 2 locaux commerciaux en activité et 6 garages.
  L'occupation se caractérise par une part de propriétaires occupants très faible (moins de 20%) même si les prix de vente des appartements particulièrement attractifs ont favorisé l'installation de primo-accédant à la propriété ces dernières années. En effet, les prix de vente moyen des appartements de cette copropriété sont en moyenne 59% moins chers que les prix des appartements du centre-ville.
  Gérée par un syndic professionnel la copropriété le Tapis Vert présente des dégradations visibles en façade, des murs non isolés, des cages d'escalier a rafraichir et des toitures terrasses à isoler.

Ces copropriétés seront accompagnées dans le cadre du POPAC en parallèle de l'OPAH-RU. Une convention POPAC spécifique est ratifiée en parallèle de la présente convention d'OPAH-RU. D'autres copropriétés pourront éventuellement être incluse dans le POPAC. L'objectif de ce POPAC est de permettre aux copropriétés de renforcer leur fonctionnement et leur gestion ainsi que de réhabiliter leur bâti dans le cadre de l'OPAH, afin de prévenir l'apparition de difficultés plus graves.

Les missions qui seront conduites par l'opérateur recouvrent les différents aspects du dispositif de type POPAC. Elles se déclinent en deux volets principaux :

- Dans un premier temps, la mission sera consacrée à la réalisation des diagnostics, au choix d'un scénario de redressement, et à réalisation d'un plan d'action par copropriété.
- Dans un second temps, et sur la base des conclusions de la première mission, chaque copropriété sera ensuite accompagnée à la résolution des difficultés identifiées dans le cadre du diagnostic et soutenue dans la mise en œuvre des conditions de bonne réalisation des programmes de réhabilitation.

A l'issue de cet accompagnement, outre le redressement financier recherché, ces copropriétés devront être accompagnées vers un programme de travaux adapté pour être financées, le cas échéant, dans le cadre du dispositif « copropriétés dégradées » de l'Anah.

Les copropriétés fragiles :

Par délibération de son Conseil d'Administration en date du 5 octobre 2016, l'Anah a mis en place un régime d'aides spécifiques en faveur de la rénovation énergétique des copropriétés fragiles.

Les copropriétés visées sont celles présentant des signes de premières fragilités et risquant d'entrée dans une spirale de déqualification. Elles doivent présenter un fonctionnement sain en termes de gouvernance.

Pour être éligible à ce type de financement, la copropriété doit répondre à trois conditions :

- Une classification énergétique du ou des bâtiments comprise entre D et G
- Taux d'impayés de charges par rapport au budget prévisionnel compris entre :

- 8 et 15% pour les copropriétés de plus de 200 lots
- 8 et 25% pour les copropriétés de moins de 200 lots

En périmètre QPV, assouplissement des conditions d'éligibilité, sur la base des conclusions du diagnostic multicritères établi en amont du dépôt de la demande de subvention

- Les travaux permettent de générer un gain énergétique d'au moins 35%

En secteur NPNRU, les copropriétés peuvent faire l'objet d'une aide « Habiter Mieux Copropriété » sous couvert de la réalisation d'un diagnostic multicritères indiquant que la copropriété n'est pas en difficulté et que celle-ci a besoin de réaliser des travaux d'économies d'énergie pour éviter son basculement en difficulté.
Par ailleurs, le taux d'impayé n'est pas un critère d'éligibilité pour les copropriétés en quartier NPNRU.

Si les copropriétés suivies dans le cadre du POPAC ont vocation à se faire financer leurs travaux de rénovation énergétique dans le dispositif « copropriétés fragiles », d'autres immeubles identifiés pendant l'étude-pré-opérationnelle (voir listes en annexes) et accompagnés pendant l'animation de l'OPAH-RU pourraient également être concernés par ce type de subvention sur travaux de rénovation énergétique.

3.5.2. Objectifs

Les objectifs quantitatifs sont détaillés dans l'article 4 de la convention.
Les aides offertes sont présentées en annexes.

La liste des immeubles en copropriété déjà identifiés comme étant en difficulté est proposée en annexes. Ces copropriétés seront informées de la possibilité de financements de l'Anah et de la commune.

Indicateurs de résultats pour le volet copropriétés dégradées : *nombre de diagnostics établis et de situations traitées (cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs)*

3.6. Volet énergie et précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux

Les conditions d'accès et de modalités de mise en œuvre des aides du programme national Habiter Mieux sont celles définies dans les délibérations du Conseil d'Administration de l'Anah du 29 novembre 2017.

3.6.1 Descriptif du dispositif

Le repérage des situations de précarité énergétique :

Les actions prioritaires prévues pour la mise en œuvre de ce volet :

- Informer en amont et repérer les ménages occupants en situation de précarité énergétique via le guichet unique de l'OPAH-RU. C'est à travers ce guichet que seront centralisés les signalements de précarité énergétique. En effet, le partenariat (Mairie, services sociaux, polices municipales, ADIL, etc.) orientera les signalements vers l'opérateur d'OPAH-RU. Les partenaires sont, par le biais de la coordination et notamment de la fiche de liaison à mettre en place, des acteurs du repérage. Une information sur la vocation du guichet unique à recevoir ce type de signalement sera réalisée en début d'opération. Les artisans seront réaffirmés comme vecteur de contacts notamment de propriétaires occupants.
- Délivrer un conseil préalable en performance énergétique afin de permettre aux demandeurs de prévoir des travaux adaptés et conformes aux exigences de la réglementation

- Mettre en œuvre par l'équipe technique d'animation un conseil et un accompagnement spécifique pour la maîtrise de l'énergie et la réalisation de travaux performants
- Mobiliser et renforcer les réseaux des artisans qualifiés sur le territoire, dans le cadre du label Eco-Artisans en partenariat avec la CAPEB et Pro de la Performance Energétique avec la FFB afin d'être en capacité de répondre à la demande et de former des artisans au conseil préalable.
- L'opérateur devra être pro-actif en proposant des actions de repérage des ménages en précarité énergétique : campagne thermographique, réunions thématiques publiques et réunions spécifiques pour les élus (auprès du conseil municipal...)
- L'opérateur mènera également des actions de repérages d'immeubles en copropriété qui nécessiteraient des travaux de rénovation énergétique en parties communes

Par ailleurs, l'équipe du suivi-animation, conformément aux directives de l'Anah, cherchera à coupler aux projets « Autonomie de la personne » un programme de travaux lié aux économies d'énergie.

La prime « Habiter Mieux » de l'Anah

L'équipe opérationnelle devra assurer, en partenariat avec les institutions et techniciens concernés, la promotion auprès des propriétaires bailleurs et des occupants de la réalisation de travaux de qualité, respectueux de l'environnement, et permettant la réalisation d'économies d'énergie au quotidien pour l'occupant.

Systématiquement, pour chaque dossier, qu'il concerne les parties privatives du logement ou les parties communes de l'immeuble, l'équipe devra définir l'ensemble des travaux pouvant concourir à la réalisation d'économies d'énergie, prioriser ces travaux et souligner la nécessité de leur mise en cohérence (isolation thermique, installation de menuiseries à double vitrage, remplacement de l'installation de chauffage existante par un système plus performant, l'installation de régulateurs de chauffage ou de production d'eau chaude, la création de ventilation, le remplacement des tableaux de protection de l'installation électrique et/ou sa mise à la terre, l'installation d'un dispositif recourant à une énergie renouvelable, etc.).

Par ailleurs, rappelons ici que des actions d'accompagnement collectif (notamment en direction des copropriétés) pourront également être dispensées pour sensibiliser les occupants à l'adoption d'un comportement qui soit le plus économe en énergies possible.

Les évaluations énergétiques de tous les projets de réhabilitation seront prises en charge gratuitement et effectuées par l'opérateur dans le cadre des dossiers de demande de subvention pour travaux.

Les propriétaires occupants seront incités à la réalisation de travaux d'économie d'énergie. Pour bénéficier des aides, en sus de la performance énergétique après travaux, ils devront justifier de la réalisation d'un gain énergétique d'au moins 25%. Les propriétaires pourront bénéficier de de la prime « 'Habiter Mieux », soit s'ils réalisent des travaux tournés exclusivement vers les économies d'énergie, soit s'ils s'engagent dans tout autre projet de travaux sur logement dégradé leur permettant par ailleurs de justifier du gain et de la performance énergétique requis.

Les propriétaires bailleurs seront également incités à la mise en œuvre de projets de travaux générant un gain de performance énergétique d'au moins 35%. Les propriétaires seront également aidés financièrement pour la réalisation de travaux sur logements peu dégradés (ID < 0.35 sur grille de dégradation Anah) permettant d'améliorer significativement la performance énergétique des biens considérés et obéissant aux conditions de gain et de performance requises.

Les copropriétés qui engagent des travaux permettant un gain énergétique d'au moins 35% pourront également bénéficier d'une prime « Habiter Mieux » de l'Anah.

L'Eco-chèque logement de la Région Occitanie

Afin de contribuer à l'effort européen de diminution des émissions de gaz à effet de serre, et dans la continuité des objectifs inscrits dans la Loi pour la Transition énergétique et la Croissance verte de réduire de 50 % les consommations d'énergie à échéance 2050, la Région Occitanie porte l'ambition de devenir la première Région à énergie positive d'Europe.

L'Eco-chèque logement, dispositif de soutien aux particuliers mis en œuvre par la Région en matière d'amélioration énergétique de leur logement, contribue à tendre vers cet objectif ambitieux.

Dans le cadre des critères en vigueur, la Région intervient pour des travaux d'économies d'énergie dans les logements, permettant d'atteindre un gain d'au moins 25% sur les consommations énergétiques après travaux.

Ces travaux doivent être réalisés par des professionnels partenaires Eco-chèque et reconnus garant de l'environnement (RGE) :

- Pour les propriétaires occupants dont les revenus fiscaux sont inférieurs ou égal aux plafonds de revenus définis par les critères en vigueur, le montant de l'Eco-chèque logement est de 1 500 €
- Pour les propriétaires bailleurs conventionnant avec l'Anah, le plafond de revenus ne s'applique pas et le montant de l'Eco-chèque logement est de 1 000 €

L'Eco-chèque est cumulable avec d'autres aides liées aux économies d'énergie proposées dans le cadre du Plan de rénovation énergétique de l'habitat.

Les décisions d'attribution des Eco-chèques de la Région relèvent uniquement des critères en vigueur ; elles sont prises au vu des dossiers directement déposés auprès de la Région par les bénéficiaires potentiels en amont du démarrage de leurs travaux.

La communication autour du dispositif Habiter Mieux devra être élaborée en étroite collaboration avec la Région. En particulier, toute publication et support de promotion élaborés localement par ou à l'initiative d'un des partenaires de la présente convention devra comporter le logo de la Région.

La Région devra être associée pour la planification, l'organisation et la valorisation des temps forts dans le cadre de ce dispositif. La Région sera systématiquement associée à toute instance de pilotage.

3.6.2 Objectifs

Les objectifs quantitatifs sont détaillés dans l'article 4 de la convention.
Les aides offertes sont présentées en annexes.

Indicateurs de résultats pour le volet énergie et précarité énergétique : *nombre de DPE réalisés, nombre de dossiers engagés, montant des aides publiques mobilisé et gain énergétique moyen atteint en sortie d'opération (cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs).*

3.7. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat

3.7.1 Descriptif du dispositif

Le centre ancien réunit en son sein un nombre peu élevé de personnes âgées. Ces personnes de plus de 64 ans présentent sur le périmètre sont majoritairement propriétaires de leur logement et sont installés en moyenne depuis plus de 20 ans.

Il conviendra donc de favoriser la réalisation de travaux permettant leur maintien à domicile pour concourir à l'objectif de mixité sociale recherché.

Il en va de même pour les personnes handicapées qui doivent pouvoir trouver des solutions pour rester chez elle ou bien trouver une nouvelle offre de logements adaptés en centre ancien.

Les actions prioritaires prévues pour la mise en œuvre de ce volet :

- Informer les personnes âgées ou handicapées sur les possibilités du maintien à domicile et poursuivre la coordination avec les services évaluateurs afin de mieux cibler les demandes prioritaires : UTAG, caisses de retraite (MSA, CARSAT, SNCF…), MDPH, CLIC Réponse de Lunel...
- Mettre en œuvre par l'équipe technique d'animation un diagnostic autonomie et un accompagnement adapté, notamment auprès des personnes les plus dépendantes.
- Mobiliser et renforcer les réseaux des artisans qualifiés sur le territoire, dans le cadre par exemple du label HANDIBAT en partenariat avec la CAPEB, afin d'être en capacité de répondre à la demande et de former des artisans au conseil préalable.

L'opérateur devra être pro-actif en proposant des actions de repérage des ménages en besoin de travaux d'autonomie

3.7.2 Objectifs

Les objectifs quantitatifs sont détaillés dans l'article 4 de la convention.
Les aides offertes sont présentées en annexes.

Indicateurs de résultats pour le volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat : *nombre et caractéristiques des logements ayant fait l'objet d'une subvention (cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs).*

3.8 Volet social

Ce volet est transversal aux différentes thématiques liées au projet urbain et à l'habitat, en particulier à la lutte contre l'habitat indigne. Il comporte des mesures d'ordre social nécessaires afin de s'assurer que les actions urbaines et immobilières menées seront effectivement engagées sans nuire aux résidents du secteur, dans le respect de leur droit d'occupation. Un partenariat particulier sera noué avec les services sociaux du territoire.

L'accompagnement social sera conduit par l'opérateur d'OPAH-RU, en lien avec les services sociaux du territoire et les partenaires de la commune : l'État, l'Anah, le Conseil Départemental, la CAF, l'ARS.

La coordination locale des actions des partenaires de la commune permet une cohérence et efficacité de l'intervention territoriale sur le parc privé :

- L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) qui apporte des conseils juridiques gratuits liés au logement pour les demandeurs (locataire et propriétaire). Elle intervient sur le territoire

par le biais de permanences téléphoniques ou permanences sur sites (au CCAS et au Service enfance Pays de Lunel). La bonne information aide au déblocage de conflits, aide à trouver des solutions aux problématiques logement, aide à accéder à la propriété dans de meilleures conditions....

- La SACICAP en direction des propriétaires occupants aux faibles revenus. Un partenariat est mis en place avec FDI SACICAP pour aider les propriétaires occupants très modestes à réaliser les travaux de réhabilitation de leur logement. Ce dispositif permet de financer le reste à charge du propriétaire à taux bas et d'offrir un préfinancement gratuit des subventions. FDI SACICAP accompagne également les copropriétés dégradées avec la possibilité de préfinancer les subventions pour des travaux sur parties communes.
- L'AIVS, cette association a pour objet de favoriser l'accès et le maintien des personnes et familles fragilisées dans un logement autonome de droit commun tout en sécurisant le risque locatif du bailleur privé et ce, par la mobilisation d'une offre de logements adaptée. La mission de l'AIVS repose sur la prise en mandat de gestion de biens, dans le parc privé dont les loyers sont inférieurs de 15 à 30% au niveau pratiqué sur le marché. Le mandat de gestion par l'AIVS permet au propriétaire bailleur de prétendre à un abattement forfaitaire sur ses revenus fonciers de 85%.
- Le partenariat avec les organismes agréés pour réaliser de l'intermédiation locative (ADAGE et autres associations agréées par l'Etat...) permettant également une défiscalisation de 85% sera développé.
- La Fondation Abbé Pierre qui intervient sur le territoire en apportant des aides financières aux travaux réalisés chez des propriétaires occupants impécunieux et qui peut également mettre en place une subvention pour équilibrer les plans de financement en cas de recours au bail à réhabilitation.
- Action Logement, financeur de l'Anah, dispose de candidatures de salariés permettant aux propriétaires conventionnant leur logement de trouver des locataires plus simplement. Elle couvre gratuitement ces propriétaires pendant 3 ans contre tout impayé du locataire. Il s'agira donc de développer le partenariat avec Action Logement.
- Le dispositif de bail à réhabilitation pourra être expérimenté au cours de l'opération en lien avec des associations ou organismes agréées (Fondation Abbé Pierre, Adage, Gammes, Habitat et Humanisme etc.).

3.9. Volet patrimonial et environnemental

3.9.1 Descriptif du dispositif

Le centre ancien de Lunel bénéficie de nombreux atouts parfois méconnus : un patrimoine bâti remarquable avec notamment l'ensemble des Caladons, la Tour des prisons, la Porte Notre Dame, l'Eglise Notre Dame du Lac, la Chapelle des Pénitents, etc mais aussi une offre culturelle abondante autour des traditions camarguaises et du Musée Médard, etc.

Le patrimoine est un véritable levier pour la requalification du centre ancien puisque son embellissement contribue à l'amélioration du cadre de vie et participe à changer positivement le regard qu'on lui porte.

Les réhabilitations de qualité qui seront réalisées dans le cadre de l'OPAH-RU permettront de proposer des logements plus confortables et plus attractifs, respectueux à la fois de l'environnement et de la richesse du patrimoine bâti du centre ancien de Lunel. Les actions entreprises répondent donc à un double objectif : la réalisation de réhabilitations pérennes et respectueuses de l'environnement (économies d'énergie, matériaux écologiques, etc.) et des réglementations d'urbanisme (PLU, périmètre de protection des monuments historiques), et la lutte contre la précarité énergétique via une maitrise de charges des occupants.

L'animation d'une « action façades et vitrines » est l'un des outils qui s'inscrit dans cette ambition. La délivrance de conseil architectural et la communication sur le patrimoine constitueront l'un des volets de l'intervention. Cette action s'étend sur l'intégralité du périmètre d'OPAH-RU.

Des campagnes de ravalement obligatoire de façades pourront être lancées sur certains axes par la commune. Ces campagnes permettent d'accompagner plus fortement la dynamique de requalification impulsée sur les espaces publics. Ces campagnes nécessitent une ingénierie spécifique avec un portage politique fort.

La prise en compte du patrimoine sera effective pour l'ensemble des projets accompagnés par l'OPAH-RU. Les propriétaires seront par ailleurs accompagnés par l'opérateur d'OPAH-RU pour les demandes d'urbanisme (déclaration préalable ou permis de construire).

Une attention particulière sera portée aux projets situés dans des zones soumises aux aléas d'inondation. Il s'agira notamment de travailler à la reconversion des RDC en locaux annexes au logement ou locaux communs.

3.9.2 Objectifs

Les objectifs quantitatifs sont détaillés dans l'article 4 de la convention.
Les aides offertes sont présentées en annexes.

Indicateurs de résultats pour le volet patrimonial et environnemental *: nombre des façades et vitrines ayant fait l'objet d'une subvention, évaluation de la qualité des réalisations, nombre de RDC d'immeubles à usage d'habitation situés en zone inondable transformés (cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs).*

3.10. Volet économique et développement territorial

3.10.1 Descriptif du dispositif

Une action en faveur des vitrines commerciales

Il est proposé de mettre en place une action vitrine sur le périmètre d'OPAH-RU. L'action vitrine parait opportune sur les axes de concentration de locaux commerciaux pour éviter le « saupoudrage » en diffus dans le centre ancien. Cette action sera financée par la commune, sur ses fonds propres.

Sensibilisation les artisans et entreprises

Les artisans et entreprises peuvent utilement accompagner la dynamique de l'OPAH RU. La mobilisation de la CAPEB, et de la Fédération des artisans sur les actions de l'OPAH-RU relatives aux économies d'énergie et aux bonnes pratiques attendues pour la conservation du patrimoine lors des réhabilitations sera réactivée dès le démarrage de l'opération.

3.10.2 Objectifs

Les objectifs quantitatifs sont détaillés dans l'article 4 de la convention.
Les aides offertes sont présentées en annexes.

Indicateurs de résultats pour le volet économique et développement territorial : *nombre de vitrines ayant fait l'objet d'une subvention, évaluation de la qualité des réalisations (cf. 7.3.1 Indicateurs de suivi des objectifs), analyse des retombées économiques et du nombre d'emplois en équivalent temps plein (ETP) généré par les travaux réalisés*

Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation

4.1 Objectifs quantitatifs globaux de la convention

Les objectifs globaux sur cinq ans sont évalués à 350 logements, répartis comme suit :

- 85 logements occupés par leur propriétaire
- 85 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés
- 50 logements inclus dans 10 copropriétés dégradées
- 130 logements inclus dans des copropriétés fragiles avec besoin de rénovation énergétique

A cela s'ajoute des aides aux travaux pour 111 immeubles :

- 106 immeubles avec subventions façades, dont 56 sur les axes de ravalement obligatoire
- 5 immeubles avec travaux d'office suite arrêté de péril ordinaire ou arrêté d'insalubrité remédiable

4.2 Objectifs quantitatifs portant sur les logements subventionnés par l'Anah

Les objectifs globaux sont évalués à 350 logements minimum, répartis comme suit :

- 85 logements occupés par leur propriétaire
- 85 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés
- 50 logements inclus dans 10 copropriétés dégradées
- 130 logements inclus dans 2 copropriétés fragiles avec besoin de rénovation énergétique

Objectifs de réalisation de la convention

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
Logements de propriétaires occupants	**7**	**17**	**17**	**17**	**17**	**10**	**85**
• dont logements indignes ou très dégradés	3	7	7	7	7	4	35
• dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	3	7	7	7	7	4	35
• dont aide pour l'autonomie de la personne	1	3	3	3	3	2	35
Logements de propriétaires bailleurs avec travaux	**8**	**17**	**17**	**17**	**17**	**9**	**15**
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires	**0**	**10**	**10**	**90**	**65**	**5**	**180**
• dont logements en copropriété en difficulté	0	10	10	10	15	5	50
• dont logements en copropriété fragile	0	0	0	80	50	0	130
Travaux d'office réalisés par la commune (nb d'immeubles)	**0**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**5**
Total des logements Habiter Mieux	**10**	**21**	**21**	**101**	**71**	**11**	**235**
• dont PO	5	11	11	11	11	6	55
• dont PB	5	10	10	10	10	5	50
• dont logements traités dans le cadre d'aides aux SDC	0	0	0	80	50	0	130
Façades	**5**	**30**	**46**	**10**	**10**	**5**	**106**
• dont volet incitatif	5	10	10	10	10	5	50
• dont campagne ravalement obligatoire	0	20	36	0	0	0	56
Vitrines	**2**	**5**	**5**	**5**	**5**	**3**	**25**

Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Financements de l'Anah

5.1.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

Les règles de calcul des aides financières de l'Anah au moment de la signature de la convention sont récapitulées en annexe.

5.1.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de 4 417 755€, selon l'échéancier suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	**Total**
AE prévisionnels	**343 030 €**	**748 559 €**	**748 559 €**	**1 008 159 €**	**1 188 919 €**	**380 529 €**	**4 417 755 €**
dont aides aux travaux*	**294 520 €**	**651 539 €**	**651 539 €**	**911 139 €**	**1 091 899€**	**332 019 €**	**3 932 655 €**
dont travaux d'office	*0 €*	*12 500 €*	*12 500 €*	*12 500 €*	*12 500 €*	*12 500 €*	*62 500 €*
dont copropriétés dégradées	*0 €*	*50 000 €*	*50 000 €*	*50 000 €*	*75 000 €*	*25 000 €*	*250 000 €*
dont copropriétés fragiles	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*259 600 €*	*415 360 €*	*0 €*	*674 960 €*
dont aides à l'ingénierie	**48 510 €**	**97 020 €**	**97 020 €**	**97 020 €**	**97 020 €**	**48 510 €**	**485 100 €**
dont prime ingénierie (part variable)	*12 210 €*	*24 420 €*	*24 420 €*	*24 420 €*	*24 420 €*	*12 210 €*	*122 100 €*

*Les aides aux travaux comprennent l'ensemble des subventions Anah dédiées y compris les primes « Habiter Mieux »

5.2. Financements de la commune de Lunel

5.2.1. Règles d'application

La commune de Lunel propose des aides financières pour la rénovation dans les conditions fixées au règlement des aides communales.

Les conditions relatives aux aides de la commune et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation.

Les règles de calcul des aides financières de la commune au moment de la signature de la convention sont récapitulées en annexe.

Dans les procédures de lutte contre l'habitat indigne, lorsque le propriétaire est défaillant dans l'exécution des mesures prescrites dans l'arrêté de péril ordinaire ou arrêté d'insalubrité remédiable et/ou défaillant dans le relogement des occupants, la commune de Lunel inscrit dans son budget un prévisionnel de dépenses. Les montants ci-dessous s'entendent déduction faites des aides mobilisables (Aide Anah sur travaux d'office, mobilisation du FARU pour le relogement.

5.2.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de 1 617 950€, selon l'échéancier suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	**Total**
AE prévisionnels	**137 358 €**	**340 090 €**	**373 090 €**	**301 590 €**	**306 590 €**	**159 232 €**	**1 617 950 €**
dont aides aux travaux	**107 988 €**	**281 350 €**	**314 350 €**	**242 850 €**	**247 850 €**	**129 862 €**	**1 324 250 €**
dont logements PO et PB	*65 488 €*	*130 975 €*	*130 975 €*	*130 975 €*	*130 975 €*	*65 487 €*	***654 875 €***
dont copropriétés dégradées	*0 €*	*10 000 €*	*10 000 €*	*10 000 €*	*15 000 €*	*5 000 €*	***50 000 €***
dont prime accession	*10 000 €*	*20 000 €*	*20 000 €*	*20 000 €*	*20 000 €*	*10 000 €*	***100 000 €***
dont façades (incitatif)	*25 000 €*	*50 000 €*	*50 000 €*	*50 000 €*	*50 000 €*	*25 000 €*	***250 000 €***
dont façades (obligatoire)	*0 €*	*38 500 €*	*71 500 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	***110 000 €***
dont vitrines	*7 500 €*	*15 000 €*	*15 000 €*	*15 000 €*	*15 000 €*	*7 500 €*	***75 000 €***
dont travaux d'office	*0 €*	*14 500 €*	*14 500 €*	*14 500 €*	*14 500 €*	*14 500 €*	***72 500 €***
dont relogement	*0 €*	*2 375 €*	*2 375 €*	*2 375 €*	*2 375 €*	*2 375 €*	***11 875 €***
dont aides à l'ingénierie	**29 370 €**	**58 740 €**	**58 740 €**	**58 740 €**	**58 740 €**	**29 370 €**	**293 700 €**
dont animation campagne ravalement obligatoire	*0 €*	*20 000 €*	*20 000 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	***40 000 €***
dont mission de rédaction de cahiers des charges pour la revente de biens communaux (y/c mission d'architecte et dépôt PC/DP)	*6 600 €*	*13 200 €*	*13 200 €*	*13 200 €*	*13 200 €*	*6 600 €*	***66 000 €***

5.3. Financements du Département de l'Hérault

5.3.1 Règles d'application

Le Département de l'Hérault propose des aides financières pour la rénovation dans les conditions fixées au règlement des aides départementales.

Les conditions relatives aux aides du Département et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation.

Les règles de calcul des aides financières (travaux et ingénierie) du Département au moment de la signature de la convention sont récapitulées en annexe.

5.3.2. Montants prévisionnels

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par le Département de l'Hérault à l'opération est de 878 800€, selon l'échéancier suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	**Total**
AE prévisionnels	**87 880 €**	**175 760 €**	**175 760 €**	**175 760 €**	**175 760 €**	**87 880 €**	**878 800 €**
dont aides aux travaux*	73 360 €	146 720 €	146 720 €	146 720 €	146 720 €	73 360 €	**733 600 €**
dont aides à l'ingénierie	14 520 €	29 040 €	29 040 €	29 040 €	29 040 €	14 520 €	**145 200 €**

5.4. Financements de la Région Occitanie

5.4.1 Règles d'application

La Région Occitanie propose des Ecochèques Logement aux propriétaires qui engage des travaux de rénovation énergétique.

Les conditions relatives aux aides de la Région et aux montants maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation.

Les règles de calcul des aides financières de la Région au moment de la signature de la convention sont récapitulées en annexe.

5.4.2. Montants prévisionnels

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par la Région Occitanie à l'opération est de 190 000€, selon l'échéancier suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	**Total**
AE prévisionnels	**19 000 €**	**38 000 €**	**38 000 €**	**38 000 €**	**38 000 €**	**19 000 €**	**190 000 €**
dont Ecochèque PO	10 500€	21 000€	21 000€	21 000€	21 000€	10 500€	**105 000 €**
dont Ecochèque PB	8 500€	17 000€	17 000€	17 000€	17 000€	8 500€	**85 000 €**

Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation.

Article 7 – Conduite de l'opération

7.1. Pilotage de l'opération

7.1.1. Mission du maître d'ouvrage

La commune de Lunel sera chargée de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Elle s'assurera aussi de la bonne exécution par le prestataire du suivi-animation. Le chef de projet de la ville de Lunel sera le chef de projet de la convention Action cœur de ville. Il sera l'interlocuteur du prestataire retenu pour effectuer le suivi-animation de l'opération.

7.1.2. Instances de pilotage

Les comités de pilotage ont pour objectif la coordination et l'animation des partenariats. Le pilotage est assuré par la commune de Lunel, maître d'ouvrage de l'opération, et tout particulièrement le chef de projet ACV.

Des réunions seront organisées autant que nécessaire en vue d'assurer un bon déroulement de l'opération. À cet effet, il est recommandé de mettre en place trois comités de suivi :

- **Le comité de pilotage stratégique** sera chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés. Outre la commune de Lunel, il sera composé des représentants de la DREAL, de la DDTM, de l'Anah, du Département de l'Hérault, de la Région Occitanie, de l'ARS, les services sociaux, la CAF et des différents partenaires mobilisés pour l'opération (ADIL, AIVS, EPF, SACICAP, Compagnons Bâtisseurs, Fondation Abbé Pierre...) ainsi que d'autres services si nécessaire. Il suit les actions et propose des évolutions possibles du dispositif en fonction des bilans réalisés, valide les orientations prises... Il se réunit au moins une fois par an lors de la présentation du bilan annuel.
- **Le comité technique** pour assurer la conduite opérationnelle de l'OPAH RU. Outre la commune de Lunel, il sera composé des représentants de la de la DDTM, de l'Anah, du Département de l'Hérault et de l'opérateur en charge du suivi-animation et pourra être complété, selon le besoin, de services et partenaires. Il se réunit une fois par trimestre, soit 4 comités techniques par an.
- **La commission de lutte contre l'habitat indigne** pour assurer le suivi de l'activité de la cellule communale d'éradication de l'habitat indigne et dégradé. Cette commission réunit la commune, l'opérateur d'OPAH-RU, la DDTM, la DDCS, l'ARS, les services sociaux et la CAF. L'objet de cette commission est de faire état de l'avancement des procédures engagées (phase amiable de négociation avec les propriétaires et phase coercitive avec la pris d'arrêté) suite aux signalements reçus par la cellule communale d'éradication de l'habitat indigne, faire état des situations de blocage (envisager le recouvrement des astreintes administratives prévues en cas de non-réalisation des travaux dans les délais prescrits dans l'arrêté, lancement de travaux d'office...), mettre en place le relogement des occupants en cas de défaillance des propriétaires, elle se réunit tous les deux mois minimum.

7.2. Suivi-animation de l'opération

7.2.1. Équipe de suivi-animation

Le maître d'ouvrage désignera une équipe opérationnelle pluridisciplinaire chargée de l'information, du conseil, de l'animation, du montage des dossiers de subventions et de paiement et du suivi de l'OPAH RU. Il lui confie les missions suivantes :

- Information, mobilisation des propriétaires et accueil du public ;
- Information et animation des partenariats ;
- Mise en place d'un dispositif d'animation dynamique s'appuyant sur repérage actif en matière d'indignité et de précarité énergétique ;
- Conseil et assistance aux propriétaires et locataires ;
- Accompagnement juridique et technique à la mise en place de l'opération de restauration immobilière
- Animation de l'opération de restauration immobilière
- Réalisations de diagnostics : diagnostic technique ; diagnostic social et juridique ; diagnostic de gestion en cas de copropriété ; proposition de stratégies et des outils adaptés ;
- Mise en place et animation du dispositif de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Accompagnement sanitaire et social des ménages : accompagnement social ; accompagnement renforcé dans le cas d'arrêté d'insalubrité ; hébergement et relogement.
- Coordination de l'opération avec les actions d'accompagnement ;
- Animation du dispositif d'information au public et AMO pour l'élaboration du plan de communication ;
- Animation du suivi et évaluation de l'opération ;
- Repérage et sensibilisation des différents publics sur la rénovation énergétique, la précarité énergétique, l'évaluation énergétique.

7.2.2. Contenu des missions de suivi-animation

Information et communication :

Mise en œuvre du plan de communication, élaboré conjointement avec le service communication de la commune et différents articles de presse, parutions internet, bulletin communal d'informations, ...

- Pro-activité en matière de repérage de propriétaires
- Mise en place d'actions de repérage (nuit de la thermographie, réunions publiques...)
- Information et mobilisation des propriétaires : permanences, participation aux réunions publiques, édition de documents d'information générale sur l'opération.
- Information des acteurs de l'habitat privé : maître d'œuvre et artisans, agences immobilières, notaire ...
- Information spécifique pour une orientation vers les partenaires : ADIL, AIVS, Action Logement, Compagnons Bâtisseurs... et en particulier pour inciter les propriétaires à choisir un locataire parmi ceux proposés par la commission parc privé
- Réponses aux sollicitations des signataires en vue de réalisation des reportages journalistiques, photographiques ; Invitation des signataires à toute manifestation spécifique consacrée à l'opération.

Permanence d'accueil du public :

- Tenue des permanences physiques à la Maison du Projet et de permanences téléphoniques ;
- Diffusion des documents d'information générale ou technique conçus par l'Anah et la commune à destination du public.

Evénements spécifiques :

- Collaboration étroite avec le maître d'ouvrage lors des réunions d'information destinées à présenter les financements ;
- Invitation des signataires à toute manifestation spécifique consacrée à l'opération
- Participation aux commissions communales d'attribution des subventions

Accompagnement des propriétaires, copropriétaires et commune :

Technique et juridique :

- Évaluation de l'état des logements et immeubles (grilles Anah), rédaction des rapports de visite ;
- Évaluations thermiques avant et après travaux des parties privatives, estimations des gains réalisables puis réalisés ;
- Réalisation du diagnostic autonomie ;
- Recherche du couplage travaux d'autonomie/travaux d'économie d'énergie ;
- Vérification de la qualité des programmes de travaux et contrôle des factures ;
- Vérification de la décence des logements locatifs

Administratif, fiscal et financier :

- Conseil et assistance aux propriétaires, copropriétaires, commune (dans le cadre des travaux d'office)
- Aide à apporter aux propriétaires pour accéder et remplir leur demande d'aides en ligne sur le site « monprojetanah.gouv.fr »
- Réalisation des plans de financement et présentation aux propriétaires ou communes dans le cadre de la réalisation de travaux d'office ;
- Accompagnement du propriétaire bailleur sur la lecture des coûts et retour sur investissement des travaux engagés et de bonne gestion de son opération, des dispositifs fiscaux
- Sensibilisation des propriétaires sur l'impact économique de réaliser des travaux de rénovation énergétique
- Montage des dossiers de demandes de subventions auprès des différents financeurs (Anah, CD 34, Ville, Région pour l'Eco-chèque, caisses de retraite, Fondation Abbé Pierre...) ;
- Préparation des conventions des logements bailleurs avec travaux ;
- Préparation des dossiers de mise en paiement des aides publiques, contrôle des travaux sur site et contrôle des factures ;
- Recherche de financements alternatifs : fournisseurs d'énergie, caisse de retraite, Fondation Abbé Pierre, Fondation Bruneau, et en particulier auprès de FDI Sacicap, aide à la constitution des dossiers bancaires ;

Conseil et assistance aux copropriétaires :

- Assistance et suivi des copropriétés en difficulté : diagnostic social, technique, de fonctionnement et de gestion, proposition de stratégie de reprise en gestion et d'outils opérationnels permettant de remédier de façon durable aux dysfonctionnements identifiés, participation aux assemblées générales. Évaluation de la capacité financière des copropriétaires à financer leur reste charge.
- Information des copropriétaires sur les règles de la copropriété, aide à l'élaboration d'un projet de travaux (diagnostics succincts techniques, sociaux et financiers), sensibilisation et information des copropriétaires, organisation de rencontres régulières, réalisation d'estimations et simulations destinées à faire émerger un processus de travaux de réhabilitation.
- Recherche de partenariat et mobilisation des acteurs collatéraux (notaires notamment).
- Articulation avec le POPAC pour mutualiser les sessions de formation aux copropriétaires sur le fonctionnement des copropriétés

- Recherche de financements possibles (Fondation Abbé Pierre, FDI SACICAP...) et accompagnement spécifique (Compagnons Bâtisseurs)

Expertises et autres missions spécifiques :

- Rédaction des cahiers des charges en cas de vente de biens communaux (6 maisons individuelles pré-identifiées pour de l'accession à la propriété)
- Accompagnement de la commune ou de son aménageur dans la prise des arrêtés nécessaires à la stratégie de recyclage foncier (l'accompagnement social au relogement sera réalisé par une MOUS relogement dédiée aux opérations de recyclage foncier)
- Relations de partenariat étroit à construire entre la commune, son aménageur et l'opérateur d'OPAH-RU dans l'accompagnement aux opérations d'aménagement situés dans les deux îlots dégradés et à la réhabilitation des immeubles en diffus sous DUP d'ORI : information sur l'avancement des opérations (procédures coercitives, négociation foncière, procédure d'expropriation, phase travaux d'aménagement, phase travaux de construction ou réhabilitation...), recherche d'investisseurs potentiels pour le rachat des plateaux à aménager, réalisation de pré-études technique, fiscale et financière à destination des potentiels investisseurs, accompagnement au montage des dossiers de subvention le cas échéant.

Missions sociales à poursuivre :

- Accompagnement sanitaire et social renforcé des ménages en situation d'habitat indigne ;
- Accompagnement renforcé des propriétaires occupants en situation de précarité énergétique ;
- Assister propriétaires et locataires dans la mise en œuvre du relogement provisoire ;
- Sensibilisation aux droits et devoirs du locataire et du propriétaire (ADIL);

Conseil et assistance pour les dossiers de demande de subvention façade et vitrine :

Cet axe englobe les missions ci-dessus et en particuliers :

- Analyse pour définir les secteurs où mettre en place des axes prioritaires et analyse quantitative et financière des façades ou vitrines à réaliser
- Suivi-animation de l'action façades et vitrines en général et plus particulièrement des axes prioritaires (campagne de ravalement obligatoire)
- Réalisation d'une préconisation de travaux architecturale au propriétaire
- Visite sur chantier (pour le choix des couleurs par exemple)
- Visite en fin de chantier afin de vérifier la conformité des travaux et factures
- Réunion de coordination avec l'ABF, au démarrage de l'opération, pour revoir le règlement notamment
- Définition conjointe d'un mode de fonctionnement permettant un développement de l'action façades
- Bilan quantitatif et qualitatif

7.2.3. Modalités de coordination opérationnelle

Animation du partenariat :

- Assistance du maître d'ouvrage dans l'activation du partenariat sur la lutte contre le bâti indigne et dégradé et la précarité énergétique : CCAS, ARS, CAF, Département, FSL...
- Renforcement de la coordination des partenaires thématiques : ADIL, CAPEB, FFB, Compagnons bâtisseurs, AIVS, Fondation Abbé Pierre, CAF... ;
- Une incontournable articulation avec les services de la commune et ses opérateurs en charge de la mise en œuvre des projets et actions prévu dans la convention Action Cœur de Ville et la convention PRU.

L'articulation attendue avec le programme du NPNRU de Lunel :

L'opérateur de l'OPAH RU aura en particulier en charge :

- d'avoir un échange réciproque d'informations entre l'opérateur en charge des opérations d'aménagement et de recyclage foncier dans le centre ancien
- de prévoir des échanges réguliers tout au long de la mission entre les opérateurs et les services communaux concernés afin de faire progresser ensemble les savoir-faire et les méthodologies d'intervention sur le centre ancien, d'harmoniser les actions et mesures mises en place ;
- en particulier, d'échanger sur les dispositifs en cours (POPAC, permis de louer) ou à venir (traitement des îlots dégradés, recyclage d'immeubles communaux, etc).

7.3. Évaluation et suivi des actions engagées

7.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet. Un tableau de bord sera constitué, avec les indicateurs de suivi et de résultat que le comité de pilotage national du programme transmettra. De plus, ils porteront sous tous les champs d'application du projet : habitat, aménagements de proximité, commerces, services, équipements, économie (nombre de logements rénovés, profil des nouveaux habitants, nombre d'emplois, nombre d'entreprises par secteur, etc.).

En particulier sur :

Indicateurs de fonctionnement

- Nombre de logements visités, diagnostiqués ;
- Points de blocage identifiés par l'opérateur ;
- Ratio de transformation des contacts en visites, des visites en dossiers ;
- Délai, pour les logements et façades, entre le contact et le montage du dossier, entre la notification de la subvention et le dépôt du solde de la subvention
- Difficultés rencontrées empêchant notamment la réalisation de travaux ;
- Nombre et fréquence des réunions ;
- Communication et information du public : nombre d'action de presse, impacts des actions de communication, mailings, boîtage...

Effets sur le bâti dégradé ou indigne et sur la précarité énergétique :

- Nombre de signalements de situations de mal logement : insalubrité, péril, saturnisme, précarité énergétique, non décence (plaintes, signalements CAF, signalement FSL, etc).
- Nombre de visites effectuées par l'opérateur et nombre de logements (indignes ou non-décents ; précarité énergétique...) ;
- Nombre d'arrêtés, mise en demeure et injonction (insalubrité, péril, RSD) pris ;
- Nombre de logements subventionnés au titre des logements dégradés, de lutte contre la précarité énergétique ;
- Nombre d'arrêtés (insalubrité, péril, RSD) levés suite aux travaux dans le cadre de l'OPAH-RU ;
- Nombre de ménages ayant bénéficié d'un accompagnement spécifique (MOUS, accompagnement renforcé PO LHI / LTD, PO FART) ;

- Nombre de relogements réalisés (public, privé et dans le parc de logements réhabilités dans le cadre de l'OPAH-RU) ;
- Efficacité de la coordination des acteurs (relogement, accompagnement social, application des pouvoirs de police...) ;
- Points de blocage identifiés par l'opérateur.

Effets sur l'efficacité énergétique du parc de logement :

- Réalisation quantitative par rapport aux objectifs précités dans la présente convention ;
- Réalisation qualitative : évolution de la performance énergétique des logements (consommation avant travaux, KWh économisés, consommation après travaux) et par type de propriétaires ; économies financières pour les ménages, temps de retour sur investissement ; analyse du reste à charge des propriétaires.

Effets immobiliers :

- Réalisation quantitative par rapport aux objectifs précités dans la présente convention : ventilation des logements améliorés par type de propriétaire ; ventilation des logements améliorés par état d'origine des logements ; nombre d'accession à la propriété
- Réalisation qualitative : remise sur le marché de logements vacants ; niveaux de loyer des logements produits type de réhabilitation : nombre d'immeubles totalement réhabilités ; nombre de réhabilitations partielles ;
- Dynamique de vente et valorisation immobilière attribuées à l'OPAH-RU ;
- Points de blocage identifiés par l'opérateur ;
- Cartographie des réhabilitations.

Effets en termes d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie :

- Actions d'accompagnement réalisées à l'initiative de la collectivité et/ou de ses partenaires ;
- Nombre de façades et vitrines rénovées dans le cadre de l'action dédiée, des campagnes de ravalement obligatoire
- Nombre de DUP travaux et d'ORI suivies ;
- Etat d'avancement des opérations d'aménagement (îlots, espaces publics) ;
- Opérations d'acquisition/amélioration portées par un opérateur public ou privé ;
- Efficacité de la coordination des acteurs en charge du relogement, de la réhabilitation, du recyclage, de l'aménagement urbain.
- Avancement du projet de réhabilitation des espaces publics

Indicateurs économiques et financiers :

- Coûts de réhabilitation au m2 ;
- Volume des travaux (engagés / réalisés) ;
- Répartition des financements sollicités par financeur : ventilation des subventions accordées, nombre de primes spécifiques, effets bancaires spécifiques : accessions aidées, prêts spécifiques pour la réalisation de travaux (SACICAP), prêts à taux zéro... ;
- Bilan spatial des dossiers de réhabilitation déposés, financés et réalisés ;
- Impact de l'OPAH-RU sur les entreprises du BTP : masse financière de travaux de réhabilitation générée par l'OPAH RU, Équivalent temps plein générés par les travaux...

Effets démographiques et sociaux :

- Nombre et type de logements conventionnés produits ; montant des loyers pratiqués
- Solvabilisation des PO modestes : nombre d'accessions aidées et/ou de prêts permettant la réalisation de travaux ;
- Typologie des ménages réintroduits sur le périmètre opérationnel ;
- Evolutions sociales observées.

En conclusion, ces indicateurs mettront en exergue les points forts et points faibles de l'OPAH-RU, les dysfonctionnements observés par rapport aux prévisions et l'impact sur le cadre de vie et les occupants. Une analyse qualitative des ratios et points de blocage devra être présentée lors des bilans annuels. L'opérateur devra émettre des propositions d'adaptation en fonction des résultats.

L'opérateur élaborera et alimentera une base de données de suivi opérationnelle qui permettra l'édition rapide et fiable de tous ces indicateurs, et établira des listes d'adresses ou de propriétaires : contacts non aboutis, signalements insalubrité...

Il établira des bilans statistiques pré-formatés pour les réunions de travail et les comités techniques.

7.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération. Ils devront en particulier faire état de l'avancement des actions de renouvellement urbain amorcées sur les communes.

Les bilans seront établis par l'équipe opérationnelle et présentés au Comité de Pilotage. Ils intégreront une analyse quantitative et qualitative des résultats du dispositif financier et d'animation mis en place. Le prestataire coanimera avec les services de la commune, le comité de pilotage et les comités techniques de suivi de l'OPAH-RU.

Bilan annuel

Le bilan annuel établi sous la responsabilité du maître d'ouvrage sera plus complet que le rapport d'avancement dans la mesure où il ouvrira des perspectives pour la bonne continuité du programme. Il sera validé à l'occasion du comité stratégique annuel.

Ce rapport devra faire état des éléments suivants :

- *pour les opérations réalisées : localisation, nature et objectif ; coûts et financements ; maîtrise d'œuvre ; impact sur le cadre de vie et la vie sociale ;*
- *pour les opérations en cours : localisation, nature et objectif ; état d'avancement du dossier ; plan et financement prévisionnel ; points de blocage.*

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention. Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

Bilan final

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, un bilan final du programme sous forme de rapport devra être présenté au comité de pilotage stratégique en fin de mission.

Ce rapport devra notamment :

- *Rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs.*
- *Analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants.*
- *Recenser les solutions mises en œuvre.*
- *Lorsque l'opération le permet, fournir un récapitulatif ou des fiches des opérations financées avec la nature et le montant prévisionnel des travaux effectués et le détail des subventions et aides perçues.*
- *Synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.*

Ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en œuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

Chapitre VI – Communication

Article 8 – Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de sa charte graphique. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur l'Opah.

Le logo de l'Anah en quadrichromie, la mention de son numéro indigo (0 820 15 15 15) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.

Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du numéro indigo et du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique ;

Pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux ...) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».

Le logo du ministère en charge du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération de même que celui d'Action Logement.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec le délégataire des aides à la pierre et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celui-ci.

D'une manière générale, les documents de communication devront avoir été réalisés avec le délégataire des aides à la pierre, qui fournira toutes les indications nécessaires à la rédaction des textes dans le cadre de la politique menée localement : priorités, thématique, enjeux locaux, etc. et validera les informations portées sur l'Anah.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès de la direction de la communication de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme. En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à l'OPAH-RU, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'Anah et les mettre à sa disposition libre de droits.

Le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

D'une manière générale, l'ensemble des logos des partenaires signataires de la présente convention sera porté sur tous les documents de communication produits dans le cadre de l'OPAH-RU

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de cinq années calendaires. Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah à partir de la date notification du marché de suivi-animation.

Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 11 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait en 4 exemplaires à Montpellier, le 11/12/2019.

Pour le maître d'ouvrage,
La commune de Lunel

Claude ARNAUD

Pour l'Anah, par délégation,
Le Président du Conseil Départemental de l'Hérault

Kléber MESQUIDA

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental de l'Hérault

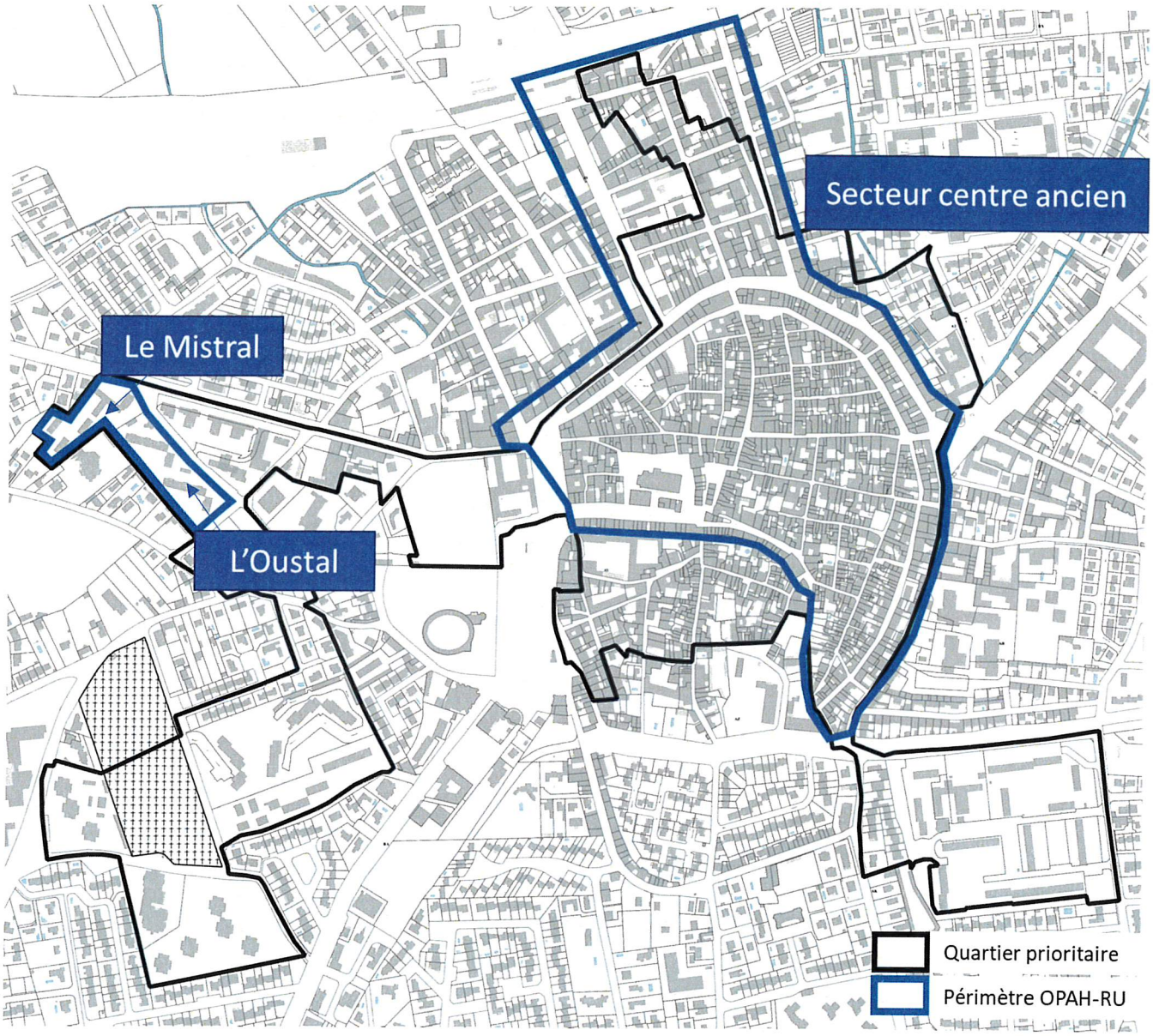
Kléber MESQUIDA

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional

Carole DELGA

Annexes

Annexe 1. Périmètre de l'opération



NOM DE VOIRIE DU PERIMETRE D'OPAH-RU (1/2)
Avenue Gambetta
Avenue Général Sarrail
Avenue Victor Hugo
Boulevard de la République
Boulevard de Strasbourg
Boulevard Lafayette
Boulevard Louis Blanc
Cours Gabriel Péri
Impasse Alphonse Menard
Impasse Bonnes Gens
Impasse Courte
Impasse des Baies
Impasse des Bergers
Impasse du Cannau
Impasse du Mistral - n°166 - Copropriété LE MISTRAL
Impasse Longue
Place de la République
Place Denfert Rochereau
Place Fruiterie
Place Jean Jaurès
Place Jean Moulin
Place Louis Christol
Place Martyrs de la Résistance
Rue Arago
Rue Bonnes Gens
Rue Boutonnet
Rue Bruno Brunel - n°267 - Copropriété L'OUSTAL
Rue Cabasserie
Rue Capitaine Menard
Rue Chevalier de la Barre
Rue d'Alsace
Rue Danton

NOM DE VOIRIE DU PERIMETRE D'OPAH-RU (2/2)
Rue de la Libération
Rue de la Paix
Rue de Lorraine
Rue de Verdun
Rue des Caladons
Rue des Halles
Rue des Remparts
Rue du 8 Mai 1945
Rue du Cannau
Rue du Marché
Rue du Pouget
Rue du Tapis Vert
Rue Edgar Quinet
Rue Frédéric Mistral
Rue Henri de Bornier
Rue Henri Reynaud
Rue Jacques Durand
Rue Jean Jacques Rousseau
Rue Jean Louis Médard
Rue Jules Ferry
Rue Karl Marx
Rue Lakanal
Rue Ledru Rollin
Rue Marc Antoine Ménard
Rue Marceau
Rue Marx Dormoy
Rue Pascal
Rue Pasteur
Rue Puits d'Aigues Bonnes
Rue Puits de la Pointe
Rue Puits de Ricard
Rue Roger Salengro
Rue Sadi Carnot
Rue Waldeck Rousseau

Annexe 2. Récapitulatif des aides apportées

Les aides figurant ci-après sont détaillées à titre indicatif à la date de conclusion de la convention.

Tableau des aides – Propriétaires occupants

Appréciation du projet au regard de la situation à résoudre et de la nature des travaux subventionnés		Plafond des travaux	ANAH	Prime Habiter Mieux	CD34	Commune de Lunel	Ecochèque Logement Région	TOTAL
Projet travaux lourds	LTD projet de travaux lourds pour réhabiliter un logt très dégradé	50 000€ HT	35 % TM 25 % M	10% max 2000€ 10% max 1600€	20 % TM 15 % M	10%	1500€ si gain énergétique >25%	TM : 65% + 2000€ + 1500€ M : 50% + 1600€+ 1500€
	LHI projet de travaux lourds pour réhabiliter un logt indigne occupé	62 5000 € HT 50 000 € HT	60 % TM 35 % M		20 % TM 15 % M			TM : 90% + 2000€ + 1500€ M : 60% + 1600€+ 1500€
Projet de travaux d'amélioration	Petite LHI projet de travaux pour réhabiliter un logt indigne occupé	20 000 € HT	50 % TM 35 % M	10% max 2000€ 10% max 1600€	20 % TM 15 % M	10%		TM : 90% + 2000€ + 1500€ M : 70% + 1500€
	Maintien à domicile		50 % TM 35 % M	-	10 % TM 10 % M	0%		TM : 60% M : 45%
	Habiter mieux Sérénité		40% TM 25% M	10% max 2000€ 10% max 1600€	10 % TM 0 % M	0%		TM : 60% + 1500€ M : 35% + 1500€
	Habiter mieux Agilité			-	0%	0%		TM : 45% M : 25%
Prime accession		100 000€ (acquisition)				10%		Jusqu'à 10000€

Tableau des aides – Propriétaires bailleurs

Appréciation du projet au regard de la situation à résoudre et de la nature des travaux subventionnés		plafond des travaux	ANAH	Prime de réservation	Prime Habiter Mieux	CD 34	Commune de Lunel	Ecochèque Logement Région	TOTAL
projet de travaux lourds pour réhabiliter un logt indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation [grille : ID ≥0,55] nécessitant des travaux lourds, dont l'ampleur et le coût justifient l'application du plafond de travaux majoré, avec obligation de produire une évaluation énergétique dans tous les cas)		1 000 € H.T./m² (SHF) dans la limite de 80m² par logement		Conditions : conventionnement LCTS, avec droit de désignation préfet si besoin important sur le territoire pour le logement de ménages prioritaires DALO/PDALPD/LHI	1500€/lgt si gain énergétique>35%	15% : LCTS 10 % : LCS 0 % : LCI (en fonction des plafonds de travaux subventionnables de l'Anah) PAS TU	10% (en fonction des plafonds de travaux subventionnables de l'Anah)	1000€ par logement si gain énergétique>25%	
projet de travaux d'amélioration (projet visant à répondre à une autre situation)	travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat (travaux de « petite LHI » : insalubr. – péril – sécurité des équ communs – risque saturnin)	750 € H.T./m² (SHF) dans la limite de 80m² par logement	LCTS : 45% LCS : 40% LI : 30%						LCTS : 70%+primes LCS : 60% + primes LCI : 40% + primes
	travaux pour l'autonomie de la personne								
	travaux pour réhabiliter un logement dégradé (grille de dégradation avec 0,35 ≤ ID < 0,55)		LCTS : 35% LCS : 30% LI : 25%	Montant : 2 000 €/lgt					LCTS : 60%+primes LCS : 50% + primes LCI : 35% + primes
	travaux d'amélioration des performances énergétiques (travaux d'économies d'énergie dans un logement peu ou pas dégradé : gain de perf > 35% et production grille de dégr. (ID < 0,35)								
	travaux suite à une procédure RSD ou un contrôle décence								
	travaux de transformation d'usage								

Tableau des aides – Syndicats de copropriétaires

Appréciation du projet au regard de la situation à résoudre	Plafond des travaux	ANAH	Prime Habiter Mieux	Commune de Lunel	Total
Travaux réalisés sur un immeuble situé dans le cadre d'un volet « copropriétés dégradées » d'une opération programmée	150 000 € par bâtiments + 15 000 € par lots d'habitation principale	35%	2 000€/lot d'habitation principale si gain énergétique >35%	10%	45% + primes
Travaux réalisés sur les parties communes d'un immeuble situé dans le périmètre d'une OPAH avec volet « copropriétés dégradées » d'une opération programmée et présentant des pathologies lourdes du bâtiment identifiées par un diagnostic indépendant	Pas de plafond	50%		10%	60% + primes
Mesures prescrites au titre de la lutte contre l'habitat indigne (insalubrité, saturnisme, péril, sécurité des équipements communs) ou travaux nécessaires pour mettre fin au caractère indigne (grille insalubrité)	Pas de plafond - Travaux limités à ceux nécessaires pour lever la procédure ou mettre fin à la situation d'habitat indigne	50%		10%	60% + primes
Administration provisoire (art. 29-1 de la loi du 10 juillet 1965) : travaux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété	Pas de plafond – Travaux limités à ceux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété	50%		10%	60% + primes
Travaux tendant à permettre l'accessibilité de l'immeuble	20 000 € par accès à l'immeuble modifié et rendu adapté	50%		0%	50% + primes
Copropriétés fragiles	15 000€ par lots d'habitation	25%	1 500€/lot d'habitation principale si gain énergétique >35%	0%	25% + primes
Aide au redressement (frais et prestations liée à l'amélioration du fonctionnement et de la gestion de la copropriété, y compris frais d'actes et de procédures et honoraires de syndic ou administrateur provisoire)	Forfait	150€/lot d'habitation principale/an		150€/lot d'habitation principale/an	300€/lot d'habitation principale/an

Tableau des aides – Travaux d'office engagés par la commune

Appréciation du projet au regard de la situation à résoudre	plafond des travaux	ANAH
Exécution de travaux prescrits par les arrêtés de police des maires ou des préfets par la commune	aucun	50%

Tableau des aides – Façades et vitrines

Type d'intervention	plafond des travaux	Commune de Lunel
Mise en valeur des façades	10 000 €	50%
Travaux d'intérêt architectural (TIA)	3 000 €	50%
Mise en valeur des vitrines	6 000 €	50%
Campagne ravalement obligatoire (année 1)	10 000 €	30%
Campagne ravalement obligatoire (année 2)	10 000 €	25%

Annexe 3. Liste des immeubles prioritaires repérés

Les adresses listées ci-dessous correspondent aux immeubles recensés lors du relevé du bâti réalisé sur le centre ancien de Lunel et de l'investigation sur les copropriétés construites entre 1960/1980.

En phase opérationnelle, ces immeubles constitueront le potentiel pour la mobilisation des aides aux syndicats de copropriétaires.

Pour les immeubles en copropriété, un diagnostic multicritères sera réalisé sur ces immeubles pour déterminer le degré de fragilité et les actions de redressement à mettre en œuvre (juridique, financier, technique...).

Cette liste n'est pas limitative. En cours du programme, au gré des investigations conduites par l'opérateur et des signalements recueillis, cette liste pourra être modifiée par voie d'avenant à la présente convention.

L'opportunité de mobiliser des subventions publiques pour la réalisation des travaux sera décidée en Comité Technique sur la base de la présentation du diagnostic de l'immeuble.

IMMEUBLES PRIORITAIRES (2/2)		NB D'IMMEUBLES	NB DE LOGEMENTS	COPRO	A ACQUERIR	DÉJÀ ACQUIS	PROCEDURE ENVISAGEE	MIS AU BILAN ANRU	ORI PHASE 1	ORI PHASE 2
ILOT LIBERATION		9	30	1	4	0		4	2	3
AW0299	15 rue Marx Dormoy	1	1				DUP ORI		X	
AW0296	18 rue de la Libération	1	2		x		AII + DUP VIVIEN	X		
AW0292	55 rue Marx Dormoy	1	4		x		DUP VIVIEN	X		
AW0288	59 rue Marx Dormoy	1	1		x		APO IDH + DUP VIVIEN	X		
AW0289	62 rue de la Libération	1	5		x		AIR + DUP AMENAGEMENT	X		
AW0295	36 rue de la Libération/27 rue Marx Dormoy	1	5				AIR + DUP ORI		X	
AW0316	44 rue de la Libération	1	4	x			APO + DUP ORI			X
AW0291	50 rue de la Libération	1	6				DUP ORI			X
AW0290	52 rue de la Libération	1	2				DUP ORI			X
ILOT PHARMACIE		19	48	2	16	1		17	5	8
AX0299	20 Place Jean Jaurès	1	3				AIR + DUP ORI		X	
AX0307	14 Place de la Fruiterie	1	5				DUP ORI		X	
AX0496	65 rue Marc Antoine Ménard	1	7		x		AII + DUP VIVIEN	X	X	
AX0290	65B rue Marc Antoine Ménard	1	6		x		DUP AMENAGEMENT	X		
AX0293	43 rue Marc Antoine Ménard	1	1		x		DUP ORI	X		X
AX0294	41 rue Marc Antoine Ménard	1	2		x		DUP ORI	X		X
AX0295	41 rue Marc Antoine Ménard	1	2		x		DUP ORI	X		X
AX0297	20 rue Marc Antoine Ménard	1	0		x		APO + DUP AMENAGEMENT	X		
AX0298	46 place Jean Jaurès	1	1		x		AII + DUP VIVIEN	X		
AX0303	25 rue Capitaine Ménard	1	1		x		DUP ORI	X	X	
AX0317	impasse des Bergers	1	0			x	AUCUNE	X		
AX0312	36 rue Frédéric Mistral	1	7	x	x		DUP AMENAGEMENT	X		
AX0314	62 rue Frédéric Mistral	1	6	x	x		DUP AMENAGEMENT	X		
AX0315	68 rue Frédéric Mistral	1	1		x		DUP ORI	X		X
AX0316	78 rue Frédéric Mistral	1	1		x		DUP ORI	X		X
AX0318	18 rue Frederic Mistral	1	0		x		DUP ORI	X		X
AX0319	94 rue Frédéric Mistral	1	1		x		DUP ORI	X		X
AX0477	rue Frédéric Mistral	0	0		x		AUCUNE	X		
AX0476	74 rue Frédéric Mistral	1	3		x		DUP ORI	X		X

IMMEUBLES PRIORITAIRES (2/2)		NB D'IMMEUBLES	NB DE LOGEMENTS	COPRO	A ACQUERIR	DÉJÀ ACQUIS	PROCEDURE ENVISAGEE	MIS AU BILAN ANRU	ORI PHASE 1	ORI PHASE 2
IMMEUBLES DIFFUS		13	37	0	3	2		5	1	4
AW0253	178 rue de la Libération	1	1		x		AUCUNE	X		
AW0252	188 rue de la Libération	1	1		x		AUCUNE	X		
AT0146	70 rue Jacques Durand	1	1		x		APO IDH	X		
AT0147	76 rue Jacques Durand	1	3				DUP ORI			X
AT0224	338 rue de la Libération	1	3				AIR			
AW0174	92 rue Sadi Carnot	1	1			x	AUCUNE	X		
AW0175	98 rue Sadi Carnot	1	1			x	AUCUNE	X		
AY0003	13 rue de la Libération	1	4				AIR			
AX0310	14 rue Frédéric Mistral	1	3				AIR			
AX0084	246 rue Marc Antoine Ménard	1	1				APO + DUP ORI			X
AX0539	351 rue de la Libération	1	6				AIR + DUP ORI			X
AX0479	331 rue de la Libération	1	2				AIR+ DUP ORI			X
AX0029	339 rue de la Libération	1	10				DUP ORI		X	
COPROPRIETES EN DIFFICULTE		29	267	20	0	0		0	0	0
BO0301	228 rue Bruno Brunel (L'Oustal)	4	80	x			ND			
BO0311	182 impasse du Mistral (Le Mistral)	6	49	x			ND			
AV0124	120 avenue Général Sarail (Le Tapis Vert)	1	23	x			ND			
AV0229	85 rue Boutonnet / 334 rue Henri Reynaud (Le Plein Sud)	2	22	x			ND			
AW0298	241 boulevard Lafayette (Le Central)	1	21	x			ND			
AW0075	84 avenue Général Sarrail (Le Sarrail)	1	15	x			ND			
AV0234	97 avenue Victor Hugo (Le Victor Hugo)	1	10	x			ND			
AY0001	132 place de la République	1	3	x			ND			
AW0218	147 rue Marx Dormoy	1	2	x			ND			
AW0259	162 rue de la Libération	1	6	x			ND			
AW0178	116 rue Sadi Carnot	1	3	x			ND			
AW0194	172/176 rue Sadi Carnot	1	3	x			ND			
AW0090	8 rue Roger Salengro	1	2	x			ND			
AW0092	283 boulevard Lafayette	1	4	x			ND			
AW0328	40 rue Roger Salengro / 313 boulevard Lafayette	1	6	x			ND			
AT0110	136 rue Roger Salengro	1	2	x			ND			
AT0172	27 rue Jacques Durand	1	3	x			ND			
AY0025	13 rue du Pouget	1	2	x			ND			
AY0042	109 place des Martyrs de la Résistance	1	9	x			ND			
AX0494	262 rue des Remparts	1	2	x			ND			
TOTAL GENERAL		70	382	23	23	3		26	8	15

Annexe 4. Projets et programme d'intervention sur le périmètre d'OPAH-RU

Projets	Coût prévisionnel	Calendrier de réalisation
Aménagement et recyclage foncier		
Recyclage de l'îlot Libération (déficit d'aménagement)	1 759K€	2026
Recyclage de l'îlot Pharmacie (déficit d'aménagement)	4 511K€	2026
Recyclage d'immeubles diffus	505K€	2026
Recyclage de 6 biens communaux : Mission d'architecte, dépôt de PC et rédaction de cahiers des charges	66K€	2020
Espaces publics		
Requalification des abords des Arènes Phase 1 : Aménagement parking du Plateau et haut des Allées Baroncelli	555K€	2025
Requalification de la rue Marx Dormoy (jusqu'au croisement Sadi Carnot)	650K€	2025
Poursuite Aménagement parking des abrivados	2 500K€	
Requalification de la rue Tivoli / Parvis de la Poste	630K€	2030
Aménagements liés aux déplacements urbains		
Accessibilité en mode doux du PEM par Victor Hugo (uniquement revêtement et mobilier)	500K€	2025
Accessibilité Piétonne de l'espace Castel rue Marx Dormoy	259K€	2019
Aménagement paysager parking des Abrivados et accès	400K€	
Développement d'un réseau d'itinéraires cyclables (Av Victor Hugo)	125K€	2025
Mise en valeur du patrimoine		
Mise en valeur de l'îlot des Prisons, porte Notre Dame	110K€	2019
Place Edmond Calvet / Rue Henri de Bornier	395K€	2030
Mise en valeur de l'Eglise Notre-Dame-de-Lac		
Création/Modernisation d'équipements		
Création de la Maison du Projet rue de la Libération	152K€	2020
Aménagement du Pôle d'Echange Multimodal		2019
Commerces et activités économiques		
Aménagement et commercialisation de l'Ilot Galinié, bien situé entre les Martyrs de la Résistance et Jean Jaurès	70K€	
Reconversion Ancienne Gare en espace de co-working	1 500K€	2023
Expérimentation : Incubateur commercial ("boutiques à l'essai") avec fusion de locaux commerciaux appartenant à la ville pour offrir des surfaces au-delà de 60m²	200K€	2020
Création d'un incubateur commercial		2020

Annexe 5. Tableau de suivi des objectifs et indicateurs de la convention

Les objectifs quantitatifs en nombre de logements subventionnés selon les catégories cibles

	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés
Logements de propriétaires occupants	**7**		**17**		**17**		**17**		**17**		**10**	
• dont logements indignes ou très dégradés	3		7		7		7		7		4	
• dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	3		7		7		7		7		4	
• dont aide pour l'autonomie de la personne	1		3		3		3		3		2	
Logements de propriétaires bailleurs avec travaux	**8**		**17**		**17**		**17**		**17**		**9**	
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires	**0**		**10**		**10**		**90**		**65**		**5**	
• dont logements en copropriété en difficulté	0		10		10		10		15		5	
• dont logements en copropriété fragile	0		0		0		80		50		0	
Travaux d'office réalisés par la commune (nb d'immeubles)	**0**		**1**		**1**		**1**		**1**		**1**	
Total des logements Habiter Mieux	**14**		**31**		**31**		**111**		**81**		**17**	
• dont PO	6		14		14		14		14		8	
• dont PB	8		17		17		17		17		9	
• dont logements traités dans le cadre d'aides aux SDC	0		0		0		80		50		0	
Façades	**5**		**30**		**46**		**10**		**10**		**5**	
• dont volet incitatif	5		10		10		10		10		5	
• dont campagne ravalement obligatoire	0		20		36		0		0		0	
Vitrines	**2**		**5**		**5**		**5**		**5**		**3**	

Autres indicateurs de suivi sur l'habitat privé

Les indicateurs seront présentés sous forme de tableaux de bord détaillant pour chaque thématique d'action :

- le nombre et le type des logements financés suivant le type et le statut d'occupation, la nature des travaux, la classe énergétique après travaux, les procédures coercitives éventuelles notifiées pour ces logements, la localisation (parcelle cadastrale), les consommations de dotations de crédits par financeurs, les coûts moyens de travaux et de subventions, les types et prix des loyers après travaux
- les procédures coercitives notifiées : localisation, nature, délais, avancement
- l'impact social : type et statut d'occupation, Catégories Socio-Professionnelles des ménages concernés, mesures de relogement et d'accompagnement social mises en œuvre, type de relogements effectués, taux d'effort des ménages après travaux. Ces indicateurs devront permettre de mesurer l'impact de l'opération sur le plan social, d'évaluer les mesures et les dispositifs connexes mis en place pour garantir l'efficacité sociale de l'opération
- l'impact économique : montant des travaux et coûts d'ingénierie générés par les opérations de réhabilitations, estimation des ETP générés, impact sur les entreprises en fonction de leur localisation géographique.

Ces indicateurs seront complétés par les indicateurs de résultats propres à chaque action détaillée ci-avant dans la partie « *3. Volets d'actions* ».

Annexe 6 : Tableau récapitulatif des participations financières des partenaires

OPAH RU Lunel avec animation ORI - 170 logements hors copro

Plan de financement global de l'opération

274

Programme et coût			Financement									
Actions	**Maîtrise d'ouvrage**	**Coût global HT**	**Investissemt privé**	**Région**	**Département**	**Commune Lunel**	**ANAH**	**Prime Habiter Mieux**	**ANRU**	**CAF**	**FARU**
Amélioration de l'habitat (aides aux travaux)											
Dispositif de base	Collectivité	9 957 590 €	4 458 960 €	190 000 €	733 600 €	704 875 €	3 443 155 €	427 000 €			
Dispositif complémentaire spécifique Commune de Lunel	Collectivité	1 210 000 €	775 000 €			535 000 €					
Travaux d'office et relogement	Collectivité ou aménageur ou AMO	160 000 €				84 375 €	62 500 €				13 125 €
Sous total		**11 327 590€**	**5 233 960€**	**190 000€**	**733 600€**	**1 324 250€**	**3 505 655€**	**427 000€**	**- €**	**- €**	**13 125€**
Ingénierie et conduite de projet											
Suivi-animation de l'OPAH RU sur 5 ans	Commune de Lunel	615 000 €			123 000 €	62 400 €	429 600 €				
Dont mission spéficique habitat indigne	*Commune de Lunel*	*110 000 €*			*22 000 €*	*33 000 €*	*55 000 €*				
Dont dossiers de DUP Travaux (10 immeubles ORI)	*Commune de Lunel*	*40 000 €*			*8 000 €*	*12 000 €*	*20 000 €*				
Dont animation spéficique 10 immeubles sous DUP Travaux (ORI)	*Commune de Lunel*	*70 000 €*			*14 000 €*	*21 000 €*	*35 000 €*				
Animation campagne de ravalement obligatoire	Commune de Lunel	40 000 €				40 000 €					
Mission de contrôle de la décence des logements	Commune de Lunel	54 000 €				34 000 €				20 000 €	
Mission de contrôle des logements Permis de Louer	Commune de Lunel	54 000 €				54 000 €					
Missions spécifiques d'accompagnement des petites copropriétés en centre ancien	Commune de Lunel	111 000 €			22 200 €	33 300 €	55 500 €				
Procédures en référé pour désignation administrateur provisoire en copropriété	Commune de Lunel	4 000 €				4 000 €					
Recyclage de 6 biens communaux : Mission d'architecte et dépôt DP/PC	Collectivité ou aménageur ou AMO	60 000 €				60 000 €					
Recyclage de 6 biens communaux : Rédaction des cahiers des charges pour vente	Collectivité ou aménageur ou AMO	6 000 €				6 000 €					
Sous total : ingénierie et conduite de projet		**944 000€**	**- €**	**- €**	**145 200€**	**293 700€**	**485 100€**	**- €**	**- €**	**20 000€**	**- €**
Total général 5 ans (hors volet aménagement)		**12 271 590€**	**5 233 960€**	**190 000€**	**878 800€**	**1 617 950€**	**3 990 755€**	**427 000€**	**- €**	**20 000€**	**13 125€**
Total général annuel		**2 454 318€**	**1 046 792€**	**38 000€**	**175 760€**	**323 590€**	**798 151€**	**85 400€**	**- €**	**4 000€**	**2 625€**

Déclaration de Mme LEMAIRE :

« Je rappelle notre implication dans la politique de la ville depuis 2001 et les très belles réalisations qui ont été faites.
Puisque l objectif des dispositifs ACV et ORT vise à renforcer l'attractivité et le développement durable pourquoi ne pas concentrer les efforts sur le centre ancien qui je le rappelle était votre but premier.
Au lieu de quoi on recommence des travaux sur le cours Gabriel-Péri.
Si les mobilités decarbonnées via la piétonnisation s'avèrent necessaires dans le cœur de ville de Montpellier ce n est pas le cas pour Lunel.
La piétonnisation à été essayée sans succès par le passé et ce n'est pas cela qui rendra de l'attractivité dans le centre ville, par contre, on prend en otage les habitants et commerçants.
Pour la rue Jean-Jacques Rousseau et son ombriere des travaux récents ont été réalisés et il n'y a pas de commerçants qui nécessitent des arrêts minutes.
Le parvis de l'église est impeccable et là aussi on casse.Pour la place des caladons identique.
Au lieu de dynamiser les commerces, ils ferment notamment l'aveyronnais et l'italien. Certaines collectivités font le choix de primes pour le pouvoir d'achat et pour la perte d exploitation ce qui n'est pas votre cas.
On co-finance le recrutement d'un manager du centre ville poste très technique dans une maison des projets qui est en sous effectifs et qui ne peut accompagner comme il se doit les commerçants et leurs questions liées aux travaux.
Etenfin il faut faire preuve de vigilance sur la maîtrise des coûts sur l'accord de coordination et aux compétences pour le suivi des travaux ainsi que de la clairvoyance pour mener les projets à bien. »

Mme DALLE rappelle au niveau des arrêts minutes du parking de la rue Jean-Jacques Rousseau que le commerce de presse est à proximité. Des magasins ont ouvert, ce n'est pas l'histoire d'une minute mais 40 minutes, ensuite cela dépendra de l'articulation envisagée, nous n'avons pas arrêté de temps. En ce qui concerne le commerce Aveyronnais qui a fermé, elle estime qu'il n'a pas pris suffisamment de temps pour faire évoluer sa boutique. Par ailleurs, il devait assurer une saison musicale et a préféré arrêter son entreprise, c'est un mauvais exemple. Il y a eu plus de créations que de fermetures, nous allons dans le bon sens, les gens y croient et ont envie que cela fonctionne. Lorsqu'ils passent devant une nouvelle boutique ils apprécient et l'expriment, c'est très positif. La conjoncture n'est bonne pour personne ce n'est pas qu'à Lunel. Elle applaudit ceux qui ont envie et prennent des risques. Elle espère que la population va aussi jouer le jeu parce que c'est le but.

M. BARBATO souhaite savoir si dans la rue Jean-Jacques Rousseau va être remis en place la végétalisation, l'ombrière ? Car ce coin végétalisé était assez agréable.

Mme DALLE indique que le lieu était très squatté et nous avions des problèmes importants.

Monsieur le Maire confirme les problèmes sur la rue Jean-Jacques Rousseau. Il rappelle l'état lamentable du cours Gabriel-Péri : des carreaux qui se soulèvent, des dénivelés, il est impératif et indispensable de le reprendre. Des personnes tombent, nous recevons de nombreux courriers de plaintes quant à ces défauts du sol. Au niveau de la piétonnisation tous les spécialistes sont d'accord pour indiquer que lorsqu'on piétonnise généralement cela a une influence extrêmement positive sur la dynamique commerciale. Il veut bien entendre les contestations, les questions mais il existe des éléments concrets apportés par des spécialistes, des personnes vivant du commerce et dans le commerce et jusqu'à preuve du contraire nous allons le prendre en compte. Nous verrons dans l'avenir, mais a priori il a envie de considérer leur avis car on se déplace plus

facilement à pied, c'est plus agréable une ville apaisée que le désordre dans lequel elle était dernièrement.

M. BARBATO est ravi car ils étaient inscrits dans l'ACV et ont donc des projets en commun depuis 2014 et 2018. Ensuite, sur la méthode cela peut se discuter car son groupe n'est pas aux manœuvres. Certains éléments le gênent mais peut-être va-t-on lui apporter la réponse.
Le Midi-Libre du 22 novembre annonce que la municipalité a dû abandonner certains projets comme le parc de la Laune et aujourd'hui il retrouve à nouveau le parc de la Laune dans l'ACV. Est-ce une erreur de Midi-Libre dans son interprétation ? Il est question du parc de la Laune depuis 2020, il a été retiré en 2021, il est revenu en 2022 ! Midi-Libre informe qu'il n'y est plus. Il ne comprend pas.

Monsieur le Maire indique qu'il y a peut-être eu des erreurs de langage, il n'a jamais été abandonné, simplement le PPI est ré-examiné pour prendre en compte les problématiques. Toutes les collectivités sont impactées par des problèmes budgétaires et nous sommes comme les autres communes, ni plus ni moins. Nous nous poserons forcément des questions. Certains projets ne seront pas réalisés, mais à l'heure actuelle ce n'est pas arrêté. On peut parfois mal s'exprimer et être mal compris.

Mme PLANE avait alerté précédemment sur l'état du cours Gabriel-Péri. Elle a appris la fermeture en janvier d'un commerce supplémentaire et ne sait pas si cela va être repris : Boho situé à côté de Grain de Malice, en plus de l'italien et bien d'autres, elle avait déjà averti sur cette problématique. Elle a reçu de la famille qui s'est baladée le week-end dernier, il y avait très peu de monde dans Lunel et le week-end précédent guère plus. Une réflexion a été faîte quant à l'idée de débuter des travaux en période de fêtes et de soldes, ils ne sont pas de la région mais se sont posés la question. Pourquoi n'a-t-on pas décalé les travaux au vu des difficultés rencontrées par les commerçants du centre-ville. Même si à 70 % il s'agit de piétons et de cyclistes qui se baladent en centre-ville, de fait ils achètent moins, les automobilistes achètent davantage. Or, s'ils ne peuvent plus passer dans le centre-ville que font-ils ? Ils vont dans les grandes surfaces. C'est une liberté d'avoir la voiture, on ne peut pas les montrer du doigt par ce qu'ils souhaitent se déplacer en véhicule. Le peu qu'ils viennent ils dépensent davantage que les piétons et les cyclistes, c'est factuel. Sur les travaux, elle souhaite faire un apparté sur le cours Gabriel-Péri pour signaler que les touristes se posent des questions en période de fêtes. Pourquoi fait-on des travaux au lieu de faciliter l'accès aux commerces afin de vivre sereinement la période des fêtes car leur activité n'est pas extraordinaire depuis quelques années. Elle a relevé dans les visuels l'hôpital et la caserne Vauban. Quand récupère t-on l'hôpital ?

Réponse de Monsieur le Maire : Lorsqu'ils le libéreront. Il ne maîtrise pas les dates précises de fin de travaux du pôle gérontologique.

Mme PLANE rappelle qu'apparemment il y avait un délai.

Monsieur le Maire indique que l'on sait à peu près lorsqu'ils vont débuter, mais pas quand ils vont finir. Le pôle gérontologique ne sera pas achevé durant ce mandat. Si c'est le cas, le déménagement n'aura pas encore lieu, cela signifie qu'au niveau de l'hôpital à 6 mois près on ne peut pas savoir. Nous sommes liés à des travaux et au vu de leur importance il peut survenir « X » évènements : des fermetures de voies, des retards dans les chantiers, etc. S'aventurer sur une date c'est méconnaître le fonctionnement de ces grands chantiers.

Mme PLANE comprend mais que ce soit l'hôpital ou Vauban c'est la même problématique puisqu'on ne connaît pas la date de fin des travaux. Il n'en demeure pas moins que gouverner

c’est prévoir et elle n’est pas la seule dans Lunel à s’interroger sur les ambitions qu’il peut y avoir sur ces deux lieux. Cela a été discuté à plusieurs reprises. Avez-vous une idée pour la reconversion de ces bâtiments ? Est-ce une idée qui peut évoluer ? Est-elle arrêtée ? Elle relève l’étude de programmation, le visuel, qu’elle a sous les yeux ou alors c’est du blabla ?

Une discussion s’engage.

Monsieur le Maire rappelle que Mme PLANE a évoqué les travaux du cours Gabriel-Péri. Si les commerces ferment aujourd’hui ce n’est pas lié aux travaux, leurs difficultés quant à leur chiffre d’affaire est antérieure aux travaux, c’est important de contextualiser, ce n’est pas facile pour les commerçants, c’est une réalité on sait qu’ils souffrent. Il souligne que les travaux vont cesser pendant les fêtes de fin d’année, pendant la période de Noël ils sont accessibles.

Mme DALLE fait remarquer que pendant le week-end il n’y a plus de travaux.

Monsieur le Maire souligne que si l’on décale les travaux cela impacte systématiquement une autre période. En l’occurrence, ici c’est la Pescalune qui ne pouvait pas avoir lieu, durant laquelle les commerçants font un chiffre d’affaires extrêmement important. Que vous posiez des questions c’est normal mais écoutez nos réponses.
L’hôpital de la République et la caserne Vauban
Nous avons lancé des études qui nous éclaireront concrètement sur ce qui peut être réalisable ou pas. Mais des idées il y en a à foison. Vous disiez fort bien gouverner c’est prévoir, nous prévoyons. Des études ont été commandées lorsque ce sera plus clair nous pourrons formaliser. Il ne suffit pas de lancer des idées en l’air qui pourront chuter car il y aura un problème de réalité.

Aurons-nous les études assez rapidement demande Mme PLANE ?

Réponse de Monsieur le Maire : En 2025, nous ne sommes pas pressés, il n’y a aucune urgence.

Mme PLANE rappelle que ce sont deux bâtiments emblématiques de Lunel auxquels les Lunellois sont très attachés, ils ont une histoire, au niveau patrimonial c’est important. Qu’envisagez-vous sur ces deux bâtiments ? Des idées peuvent même venir de l’opposition.

Monsieur le Maire souligne qu’ils ne manquent pas d’idées qu’il ne peut pas évoquer car il attend de savoir ce qui est réaliste. Il rappelle que la caserne Vauban est en zone rouge.

Mme PLANE répond que l’on ne va pas détruire la caserne Vauban.

Monsieur le Maire : On ne peut pas faire n’importe quoi à Vauban.

Mme PLANE rappelle que ce sont deux bâtiments auxquels les Lunellois tiennent extrêmement. Ils seront encore en place bien après nous et tiendront encore sur pied. Elle entend la programmation, le lancement des études dont le résultat sera connu en 2025 qui permettra de savoir quelles sont les possibilités. « Partant de ce moment là, car vous serez toujours à la tête de cette collectivité, envisageriez-vous un référendum ? » Pour chaque bâtiment, par exemple, demander quelques idées à la population, aux élus de l’opposition. Savoir ce que les Lunellois souhaitent pour ces deux bâtiments.

Monsieur le Maire indique que depuis le début nous avons un principe, c’est la concertation. Il n’est pas sûr d’organiser un référendum tel qu’elle l’entend. Lorsqu’on a des sujets de cette importance il faut avoir un projet politique. Et ce sont les politiques en place qui le réalise. On ne

pourra pas accomplir ces projets durant ce mandat c'est impossible. Ceux qui avaient prévu une concrétisation dans le mandat étaient tenus par la libération des lieux qui n'est pas effective à ce jour. Des projets politiques vont émerger puisque cela se fera sur le mandat suivant. Chaque liste ira de son projet et les Lunellois choisiront.

Mme AUTIER relève qu'il a été signalé la nécessité de véhicules en centre-ville. Elle a pour habitude d'aller en centre-ville mais elle se gare et y va à pied parce que c'est beaucoup plus agréable. Elle n'est pas d'accord sur le fait de « je prends ma voiture je vais acheter plus ».

Mme PLANE rappelle que que c'est « Ouest-France » qui le dit !

Mme AUTIER n'est pas forcément de cet avis. Lorsqu'on discute avec les commerçants du cours Gabriel-Péri ils sont favorables à sa piétonnisation. Au vu du projet et de son devenir, ils sont ravis. Si l'on interroge les familles ayant des enfants et des poussettes leur attente est celui d'un espace plus convivial pour se balader en centre-ville. Il faudra apporter des choses en centre-ville pour ramener les familles. Actuellement, nous sommes amenés à nous déplacer différemment pour se rendre chez le buraliste, il y a des zones où on peut se poser avec la voiture.

Mme PLANE souligne que s'il y a piétonnisation les voitures ne passeront plus. Les trottoirs du cours Gabriel-Péri sont très larges de chaque côté. Pourquoi ne pas laisser le tour de circulation tel qu'il existe aujourd'hui ?

Mme AUTIER rappelle qu'elle a dit précédemment qu'elle voulait se promener.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit d'un choix politique et souhaite raccourcir les débats. Nous avons des visions différentes et les Lunellois s'exprimeront. Aujourd'hui, nous avons fait ce choix que nous assumons totalement.

M. P. CHABERT informe qu'il y a quelque temps il a compté 22 véhicules autour de l'église qui appartenaient aux commerçants. Cela signifie que les places ne sont pas faîtes pour les gens qui viennent faire des achats.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'avenant n° 2 de projet à la convention cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville pour l'opération de revitalisation du territoire 2023-2026.

4.2 - CONVENTION DE SERVITUDE AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ BRL SUR LA PARCELLE COMMUNALE H 792 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MARSILLARGUES POUR LE PASSAGE D'UNE CANALISATION D'EAU

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Annexe : plan de situation

La commune de Lunel est propriétaire de la parcelle cadastrée H 792 située sur le territoire de la commune de Marsillargues, sur la rive est du canal de Lunel.

La société BRL développe un projet d'aménagement hydraulique intitulé "Aménagement des cabanes de Lunel", qui nécessite l'établissement de canalisations souterraines d'eau et leurs ouvrages accessoires au travers de propriétés dont la parcelle H 792 susvisée.

Il est donc demandé à la commune de Lunel, en qualité de propriétaire du fonds servant, de consentir et s'obliger à créer à titre réel et perpétuel, au profit de la société BRL, propriétaire du fonds dominant, une servitude (de 4 m de largeur / 25 m de longueur) destinée à réserver sur la dite parcelle la bande de terrain telle que matérialisée sur le plan ci-joint et destinée à l'enfouissement en sous-sol d'une canalisation d'eau appartenant à BRL et l'implantation hors sol d'ouvrages hydrauliques accessoires (regards).

Une indemnité globale et forfaitaire de 1 € sera versée à la commune.

Ce projet d'aménagement hydraulique présente l'intérêt général suivant :

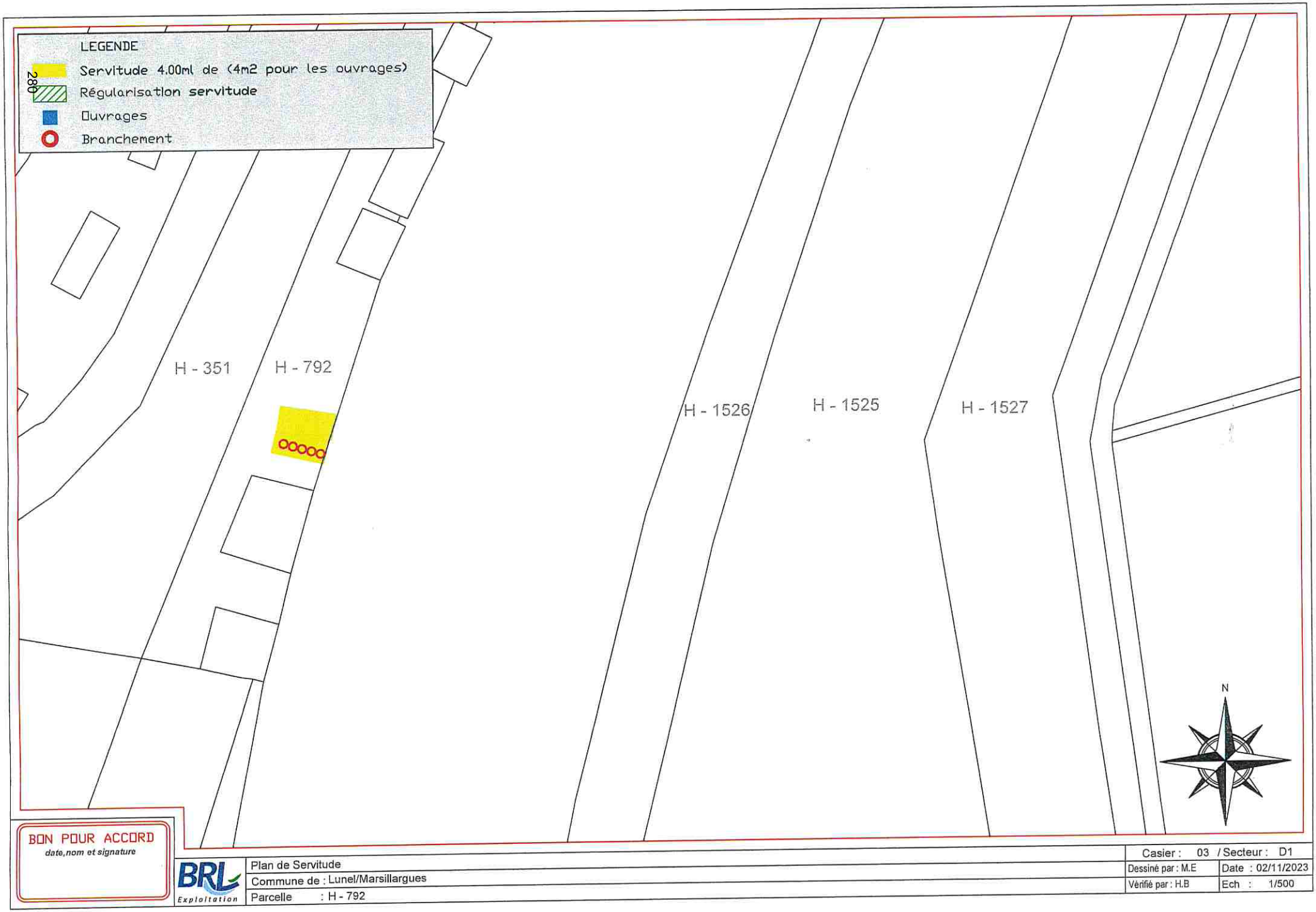
La servitude de passage permettra l'alimentation en eau des cabanes d'Azemard grâce à la création de nouveaux points d'eau auxquels les cabaniers pourront se raccorder. Leur alimentation actuelle est vétuste et implantée sur le patrimoine du Conservatoire du Littoral qui n'autorise plus ce type de raccordement. La société BRL n'a pas d'autre choix que de conduire ces travaux sur la parcelle communale.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :

-**D'APPROUVER** la convention de servitude à intervenir entre la commune de Lunel et la société BRL, par laquelle la commune de Lunel, propriétaire de la parcelle cadastrée H 792 située sur le territoire de la commune de Marsillargues (fonds servant), consent et s'oblige à créer à titre réel et perpétuel, au profit de la société BRL, propriétaire du fonds dominant, une servitude (de 4 m de largeur / 25 m de longueur) destinée à réserver sur la dite parcelle la bande de terrain telle que matérialisée sur le plan ci-joint et destinée à l'enfouissement en sous-sol d'une canalisation d'eau appartenant à BRL et l'implantation hors sol d'ouvrages hydrauliques accessoires (regards), et ce moyennant une indemnité de 1 € (Un euro),

-**D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la dite convention de servitude, et plus généralement à faire le nécessaire pour sa parfaite exécution.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.



BON POUR ACCORD
date,nom et signature

BRL Exploitation

Plan de Servitude
Commune de : Lunel/Marsillargues
Parcelle : H - 792

Casier : 03 / Secteur : D1
Dessiné par : M.E | Date : 02/11/2023
Vérifié par : H.B | Ech : 1/500

M. CRÉCHET souligne que le problème vient de la rupture de la canalisation dont il fallait réaliser les travaux en urgence.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la convention de servitude au profit de la société BRL sur la parcelle communale H 792 sur le territoire de la commune de Marsillargues pour le passage d'une canalisation d'eau et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention de servitude.

5 – SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

5.1 - PROJET ERASMUS + : « OUVERTURE À L'AUTRE ET À L'AILLEURS : SENSIBILISATION À LA CULTURE ESPAGNOLE » .

Rapporteur : Mme RÉGNIER.

Dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, la ville de Lunel est appelée, pour la quatrième année consécutive, à participer au financement du projet intitulé « Ouverture à l'autre et à l'ailleurs : sensibilisation à la culture espagnole ». Ce projet initié par le Lycée Louis Feuillade, dans le cadre du dispositif Erasmus +, est reconduit pour l'année 2023/2024.

Il s'agit de permettre aux élèves de Terminale Baccalauréat Professionnel de la Section Européenne de réaliser leur stage en entreprise à Tolède (Espagne) durant une période de 6 semaines.
Pour les élèves, ce sera l'occasion de renforcer leurs compétences linguistiques, de développer leur mobilité et de découvrir une autre culture.
Un atelier d'échange sera organisé dans le courant de l'année 2023/2024, entre les élèves de Terminale Baccalauréat Professionnel de la Section Européenne et un groupe de jeunes du collège Frédéric Mistral, âgés de 11 à 13 ans, avec les objectifs suivants :

- sensibiliser les jeunes collégiens à la mobilité Européenne,
- favoriser leur ouverture d'esprit, leur permettre de découvrir un autre pays et une autre culture,
- les inciter à l'apprentissage des langues étrangères.

Afin de développer cette action, la participation de la ville à ce projet est sollicitée à hauteur de 4 000€.

Il est demandé au Conseil municipal :
D'APPROUVER le versement d'une participation financière de 4 000 € au Lycée Louis Feuillade pour la mise en œuvre du projet Erasmus +, sus-exposé ;
D'AUTORISER le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le versement d'une participation financière de 4 000 € au Lycée Louis-Feuillade pour la mise en oeuvre du projet Erasmus + et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces y afférent.

5.2 - CONTRAT DE CO-ORGANISATION DE L'ÉVÈNEMENT JAPAN TSUKI ENTRE LA VILLE DE LUNEL ET L'ASSOCIATION GEEK EVENT

Rapporteur : Mme MOKADDEM.

Annexe : Contrat de co-organisation de l'évènement Japan Tsuki entre la ville de Lunel et l'association GEEK EVENT.

Il est exposé au conseil municipal que la ville de Lunel et l'association Geek Event vont co-organiser le samedi 25 mai 2024 la Japan Tsuki, à l'espace Castel de Lunel, avec une ouverture au public de 10h à 20h.

Cet évènement est une action dédiée à la culture japonaise et aux mangas et rassemblera des passionnés autour de différents ateliers, animations, démonstrations et concours pour un public de tout âge.

La ville de Lunel et l'Association Geek Event représentée par le Président, Monsieur Abdelwahab Oukouchi, souhaitent co-organiser cette nouvelle édition. Dans ce cadre, il est proposé au conseil de conclure un contrat visant à définir les engagements de chaque partie.

Concernant les frais liés à l'organisation des animations, concerts et atliers, la ville s'engage à verser à l'association GEEK EVENT, la somme forfaitaire de 1 500 € comme suit :
- 1 000 € versés à la signature du présent contrat,
- 500 € versés à l'issue de l'évènement.

Pour pouvoir co-organiser l'évènement, l'association bénéficiera également des contreparties financières liées à la mise en place d'ateliers et d'actions d'animation et l'autorisation d'encaissement de la billetterie par GEEK EVENT, selon les conditions contractuelles définies. Il est précisé que le cumul des contreparties financières n'excédera pas le seuil de 40 000 € HT défini dans le Code de la commande publique.

Il est demandé au Conseil municipal :
D'APPROUVER le contrat de co-organisation entre la ville et l'association Geek Event,
DE DIRE que les dépenses seront prélevées sur le Budget communal,
D'AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à ce contrat.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Contrat de co-organisation de l'évènement Japan Tsuki
Ville de Lunel
Association Geek Event

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

I – la Ville de Lunel
Adresse : Mairie de Lunel – 240 avenue Victor Hugo – CS 30403 – 34403 LUNEL CEDEX
Tél. : 04 67 87 84 12 – Site Internet : www.lunel.com – Courriel : jeunesse@ville-lunel.fr

Représentée par : M. Pierre Soujol, agissant en qualité de Maire, dûment habilité aux présentes par la délibération municipale en date du 30 septembre 2020.
Contact : Chrystel GUÉRI, directrice du service jeunesse et vie associative

Appelée **« la commune »**, d'une part

ET :

II – l'association Geek Event
Adresse du siège : 92 rue des Eglantiers, 34170 CASTELNAU-LE-LEZ
Adresse de correspondance : 92 rue des Eglantiers, 34170 CASTELNAU-LE-LEZ
Téléphone : 06 35 33 33 28
Courrier électronique : bureau@geekevent.fr

Représentée par : Abdelwahah OUKOUCHIH
Agissant en qualité de : Président

Appelée **« l'association »**, d'autre part

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les soussignées, ainsi que le domaine d'intervention de chacune des parties et leurs obligations réciproques.

ARTICLE II : Descriptif de la manifestation

En partenariat avec la Ville, l'association se chargera d'organiser certaines animations et l'accueil du public, sur cet événement.
La Japan Tsuki aura lieu le samedi 25 mai 2024, de 10h00 à 20h00,
à l'Espace Castel, à Lunel.

ARTICLE III : Responsabilité et intervention de la commune

La ville est responsable

- de l'événement et des locaux mis à disposition,

La ville assurera :

- l'élaboration de l'affiche et des supports de communication associés,
- la prise en charge des impressions nécessaires à la communication sur la ville (tout besoin de supports complémentaires à la demande de l'association, hors des besoins de la ville sera étudié),
- la prise en charge des dépenses pour les partenaires directs de la ville,
- la mise à disposition de personnel du service sport jeunesse et vie associative, en complément de l'équipe de l'association,
- l'affichage sur la ville. Les frais d'imprimerie (plaquettes, invitations, affiches,

etc.) sont également à la charge de la ville de Lunel ainsi que les droits SACEM, s'il y a lieu, auprès des organismes compétents chargés du recouvrement de ces droits,

- l'assurance.

ARTICLE IV : Responsabilité et intervention de l'association

L'association est responsable

- du respect des règles d'accueil et du règlement de mise à disposition des locaux (annexe),
- du respect de la législation en matière d'encadrement des bénévoles,
- d'être assuré pour la mise en œuvre de cet événement ainsi que pour les intervenants et public présent,
- de la décoration du site,
- du bon déroulement des ateliers, et stands à sa charge,
- des matériels informatiques, consoles et autres matériels nécessaires à l'animation des ateliers,

La ville devra être informée, en temps réel, des incidents ou changements de programmation, par l'intermédiaire du personnel municipal présent sur site.
L'association est tenue d'assurer contre tous les risques, tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Outre la responsabilité civile, l'association souscrira une police d'assurance en qualité d'organisateur d'événement (annexe attestation) qui permettra à la commune d'être indemnisée en cas d'éventuelles dégradations subies par le mobilier ou le bâtiment mis à disposition.

ARTICLE V : Gestion des entrées à la Japan Tsuki

L'association assurera l'accueil du public et le fonctionnement de la billeterie. Les encaissements et la comptabilisation des recettes seront également effectués par les membres de l'association.

Les tarifs suivants seront appliqués le jour de l'événement :

- Tarif normal : 4 €
- Tarif pass-famille : 10 €

Le pass-famille représente une entrée conjointe de 2 adultes et 2 enfants ou 1 adulte et 3 enfants.
Aucun agent municipal n'est autorisé à percevoir quelle que recette que ce soit.
L'association est autorisée par le présent contrat à conserver les bénéfices issus des différents postes suivants :

- billeterie,
- exposants.

Le compte de résultat de la manifestation sera présenté en fin d'action à la ville.

Article VI : Participation financière

Pour permettre à l'association de mener à bien cet évènement, la commune prendra en charge une partie des frais liés à l'organisation des animations, concerts et ateliers.
La commune versera une participation financière d'un montant total de 1 500,00 € (mille cinq cents euros) comme suit :
- 1 000 € versés à la date de signature du contrat,
- 500 € versés à l'issue de l'évènement.
Les dépenses seront prélevées sur le Budget communal.

ARTICLE VII : Communication

Presse :
Les contacts et conférences de presse seront organisés par la ville mais l'association pourra, après accord de la ville, étendre la communication de l'événement en respectant les dispositions prévues à la présente convention.

Supports :
Les supports seront élaborés par la ville.
L'association s'engage, pour l'opération citée dans le présent contrat, à faire apparaître sur tout document, et dans ses relations avec les médias, le logo de la commune. Sur tout support numérique, papier ou autre, devront figurer les logos des 2 partenaires, à des dimensions équivalentes.

ARTICLE VIII : Période contractuelle

Le présent contrat est conclu pour la période allant de la date de signature jusqu'au 25 juin 2024, un mois après l'événement ou jusqu'à un mois après le jour de l'événement s'il devait être décalé.

ARTICLES IX : Annulation ou résiliation

En cas d'annulation de l'événement pour quelque motif que ce soit, l'association s'engage à prévoir un report de celui-ci au cours de l'année. Passé ce délai, fixé au 31 décembre 2024, si l'association n'a pas pu satisfaire à ses engagements, le présent contrat se trouvera caduque et la commune en droit d'exiger le remboursement des sommes qu'elle aurait engagées.

Si cette annulation est le fait de la commune, celle-ci remboursera à l'association les frais effectivement engagés sur présentation des justificatifs nécessaires.

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties, l'autre cocontractant la mettra en demeure, par lettre recommandée avec AR de remplir ses engagements dans les 15 jours. À défaut de respect de cette injonction la résiliation au contrat interviendra de plein droit sans que la partie ayant subi un préjudice ne renonce à son droit de solliciter le remboursement des frais engagés, comme cité ci-dessus.

ARTICLE X : Litiges

Tout différend survenant dans l'interprétation des clauses du présent contrat doit être soumis par écrit aux signataires. Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir, le litige serait porté devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Lunel, le ……. / …… / 2023.
cette convention comporte quatre pages
fait en deux exemplaires

Pour la commune,
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Sonia MOKADDEM

Pour l'association Geek Event
Le Président,

Abdelwahah OUKOUCHIH

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le contrat de co-organisation entre la ville et l'association Geek Event et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents y afférent.

6 – VIE SCOLAIRE, PETITE ENFANCE

6.1 - CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE LA MISSION DE SENSIBILISATION DE DESIMPERMÉABILISATION DES COURS D'ÉCOLES « COURS D'EAU ET DE NATURE » ANNÉE SCOLAIRE 2023-2024

Rapporteur : Mme MOKADDEM.

Annexe : convention de partenariat

La Ville de Lunel a engagé un projet ambitieux de végétalisation des cours d'école, en répondant à un appel à projet auprès de l'agence de l'eau, pour les 13 écoles de la commune. Ces dossiers ont été co-construits avec les services municipaux, les directions d'école ainsi que les parents d'élèves élus. L'objectif est de désimperméabiliser les sols et par effet vertueux d'apporter des ilots de fraicheurs dans les écoles.

Ce projet est mené selon une planification en 3 phases:

- La phase 1, durant l'été 2022 s'est tenue sur les écoles Pont de Vesse, Arc en Ciel et le groupe scolaire Jacques Brel,
- La phase 2 à l'été 2023 la seconde phase s'est tenue sur les écoles Camille Claudel, Louise Michel, Le Parc et Henri de Bornier,
- En ce qui concerne la phase 3, pour les écoles restantes, qui devrait se tenir durant l'été 2024, nous sommes toujours en attente du retour des financements de l'Agence de l'Eau.

La subvention accordée par l'agence de l'eau comprend également un volet pédagogique avec notamment **une mission de sensibilisation auprès de l'ensemble des élèves** aux enjeux de résilience, au cycle de l'eau et à l'aménagement des nouveaux espaces des cours pour une meilleure appropriation de celles-ci par les élèves et l'équipe pédagogique. La ville de Lunel a sollicité l'Association LABELBLEU sur le volet animation en éducation à l'environnement pour proposer des projets « Cours d'Eau et de Nature » auprès de 13 classes de différentes écoles de la commune, à ce jour elle envisage la participation de 6 classes de maternelles et de 7 classes élémentaires, réparties sur les années scolaires de 2022 à 2025.
Dans ce cadre, il est proposé de conclure une convention entre la Ville de Lunel et l'Education Nationale pour la mise en oeuvre de ces actions de sensibilisation au titre de l'année scolaire 2023-2024, pour les écoles suivantes:

- Le Parc,
- Louise Michel,
- Camille Claudel,
- Henri de Bornier.

Celle-ci permet aux enseignants des écoles maternelle et élémentaire, dont la cour a été désimperméabilisée, de bénéficier d'un accompagnement pédagogique conforme aux aspirations de l'Éducation Nationale. La ville de Lunel assure la coordination du projet.

Un temps de rencontre est organisé par la Ville de Lunel avec des enseignants et les directeurs d'écoles, l'association d'éducation à l'environnement LABELBLEU pour présenter le projet et identifier les classes référentes dans chaque école. Les projets engagés donnent lieu à une restitution, dont la forme et le contenu sont élaborés en partenariat avec l'enseignant.
Les objectifs sont de sensibiliser les enfants d'écoles maternelle et élémentaire aux enjeux de résilience, au cycle de l'eau et à l'appropriation de la gestion des nouveaux espaces par les utilisateurs. Ces projets vers un développement durable renforcent la dimension culturelle dans l'ensemble des disciplines; elle permet l'acquisition de compétences transversales mobilisables dans d'autres domaines d'apprentissage. Elle conforte la maîtrise des langages, notamment de la langue française, en développant les capacités d'analyse et d'expression. Elle prépare ainsi au choix et au jugement, participe à la formation d'un esprit lucide et éclairé, et s'inscrit dans le parcours citoyen de l'élève.

Cette convention précise également les conditions d'agréments des intervenants, les obligations des partenaires et les modalités d'intervention.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

ACADÉMIE
DE MONTPELLIER
Liberté
Égalité
Fraternité

lunel
www.lunel.com

CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE
LA MISSION DE SENSIBILISATION DE
DESIMPERMEABILISAITON DES COURS D'ECOLES
« Cours d'Eau et de Nature »
Année scolaire 2023-2024

Entre

Madame Carine Belrepayre, inspectrice de l'Education nationale de la circonscription de Lunel

Et

Monsieur Pierre SOUJOL, Maire de la commune de Lunel ;

Considérant :

- Le décret du 31-03-2015 JO du 23-04-2015 relatif au socle commun de connaissances, de compétences et de culture
- L'arrêté du 18-02-2015 relatif aux programmes d'enseignement en maternelle
- L'arrêté du 09-11-2015 relatifs aux programmes d'enseignement des cycles 2, 3 et 4
- La Circulaire MEN N°92-196 du 03-07-92, Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires.
- La circulaire N°99-136 du 21-09-1999, organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques.
- La charte départementale des intervenants extérieurs à l'école de 2018
- Le règlement départemental du 22 avril 2015
- La circulaire n° 2017-003 du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents (BO du 6 juillet 2017)
- La circulaire interministérielle n° 2013-073 du 9 mai 2013sur le parcours d'éducation artistique et culturelle
- L'arrêté du 1er juillet 2015 relatif au parcours d'éducation artistique et culturelle (JO du 7 juillet 2015)
- La charte pour l'éducation artistique et culturelle

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Objectifs du partenariat

La Ville de Lunel a engagé un projet ambitieux de végétalisation des cours d'école, en répondant à un appel à projet auprès de l'agence de l'eau, pour les 13 écoles de la commune. Ces dossiers ont été co-construits avec les services municipaux, les directions d'école ainsi que les parents d'élèves élus. L'objectif est de désimperméabiliser les sols et par effet vertueux d'apporter des ilots de fraicheurs dans les écoles.
Ce projet est mené selon une planification en 3 phases:

- La phase 1, durant l'été 2022 s'est tenue sur les écoles Pont de Vesse, Arc en Ciel et le groupe scolaire Jacques Brel
- La phase 2 à l'été 2023 la seconde phase s'est tenue sur les écoles Camille Claudel, Louise Michel, Le Parc et Henri de Bornier
- En ce qui concerne la phase 3, pour les écoles restantes, qui devrait se tenir durant l'été 2024, le dossier demande de financement sera transmis à l'agence de l'eau en fin d'année 2023.

La subvention accordée par l'agence de l'eau comprend également un volet pédagogique avec notamment **une mission de sensibilisation auprès de l'ensemble des élèves** aux enjeux de résilience, au cycle de l'eau et à l'aménagement des nouveaux espaces des cours pour une meilleure appropriation de celles-ci par les élèves et l'équipe pédagogique. La ville de LUNEL a sollicité l'Association LABELBLEU sur le volet Animation en éducation à l'environnement pour proposer des projets « Cours d'EAU et de Nature » auprès de 13 classes de différentes écoles de la commune, à ce jour elle envisage la participation de 6 classes de maternelles et de 7 classes élémentaires, réparties sur les années scolaires de 2022 à 2025.
Dans ce cadre, la mairie de Lunel propose aux enseignants des écoles maternelle et primaire,dont la cours a été désimperméabilisée, de bénéficier d'un accompagnement pédagogique conforme aux aspirations de l'Éducation Nationale.
Un temps de rencontre est organisé par la mairie de Lunelavec des enseignants et les directeurs d'écoles, l'association d'éducation à l'environnement LABELBLEU pour présenter le projet et identifier les classes référentes dans chaque école.
Les projets engagésdonnent lieu à une restitution, dont la forme et le contenu sont élaborés en partenariat avec l'enseignant.

Les objectifs sont de sensibiliser les enfants d'écoles primaire et maternelle aux enjeux de résilience, au cycle de l'eau et à l'appropriation et de la gestion des nouveaux espaces par les utilisateurs

Ces projets vers un développement durable renforcent la dimension culturelle dans l'ensemble des disciplines ; elle permet l'acquisition de compétences transversales mobilisables dans d'autres domaines d'apprentissage. Elle conforte la maîtrise des langages, notamment de la langue française, en développant les capacités d'analyse et d'expression. Elle prépare ainsi au choix et au jugement, participe à la formation d'un esprit lucide et éclairé, et s'inscrit dans le parcours citoyen de l'élève.

ARTICLE 2 :Éléments du projet départemental dans le cadre duquel s'inscrit le partenariat

L'école maternelle etprimaire est le lieu où tous les élèves, sous la responsabilité de leur enseignant, peuvent développerdes connaissances, expérimenter des pratiques et faire des rencontres dans les domaines des sciences, des arts et du patrimoine.

L'activitédans laquelle l'intervenant est engagé contribue à la construction de ces savoirs en lien avec:
Les cinq domaines du socle commun de connaissances, compétences et culture :

- Les langages pour penser et communiquer
- Les méthodes et outils pour apprendre

- La formation de la personne et du citoyen

- Les systèmes naturels et les systèmes techniques
- Les représentations du monde et l'activité humaine

L'éducation à l'environnement et au développement durable (loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République) :

- Éveiller les enfants aux enjeux environnementaux.
- Sensibiliser à la nature et à l'évaluation de l'impact des activités humaines sur les ressources naturelles.

Les grandes orientations nationales :

- Renforcer la transmission des valeurs de la République
- L'école est inclusive : tenir compte de la spécificité de chaque élève pour permettre la réussite de tous
- Appréhender le parcours de l'élève sur les cycles d'apprentissage

L'organisation du module d'enseignement doit garantir la continuité des apprentissages et la cohérence des enseignements au sein de la classe et de l'école, voire de l'école du socle.

ARTICLE 3 : Conditions d'agrément des intervenants

Les intervenants extérieurs àl'école maternelle etprimaire sollicités dans le cadre de l'éducation à l'environnement et au développement durable sont soumisà l'agrément de l'Inspecteur d'académie, Directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale (DASEN).

Leur compétence professionnelle est vérifiée par les conseillers pédagogiques de circonscription et/ou les personnes ressources du département (cf.annexe). Dans tous les cas, toute intervention est soumise à l'autorisation préalable du directeur d'école.Dès lors qu'un intervenant ne répond plus aux critères de compétence, l'IA-DASEN est fondé à lui retirer l'agrément.

Si le comportement d'un intervenant perturbe le bon fonctionnement du service public de l'enseignement, s'il est de nature à constituer un trouble à l'ordre public ou s'il est susceptible de constituer un danger pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs, l'agrément lui est retiré.

ARTICLE 4 : Obligations des partenaires

Le directeur d'école veille à ce que soit remis par l'enseignant aux intervenants, le projet pédagogique de l'activité pour laquelle il est sollicité ainsi que le règlement intérieur de l'école.

L'intervenant s'engage à respecter les modalités d'intervention fixées et à adopter une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.
LaMairie de Lunel assure la coordination du projet de sensibilisation de désimperméabilisation des cours. Elle reste l'interlocutrice privilégiée des enseignants. Toutefois, la préparation de l'intervention doit donner lieu à un échange entre l'enseignant et l'intervenant sollicité. Lors de cet échange sont explicités les objectifs de la séquence et sont discutées les modalités de mise en œuvre. Les conseillers pédagogiques de circonscription peuvent appuyer les enseignants dans le cadre de cette préparation.Ces échanges permettront à l'intervenant de s'inscrire dans un projet aux objectifs définis et partagés, formalisé par un document pédagogique de référence.

ARTICLE 5 : Les modalités d'intervention (fréquence, condition)

L'enseignant assure la responsabilité pédagogique et la mise en œuvre de l'activité de façon permanente durant le temps scolaire. Il est le maître d'œuvre du projet pédagogique et fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées.
Les animateurs interviendront sur la période de septembre2023 à juin 2024 au sein des écoles :

- Le Parc,
- Henri de Bornier,
- Louise Michel,

- Camille Claudel.

Types d'organisations possibles :

1 Classe Organisation habituelle	1 Classe Organisation exceptionnelle	1 Classe Organisation exceptionnelle
1 seul groupe	2 ou plusieurs groupes L'enseignant a en charge un des groupes	L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le maître. L'enseignant n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

ARTICLE 6 : Conditions de sécurité

En sortie, le taux minimum d'encadrement doit être conforme au texte de la circulaire n°99-136 du 21-9-1999.L'enseignant de la classe devra s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies pour une pratique adaptée de l'activité. Il lui appartient, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.Il souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile afin de se prémunir dans l'hypothèse d'un accident.En cas d'accident, l'enseignant reste maître des dispositions à prendre relatives aux interventions d'urgence. Il convient de se référer à la circulaire départementale de la DSDEN sur les accidents scolaires à consulter sur intranet académique de l'application ACCOLAD. En cas d'urgence, il doit être possible d'intervenir rapidement sur le site.

ARTICLE 7 : Principes fondamentaux

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et neutralité.
Elle doit respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'elle aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école.

ARTICLE 8 : Droit à l'image

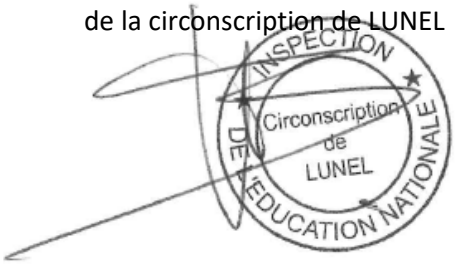
Toute photo ou vidéo destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du directeur d'école. Elle est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La convention signée est valable sur l'année scolaire en cours. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis de trois mois.

À Lunel le, 19/10/2023

Mme Carine Belrepayre
Inspectrice de l'éducation nationale
de la circonscription de LUNEL



À Lunel, le

Monsieur Pierre SOUJOL

Maire de Lunel

Vu et pris connaissance, les directrices d'école concernées :

Mme Patricia COUZET pour l'école élémentaire le Parc,
Mme Anne Mathilde SAURINA pour l'école élémentaire Henri de Bornier,
Mme Sophie MASSARI, pour l'école élémentaire Louise Michel,
Mme Anne SOLLI, pour l'école maternelle Camille Claudel.

-ANNEXE -1

Validation agrément des intervenants extérieurs
(Interventions régulières pendant le temps scolaire)

Le domaine ART et CULTURE regroupe : Arts de l'espace *(architecture, urbanisme, art des jardins, paysages)*, arts du langage *(littérature, poésie, mythes, romans, contes)* du quotidien *(arts décoratifs, gravures, émaux, design, tapisserie, porcelaine)*, arts du son *(musiques, compositeurs, œuvres, opéras, instruments, chansons)* arts du spectacle vivant *(théâtre)* arts du visuel *(peinture, sculpture, dessin, photographie, cinéma, bande dessinée, arts graphiques, arts* numériques).**CULTURE SCIENTIFIQUE**

Pour la danse et les arts du cirque, merci de vous référer à la procédure d'agrément des intervenants extérieurs en EPS

- **Agrément des personnes ci-dessous désignées intervenant dans l'activité suivante :**

ACTIVITE : Le projet pédagogique intitulé « mission de sensibilisation de désimperméabilisation des cours d'école : cours eau et nature»

NOM	Prénom	Date et lieu de naissance	Titres et diplômes (joindre les justificatifs et CV*)
LABELBLEU			
PAGEZY BADIN	CORALIE	10/05/1975 ENGHIENLES LES BAINS (VAL D'OISE)	COORDONNATRICE DE PROJET - ANIMATRICE DEJEPS DPTR / BTSA / BAFA
MARCHANDISE	ANNE	24/01/1985 CORMEILLES EN PARISIS (95)	ANIMATRICE – LICENCE D'ARTS PLASTIQUES / BPJEPS ANIMATION SOCIALE / BAFA
DETREZ	ÉLOÏSE	17/07/1996 SAINT MARTIN D'HÈRES (38)	ANIMATRICE - BAFA

*les intervenants en pratique régulière doivent justifier a minima d'un BAFA

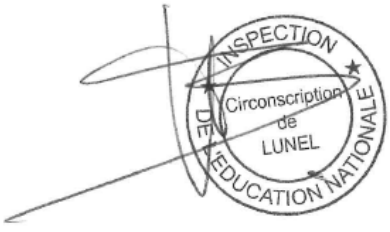
° Avis de du chargé de mission culture scientifique : ……

Observations éventuelles : Diplôme vérifié et conforme /

Avis de Madame Carine Belrepayre, Inspectrice de l'Education Nationale de la circonscription de Lunel

x	**Agrément validé**
	Agrément refusé

Date : 19/10/2023



Signature

ANNEXE 2

Calendrier de présence des intervenants des associations LABELBLEU pour l'années scolaire 2023/2024 :

ECOLE	Commune	Classes sensibilisées
Du Parc	Lunel	Cycle 2 et 3
Henri de Bornier	Lunel	Cycle 2 et 3
Louise Michel	Lunel	Cycle 2 et 3
Camille Claudel	Lunel	Cycle 1

Mme PLANE n'est pas contre la désimperméabilisation des cours d'écoles. Il s'agit donc pour ces écoles primaires d'une mission de sensibilisation. Elle ne sait pas combien de temps cela va prendre. Ce débat s'était déjà tenu sur d'autres thèmes, il sera d'ailleurs revu avec la cité éducative sur la désinformation, c'est comme l'éducation, la sensibilisation au tri des déchets. Mais au vu du déclassement bizarre et du niveau scolaire des enfants, il serait plus judicieux de se concentrer sur les points les plus importants qui demain leur serviront davantage, c'est-à-dire les mathématiques, le français, la grammaire, que de leur faire perdre du temps sur ces sujets. Ce n'est que son avis. Que le niveau s'effondre ne vous fait pas peur pour les générations futures ? Son groupe s'abstiendra.

Mme MOKADDEM ne souhaite pas rentrer dans ce débat mais ne partage pas son avis.

Mme PLANE souligne que le déclassement bizarre c'est factuel.

Monsieur le Maire rappelle la récente déclaration du Ministre qui a reconnu qu'il y avait un déclassement à ce niveau. L'un n'empêche par l'autre, sensibiliser les jeunes à l'eau, à la nature, ce n'est pas incompatible avec les mathématiques et le français.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve la convention de partenariat en faveur de la mission de sensibilisation de désimperméabilisation des cours d'écoles « Cours d'eau et de nature » pour l'année scolaire 2023-2024.

6.2 - MUTUALISATION DES SERVICES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS ENFANCE AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL

Rapporteur : Mme MOKADDEM.

Annexes :

- Avenant n°2 à la convention de mise à disposition de service descendante entre la communauté de communes du pays de Lunel et la commune de Lunel,
- Avenant n°2 à la convention de mise à disposition de service ascendante entre la communauté de communes du pays de Lunel et la commune de Lunel,

Il est rappelé aux membres du Conseil que la compétence enfance a été transférée de manière partielle à la communauté de communes du Pays de Lunel.
A ce titre, la communauté de communes du Pays de Lunel exerce la compétence « Accueil de Loisirs Sans Hébergement - ALSH » les mercredis et durant les vacances scolaires.
La commune quant à elle exerce la compétence « Accueils de Loisirs Périscolaires- ALP » sur les jours scolaires en assurant un accueil le matin avant l'école, durant la pause méridienne et le soir après la classe.
Dans ce cadre la communauté de communes du Pays de Lunel a défini un schéma d'organisation du service intégrant des mutualisations de personnel avec les communes.
Une convention de mutualisation définit les règles de remboursement des frais de fonctionnement entre nos collectivités.
Les conventions initiales reprennent les principes suivants qui posent le partenariat de facto :

Pour la convention ascendante : Ville ➡ CCPL

- La situation des agents mutualisés,
- Les principes liés aux remplacements et aux stages pratiques des agents communaux,
- La mise à disposition de matériels,
- L'application de frais de gestion.

Pour la convention descendante: CCPL ➡ Ville

- La situation des agents mutualisés,
- Les principes liés aux remplacements et aux formations BAFA/BAFD,
- La mise à disposition de matériels,
- L'application de frais de gestion.

Toutefois, il convient chaque année de définir par voie d'avenant à la convention, le coût de fonctionnement de l'année écoulée, le coût prévisionnel pour l'année à venir ainsi que l'échéancier des remboursements. A ce titre, la communauté des communes du Pays de Lunel a délibéré le 22 septembre 2023.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de mettre à jour par un avenant N°2 les conventions de mutualisation ascendante et descendante initiales afin d'actualiser l'ensemble des principes nécessitant des ajustements annuels, à savoir :

- L'ajustement au réel des agents mutualisés pour 2022,
- Les prévisions des agents mutualisés pour l'exercice 2023,
- La Grille de référence des coûts,
- L'échéancier des remboursements
- La présentation du coût d'un 0.8ETP de coordination au profit des ALP de Lunel dont le portage salarial relève de la CCPL sur une répartition liée à la mise en place de la CTG pour un montant en 2023 de 4 604.17€ pour Lunel et 2 762.50€ pour la CCPL. Le poste étant resté vacant une partie de l'année, il est inscrit pour 4 mois, soit de septembre à décembre 2023.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

AVENANT N°2

A LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICES DESCENDANTE
ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL ET LA COMMUNE DE LUNEL

Entre :
La communauté de communes du Pays de Lunel, sise 152 chemin des Merles – 34400 Lunel,
Représentée par son président, **Monsieur Pierre SOUJOL,**
en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 22/09/2023.
Désignée ci-après, par le terme « la communauté »

d'une part,

Et :
La commune de Lunel, sise 240 avenue Victor Hugo 34400 Lunel,
Représentée par **Monsieur Pierre SOUJOL**, maire de la commune
en vertu de la délibération du conseil municipal en date du _____, dûment représenté,
Désignée ci-après, par le terme « la commune »

d'autre part,

Considérant que dans le cadre d'une bonne organisation des services, et afin d'assurer une continuité éducative et pédagogique entre les activités petite-enfance/ enfance/ jeunesse gérées par la communauté de communes et celles gérées par les communes, la communauté souhaite mettre ses services à disposition des communes.

Considérant la convention de mise à disposition des services en vigueur et adoptée par délibération du conseil de communauté en date du 19 Mai 2022

Il est décidé, à travers le présent avenant de déterminer les données suivantes :

- ⇨ n°1 ajustement des agents mutualisés
- ⇨ n°2 prévision des agents mutualisés
- ⇨ n°3 grille de référence des coûts
- ⇨ n°4 échéancier des remboursements

--

Annexe 1 : AJUSTEMENT DES SERVICES MUTUALISES 2022

			HEURES				MONTANT REAJUSTE		TRIMESTRES				ECARTS ENTRE PREVISIONS ET REEL
Nombre d'agents	**LUNEL**	Coût Horaire	Prévisions	JANV JUIL	AOUT DEC	Écarts	MONTANT INITIAL 2022	MONTANT REEL AJUSTE	1er versement	2e versement	3e versement	4e versement	
Agent 1	Dir ALP HDB	19.50 €	736				14 352.00€						
Agent 2	Adjoint	19.50 €	558.5				10 890.75 €						
Agent 3	Animateur 1	17.50 €	626.75				10 968.13 €						
Agent 4	Animateur 2	17.50 €	626.75				10 968.13 €						
Agent 5	Animateur 3	17.50 €	626.75				10 968.13 €						
Agent 6	Dir ALP MC et Gambetta	19.50 €	736				14 352.00 €						
Agent 7	Adjoint	19.50 €	594.5				11 592.75 €						
Agent 8	Animateur 4	17.50 €	522.5				9 143.75€						
Agent 9	Animateur 5	17.50 €	592				10 360.00 €						
Agent 10	Animateur 6	17.50 €	626.75				10 968.13 €						
Agent 11	Dir ALP VH	19.50 €	736				14 352.00 €						
Agent 12	Adjoint	19.50 €	558.5				10 890.75 €						
Agent 13	Animateur 7	17.50 €	592				10 360.00 €						
Agent 14	Dir ALP LP	19.50 €	736				14 352.00 €						
Agent 15	Adjoint	19.50 €	588.5				10 890.75 €						
Agent 16	Animateur 8	17.50€	592				10 360.00 €						
Agent 17	Dir ALP MR	19.50 €	736				14 352.00 €						
Agent 18	Adjoint	19.50 €	594.5				11 592.75 €						
Agent 19	Animateur 9	17.50 €	592				10 360.00 €						
Agent 20	Dir ALP LM	19.50 €	736				14 352.00 €						
Agent 21	Adjoint	19.50 €	558.5				10 890.75 €						
Agent 22	Animateur 10	17.50 €	592				10 360.00 €						
Agent 23	Animateur 11	17.50 €	626.75				10 968.13 €						
Agent 24	Animateur 12	17.50 €	522.5				9 143.75€						
Agent 25	Dir ALP JB et CC	19.50 €	736				14 352.00€						
Agent 26	Adjoint	19.50€	594.5				11 592.75 €						
Agent 27	Animateur 13	17.50 €	592				10 360.00 €						

Agent 28	Animateur 14	17.50 €	592				10 360.00 €						
Agent 29	Animateur 15	17.50 €	592				10 360.00 €						
Agent 30	Animateur 16	17.50€	173.75				3040.63 €						
Agent 31	Dir ALP PDV	19.50 €	736				14 352.00€						
Agent 32	Adjoint	19.50 €	525				10 237.50 €						
Agent 33	Animateur 17	17.50 €	278				4865.00 €						
Coordo	ALP - Périscolaire	11.82 €	803.5				9 497.37 €						
1	Agent 1	17.50€		4.25	2.25	6.50		113.75 €					
	Agent 1	19.50 €		12.75	44.75	57.50		1121.25€					
2	Agent 2	17.50€		147.5		147.50		2 581.25 €					
3	Agent 3	17.50€		356.25		356.25		6 234.38 €					
4	Agent 4	17.50€		550.75	404.5	955.25		16 716.88 €					
5	Agent 5	17.50€			4	4.00		70.00€					
6	Agent 6	17.50€		20.75		20.75		363.13					
7	Agent 7	19.50€		469.2		469.20		9 149.40€					
8	Agent 8	17.50 €			222.5	222.50		3 893.75 €					
9	Agent 9	17.50€		38.75		38.75		678.13€					
10	Agent 10	17.50€		24		24.00		420.00 €					
11	Agent 11	17.50 €		240.75		240.75		4 213.13 €					
12	Agent 12	17.50€			90.75	90.75		1588.13€					
13	Agent 13	17.50€		126		126.00		2 205.00 €					
14	Agent 14	17.50€		323.5	204.75	528.25		9 244.38€					
15	Agent 15	17.50€		294.25		294.25		5 149.38€					
16	Agent 16	19.50 €		17	6.5	23.50		458.25€					
17	Agent 17	17.50€			113	113.00		1977.50 €					
18	Agent 18	17.50€			14	14.00		245.00 €					
19	Agent 19	19.50€		539		539.00		10 510.50€					
20	Agent 20	17.50€		126	175	301.00		5267.50€					
21	Agent 21	17.50€		41.5		41.5		726.25 €					
22	Agent 22	17.50€		59.75		59.75		1045.63€					
23	Agent 23	17.50€		17.25		17.25		301.88€					
24	Agent 24	17.50€			232.75	232.75		4073.13€					
25	Agent 25	17.50€		516.75	323.25	840.00		14 700.00€					

26	Agent 26	17.50€		588.5	342.25	930.75		16288.13 €					
27	Agent 27	17.50€		223.75		223.75		3915.63€					
28	Agent 28	17.50€			40.75	40.75		713.13 €					
29	Agent 29	17.50€		330		330.00		5775.00 €					
30	Agent 30	17.50€		281.75	227	508.75		8903.13€					
31	Agent 31	17.50 €		69.50		69.50		1216.25 €					
32	Agent 32	19.50 €		34	15.5	49.50		965.25 €					
33	Agent 33	19.50 €			236.75	236.75		4616.63 €					
34	Agent 34	17.50 €		36.4		36.40		637.00 €					
35	Agent 35	19.50 €			310.5	310.50		6054.75 €					
36	Agent 36	17.50 €		192.75		192.75		3373.13 €					
37	Agent 37	19.50 €		4		4.00		78.00 €					
38	Agent 38	17.50€		201		201.00		3 517.50 €					
39	Agent 39	17.50€			65.25	65.25		1 141.88 €					
40	Agent 40	17.50 €			178.75	178.75		3 128.13 €					
41	Agent 41	17.50		0		0.00		0.00 €					
42	Agent 42	17.50 €			178.50	178.50		3 123.75 €					
43	Agent 43	17.50 €			22.75	22.75		398. 13 €					
44	Agent 44	17.50 €			24	24.00		420.00 €					
45	Agent 45	17.50 €		18		18.00		315.00 €					
46	Agent 46	17.50€		165.75		165.75		2 900.63 €					
47	Agent 47	17.50 €			206	206.00		3 605.00 €					
48	Agent 48	17.50 €		244		244.00		4.270.00 €					
49	Agent 49	17.50 €			82.25	82.25		1439.38 €					
50	Agent 50	17.50 €			1.75	1.75		30.63 €					
51	Agent 51	19.50€			309.75	309.75		6040.13€					
52	Agent 52	17.50€		36.75		36.75		643.13€					
53	Agent 53	17.50€		2.25		2.25		39.38€					
54	Agent 54	19.50€		141.25	72	213.25		4158.38 €					
55	Agent 55	17.50€		213.75		213.75		3740.63€					
56	Agent 56	17.50€		242.5	175	417.50		7306.25 €					
57	Agent 57	17.50€		151.5		151.50		2651.25€					
58	Agent 58	19.50€			302	302.00		5889.00 €					

59	Agent 59	17.50€		33.75		33.75		590.63 €					
60	Agent 60	17.50 €			7.5	7.50		131.25€					
	Agent 60	19.50€		7.5	23.25	30.75		599.63€					
61	Agent 61	17.50 €			7.25	7.25		126.88 €					
62	Agent 62	17.50 €		1.75		1.75		30.63 €					
63	Agent 63	19.50€		192	10.75	202.75		3 953.63€					
	Agent 63	17.50€			4.5	4.50		78.75€					
64	Agent 64	19.50€		134.25		134.25		2 617.88€					
	Agent 64	17.50€		269	220	489.00		8 557.50 €					
65	Agent 65	17.50€		27.25		27.25		476.88 €					
66	Agent 66	17.50€			87.25	87.25		1 526.88€					
67	Agent 67	17.50 €			98.5	98.50		1 723.75 €					
68	Agent 68	17.50€			162.25	162.25		2 839.38€					
69	Agent 69	17.50€		327	211.25	538.25		9 419.38€					
70	Agent 70	17.50€			25	25.00		437.50 €					
71	Agent 71	17.50 €		263.5	229	492.50		8 618.75 €					
72	Agent 72	17.50 €		203		203.00		3 552.50 €					
73	Agent 73	17.50 €		351.5		351.50		6 151.25 €					
	Agent 73	19.50 €			221	221.00		4 309.50 €					
74	Agent 74	17.50 €		527	343	870.00		15 225.00 €					
75	Agent 75	17.50€			135.25	135.25		2 366.88 €					
76	Agent 76	19.50 €		588.5	35.25	623.75		12 163.13€					
77	Agent 77	11.50 €		31.25		31.25		359.38 €					
78	Agent 78	17.50 €		44.25		44.25		774.38 €					
79	Agent 79	17.50 €		397.5	242.25	639.75		11 195.63 €					
80	Agent 80	17.50 €		343.75		343.75		6 015.63 €					
81	Agent 81	17.50 €			36.00	36.00		630.00 €					
82	Agent 82	17.50 €		205.25		205.25		3 591.88 €					
COORDONATION DES ALP 2,5 mois							9 497.37€	2 877.60 €					
Frais de gestion 10%							**37 680.59 €**	**32 128.36 €**					
TOTAL DESCENDANT			20 600,50	11 051,35	6 728	17 779,35	**414 486.46 €**	**353 411.99 €**	103 621.61 €	103 621.61 €	103 621.61 €	**42 547.14 €**	**-61 074.47 €**

Annexe 2 : PREVISION DES SERVICES MUTUALISES 2023

LUNEL		Précisions	Coût unitaire	HEURES PREVISIONNELLES	MONTANT A CHARGE/ COLLECTIVITE
POSTES/ AGENTS				Commune	COMMUNE
agent 1	Directeur ALP Henri De Bornier	Direction Matin - Midi	19,50 €	643,75	12 553,13 €
agent 2	Adjoint	Animation Midi - Direction Soir	19,50 €	642	12 519,00 €
agent 3	Animateur 1	Matin Mario-Roustan - Midi	17,50 €	533	9 327,50 €
agent 4	Animateur 2	Midi - Soir ARC	17,50 €	639,5	11 191,25 €
agent 5	Animateur 3	Midi - Soir Mario Roustan Mater	17,50 €	639,5	11 191,25 €
agent 6	Directeur ALP Marie Curie et Gambetta	Direction Midi - Soir	19,50 €	788,5	15 375,75 €
agent 7	Adjoint	Direction Matin - Animation Midi	19,50 €	608	11 856,00 €
agent 8	Animateur 4	Midi MC - Soir Gambetta	17,50 €	639,5	11 191,25 €
agent 9	Animateur 5	Midi- Soir	17,50 €	604	10 570,00 €
agent 10	Animateur 6	Matin - Midi	17,50 €	533	9 327,50 €
agent 11	Directeur ALP Victor Hugo	Direction Matin - Midi - Soir	19,50 €	893,5	17 423,25 €
agent 12	Adjoint	Animation midi - Animation Soir (UI	19,50 €	642	12 519,00 €
agent 13	Animateur 7	Matin - Midi	17,50 €	533	9 327,50 €
agent 14	Directeur ALP Le Parc	Direction Matin - Midi	19,50 €	643,75	12 553,13 €
agent 15	Adjoint	Animation Midi - Direction soir	19,50 €	642	12 519,00 €
agent 16	Animateur 8	Midi - Soir	17,50 €	604	10 570,00 €
agent 17	Directeur ALP Mario Roustan mater et (	Direction Midi - Soir	19,50 €	788,5	15 375,75 €
agent 18	Adjoint	Direction Matin - Animation midi	19,50 €	608	11 856,00 €
agent 19	Animateur 9	Midi - Soir	17,50 €	604	10 570,00 €
agent 20	Animateur 19	Soir	17,50 €	294	5 145,00 €
agent 21	Directeur ALP Louise Michel	Direction Matin - Midi	19,50 €	643,75	12 553,13 €
agent 22	Adjoint	Animation Midi - Direction soir	19,50 €	642	12 519,00 €
agent 23	Animateur 10	Midi - Soir Mario Roustan Mater	17,50 €	639,5	11 191,25 €
agent 24	Animateur 11	Midi - Soir	17,50 €	604	10 570,00 €
agent 25	Animateur 12	Midi	17,50 €	346,5	6 063,75 €
agent 26	Directeur ALP Jacques Brel et Camille	Direction Midi - Soir	19,50 €	788,5	15 375,75 €
agent 27	Adjoint	Direction Matin - Animation Midi	19,50 €	608	11 856,00 €
agent 28	Animateur 13	Midi - Soir JBE mater	17,50 €	639,5	11 191,25 €
agent 29	Animateur 14	Midi - Soir	17,50 €	604	10 570,00 €
agent 30	Animateur 15	Midi - Soir	17,50 €	604	10 570,00 €
agent 31	Animateur 16	Matin- Midi	17,50 €	533	9 327,50 €
agent 32	Directeur ALP Pont de Vesse	Direction Matin-Midi-Soir	19,50 €	891,25	17 379,38 €
agent 33	Animateur 17	Midi	17,50 €	320	5 600,00 €
agent 34	Directeur ALP Arc-en-Ciel	Direction Matin-Midi-Soir	19,50 €	891,25	17 379,38 €
Coordo	ALP-Périscolaire	0,5 etp sur 4 mois sept-dec 2023	_	_	4 604,17 €
			total agents	21278,75	399 711,79 €
				frais 10%	39 971,18 €
				Sous total agents	439 682,97 €

Annexe 3 : GRILLE DE REFERENCE DES COUTS 2023

COUT HORAIRE PAR POSTE/ STATUT	Directeur	Animateur	Personnel de service
FPT/ Contractuel permanent	19,50 €	17,50 €	17,50 €
CDD occasionnel (contrat de remplacement)	17,50 €	15,00 €	15,00 €
Contrat d'Acc à l'Emploi (de base à 20h)	_	5,00 €	5,00 €
Contrat d'Acc à l'Emploi (Supérieur à 20h)	_	8,00 €	8,00 €
Contrat Emploi d'Avenir	7,00 €	5,00 €	4,00 €
Contrat PEC (de base à 20h)	_	6,20 €	6,20 €
Contrat PEC (Supérieur à 20h)	_	11,50 €	11,50 €
Saisonnier (accroissement temporaire d'activité)	15,50 €	13,50 €	13,50 €

Coût horaire moyen	
Coordination PERISCOLAIRE LUNEL	17,19 €

Annexe 4 : ECHEANCIER DES REMBOURSEMENTS 2023

LUNEL	**REGUL 4ème trimestre 2022**	**TOTAL CONVENTIONNE 2023**	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**
DESCENDANT	**42 547,14 €**	**439 683 €**	109 920,74 €	109 920,74 €	109 920,74 €	régul
			329 762,23 €			
Année de versement	N		N			N+1

NB : en cas d'écarts significatifs, une régularisation pourra être opérée dès le 3ème trimestre avec l'accord des deux parties.

Fait à Lunel, le

Pour la commune de Lunel

Le Maire

Pour la Communauté de Communes
Du Pays de Lunel
Le Président
Pierre SOUJOL

AVENANT N°2

A LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICES ASCENDANTE
ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL ET LA COMMUNE DE LUNEL

Entre :
La communauté de communes du Pays de Lunel, sise 152 chemin des Merles – 34400 Lunel,
Représentée par son président, Monsieur Pierre SOUJOL,
en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 22/09/2023.
Désignée ci-après, par le terme « la communauté »

d'une part,

Et :
La commune de Lunel, sise 240 avenue Victor Hugo 34400 Lunel,
Représentée par Monsieur Pierre SOUJOL, maire de la commune de Lunel
en vertu de la délibération du conseil municipal, en date du _____, dûment représenté,
Désignée ci-après, par le terme « la commune »

d'autre part,

Considérant que dans le cadre d'une bonne organisation des services, et afin d'assurer une continuité éducative et pédagogique entre les activités petite-enfance/ enfance/ jeunesse gérées par la communauté de communes et celles gérées par les communes, la commune souhaite mettre ses services à disposition de la communauté de communes du pays de Lunel.

Considérant la convention de mise à disposition des services en vigueur et adoptée par délibération du conseil de communauté en date du 19 Mai 2022

Il est décidé, à travers le présent avenant de déterminer les données suivantes :

- ⇨ n°1 ajustement des agents mutualisés
- ⇨ n°2 prévision des agents mutualisés
- ⇨ n°3 grille de référence des coûts
- ⇨ n°4 échéancier des remboursements

--

Annexe 1 : AJUSTEMENT DES AGENTS MUTUALISES

			HEURES				MONTANT REAJUSTE		TRIMESTRES				Ecarts entre prévisions et réel
Nombre d'agents	**LUNEL**	Coût horaire		JANV-JUIL	AOUT-DEC	ECARTS	Montant initial 2022	Montant réel réajusté	1er versement	2è versement	3è versement	4è versement	
Service Restauration 2 agents* 6h*(36+80)		17,50 €	1 392				24 360 €						
Service Restauration renfort 1 agent *2,5h*(36+80)		17,50 €	290				5 075 €						
Service entretien 2 agents *2h30* (36+80)		17,50 €	580				10 150 €						
1	Agent 1	15,00 €		48,00	62,00	110,00		1 650,00 €					
2	Agent 2	15,00 €			10,00	10,00		150,00 €					
3	Agent 3	15,00 €		12,50		12,50		187,50 €					
4	Agent 4	15,00 €		100,00		100,00		1 500,00 €					
5	Agent 5	15,00 €		20,00		20,00		300,00 €					
6	Agent 6	15,00 €		10,00		10,00		150,00 €					
7	Agent 7	15,00 €		35,00		35,00		525,00 €					
8	Agent 8	15,00 €		45,00		45,00		675,00 €					
9	Agent 9	15,00 €			2,00	2,00		30,00 €					
10	Agent 10	15,00 €		12,00	28,00	40,00		600,00 €					
11	Agent 11	15,00 €		2,50		2,50		37,50 €					
12	Agent 12	15,00 €		12,00		12,00		180,00 €					
1	Agent 13	15,00 €			13,00	13,00		195,00 €					
2	Agent 14	15,00 €			36,50	36,50		547,50 €					
3	Agent 15	15,00 €			6,00	6,00		90,00 €					
4	Agent 16	17,50 €			5,00	5,00		87,50 €					
5	Agent 17	17,50 €		32,00	7,50	39,50		691,25 €					
6	Agent 18	17,50 €		12,00	15,50	27,50		481,25 €					
7	Agent 19	17,50 €		111,00	15,00	126,00		2 205,00 €					
8	Agent 20	15,00 €				0,00		0,00 €					
9	Agent 21	17,50 €		19,00	22,50	41,50		726,25 €					
10	Agent 22	15,00 €		6,00		6,00		90,00 €					
11	Agent 23	17,50 €		6,00		6,00		105,00 €					

12	Agent 24	17,50 €		33,00	15,50	48,50		848,75 €					
13	Agent 25	15,00 €		182,00	44,50	226,50		3 397,50 €					
14	Agent 26	17,50 €			15,00	15,00		262,50 €					
15	Agent 27	17,50 €		32,00	56,00	88,00		1 540,00 €					
16	Agent 28	15,00 €		41,00		41,00		615,00 €					
17	Agent 29	15,00 €		90,00		90,00		1 350,00 €					
18	Agent 30	17,50 €		23,50	15,00	38,50		673,75 €					
19	Agent 31	17,50 €			21,00	21,00		367,50 €					
20	Agent 32	17,50 €		26,00	7,50	33,50		586,25 €					
21	Agent 33	15,00 €		121,00		121,00		1 815,00 €					
22	Agent 34	17,50 €		26,00	22,50	48,50		848,75 €					
23	Agent 35	17,50 €			15,00	15,00		262,50 €					
24	Agent 36	15,00 €		43,50		43,50		652,50 €					
25	Agent 37	15,00 €			37,50	37,50		562,50 €					
26	Agent 38	17,50 €		75,50	22,50	98,00		1 715,00 €					
27	Agent 39	17,50 €		20,00		20,00		350,00 €					
28	Agent 40	17,50 €		19,00	30,00	49,00		857,50 €					
29	Agent 41	17,50 €		38,00	7,50	45,50		796,25 €					
30	Agent 42	15,00 €		6,00		6,00		90,00 €					
31	Agent 43	15,00 €		6,00		6,00		90,00 €					
32	Agent 44	17,50 €		19,00	15,00	34,00		595,00 €					
						Frais de gestion 10%	**3 958,50 €**	**2 948,00 €**					
TOTAL ASCENDANT			2 262	1284,5	547,50	**1832,00**	**43 543 €**	**32 428,00 €**	**10 885,88 €**	**10 885,88 €**	**10 885,88€**	**-229,63 €**	**-11 115,50 €**

Annexe 2 : PREVISION DES AGENTS MUTUALISES

LUNEL	Précisions	Coût forfaitaire TTC	HEURES PREVISIONNELLES	MONTANT A CHARGE COLLECTIVITE
Postes / Agents			CCPL	CCPL
Service Restauration	2 agents *6h *(36sem + 80 vacs)	17,50 €	1 392	24 360 €
Service restauration renfort	1 agent *2h30 (36sem+80 vacs)	15 €	290	4 350 €
Service entretien	2 agents * 2h30 (36 mer +80 vacs)	15 €	580	8 700 €
		Total agents	2 262	37 410 €

Frais 10%	3 741 €
Sous total agents	**41 151 €**

Annexe 3 : GRILLE DE REFERENCE DES COUTS

COUT HORAIRE PAR POSTE / STATUT	Directeur	Animateur	Personnel de service
FPT/ Contractuel permanent	19,50 €	17,50 €	17,50 €
CDD occasionnel (contrat de remplacement)	17,50 €	15 €	15 €
Contrat d'Acc à l'Emploi (de base à 20h)		5 €	5 €
Contrat d'Acc à l'Emploi (Supérieur à 20h		8 €	8 €
Contrat Emploi d'Avenir	7 €	5 €	4 €
Contrat PEC (de base à 20h)		6,20 €	6,20 €
Contrat PEC (Supérieur à 20h)		11,50 €	11,50 €
Saisonnier (accroissement temporaire d'activité)	15,50 €	13,50 €	13,50 €

Annexe 4 : ECHEANCIER DES REMBOURSEMENTS

LUNEL	REGUL 4è trimestre 2022	TOTAL CONVENTIONNE 2023	1er trimestre	2è trimestre	3è trimestre	4è trimestre
ASCENDANT	**-229,63 €**	41 151 €	10 287,75 €	10 287,75 €	10 287,75 €	régul
			30 863,25 €			
Année de versement	N		N			N+1

NB : en cas d'écarts significatifs une régularisation pourra être opérée dès le 3ème trimestre avec l'accord des deux parties.

Fait à Lunel

Le _____2023

Pour la commune de Lunel

Le Maire

Pour la Communauté de Communes
Du Pays de Lunel
Le Président

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la mutualisation des services dans le cadre des activités enfance avec la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

6.3 - CITÉ ÉDUCATIVE: ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2023/2024

Rapoorteur : Mme MOKADDEM.

Annexes : Modèle de convention à destination des associations sportives
Modèle de convention à destination des associations culturelles

La ville de Lunel a été labellisée le 24 février 2022 dans le cadre du dispositif de l'État Cités Éducatives. Celui ci vise à améliorer et à renforcer la prise en charge éducative des enfants, des adolescents et des jeunes de 0 à 25 ans résidant en quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, en fédérant les différents acteurs de la communauté éducative autour d'un projet éducatif commun ambitieux. Cette démarche a notamment pour but de garantir une action cohérente entre les différents temps de vie de l'enfant, de l'adolescent et du jeune (famille, cadre scolaire ainsi que le temps péri et extra-scolaires). Élaboré en partenariat avec la Préfecture de l'Hérault et la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale, le projet porté par la Ville est prévu à l'échelle du Réseau d' Éducation Prioritaire (REP), pour la période 2022/2024. Il est structuré autour de 3 orientations stratégiques, conformément au cadre défini par l'État :
- Conforter le rôle de l'école,
- Promouvoir la continuité éducative,
- Ouvrir le champ des possibles.

Ces orientations se déclinent à travers les principaux objectifs suivants :

- Faciliter les apprentissages des élèves scolarisés en REP et apporter un soutien particulier à ceux se trouvant en situation de fragilité
- Renforcer la cohérence des interventions entre les différents temps de vie de l'enfant par une meilleure synergie des différents acteurs éducatifs.
- Développer la coopération entre les parents d'élèves, des établissements scolaires et les autres acteurs de la communauté éducative,
- Développer des projets en direction des enfants, des adolescents et des jeunes ainsi que leur famille pour les aider à se construire en tant que futurs citoyens,
- Sensibiliser les élèves et leur famille pour élargir leur champ des possibles en matière d'orientation scolaire et favoriser le développement de la mobilité des familles,
- Favoriser la santé et le bien-être des jeunes ainsi que la pratique d'activités physiques et sportives
- Développer l'enseignement artistique et culturel et créer une dynamique autour de la culture scientifique et technique.

Afin de répondre à ces objectifs, un plan d'action a été établi avec l'ensemble des partenaires, validé par le comité de pilotage en date du 8 novembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024 financé au titre des crédits Cité Éducative 2023 répartis comme suit : État 250 000€, ville de Lunel 50 000€. Les porteurs de projets ont donc été invités à remettre des projets dans ce cadre.
Au vu de la sous-consommation de certaines actions des fonds attribués en 2022, des reliquats ont pu venir en déduction. Les actions font par ailleurs l'objet de cofinancements de divers partenaires (CAF, Région...).
Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer sur la seule attribution des subventions ci-après énoncées :

Organisme	Intitulé de l'action	Cout global du projet	*Part Etat Reliquat 2022*	Part Etat 2023	*Part ville Reliquat 2022*	Part ville 2023	Cofinancements
Sancko et Cake	Arts plastiques (fresques)	13 500 €		11 000 €		2 500 €	
Art de Thalie	Atelier initiation théâtre	14 180 €		9 750 €		2 000 €	2 430 €
L'art ré-création	Atelier initiation théâtre	8 200 €		6 560 €		1 640 €	
École de musique	Musique à l'école, initiation musicale, chorale et batucada	32 900 €	*2 638 €*	23 682 €		6 580 €	
Planètes sciences	Ateliers voitures télécommandées et fusées	22 850 €		19 000 €		3 850 €	
SEVE	Vivre ensemble	21 295 €		15 500 €		3 500 €	2 295 €
Céline Bonistalli	Danse	6 800 €		5 600 €		1 200 €	
Coordinatrice REP	Actions éducatives en complément des actions déjà menées dans les écoles	24 000 €	*16 804 €*	2 396 €	*4 200 €*	600 €	
Dancing fit studio	Parcours sport santé	16 439 €		11 900 €		2 100 €	2 439 €
Basket pays de Lunel	Parcours sport santé	71 397 €		12 620 €		1 380 €	57 397€
Escrime pays de Lunel	Parcours sport santé	36 383 €		17 000 €		2 000 €	17 383 €
Handball Lunel Marsillargues (CM2)	Parcours sport santé	13 239 €		7 892 €		1 108 €	4 239 €
Collège F.Mistral	Éducation aux médias et lutte contre la désinformation	4 730 €	*384 €*	1356 €		460 €	2 530 €
Collège F.Mistral	Parcours d'éducation artistique et culturelle	17 200 €		10 000 €		500 €	6 700 €
Organisme	**Intitulé de l'action**	**Cout global du projet**	***Part Etat Reliquat 2022***	**Part Etat 2023**	***Part ville Reliquat 2022***	**Part ville 2023**	**Cofinancements**
Médiathèque CCPL	Éducation aux médias : résidence de journalistes	11 940 €		8 472 €		942 €	2 526 €
Face Hérault	Fabrik inclusive pour l'école	4 500 €		2 400 €		600 €	1 500 €
Collège F.Mistral	Valeurs de la République	12 880 €		9 600 €		400 €	2 880 €
Handball Lunel Marsillargues (Collège Lycée)	Sport santé	4 560 €		2 200 €		560 €	1 800 €
Causons Écran	Communication, participation auprès des familles	7 000 €		6 300 €		700 €	
Villes et territoires	Évaluation de la cité éducative	13 000 €		8 000 €		2 000 €	3 000 €

Total général		**356 993 €**	***19 826 €***	**191 228 €**	***4 200 €***	**34 620 €**	**107 119 €**

Il est précisé que le bilan des actions financées sur l'année scolaire 2022-2023 a été validé lors du Comité de Pilotage du 8 novembre 2023.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

CONVENTION DANS LE CADRE DE LA CITE ÉDUCATIVE « SPORT - SANTÉ »
ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES DE LUNEL

La pratique sportive est un support essentiel dans la construction de la vie sociale dès le plus jeune âge. Les valeurs éducatives et sociales véhiculées par le sport sont sources d'épanouissement personnel et de bien-être.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de Lunel domiciliée avenue Victor Hugo à Lunel (34400) et représentée par Monsieur Pierre SOUJOL agissant en qualité de maire,

D'une part,

Et,

L'association « XXXXX » sise XXXX représentée par XXXX , agissant en qualité de XXXX et dûment autorisé,
ci-après désigné l'intervenant,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée

La présente convention a pour objet de fixer le champ d'intervention de l'association sur l'action « sport-santé » du 1er septembre 2023 au 31 août 2024.

Article 2 : Planning école

Les périodes, jours et heures d'utilisation des installations sportives de Lunel sont arrêtés par la ville pour l'année scolaire selon le planning défini en annexe.

Le planning d'occupation des sites sportifs, ainsi défini, aura effet pour les périodes d'enseignement scolaire, exception faite des éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations et des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations.

Des changements peuvent être apportés en accord avec l'enseignant et le référent sport scolaire.

Article 3 : Obligations pour l'intervenant

L'intervenant s'engage à respecter les obligations suivantes :

- Continuité de l'enseignement : l'intervenant doit assurer et assumer dans la mesure du possible les séances définies dans le planning. En cas d'absence l'intervenant doit informer le référent sport scolaire et l'enseignant.
- L'intervenant s'engage à mettre à disposition une grande partie du matériel pédagogique.
- L'intervenant s'engage à participer aux réunions de coordination, via leurs éducateurs, lorsque celles ci seront proposées par le référent sport scolaire et/ ou le coordonnateur Cité éducative.
- L'intervenant s'engage à aborder au-delà de la pratique sportive des thèmes tel que : la santé, la nutrition, les jeux olympiques et paralympiques… en appui avec le référent sport scolaire.
- Un contrôle des présences sera effectué à chaque séance. L'intervenant devra fournir un

relevé des présences ainsi qu'un suivi individualisé des élèves en fin d'année scolaire au référent sport scolaire.

- Un bilan de fin de cycle devra être fourni au référent sport scolaire (copie au coordonnateur Cité éducative).**L'association devra remplir le bilan de l'action sur l'interface Dauphin au plus tard 15 jours après la fin de son intervention comme convenu à l'annexe de la présente.**
- Il est entendu que cette pratique sportive doit se faire dans le respect des textes réglementaires de l'Éducation Nationale . Sauf disposition particulière (activités organisées pendant le temps péri-scolaire), les élèves restent sous la responsabilité pédagogique des enseignants ou des professionnels de l'établissement.
- Après l'utilisation des installations, l'intervenant veillera à ranger son matériel et à laisser les lieux en bon état de propreté .

L'intervenant sera avisé par le secrétariat du service des sports dès lors que des événements exceptionnels (ex. crise sanitaire...) entraîneront une modification des conditions de mise à disposition des équipements sportifs et / ou des séances au sein de l'école. L'intervenant accepte sans réserve ces dispositions.

Article 4 : Risques sanitaires

Il est demandé de respecter **strictement** l'ensemble des consignes sanitaires en vigueur notamment au regard de la situation vis à vis de la covid 19 et plus globalement pour tous les risques épidémiologiques à venir.

Article 5 : Développement durable

La Ville de Lunel place le développement durable et le respect de l'environnement au cœur de ses projets. C'est pourquoi elle s'est engagée dans une démarche Agenda 21 « Lunel s'engage pour une qualité de ville durable ».
L'utilisation des installations municipales (stades, gymnases) et l'organisation de manifestations sportives sont autant d'occasions de veiller à minimiser l'impact des activités sur l'environnement et de sensibiliser les participants des activités.
La présente convention engage donc l'association dans les domaines suivants :

Gestion des fluides :

- Veiller à une utilisation raisonnée des ressources mises à disposition par la commune dans le cadre des activités : éclairage, chauffage, consommation d'eau.
- Signaler sans délai aux responsables des installations tout dysfonctionnement pouvant générer une dérive des consommations de fluides (fuites d'eau, éclairage inutile,...).

Gestion et réduction des déchets :

- Sensibiliser les pratiquants des activités au respect de la propreté des installations.
- Développer les pratiques de tri des déchets recyclables et faire respecter les consignes de tri et d'utilisation des containers spécifiques dédiés à la collecte sélective (bacs jaune et points d'apport volontaire pour le verre), notamment les jours de manifestations sportives. Une préparation préalable devra être réalisée en collaboration avec les services de la Communauté de Communes du Pays de Lunel afin :
    1. d'organiser et dimensionner les installations de gestion des déchets liés à la manifestation,
    2. de mettre en place des actions de réduction des déchets, en privilégiant l'utilisation de matériel réutilisable.

Le correspondant privilégié à joindre est Madame Corinne WOLBERT, responsable du service gestion et prévention des déchets à la CCPL au 04.67.83.87.00.

Transports-déplacements :

- Sensibiliser les pratiquants à l'utilisation des modes de déplacements doux (marche, vélos, rollers,...) pour rejoindre les équipements sportifs de la commune.
- Proposer systématiquement l'utilisation des transports en commun si des déplacements liés aux activités sportives scolaires.

Article 6 : Organisation des réunions de coordinations

Avant chaque vacances scolaires et aussi souvent que cela sera nécessaire des réunions de coordinations seront mises en place. Ces événements auront pour but de répondre aux problématiques rencontrées, aux expressions des besoins, mais aussi à élaborer des contenus communs sur la santé, l'histoire du sport...

Article 7 : Équipements et matériels sur les sites sportifs

L'ensemble du matériel sportif, qui appartient à la ville de Lunel et qui est installé dans les installations sportives, est mis à la disposition de chacun des utilisateurs sous sa responsabilité.

Article 8 : Condition de sécurité et responsabilités

Le taux maximum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la circulaire interministérielle n° 2017-116 du 06/10/2017.
L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.
L'enseignant de la classe devra s'assurer que les conditions de sécurité, notamment les directives VIGIPIRATE, sont remplies pour une pratique adaptée de l'activité. Il lui appartient, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.
En cas d'accident, l'enseignant reste maître des dispositions à prendre relatives aux interventions d'urgence.
Il convient de se référer à la circulaire départementale de la DSDEN sur les accidents scolaires à consulter sur le site de celle-ci : http://www.ac-montpellier.fr/dsden34/cid93451/accidents-scolaires.html.

Article 9 : Assurances

Le signataire de la présente convention s'engage à réparer et à indemniser le propriétaire des différents équipements pour les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur l'infrastructure que sur le matériel mis à sa disposition. Préalablement à l'utilisation des installations, l'intervenant reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant :

- sa propre responsabilité,
- celle de ses préposés et de toute personne ne participant pas à la direction et à l'animation des activités,
- tous les dommages qui pourraient être causés par les participants à l'installation et au matériel et équipements mis à sa disposition.

L'intervenant devra fournir une attestation annuelle justifiant de la souscription de ces polices.

Article 10 : Encadrement et enseignement

L'encadrement et l'enseignement des activités physiques et sportives devront être assurés par du personnel qualifié ainsi que par l'enseignant, conformément aux décrets et arrêtés en vigueur.

Sont réputés agréés pour l'activité concernée et dispensés du dépôt de la demande d'agrément pour l'activité concernée :

a) Les intervenants titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité et les stagiaires détenteurs d'une attestation délivrée par la DDCS.
b) Les fonctionnaires agissant dans l'exercice des missions prévues par leur statut particulier.

L'article L.212-1 du Code du sport, précise que :
« I. - Seuls peuvent contre rémunération, enseigner, animer ou encadrer une activité physique ou sportive ou entraîner ses pratiquants, à titre d'occupation principale ou secondaire, de façon habituelle, saisonnière ou occasionnelle, sous réserve des dispositions du quatrième alinéa du présent article et de l'article L.212-2 du présent code, les titulaires d'un diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification :
1° Garantissant la compétence de son titulaire en matière de sécurité des pratiquants et des tiers dans l'activité considérée ;

2° Et enregistré au répertoire national des certifications professionnelles dans les conditions prévues au II de l'article L. 335-6 du code de l'éducation.

Peuvent également exercer contre rémunération les fonctions mentionnées au premier alinéa ci-dessus les personnes en cours de formation pour la préparation à un diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification conforme aux prescriptions des 1° et 2° ci-dessus, dans les conditions prévues par le règlement de ce diplôme, titre ou certificat.

II. - Le diplôme mentionné au I peut être un diplôme étranger admis en équivalence.

III. - Les dispositions du I s'appliquent à compter de l'inscription des diplômes, titres à finalité professionnelle ou certificats de qualification sur la liste des diplômes, titres à finalité professionnelle ou certificats de qualification répondant aux conditions prévues aux paragraphes I et II, au fur et à mesure de cette inscription.

IV. - Les personnes qui auront acquis, dans la période précédant l'inscription mentionnée au III et conformément aux dispositions législatives en vigueur, le droit d'exercer contre rémunération une des fonctions mentionnées au I conservent ce droit.

V. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment les modalités selon lesquelles est établie la liste mentionnée au III. »

Ces dispositions ne s'appliquent ni aux agents de l'État, ni aux agents des collectivités territoriales pour l'exercice de leurs fonctions.

L'intervenant devra fournir dans les 15 jours qui suivent la signature de la convention une liste des personnes habilitées à encadrer les activités ainsi que les diplômes et cartes professionnelles des personnes qui enseignent, animent, encadrent contre rémunération des activités sportives sur les installations. Ceci se fera conformément à l'article 6 du décret n° 93-1101 du 3 septembre 1993.

Article 11 : Conditions financières

Les installations seront mises à disposition de l'association gratuitement et sous réserve de disponibilité.

Une subvention de XXXX euros sera versée par la Ville au titre des crédits 2023 à réception et signature de la présente.

En cas de sous-consommation et/ou de non réalisation de l'action totale ou partielle, la subvention pourra faire l'objet d'une demande de reversement de la part de la ville. Dans ce cas la ville émettra le titre de recettes nécessaire.

Dans le cas où l'association quitte le projet de sa propre initiative ou bien à la suite de fautes lourdes, celle ci sera tenu de rembourser l'intégralité de la subvention.

Article 12 : Dénonciation

La convention pourra être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles soit par la ville en cas de non-respect des dispositions du règlement intérieur de l'installation, école ou d'infraction aux clauses de la convention.

Cette dénonciation interviendra de plein droit après après un préavis d'un mois faite par lettre

recommandée avec accusé de réception.

Article 13 : Droit à l'image

Toute photo ou vidéo destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la direction des services sports, jeunesse et vie associative.
Toute demande est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

Article 14 : Laïcité

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité.

Article 15 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

Fait à Lunel, le

Pour l'intervenant,
(cachet et signature)

Monsieur le Maire

ANNEXE

PLANNING DES INTERVENTIONS SPORTIVES SCOLAIRES
PAR L'ASSOCIATION XXXX
AU TITRE DE LA CITE EDUCATIVE

POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2023/2024

- **PÉRIODE D'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE** : du XXXX au XXXX
- **LIEUX D'INTERVENTIONS :** XXXXX

XXXXXX	LUNDI	MARDI	JEUDI	VENDREDI
Matin (9h00-11h30)				
Après midi (14h00-16h 30)				

CONVENTION DANS LE CADRE DE LA CITE ÉDUCATIVE
ACTIVITÉ CULTURELLE - ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES DE LUNEL

La pratique d'une activité culturelle est un élément essentiel à l'épanouissement individuel et social, et contribue également aux vivre ensemble et à accepter les différences.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de Lunel domiciliée avenue Victor Hugo à Lunel (34400) et représentée par Monsieur Pierre SOUJOL agissant en qualité de Maire,

D'une part,

Et,

L'association «XXXXXX» sise XXXXXXXXXXXXXX représenté par XXXXXXXXXXX , agissant en qualité de XXXXXXXXXXX et dûment autorisé,
ci-après désigné l'intervenant,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée

La présente convention a pour objet de fixer le champ d'intervention de l'association sur l'action des sciences du 1er septembre 2023 au 31 août 2024.

Article 2 : Planning école

Les périodes, jours et heures d'utilisation des installations municipales de Lunel sont arrêtés par la ville pour l'année scolaire selon le planning défini en annexe.
Le planning d'occupation des sites municipaux, ainsi défini, aura effet pour les périodes d'enseignement scolaire, exception faite des éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations et des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations.
Des changements peuvent être apportés en accord avec l'enseignant et le coordinateur de la cité éducative.

Article 3 : Obligations pour l'intervenant

L'intervenant s'engage à respecter les obligations suivantes :

- Continuité de l'enseignement : l'intervenant doit assurer et assumer dans la mesure du possible les séances définies dans le planning. En cas d'absence l'intervenant doit informer le coordinateur de la cité éducative et l'enseignant.
- L'intervenant s'engage à mettre à disposition une grande partie du matériel pédagogique.
- L'intervenant s'engage à participer aux réunions de coordination, lorsque celles ci seront proposées le coordonnateur Cité Éducative.
- L'association s'assure que ses intervenants répondent aux dispositions réglementaires en terme d'intervention auprès des mineurs dans un contexte scolaire.
- Un bilan de fin de cycle devra être fourni au coordonnateur Cité éducative. **L'association devra remplir le bilan de l'action sur l'interface Dauphin au plus tard 15 jours après la fin de son intervention comme convenu à l'annexe de la présente.**
- Il est entendu que cette pratique culturelle doit se faire dans le respect des textes

réglementaires de l'Éducation Nationale . Sauf disposition particulière (activités organisées pendant le temps péri-scolaire), les élèves restent sous la responsabilité pédagogique des enseignants ou des professionnels de l'établissement.

- Après l'utilisation des installations, l'intervenant veillera à ranger son matériel et à laisser les lieux en bon état de propreté .

L'intervenant sera avisé par le secrétariat du service Petite enfance / Éducation dès lors que des événements exceptionnels (ex. crise sanitaire...) entraîneront une modification des conditions de mise à disposition des équipements municipaux et / ou des séances au sein de l'école. L'intervenant accepte sans réserve ces dispositions.

Article 4 : Risques sanitaires

Il est demandé de respecter **strictement** l'ensemble des consignes sanitaires en vigueur notamment au regard de la situation vis à vis de la covid 19 et plus globalement pour tous les risques épidémiologiques à venir.

Article 5 : Développement durable

La Ville de Lunel place le développement durable et le respect de l'environnement au cœur de ses projets. C'est pourquoi elle s'est engagée dans une démarche Agenda 21 « Lunel s'engage pour une qualité de ville durable ».
L'utilisation des installations municipales (écoles, stades, gymnases...) et l'organisation de manifestations sont autant d'occasions de veiller à minimiser l'impact des activités sur l'environnement et de sensibiliser les participants des activités.
La présente convention engage donc l'association dans les domaines suivants :

Gestion des fluides :

- Veiller à une utilisation raisonnée des ressources mises à disposition par la commune dans le cadre des activités : éclairage, chauffage, consommation d'eau.
- Signaler sans délai aux responsables des installations tout dysfonctionnement pouvant générer une dérive des consommations de fluides (fuites d'eau, éclairage inutile,...).

Gestion et réduction des déchets :

- Sensibiliser les pratiquants des activités au respect de la propreté des installations.
- Développer les pratiques de tri des déchets recyclables et faire respecter les consignes de tri et d'utilisation des containers spécifiques dédiés à la collecte sélective (bacs jaune et points d'apport volontaire pour le verre), notamment les jours de manifestations sportives ou culturelles. Une préparation préalable devra être réalisée en collaboration avec les services de la Communauté de Communes du Pays de Lunel afin :
    1. d'organiser et dimensionner les installations de gestion des déchets liés à la manifestation,
    2. de mettre en place des actions de réduction des déchets, en privilégiant l'utilisation de matériel réutilisable.

Le correspondant privilégié à joindre est Madame Corinne WOLBERT, responsable du service gestion et prévention des déchets à la CCPL au 04.67.83.87.00.

Transports-déplacements :

- Sensibiliser les pratiquants à l'utilisation des modes de déplacements doux (marche, vélos, rollers,...) pour rejoindre les équipements municipaux de la commune.
- Proposer systématiquement l'utilisation des transports en commun si des déplacements liés aux activités culturelles scolaires.

Article 6 : Organisation des réunions de coordination

Avant chaque vacances scolaires et aussi souvent que cela sera nécessaire des réunions de coordination seront mises en place. Ces temps d'échange auront pour but de répondre aux problématiques rencontrées, aux expressions des besoins.

Article 7 : Équipements et matériels sur les sites municipaux

L'ensemble du matériel, qui appartient à la ville de Lunel et qui est installé dans les installations municipaleses, est mis à la disposition de chacun des utilisateurs sous sa responsabilité.

Article 8 : Condition de sécurité et responsabilités

L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.
L'enseignant de la classe devra s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies pour une pratique adaptée de l'activité. Il lui appartient, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.
En cas d'accident, l'enseignant reste maître des dispositions à prendre relatives aux interventions d'urgence.
Il convient de se référer à la circulaire départementale de la DSDEN sur les accidents scolaires à consulter sur le site de celle-ci : http://www.ac-montpellier.fr/dsden34/cid93451/accidents-scolaires.html.

Article 9 : Assurances

Le signataire de la présente convention s'engage à réparer et à indemniser le propriétaire des différents équipements pour les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur l'infrastructure que sur le matériel mis à sa disposition. Préalablement à l'utilisation des installations, l'intervenant reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant :

- sa propre responsabilité,
- celle de ses préposés et de toute personne ne participant pas à la direction et à l'animation des activités,
- tous les dommages qui pourraient être causés par les participants à l'installation et au matériel et équipements mis à sa disposition.

L'intervenant devra fournir une attestation annuelle justifiant de la souscription de ces polices.

Article 10 : Encadrement et enseignement

L'intervenant-e devra fournir dans les 15 jours qui suivent la signature de la convention une liste des personnes intervenant dans le cadre de la présente convention.

Article 11 : Conditions financières

Les installations seront mises à disposition de l'association gratuitement et sous réserve de disponibilité.

Une subvention de XXXX euros sera versée par la Ville au titre des crédits 2023 à réception et signature de la présente.

En cas de sous-consommation et/ou de non réalisation de l'action totale ou partielle, la subvention pourra faire l'objet d'une demande de reversement de la part de la ville. Dans ce cas la ville émettra le titre de recettes nécessaire.

Dans le cas où l'association quitte le projet de sa propre initiative ou bien à la suite de fautes lourdes, celle ci sera tenu de rembourser l'intégralité de la subvention.

Article 12 : Dénonciation

La convention pourra être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles soit par la ville en cas de non-respect des dispositions du règlement intérieur de l'installation, école ou d'infraction aux clauses de la convention.

Cette dénonciation interviendra de plein droit après après un préavis d'un mois faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 : Droit à l'image

Toute photo ou vidéo destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès service petite enfance / éducation.
Toute demande est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

Article 14 : Laïcité

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité.

Article 15 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

Fait à Lunel, le

Pour l'intervenant,
(cachet et signature)

Monsieur le Maire

ANNEXE

PLANNING DES INTERVENTIONS CULTURELLES
PAR L'ASSOCIATION XXXXXX

POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2023 / 2024

- **PÉRIODE D'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE** : du XXXXX 2023 au XXXXX 2024
- **LIEUX D'INTERVENTIONS :**

XXXXXX	LUNDI	MARDI	JEUDI	VENDREDI
	Ecole	Ecole	Ecole	Ecole
9h00- 10h30				
14h00-15h30				

Mme PLANE demande l'attention de M. BENIATTOU car il doit écouter avant de twiter et dire des bêtises sur ses publications parce qu'ensuite il y a des procès-verbaux qui diront qu'il n'a pas bien écouté.
Lors d'un débat sur la cité Éducative elle souhaitait se laisser le temps de voir ce que cela pouvait donner ainsi que les actions qui seraient menées. C'est très intéressant parce qu'on a le tableau avec un certain nombre d'éléments : l'éducation, sur certains points elle peut comprendre, pour le reste cela lui semble plutôt un camp de vacances. Le théâtre, la musique éveillent l'esprit, les sens, l'écoute. Le sport : très bien. L'atelier de voitures télécommandées, fusées dans une cité éducative ? Les sciences à la limite. Le vivre ensemble n'existe pas et ne fonctionne pas tout seul, c'est le vouloir vivre ensemble qui fonctionne. Pour que cela existe faut le vouloir, elle ne sait donc pas ce que cela fait là dedans !
L'éducation aux médias et la lutte contre la désinformation, elle aurait préféré du soutien scolaire ce qui évite de perdre des notions en mathématiques, en français et cela les aidera bien plus à s'exprimer lors d'un entretien d'embauche et savoir se présenter, ce type d'atelier aurait été préférable.
Sur les Valeurs de la République elle est entièrement d'accord surtout aujourd'hui, c'est nécessaire. Elle est décontenancée par certains aspects des actions mises en oeuvre. Globalement, il aurait été souhaitable de faire un effort plus centré sur les points fondamentaux d'éducation. C'est très important de ne pas déroger au rôle des parents, l'école est faite pour enseigner, les parents pour éduquer. Ces actions viennent en renfort sur certains aspects par exemple les valeurs de la République. Elle est dubitative sur certains aspects de ces actions et de l'impact sur les jeunes.

M. BARBATO considère que cela ne « mange pas de pain » si cela peut améliorer la situation, si on doit passer par de grands mots comme « cité éducative », le marketing, les actions c'est une anémie éducative. On transfuse ce que l'école n'arrive plus à transmettre : la culture, l'art plastique, la musique, les sciences, il n'est pas contre. Nous sommes obligés de faire des injections externes d'occupation et d'activités. Quelque part il y a un déficit important dans notre système scolaire. Il ne rejette la faute sur personne, mais on ne veut pas regarder devant, il n'a pas la solution même s'il est enseignant. Les solutions qu'il aurait seraient personnelles et pragmatiques et les solutions doivent être globales. C'est comme le PRE qui est un dispositif qu'il apprécie mais encore un dispositif extérieur qui vient dire que finalement l'école c'est pas clair, on ne sait plus. Les parents eux mêmes ont échappé au système scolaire et n'ont pas tout compris et personne n'arrive à prendre en main ce système éducatif. Certaines personnes mettent de la bonne volonté dans ce dispositif, c'est très politique, les décisions sont faites à « grand coup » de marketing et d'effets d'annonce. Il espère qu'au delà des effets d'annonce ce type de dispositif a des résultats même s'ils sont minimes, si cela peut aider les familles et les enfants à découvrir, à se faire une opinion, à ce découvrir eux-mêmes, à progresser, c'est toujours de l'argent qui n'a pas été dépensé pour rien.

Mme MOKADDEM rappelle que c'est un dispositif destiné aux enfants des écoles qui sont en REP. L'éducation des enfants c'est les parents qui la font certes, mais il y a des difficultés au niveau de ces familles en REP. 9 écoles sur 13 sont affectées. Il est important d'apporter certaines actions notamment, culturelles, l'ouverture et le vivre ensemble, qu'est-ce que c'est ? C'est une action d'atelier philosophique qui permet aux enfants de réfléchir sur le vivre ensemble, nous pouvons aimer ou pas.

Mme PLANE souligne que cela n'existe pas.

Mme MOKADDEM : « Si vous voulez, cela n'existe pas ! » mais cela a le mérite d'exister. Elle rejoint M. BARBATO même si elle est très surprise de le dire, mais effectivement nous apportons à ces enfants et à ces familles des solutions qui sont peut-être minimes mais avec une ouverture culturelle, artistique parce que des enfants sont allés à l'opéra, ce qui n'est pas le cas de tout le

monde. Ce sont de petites actions qui participent à résoudre les difficultés existantes. Il a été évoqué l'emploi et l'apprentissage des enfants à s'exprimer, etc, ces ateliers philosophiques y participent. À travers les petites voitures se sont des ateliers scientifiques, on apprend la science. Les actions de la cité éducative sont à 70 % destinées aux écoles élémentaires et maternelles, c'est donc très important car c'est le commencement, ensuite ils vont au collège et au lycée, nous poursuivons également sur cette voie, sur l'insertion professionnelle, sur des ateliers coaching, etc. Nous mettons en place divers forums : l'emploi, l'apprentissage qui entrent aussi dans le cadre de la cité éducative. Il vous semble que ces actions sont minimes.

Mme PLANE indique que cela ne veut pas dire que ce n'est pas important.

Mme MOKADDEM lui fait remarquer que d'après son discours un peu tout de même, elle pense que cela tire vers le haut et c'est très important.

Mme PLANE avait été très claire sur le système de la cité éducative parce qu'elle avait la crainte que ce ne soit qu'un bis repetita de la Politique de la Ville. Pour les enfants et les quartiers prioritaires cela fait des décennies qu'on déverse des milliards dans le cadre de la Politique de la Ville sauf que ces milliards ont été mal gérés, mal répercutés et on voit aujourd'hui, et ce sont les instances qui le disent, que c'est le tonneau des Danaïdes. Ces milliards déversés n'ont servi à rien parce que la méthode était mauvaise. Nous ne sommes pas d'accord sur certaines choses. Elle relève dans la liste de bonnes actions : les arts plastiques, la musique. Quant aux petites voitures, elle n'est pas idiote, elle arrive à comprendre lorsqu'on lui explique. Elle s'aperçoit aujourd'hui que sur certaines actions ses craintes sont malheureusement confirmées encore une fois, tout n'est pas mauvais si c'est encadré. N'oublions pas que nous n'avons pas abandonné les quartiers prioritaires, nous avons déversé pendant des années et nous continuons, des milliard d'euros. Pour quel résultat ? C'est un problème national, nous pouvons en parler s'en s'écharper, sans insulte de part et d'autre. C'est un problème majeur. Il faut trouver une solution mais on ne la trouvera pas à Lunel ce soir.

Mme MOKADDEM reconnait la véracité de ses propos. Sur Lunel ce dispositif ne vient pas se superposer aux autres dispositifs mais au contraire vient coordonner et articuler différents dispositifs existants pour apporter les solutions aux problématiques et aux besoins du terrain. Nous y veillons dès lors que l'on fait un point en lien aussi avec la Politique de la Ville et des actions mises en place sur la Politique de la Ville. À Lunel nous avons cette volonté et à terme nous y parviendons.
Le sport : les actions sportives permettent aux enfants d'aller sur les associations avec des licences quasi gratuites et au vu des difficultés, du pouvoir d'achat, etc. c'est important.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 3 abstentions : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'attribution de subventions pour l'année scolaire 2023/2024 au niveau de la cité éducative.

6.4 - ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2024 À LA CAISSE DES ÉCOLES

Rapporteur : Mme RÉGNIER.

Depuis le 1er janvier 2011, la Caisse des Écoles de Lunel porte le dispositif de Programme de Réussite Éducative (PRE). Celui-ci vise à favoriser la réussite et l'épanouissement personnel des enfants et des adolescents de 2 à 16 ans repérés en difficultés.
Dans une approche globale de l'enfant, un parcours individualisé et pluridisciplinaire est défini en lien étroit avec les parents. Il est mis en œuvre pour une durée adaptée à chaque situation.
Les ressources de la Caisse des Écoles sont constituées d'une participation financière de l'État (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) et de la Ville. À ce titre, il est proposé au

Conseil d'attribuer une subvention de 30 000 € à la Caisse des Écoles pour le fonctionnement du PRE durant l'exercice 2024.

Les crédits suite au transfert des missions Politique de la Ville à la Communauté d'Agglomération du Pays de Lunel seront rattachés à partir du 1er janvier 2024 au budget de la Direction Petite Enfance Éducation de la Ville.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'attribuation d'une subvention de 30 000 € à la Caisse des Écoles pour le fonctionnement du PRE durant l'exercice 2024.

7 – FINANCES

7.1 - BUDGET PRINCIPAL : DÉCISION MODIFICATIVE N°2

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Annexe : Tableau retraçant les écritures de la décision modificative n°2

Il est proposé au Conseil Municipal une décision modificative n°2 concernant le Budget Principal 2023.
Le tableau ci-dessous présente des propositions de virements de crédits entre différents chapitres budgétaires et opérations soumises à l'accord du Conseil Municipal.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

FONCTIONNEMENT

RECETTES	971 800,00 €
Recettes Réelles :	**971 800,00 €**
013 - Atténuation de charges	**147 800,00 €**
6419 - Remboursements sur rémunérations du personnel	110 000,00 €
6459 - Remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance	37 800,00 €
Chapitre 73 - Impôts et taxes	**257 000,00 €**
7351 - Taxe sur la consommation finale d'électricité	107 000,00 €
7381 - Taxes aditionnelles aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncie	150 000,00 €
Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations	**315 000,00 €**
7488 - Autres attributions et participations	315 000,00 €
Chapitre 77 - Produits exceptionnelles	**252 000,00 €**
7718 - Autres produits exceptionnels	15 000,00 €
774 - Subventions exceptionnelles	237 000,00 €
Recettes d'Ordre :	***0,00 €***

DEPENSES	971 800,00 €
Dépenses Réelles :	**328 527,00 €**
Chapitre 011 - Charges à caractère général	**-545 023,00 €**
60612 - Energie -électricité	**-467 023,00 €**
6156 - Maintenance	**-30 000,00 €**
6283 - Frais de nettoyage des locaux	**-48 000,00 €**
Chapitre 012 - Charges de personnel	**749 000,00 €**
6216 - Personnel affecté par le GFP de rattachement	170 000,00 €
6218 - Autre personnel extérieur	17 000,00 €
6336 - CNFPT - CDG	30 000,00 €
64112 - NBI - Supplément familial	16 000,00 €
64118 - Autres indemnités	61 000,00 €
64131 - Rémunérations non titulaires	203 000,00 €
64171 - Rémunérations des apprentis	12 000,00 €
6451 - Cotisations URSSAF	60 000,00 €
6453 - Cotisations retraite	180 000,00 €
Chapitre 014 - Atténuations de produits	**11 000,00 €**
739115 - Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU	11 000,00 €
Chapitre 65- Autres charges de gestion courante	**113 550,00 €**
6512 - Droits d'utilisation - informatique en nuage	58 000,00 €
6518 - Autres	6 000,00 €
6541 - Créances admises en non-valeur	3 640,00 €
6542 - Créances éteintes	5 910,00 €
6574 - Subventions de fonctionnement	40 000,00 €
Chapitre 66 - Charges financières	**0,00 €**
66111 - Intérêts réglés à l'échéance	
Dépenses d'Ordre :	***643 273,00 €***
023 - Virement à la section d'investissement	*643 273,00 €*

RECETTES	1 107 273,00 €

INVESTISSEMENT

Recettes Réelles :	**464 000,00 €**
Chapitre 10 - Dotations, fonds divers et réserves	**314 000,00 €**
10226 - Taxe d'aménagement	314 000,00 €
Chapitre 13 - Subventions d'investissement	**150 000,00 €**
1323 - Département	150 000,00 €
Recettes d'ordre :	***643 273,00 €***
021 - Virement de la section de fonctionnement	*643 273,00 €*
DEPENSES	**1 107 273,00 €**
Dépenses Réelles :	**1 107 273,00 €**
Chapitre 10 - Dotations, fonds divers et réserves	**2 973,00 €**
10226 - Taxe d'aménagement	2 973,00 €
Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées	**0,00 €**
1641 - Emprunts en euros	
Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles	**-4 000,00 €**
202 - Frais lés à la réalisation des documents d'urbanisme	-20 000,00 €
2031 - Frais d'études	-57 000,00 €
2088 - Autres immobilisations incorporels	73 000,00 €
Chapitre 204 - Subventions d'équipement versées	**186 300,00 €**
20422 - Bâtiments et installations (personnes privées)	18 000,00 €
2041512 - Bâtiments et installations (CCPL)	167 000,00 €
2051 - Concessions et droits similaires	1 300,00 €
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	**236 500,00 €**
2128 - Autres agencements et aménagements de terrains	13 000,00 €
21311 - Hôtel de Ville	57 000,00 €
21312 - Bâtiments scolaires	-57 000,00 €
2132 - Immeuble de rapport	2 500,00 €
2138 - Autres constructions	120 000,00 €
215101 - Réseaux de voirie	81 000,00 €
215136 - Aménagement cyclable PEM voie verte	19 000,00 €
21534 - Réseaux d' électrification	38 000,00 €
21538 - Autres réseaux	-30 000,00 €
2153804 - Travaux éclairage public	34 000,00 €
2153824 - Confortement berges du canal	-20 000,00 €
2153830 - Réseau pluvial aérien la Laune	-30 000,00 €
2158 - Autres installations , matériel et outillage technique	-54 000,00 €
21571 - Matériel roulant	12 000,00 €
2182 - Matériel de transport	16 000,00 €
2184 - Mobilier	35 000,00 €
Chapitre 23 - Immobilisations corporelles en cours	**-124 000,00 €**
2313 - Constructions	-124 000,00 €
Opérations	**809 500,00 €**
327	
112 - Requalification rue de la Libération	

2112 - Terrains de voirie	26 000,00 €
113 - Végétalisatioin des cours d'écoles	
231204 - Végétalisation cours d'écoles	32 500,00 €
117 - Mise aux normes locaux commerciaux	
2313 - Constructions	-104 000,00 €
120 - Extension du réseau de vidéoprotection	
2153803 - Réseau vidéosurveillance	-50 000,00 €
121 - Création micro-crèche	
2313 - Constructions	115 000,00 €
122 - Création guichet unique	
21311 - Hôtel de Ville	-46 000,00 €
128 - Requalification cœur de ville - Zone piètonne	
2315 - Installations, matériels,et outillages techniques	1 368 000,00 €
129 - Mise en valeur de l'Eglise Notre-Dame du Lac	
2313 - Constructions	-26 000,00 €
130 - Requalification du site de l'Hournède	
2128 - Aménagement de terrains	-48 000,00 €
131 - Requalification Ilôt Pharmacie	
2031 - Etudes	-100 000,00 €
133 - Création parc de la Laune	
2031 - Frais d'études	-30 000,00 €
134 - Aménagement des berges du canal - guinguettes	
2031 - Frais d'études	-50 000,00 €
139 - Schéma directeur eaux pluviales	
2031 - Frais d'études	-100 000,00 €
140 - Requal.Av.Mal Leclerc - Petits Pins - Gendarmerie	
2031 - Frais d'études	-100 000,00 €
141 - Accessibilité bâtiments municipaux et écoles	
21318 - Autres bâtiments publics	-78 000,00 €
Dépenses d'ordre :	***0,00 €***
021 - Virement de la section de fdonctionnement	

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 absentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve la décision modificative n° 2 du Budget Principal.

7.2 - BUDGET ASSAINISSEMENT : DÉCISION MODIFICATIVE N°2

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Annexe : Tableau retraçant les écritures de la décision modificative n°2

Il est proposé au Conseil Municipal une décision modificative n°2 concernant le Budget Assainissement 2023.
Les révisions de prix du marché de la station d'épuration et les derniers avenants nécessitent la levée d'un emprunt de 900 000 €.
Le tableau joint en annexe présente des propositions de virements de crédits entre différents chapitres budgétaires et opérations soumises à l'accord du Conseil Municipal.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

FONCTIONNEME		
	RECETTES	
	Recettes Réelles :	**0,00 €**
	Recettes d'ordres :	***0,00 €***
	DEPENSES	
	Dépenses Réelles :	**0,00 €**
	Dépenses d'Ordres :	***0,00 €***

INVESTISSEMENT		
	RECETTES	**900 000,00 €**
	Recettes Réelles :	**900 000,00 €**
	Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées	
	1641 - Emprunts en euros	900 000,00 €
	Recettes d'ordres :	
	DEPENSES	**900 000,00 €**
	Dépenses Réelles :	**900 000,00 €**
	Chapitre23 - Immobilisations en cours	
	2315 - Installations,matériels et outillages techniques	900 000,00 €
	Dépenses d'Ordres :	

M. BARBATO demande s'il s'agit bien d'un emprunt de plus.

Confirmation de M. CRÉCHET.

Monsieur le Maire précise que cela concerne la STEP sur le budget annexe.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve la décision modificative n° 2 du budget Assainissement.

7.3 - MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME/CRÉDITS DE PAIEMENT (AP/CP) POUR L'AGRANDISSEMENT ET LA MODERNISATION DE LA STATION D'EPURATION

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Par délibération en date du 18/11/2020, le Conseil Municipal a décidé la création d'une autorisation de programme/crédit de paiement pour l'agrandissement et la modernisation de la station d'épuration des eaux usées de Lunel.
Afin de prendre en compte les différents avenants et l'actualisation des prix, il convient de modifier le montant de l'autorisation de programme comme suit :

Opération	Autorisation de Programme HT	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023
20201- Agrandissement et modernisation de la station d'épuration	12 200 000 €	1 730 000 €	7 320 000 €	3 150 000 €

Il est proposé au conseil :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à modifier l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiements comme précisé ci-dessus.

Il est demandé au conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, autorise Monsieur le Maire ou son représentant à modifier l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiements tels qu'indiqués ci-dessus.

7.4 - BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION D'OUVERTURE ANTICIPÉE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2024 POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Il est rappelé les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L1612-1 modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.
Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.
En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Le tableau suivant présente le montant des crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT :

Opérations / Chapitres	Crédits ouverts BP + DM hors RAR	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT
20 - Immobilisations incorporelles	239 094,00 €	59 773,50 €
204 - Subventions d'équipement versées	778 252,37 €	194 563,09 €
21 - Immobilisation corporelles	4 293 793,00 €	1 073 448,25 €
23 - Immobilisations en cours	392 924,57 €	98 231,14 €
112 - Requalification de la rue de la Libération	926 000,00 €	231 500,00 €
113 - Végétalisation des cours d'écoles	932 500,00 €	233 125,00 €
117 - Mise aux normes des locaux commerciaux	201 000,00 €	50 250,00 €
120 - Extension du réseau de vidéoprotection	38 100,00 €	9 525,00 €
121 - Construction d'une micro-crèche	890 000,00 €	222 500,00 €
122 - Création d'un guichet unique à l'HDV	173 000,00 €	43 250,00 €
127 - Aménagement ancien temple	100 000,00 €	25 000,00 €
128 - Requalification cœur de ville (zone piétonne)	1 828 000,00 €	457 000,00 €
129 - Mise en valeur de l'église Notre Dame du Lac	1 524 000,00 €	381 000,00 €
130 - Requalification du site de l'Hournède	52 000,00 €	13 000,00 €
131 - Requalification îlot pharmacie	50 000,00 €	12 500,00 €
132 - Création d'un centre de supervision urbaine	770 000,00 €	192 500,00 €
133 - Création du parc de la Laune	70 000,00 €	17 500,00 €
134 - Aménagement des berges du canal - Guinguettes	0,00 €	0,00 €
135 - Aménagement d'une piste cyclable rue Gaston Baissette	78 000,00 €	19 500,00 €
136 - Requalification avenue Victor Hugo	80 000,00 €	20 000,00 €
137 - Rénovation de l'éclairage public	50 000,00 €	12 500,00 €
138 - Rénovation énergétique des bâtiments	50 000,00 €	12 500,00 €
139 - Schéma directeur eau pluviale	0,00 €	0,00 €
140 - Requalification av. Maréchal Leclerc - Gendarmerie	0,00 €	0,00 €
141 - Accessibilité des bâtiments municipaux et écoles	417 400,00 €	104 350,00 €
142 - Réaménagement du foyer des retraités	30 000,00 €	7 500,00 €
27 - Autres immobilisations financières	100 000,00 €	25 000,00 €
TOTAL	**14 064 063,94 €**	**3 516 015,99 €**

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'AUTORISER** l'ouverture des crédits des dépenses d'investissement pour l'exercice 2024 du budget principal, afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% des crédits ouverts en n-1, soit 3 516 015,99 €.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir

de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, autorise l'ouverture des crédits des dépenses d'investissement pour l'exercice 2024 du budget principal, afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25 % des crédits ouverts en n-1, soit 3 516 015,99 €.

7.5 - APPROBATION DE L'OPÉRATION DE REQUALIFICATION DU COURS GABRIEL PÉRI ET DU PLAN DE FINANCEMENT - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION OCCITANIE, DE L'ÉTAT ET DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

Rapporteur : M. CRÉCHET.

La Ville de Lunel, forte de ses 26 000 habitants, est un pôle majeur du territoire, idéalement placé entre Montpellier et Nîmes, qui dispose d'une offre importante d'équipements, de commerces et d'emplois. Néanmoins, son centre-ville connait des difficultés socio-économiques importantes et une déprise de l'activité commerciale.

La ville a bâti un ambitieux projet de renouvellement urbain en vue de reconquérir le centre-ville et en réaffirmant sa fonction de centralité, dans la perspective de développer la mixité sociale, d'intensifier la résorption de l'habitat dégradé et enfin d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Plusieurs dispositifs sont mis au service de ce projet d'ensemble : nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU, programme de l'ANRU), OPAH-RU, Action Cœur de Ville, dispositif régional Bourg centre et Approche Territoriale Intégrée (ATI, portée par la CCPL et financée en partie par le Fonds Européen de Développement Régional – FEDER).

Dans le cadre de ce projet, la reconquête de certains espaces publics dégradés, peu avenants et non fonctionnels s'avère prioritaire. L'objectif est de soutenir la dynamique de requalification souhaitée tout en y associant de nouveaux usages.

Aussi, une action particulière est envisagée sur le cours Gabriel Péri situé dans le cœur historique de la ville, afin de lui redonner attrait et dynamisme. L'aménagement de l'espace public s'accompagne d'une piétonnisation du centre-ville.

Le coût des travaux à réaliser sur le cours Gabriel Péri s'élève à 2 058 069 € HT.

Soucieuse d'obtenir toutes les aides susceptibles de lui être allouées, la Ville de Lunel entend solliciter l'appui financier de la Région Occitanie, de l'État au titre du fonds vert, et de l'agence de l'eau suivant le plan de financement ci-dessous :

Montant total HT	Fonds Vert - État	Agence de l'Eau RMC	Département de l'Hérault	Région Occitanie	Autofinancement Ville Lunel
2 058 069,00 €	141 961,12 €	47 320,37 €	150 000,00 €	288 129,66 €	1 430 657,85 €
100,00%	6,90%	2,30%	7,29%	14,00%	69,51%

Le Département de l'Hérault a d'ores et déjà notifié à la Ville son soutien financier à hauteur de 150 000 €.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le lancement du projet et le plan de financement qui en découle dans le cadre des demandes de subvention.

Mme PLANE souligne que sur un projet aussi important que cette qualification, le financement de la ville de Lunel est de près de 70 %, n'y avait-il pas davantage de possibilités de subventions plus élevées de la Région, du Département ?

Monsieur le Maire indique que ce n'est pas faute d'avoir demandé.

Mme PLANE fait remarquer « qu'il n'y a plus de sous nulle part » !

Monsieur le Maire constate qu'elle a posé la question mais qu'elle a aussi la réponse. Aujourd'hui, les collectivités ont vu leur budget à la baisse, c'est une réalité. Lors du congrés des maires, les maires se plaignent que les mairies ne sont plus décideurs mais quémandeurs. Nous avons beau quémander ce n'est pas pour autant que nous obtenons, c'est une difficulté de plus qui s'ajoute à la gestion du budget.

Mme PLANE note que sur les 2 058 000 € de travaux c'est 1 430 000 € pour la ville de Lunel, c'est énorme. Pour sa part, elle ne prendra pas part au vote puisqu'il s'agit d'une demande de subvention entre autre auprès de la Région.

Mme GOUGEON prendra part au vote car la subvention du Département a déjà été attribuée. Le Département c'était déjà prononcé précédemment.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 4 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, approuve l'opération de requalification du cours Gabriel-Péri et du plan de financement ainsi que de la demande de subvention auprès de la Région Occitanie, de l'État et de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Mme PLANE ne prend pas part au vote.

7.6 - <u>REDEVANCES EAU ET ASSAINISSEMENT 2024</u>

Rapporteur : M. CRÉCHET.

I. <u>RAPPEL SUR LES MODALITÉS DE FIXATION DES REDEVANCES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT</u>

<u>Sur le plan de l'exploitation des services</u>, il est rappelé que la commune a conclu deux conventions de délégation de service public (une pour chaque service) avec la société Ruas en janvier 2016, et ce pour une durée de 10 ans.

La part du prix de l'eau revenant au délégataire évolue ainsi chaque année selon les formules d'indexation prévues aux contrats de délégation de service public, afin de tenir compte de l'inflation.

<u>Sur le plan de l'investissement</u>, il est rappelé que les deux services (eau potable et assainissement) sont gérés directement par la commune en régie, à travers deux budgets annexes.

A ce titre, le financement de l'investissement est assuré par des redevances payées par les usagers, à travers une part d'abonnement et une part de consommation, qui évoluent chacune sur décision du Conseil Municipal.

En outre, il est utile de rappeler **les taxes perçues par l'Agence de l'eau**, qui lui permettent de financer ses programmes de soutien à l'exploitation et aux travaux concernant ces services.

Pour finir, il est rappelé que chacun des deux services est **assujetti à la TVA**, à des taux différents :

- Taux de 5,5% sur l'eau potable
- Taux de 10% sur l'assainissement

o II. RESPECT DE L'ARRÊTÉ DU 6 AOÛT 2007 RELATIF A LA LOI SUR L'EAU

La Loi sur l'Eau du 30 décembre 2006 a plafonné la part fixe des redevances d'eau et d'assainissement sur la base d'un arrêté d'application (article 57 de la Loi sur l'Eau). Cet arrêté est paru le 6 août 2007 et fixe la règle suivante :

Le montant maximum de l'abonnement ne peut dépasser, tant pour l'eau que pour l'assainissement, 30 % du coût du service pour une consommation d'eau de 120 m3.

Sur la base des tarifs 2024, et en excluant les redevances de l'Agence de l'Eau, la part de l'abonnement (redevance Ville + redevance Ruas) dans le coût total de la facture s'élève à :

- 15,53 % pour l'Eau potable
- 17,50 % pour l'Assainissement

Le plafond instauré par l'arrêté du 6 août 2007 est donc respecté tant pour l'eau potable que pour l'assainissement.

o III. PROPOSITION POUR L'ANNÉE 2024

Les parts abonnement et consommation du délégataire seront déterminées pour 2024 en fonction des formules d'indexation figurant dans les contrats de délégation de service public et en fonction de l'avenant 9 (délibération du 20 septembre 2023), tenant compte des nouveaux coûts de fonctionnement de la station d'épuration. Le délégataire procédera au 1er janvier à une hausse des tarifs de l'ordre de 67,63%.

En ce qui concerne les parts revenant à la commune, il est à rappeler que la commune a financé quasi exclusivement la station d'épuration en recourant à l'emprunt, faute d'un appui financier suffisant de l'Agence de l'Eau.
Aussi, les charges d'intérêts et le remboursement en capital de cette nouvelle dette impacte considérablement le budget assainissement, nécessitant une augmentation du tarif de l'eau pour la part communale, de l'ordre de 15%.
Concernant le budget eau, l'augmentation du tarif sera de 2,5%.

Pour le service de l'eau potable, nouveaux tarifs applicables au 1er janvier 2024 :

- Part abonnement : 7,72 € HT/an
- Part consommation : 0,3583 € HT/m3

Pour le service de l'assainissement, nouveaux tarifs applicables au 1er janvier 2024 :

- Part abonnement : 10,12 € HT/an
- Part consommation : 0,5220 € HT/m3

Il est ci-dessous présenté une facture d'eau estimée pour 2024 (*consommation moyenne de 120m3*), sur la base des tarifs proposés ci-dessus en ce qui concerne la part revenant à la ville, des tarifs connus du délégataire et des tarifs estimés en ce qui concerne les parts relatives à l'agence de l'eau :

	Montant HT	**% d'augmentation**
Abonnement eau potable ville	7,72 €	2,5 %
Consommation eau potable ville	42,99 €	2,5 %
Abonnement eau potable délégataire	21,30 €	6,93 %
Consommation eau potable délégataire	52,97 €	6,82 %
Abonnement assainissement ville	10,12 €	15 %
Consommation assainissement ville	62,64 €	15 %
Abonnement assainissement délégataire	30,30 €	13,10%
Consommation assainissement délégataire	136,79 €	67,63%
Taxe Agence de l'eau préservation ressource	7,20 €	*Stable*
Taxe Agence de l'eau modernisation collecte	20,40 €	*Stable*
Taxe Agence de l'eau lutte contre la pollution	33,60 €	*Stable*
Total HT	426,03 €	Soit une augmentation moyenne de 24,58% par rapport à 2022
Total TTC	461,16 €	

Sur la base de ces tarifs, la facture d'eau de l'usager augmenterait 24,58% entre 2023 et 2024.

Cependant, malgré ces augmentations, à 3,55 € HT/m3 soit 3,84€ TTC, le prix de l'eau du consommateur lunellois sera encore inférieur au prix moyen de l'eau payé en France (4,34 € TTC/m3).

Par conséquent, il est proposé au Conseil d'adopter les tarifs suivants pour la part communale en 2024 :

	Abonnement	Consommation
Eau potable	7,72 € HT/an	0,3583 € HT/m3
Assainissement	10,12 € HT/an	0,5220 € HT/m3

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

M. CRÉCHET signale des « coquilles » sur les dates indiquées sur le rapport page 321 : la ligne de conclusion indique que la facture d'eau de l'usager augmenterait de 24,58 % entre 2022 et 2023, or, c'est entre 2023 et 2024.

M. BARBATO fait remarquer que sur la station d'épuration ce sont des projets nécessaires et cela entrainait forcément une augmentation du prix de l'eau. Ils vont s'abstenir sur ce dossier parce que son groupe n'était pas à la manoeuvre pour la construction de la station d'épuration. Sur les coûts nous aurions peut-être maîtrisé différemment, on ne sait pas. Puisque vous aimez les comparaisons avec les autres villes, il y a des villes où il n'y a pas du tout d'eau et ils la paient très cher, il y a des villes qui ont beaucoup d'eau et la paient aussi très cher, on ne sait pas pourquoi. Il y a des villes comme Lunel où on a de l'eau et dont le prix est en dessous du prix inférieur moyen en France, mais ce n'est pas une raison pour que ce soit toujours plus cher. Nous avons la chance d'avoir de l'eau mais il faut arriver à en maîtriser les coûts car c'est une ressource rare qu'il faudra se partager sur le territoire. Il l'appelle de ses voeux, qu'il ne veut pas pieux, mais il faudra se partager les ressources d'eau sur l'ensemble du territoire, sur la future agglomération. Il pense que cela ira dans le bon sens à partir de 2026 lorsqu'on aura pris l'habitude de l'agglomération, c'est compliqué mais il faut que l'on puisse travailler sur un partage de l'eau et de l'assainissement, cela prendra du temps mais à terme il faudra y réfléchir.

Monsieur le Maire répond que nous sommes tous soucieux de l'eau et nous associons aussi l'agglomération.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 4 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, 3 voix contre : Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve les tarifs ci-dessus indiqués pour la part communale en 2024.

7.7 - CLÔTURE DES BUDGETS ANNEXES EAU ET ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE LUNEL

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Dans le cadre de la transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération, le conseil de communauté a procédé, par délibération en date du 23 mai 2023, à une modification des compétences et des statuts de l'EPCI, en adoptant notamment la décision de transférer les compétences « Eau et Assainissement des eaux usées » à la date du 1er janvier 2024.

Ainsi, à cette date, les compétences « Eau et Assainissement des eaux usées » seront exercées, en lieu et place des communes, par la Communauté d'Agglomération nouvellement créée.

La commune, qui exerçait jusqu'à cette date, les compétences susmentionnées, avait ouvert, en application des articles L.2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, deux budgets annexes dédiés à ces services publics industriels et commerciaux (un budget eau, et un budget assainissement).

Prenant acte du transfert des compétences « Eau et Assainissement » au 1er janvier 2024, la présente délibération vise à procéder à la clôture des budgets annexes eau et assainissement de la commune au 31 décembre 2023.

Dans la continuité de cette procédure, il sera procédé par le comptable assignataire à la date du transfert des compétences :

- A la réintégration de l'actif et du passif des budgets annexes dans le budget principal de la commune ;

- Au transfert des résultats de clôture des budgets annexes dans chaque section respective du budget principal de la commune ;
- A la mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice de ces compétences dans les budgets annexes de la Communauté d'Agglomération, de même que l'ensemble des contrats et restes à réaliser qui s'y rattachent.

Au cours de l'année 2024, à la suite de l'adoption du compte administratif et du compte de gestion 2023 des budgets annexes eau et assainissement de la commune, une délibération spécifique, adoptée de manière concordante par la commune et la Communauté d'agglomération, viendra définir les modalités de transfert, en partie ou en totalité, des résultats de clôture de ces budgets vers les budgets annexes de la Communauté d'agglomération du Pays de Lunel.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2224-1 et suivants,
Vu la délibération n° 812023 du 23 mai 2023 de la communauté de communes du Pays de Lunel portant modifications des compétences et des statuts de la CCPL,
Vu la délibération n° DE5715SG23141 du 8 novembre 2023 de la commune décidant du transfert des compétences,

Il est proposé au conseil :

- **DE CLÔTURER** les budgets annexes eau et assainissement à la date du 31 décembre 2023,
- **DE PRENDRE ACTE** des opérations de réintégration et de transfert inhérentes à la clôture des budgets annexes au 31 décembre 2023, et au transfert des compétences à la Communauté d'Agglomération, telles que présentées ci-dessus,
- **DE NOTIFIER** la présente délibération au Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel,
- **D'AUTORISER** M.Le Maire ou son représentant à signer tout document afférent.

Il est demandé au conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de clôturer les budgets annexes eau et assainissement à la date du 31 décembre 2023 et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document y afférent.

7.8 - CRÉATION DES BUDGETS ANNEXES M49 « EAU » ET « ASSAINISSEMENT » RELATIFS A LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE LUNEL

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Dans le cadre de la transformation de la Communauté de Communes du Pays de Lunel en Communauté d'Agglomération, le conseil de communauté a procédé, par délibération en date du 23 mai 2023, à une modification des compétences et des statuts de l'EPCI, en adoptant notamment la décision de transférer les compétences « Eau et Assainissement des eaux usées » à la date du 1er janvier 2024.

Par délibération du 8 novembre 2023, le conseil municipal a demandé à se voir déléguer, à compter du 1er janvier 2024, les compétences « eau et assainissement collectif », qu'elle exercera au nom et pour le compte de la communauté délégante, en application d'une convention de délégation.

S'agissant de services publics industriels et commerciaux (SPIC), la règlementation budgétaire et comptable impose à la commune délégataire d'assurer, pour chaque compétence déléguée,

la traçabilité des charges, des recettes d'exploitation et des travaux pour compte de tiers relatifs aux missions accomplies au nom et pour le compte de l'EPCI. Il est précisé que ces dépenses doivent être strictement équilibrées en recettes par les remboursements sur travaux et les dotations, les recettes éventuelles étant à l'inverse reversées à l'EPCI délégant. Ces opérations ne sont pas soumises à la TVA.

Ainsi, en application de la réglementation, il appartient au conseil municipal de créer, à compter du 1er janvier 2024, de nouveaux budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M49 pour les compétences ainsi déléguées**,** eau et assainissement collectif. Ces budgets annexes ne disposeront pas de l'autonomie financière et ne seront pas assujettis à la TVA.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2224-1 et suivants,
Vu la délibération n° 812023 du 23 mai 2023 de la communauté de communes du Pays de Lunel portant modifications des compétences et des statuts de la CCPL,
Vu la délibération n° DE5715SG23141 du 8 novembre 2023 de la commune décidant du transfert des compétences et demandant la délégation des compétences eau et assainissement collectif,
Vu la règlementation budgétaire et comptable, notamment la nomenclature M49 applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement,

Il est proposé au conseil :

- **D'APPROUVER** la création, au 1er janvier 2024, de deux budgets annexes M49 relatifs à la convention de délégation des compétences eau potable et assainissement collectif comme suit :
    - budget annexe M49 « Eau potable »
    - budget annexe M49 « Assainissement collectif »,
- **DE DIRE** que les budgets susvisés auront les caractéristiques suivantes :
    - ils ne seront pas assujettis à la TVA,
    - ils seront soumis à l'instruction budgétaire et comptable M49,
    - ils n'auront pas d'autonomie financière.
- **DE NOTIFIER** la présente délibération au Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel,
- **D'AUTORISER** M.Le Maire ou son représentant à signer tout document afférent.

Il est demandé au conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la création au 1er janvier 2024 de deux budgets annexes M49 relatifs à la convention de délégation des compétences eau potable et assainissement et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document y afférent.

7.9 - BUDGET ASSAINISSEMENT - AUTORISATION D'OUVERTURE ANTICIPÉE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2024 POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Il est rappelé les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption

de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.
Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour rappel, le budget assainissement 2024 sera voté par la communauté d'agglomération, créée au 1er janvier 2024.

Le tableau suivant présente le montant des crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT :

Opérations / Chapitres	Crédits ouverts BP + DM hors RAR	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT
21 - Immobilisation corporelles	500 000,00 €	125 000,00 €
23 - Immobilisations en cours	1 889 845,40 €	472 461,35 €
TOTAL	**2 389 845,40 €**	**597 461,35 €**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'AUTORISER** l'ouverture des crédits des dépenses d'investissement pour l'exercice 2024 du budget assainissement, afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% des crédits ouverts en n-1, soit 597 461,35 €.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, autorise l'ouverture des crédits des dépenses d'investissement pour l'exercice 2024 du budget assainissement, afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% des crédits ouverts en n-1, soit 597 461,35 €.

7.10 - BUDGET EAU - AUTORISATION D'OUVERTURE ANTICIPÉE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2024 POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Rapporteur : M. CRÉCHET.

Il est rappelé les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour rappel, le budget eau 2024 sera voté par la communauté d'agglomération, créée au 1er janvier 2024.

Le tableau suivant présente le montant des crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT :

Opérations / Chapitres	Crédits ouverts BP + DM hors RAR	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT
20 - Immobilisations incorporelles	80 000,00 €	20 000,00 €
21 - Immobilisation corporelles	415 000,00 €	103 750,00 €
23 - Immobilisations en cours	1 470 000,00 €	367 500,00 €
TOTAL	**1 965 000,00 €**	**491 250,00 €**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'AUTORISER** l'ouverture des crédits des dépenses d'investissement pour l'exercice 2024 du budget eau, afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% des crédits ouverts en n-1, soit 491 250 €.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 abstentions : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, autorise l'ouverture des crédits des dépenses d'investissement pour l'exercice 2024 du budget eau, afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% des crédits ouverts en n- 1, soit 491 250 €.

.....

En ce qui concerne les délibérations sur les tarifs municiapux, M. BARBATO propose pour gagner du temps de voter une seule fois pour l'ensemble des tarifs, parce qu'il va y avoir plusieurs délibérations au sujet de l'augmentation des tarifs, nous les avons analysés et avons pensé qu'il pourrait y avoir une surprise avec une baisse quelque part ! Malheureusement, nous ne l'avons pas constaté. L'inflation est de 4 % cette année. Plus 7 % droit d'occupation, 5 % de plus au cimetière, 5 % de plus à l'activité jeunesse, c'est une course camarguaise ! Mourir à Lunel devient plus cher de 5 % ! Vous dépensez sans compter et après vous récupérez sur le dos des services à la population ! 10 % d'augmentation pour l'adhésion au foyer des retraités. Les seniors vous les saignez ! La régie de location, les associations qui veulent louer des chaises ou des mange-debout : 16 %. Quelle est cette gestion ? Nous sommes un service public et nous devons rendre un service public à la population, des personnes dont le pouvoir d'achat baisse ! Vous avez fait des économies sur l'énergie, l'électricité à hauteur de 500 000 € ! Le minimum était de rendre à la population leur quotidien plus agréable !

M. CRÉCHET indique que c'est 400 000 € environ.

M. BARBATO estime qu'il faut rendre à la jeunesse ainsi qu'aux seniors un peu de pouvoir d'achat. Nous sommes élus pour rendre un service public. Vous augmentez tous les services publics pour rattraper les choses que vous faites à côté. Bien sûr on va faire des voeux à la population à 100 000 € !

M. BENIATTOU rectifie : 40 000 €.

M. BARBATO souligne que 75 % de la richesse du territoire c'est la ville de Lunel. « M. BENIATTOU vous n'êtes pas au courant ? »

M. BENIATTOU ne comprend pas les histoires de richesse.

M. BARBATO explique que cela signifie que vous faites supporter aux Lunellois l'augmentation de vos voeux à hauteur de 55 %. Vous le comprenez ? C'est peut-être trop compliqué pour vous ?

Exclamations de l'ensemble des élus.

M. BARBATO souligne que précédemment il lui a été indiqué qu'il ne comprenait rien et il n'y a pas eu cette même offuscation !

Une discussion s'engage.

M. BARBATO indique que pour gagner du temps, il ne va pas revenir sur chaque point, son groupe votera contre tous les points figurant dans l'augmentation des tarifs, cela ira plus vite.

Mme PLANE souhaite fournir une explication de vote qui n'amène pas de réponse particulière ni des uns, ni des autres. L'électricité va augmenter, les péages vont augmenter, les assurances vont augmenter, l'eau va augmenter, les bases vont augmenter et à Lunel tous les tarifs augmentent. Nous voterons contre l'ensembe des délibérations portant sur les tarifs municipaux et nous avons remarqué que les deux dernières années cela avait augmenté, mais à présent cela augmente davantage que les deux dernières années réunies.
Par conséquent, au niveau des services à la population, il serait nécessaire de rendre du pouvoir d'achat aux Lunellois et surtout rendre leur argent à tous nos concitoyens. Car à présent, c'est trop, on ne parle plus de classes populaires, nos concitoyens n'en peuvent plus, ils sont étranglés. Ce sont tous les services à la personne, aux usagers,qui sont concernés, l'augmentation est drastique.
Elle propose de voter les questions allant de la n° 7.11 à la n° 7.20, c'est-à-dire l'ensemble des dossiers en une seule et même fois.

M. CRÉCHET souligne que la démonstration de M. BARBATO serait pertinente si effectivement nous avions une attitude dépensière et que nous augmentions les dépenses de la collectivité. Il regrette de ne pas avoir pu présenter aujourd'hui les orientations budgétaires parce qu'on aurait vu, que certes, on recherche des recettes complémentaires, mais aussi que nous prévoyons des baisses de dépenses de façon relativement importante, ce que nous avons déjà fait en 2023, notamment sur les charges courantes. Malheureusement on ne peut pas jouer sur la masse salariale parce qu'il faut payer les agents et prendre en compte les décisions prises en matière de pouvoir d'achat qui s'imposent à nous. Sur les charges courantes au chapitre 11 nous allons proposer des baisses de dépenses relativement significatives sur un certain nombre de postes. Si on cherche à augmenter les recettes ce n'est pas pour financer des dépenses supplémentaires c'est simplement pour essayer d'équilibrer le budget qui depuis plusieurs années voit les

dépenses augmenter plus rapidement que les recettes pour plusieurs raisons malgré les efforts réalisés depuis 2 ou 3 ans pour baisser les dépenses. Sur le fond, nous avons un désaccord fondamental à Lunel, depuis plusieurs années on a un déséquilibre entre le poids de la fiscalité et ce qu'on fait payer à l'usager. De façon systématique depuis plusieurs années l'usager a été privilégié par rapport au contribuable. Effectivement dans le cadre de notre stratégie globale nous cherchons à ré-équilibrer ce rapport entre le poids de la fiscalité et les autres recettes de la collectivité ce qui implique d'augmenter les tarifs municipaux au minimum au niveau de l'inflation. Nous essayons d'aboutir à ce résultat d'augmentation d'environ 5 % puisque cela correspond à l'inflation et avec des modulations qui sont relativement sensibles entre les tarifs très sociaux qui n'augmentent que de 3 % et d'autres tarifs qui correspondent à des usages plus ponctuels qui eux augmenteront davantage.

M. BARBATO rappelle : pour les guinguettes, le marché de Noël, les forains : 7 %.

Mme GOUGEON pense qu'il a mal lu la délibération.

M. BARBATO : « On ne lit pas bien ! On ne comprend rien ! »

Mme GOUGEON lui rappelle ses propos précédents c'est-à-dire que cela augmentait pour les associations. Justement le prêt de matériel est complètement gratuit pour les associations Lunelloises. C'est pour cela que l'augmentation est peut-être beaucoup plus importante que les autres, mais c'est très minime car ce ne sont que des privés.

M. BARBATO la remercie pour la précision.

Mme LEMAIRE entend le suivi de cette stratégie parce qu'elle est expliquée depuis longtemps et il n'est pas sûr que les usagers vont comprendre parce que comme l'a souligné Mme PLANE nombre de factures ont augmenté. Mais par comparaison on voit 30 000 € de communication sur la rue de la Libération. Elle sait que c'est leur stratégie mais ce n'est pas forcément nécessaire pour 300 mètres de voirie. La rue de la Libération, il y a un pavage au sol avec Razel/Bec pour 42 000 € lié à l'incompétence sur le suivi des travaux. La municipalité perd de l'argent dans les délégations. Elle n'arrive pas à comprendre le mode de fonctionnement, l'incompétence au niveau des chefs de service qui ne se parlent pas, il y a des pertes d'argent c'est sûr. On crée des déséquilibres avec la baisse des services à la population. Le samedi matin le service état-civil est fermé pour ne pas payer des heures supplémentaires. Vous faites la chasse aux heures supplémentaires et à côté de cela vous mettez en place le RIFSEEP, c'est la panique à bord, il n'y a pas de volonté entre les catégories A et les catégories C, vous n'embauchez pas assez d'agents de catégorie C, les incohérences sont nombreuses ! Elle peut comprendre cette volonté de faire des économies mais il y a un dysfonctionnement et c'est là-dessus qu'on vous alerte. La dernière fois Pierre SOULOL lui a dit « Vous étiez beaucoup moins soucieuse dans l'ancienne majorité ! » Oui, parce que c'était garanti avec une certaine projection. « Vous étiez tout de même premier adjoint ! Vous avez validé ! »

Monsieur le Maire lui fait remarquer que c'est elle qui atteint le seuil d'incompétence.

Mme LEMAIRE estime que c'est trop facile à dire, il ne peut pas nier et ne peut pas dire que pour le RIFSEEP il n'était pas au courant, on a voté la délibération le 13 juillet 2023 !

Monsieur le Maire n'a jamais dit qu'il n'était pas au courant.

Mme LEMAIRE : « Alors ne me traitez pas d'incompétente ! »

Monsieur le Maire insiste car elle ne sait pas lire un article de journal. Quoi qu'il en soit il lui a laissé débiter son incompétence manifeste. Il rappelle que les services ici présents ont bien entendu qu'elle les a traités d'incompétents alors que ce sont des agents sérieux.

M. GRASSET souligne que c'est eux qui ont chargé les services et cela fait déjà deux conseils.

Monsieur le Maire relève qu'elle a traité les services d'incompétents.

M. BARBATO : Non pas du tout, au contraire, c'est un peu facile !

Monsieur le Maire souligne un esprit revanchard qui les aveugle et leur fait dire tout et n'importe quoi.

Mme LEMAIRE note que les chefs de service ne savent plus comment faire.

Monsieur le Maire : « Ils sont venus se confesser auprès de vous ? »

Mme LEMAIRE indique qu'on leur donne des missions nouvelles et cela a tout azimutté.

Monsieur le Maire : « Des missions nouvelles dans quel sens ? Vous dites n'importe quoi, c'est lamentable et cela ne mérite pas d'être poursuivi. »

Une discussion s'ensuit.

M. BARBATO souhaite que ce soit clair au contraire, nous faisons confiance aux chefs de service, aux agents et ce depuis toujours. Lorsque nous arrivons dans un service nous savons qu'il s'agit de la mémoire de la mairie de Lunel, que c'est l'expérience de la ville de Lunel !

Monsieur le Maire considère que c'est un esprit revenchard qui les anime plutôt que l'objectivité. Ce discours a été sorti lors du premier conseil municipal qui a démarré le mandat alors que nous n'avions encore rien fait, déjà le fonctionnement était attaqué. Vous n'êtes pas logiques. Les services font bien leur travail dans un contexte difficile avec des contraintes budgétaires et il tient à les féliciter.

Une vive discussion s'engage.

Mme BONFILS pense que M. BARBATO va un peu loin et qu'au delà de certains propos il faut arrêter !

Les délibérations n° 7.11, 7.12, 7.13, 7.14, 7.15, 7.16, 7.17, 7.18, 7.19 et 7.20 sont votées en une seule fois comme suit :

7.11 - <u>ACTUALISATION DES TARIFS 2024 – DROIT D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Toutes occupations et utilisations du domaine public à des fins privatives et commerciales donne lieu au paiement d'une redevance.

La ville de Lunel fixe les redevances par délibération du Conseil Municipal pour l'année.
Il est proposé au Conseil Municipal de réactualiser ces tarifs pour 2024.

Par ailleurs, les salles communales étant assimilées à de l'espace public, il convient de définir un tarif pour leur occupation par des commerçants lors des diverses festivités.

Proposition d'augmentation des Tarifs au 1er janvier 2024

DÉSIGNATION A - MARCHÉS DE PLEIN AIR	Tarifs 2024
1) Pour tous les produits alimentaires, manufacturés, artisanaux, végétaux, d'occasion (hebdomadaires, bi-hebdomadaires , animation commerciale sur le marché)	
Marché alimentaire, manufacturé, artisanal et animations	
Emplacement avec une profondeur de moins de 2,50 mètres	
Par jour et par mètre linéaire	**2,75 €**
Avec abonnement par jour et par mètre linéaire	**1,95 €**
Emplacement avec une profondeur de plus de 2,50 mètres	
Par jour et par mètre linéaire	**3,40 €**
Avec abonnement trimestriel et par mètre linéaire	**2,45 €**
Marché aux fleurs	
Par jour et par mètre linéaire	**2,45 €**
A l'abonnement par jour et par mètre linéaire	**1,70 €**
2) Marchés spécifiques (Noël, Toussaint, etc)	
A – Marché de Noël	
Par jour et par mètre linéaire	**5,90 €**
Forfait électrique par jour	**4,25 €**
Location de chalet de Noël (pour toute la période)	**467,10 €**
B – Marchés du lundi de Pentecôte Exposition agricoles et automobiles	
Par jour et par mètre linéaire	**5,50 €**
Matériel agricole	
Matériel mobile et tracteurs sur sol ou sur stand présentation (par unité/par jour)	**24,25 €**
Tondeuse et motoculteur (moteur) (par unité/par jour)	**7,35 €**
Petit matériel agricole non mobile (par unité/par jour)	**5,60 €**
Autos et camions	
Autos et Camionnettes jusqu'à 1,50 tonnes (par unité/par jour)	**24,30 €**

Autos et Camionnettes de 1,50 à 3,5 tonnes (par unité/par jour)	**46,00 €**
Motos (par unité/par jour)	**14,60 €**
Vélos et cyclomoteurs (en dessous de 100cm3) (par unité/par jour)	**5,85 €**
B- MISE À DISPOSITION D'UN BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE (PAR COMMERÇANT, PAR MARCHÉ/ANIMATION ET PAR JOUR)	
Petits consommateurs- passager ou titulaire (par demi-journée)	**3,40 €**
Petits consommateurs- passager ou titulaire (par jour)	**6,85 €**
Gros consommateurs (ayant besoin de froid et/ou de chaud) passager ou titulaire (par demi-journée)	**5,70 €**
Branchement illicite par jour (petit ou gros consommateur)	**11,45 €**
C- ÉTABLISSEMENTS SÉJOURNANTS	
1) Droits de place expositions de véhicules (hors foire de pentecôte) :	
- Autos et Camionnettes jusqu'à 1,50 tonnes (par unité/par jour)	**24,30 €**
- Autos et Camionnettes de 1,50 à 3,5 tonnes (par unité/par jour)	**46,00 €**
- Motos et autres véhicules (par unité/par jour)	**14,60 €**
2) Emplacements attribués à des horticulteurs, pépiniéristes, fleuristes à l'occasion de circonstances exceptionnelles	
- Vente de chrysanthèmes, pendant la période de Toussaint devant l'ancien cimetière (avenue de Mauguio) et devant le nouveau cimetière (par mètre linéaire et par jour)	**5,85 €**
3)Camions de démonstration ou d'exposition (par unité et par jour)	**30,35 €**
4) Commerces ambulants alimentaires (hors horaires des marchés sur les périmètres concédés (par mètre linéaire et par jour)	**5,50 €**
D-FÊTE LOCALE, SAISON TAURINE ET SPECTACLES VIVANTS	
1) Vente devant les arènes pendant la saison taurine et les spectacles vivants	
Forfait annuel	**727,00 €**
Par jour et par mètre linéaire	**57,25 €**
2) Bodegas	
- Bodegas (par unité/par jour d'installation)	**423,60 €**
- Caution à verser avant l'implantation	**1 209,00 €**
3) Camions vente et véhicules (par jour)	
Agencés pour préparation et ventes de frites, pizzas, merguez, sandwiches	

- De 0 à 4ml (par jour et sur toute la période de la fête locale)	**87,00 €**
- De 4,01 à 10 ml (par jour et sur toute la période de la fête locale)	**96,50 €**
- au delà de10 ml (par jour et sur toute la période de la fête locale)	**111,50 €**
4) Terrasses et extension durant la fête et les manifestations diverses (par m² et par jour)	**2,70 €**
E - HALLES	
1) Location des étaux aux halles	
-Abonnement 1er catégorie (par m² et par an)	**187,05 €**
-Abonnement 2eme catégorie (par m² et par an)	**149,00 €**
2) Emplacement extérieur situé devant les halles	
-par jour et par mètre linéaire	**2,95 €**
-Avec abonnement par jour et par mètre linéaire	**2,15 €**
F-SPECTACLES FORAINS	
1) Manège permanent sur toute la ville :	
Le m²/mois	**14,00 €**
Le m²/ semaine	**3,55 €**
Le m²/jour	**0,55 €**
Fêtes foraines	
Manège superficie inférieure ou égale à 100 m² (le m² et par jour)	**0,40 €**
Manège superficie supérieure à 100 m² (le m² et par jour)	**0,30 €**
Forfait eau (forfait)	**40,05 €**
Appareils distributeurs automatiques (par unité et par jour)	**23,80 €**
Installation d'une remorque pour la vente de crêpes, gaufres, churros, glaces à l'italienne, etc... (par unité et par jour)	**182,15 €**
Caravanes restant sur le champ de foire (par unité et par jour)	**10,05 €**
2) Cirques (chapiteaux + convois)	
De 0 à 1000 m² (par jour d'exploitation)	**100,75 €**
De 1000 à 2000m² (par jour d'exploitation)	**171,75 €**
Plus de 2 000 m² (par jour d'exploitation)	**229,00 €**
G-GUINGUETTES	
Bodegas (pour 2 jours)	**350,30 €**
Bodegas (pour 1 jour)	**233,60 €**

Producteurs de vins (pour 2 jours)	**175,15 €**
Producteurs de vins (pour 1 jour)	**116,80 €**

H- DROIT DE VOIRIE- PERMIS DE STATIONNEMENT	
1) Occupation du domaine public (par mètre linéaire et par jour)	**3,30 €**
2) Étalages mobiles – Portant à vêtements	
- Devant le magasin, sur la voie publique (par m² et par an)	**44,80 €**
3) Rôtissoires, distributeurs de denrées (par unité et annuel)	**175,45 €**
4) Appareils à glaces – crêpes – gaufres – et assimilés (par unité et annuel)	**175,45 €**
5) Petits mobiliers de commerce	
- Panneaux, chevalets, porte-revues, présentoirs, porte-menus posés sur le domaine public (unité par an - de moins de 1 m²)	**22,60 €**
6) Kakémonos – drapeaux (unité par an)	**22,60 €**
7) Terrasses ouvertes à l'année en centre ville **Zone n° 1 – (par m² et par an)**	**23,40 €**
- Place de la République - Cours Gabriel Peri - Esplanade Roger Damour - Place des Martyrs de la Résistance	
Zone n° 2 - (par m² et par an)	**16,15 €**
- Avenue Victor Hugo - Place des Caladons	
Zone n° 3 – (par m² et par an)	**11,95 €**
- Autres secteurs	
8) Extension de terrasses sur Cours Gabriel Péri pendant la fermeture de cette rue à la circulation le dimanche (par m² et par jour d'occupation)	**2,90 €**
9) Chantiers et travaux	
- Chantier d'une durée de moins de trois mois : occupation au sol sur trottoir par tous types de matériels et maériaux de chantier tels que bennes, baraques de chantier, échafaudage, dépôt de matériaux, espace de livrai- son (m² par jour)	**1,20 €**
- Chantier d'une durée comprise entre 3 et 6 mois, à partir du 4ème mois	**0,65 €**
10) Déménagement/emménagement	
- Déménagement/emménagement	**Exonération**

I- SALLES COMMUNALES	
Commerçant alimentaire ou non dans le cadre d'une animation dans l'enceinte d'une salle communale (hors électricité) – par demi-journée.	**20,00 €**

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité absolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour le droit d'occupation du domaine public.

7.12 - <u>ACTUALISATION DES TARIFS 2024 - CIMETIERES</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Il est proposé d'actualiser les tarifs de la régie des cimetières suivant le barème ci après à compter du 01 janvier 2024 :

- Case de columbarium 30 ans (pour 3/4 urnes) :

Tarif 2024 ….....905,00 €

- Concession 15 ans non constructible 2 places :

Tarif 2024 ….....363,00 €

- Concession 30 ans non constructible 2 places

Tarif 2024 …… ….....726,00 €

- Concession 15 ans constructible

NOMBRE DE PLACES	PRIX DU TERRAIN 2024	PRIX DU CAVEAU 2024	PRIX TOTAL 2024
2 PLACES	454,00 €	1 913,00 €	2 367,00 €
4 PLACES	624,00 €	2 266,00 €	2 890,00 €
6 PLACES	794,00 €	2 269,00 €	3 063,00 €

- Concession 30 ans constructible

NOMBRE DE PLACES	PRIX DU TERRAIN 2024	PRIX DU CAVEAU 2024	PRIX TOTAL 2024
2 PLACES	916,00 €	1 931,00 €	2 847,00 €
4 PLACES	1 262,00 €	2 288,00 €	3 550,00 €
6 PLACES	1 605,00 €	2 443,00 €	4 048,00 €

- Concession 50 ans constructible

NOMBRE DE PLACES	PRIX DU TERRAIN 2024	PRIX DU CAVEAU 2024	PRIX TOTAL 2024
2 PLACES	1 545,00 €	1 949,00 €	3 494,00 €
4 PLACES	2 123,00 €	2 312,00 €	4 435,00 €
6 PLACES	2 702,00 €	2 468,00 €	5 170,00 €

- Dépositoire communal

	TARIFS 2024
Par jour, pendant les 3 premiers mois	3.97 €
Par jour, du quatrième au sixième mois	5.28 €
Par jour, à partir du septième mois	9.32 €

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour les cimetières.

7.13 - <u>ACTUALISATION DE TARIFS APPLICABLES AU 1er JANVIER 2024 - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Tout usager fréquentant un équipement sportif municipal doit s'acquitter de son droit de location au regard des tarifs en vigueur,

La ville de Lunel souhaite répondre aux demandes d'organismes extérieurs de mises à disposition d'installations sportives.

Il est proposé au Conseil de voter l'actualisation des tarifs suivants :

EQUIPEMENTS SPORTIFS **(Ces tarifs comprennent le personnel, l'entretien, les fluides et un forfait équipement)**	
Occupation de l'équipement par des clubs sportifs ou associations extérieurs, pour des animations ou stages payants :	**L'heure et par équipement**
Espaces extérieurs : terrains pelousés, stabilisés, polyvalents, pistes et équipements annexes	13,80 €
Gymnases, halles de sport et salles spécifiques	27,80 €

Organismes extérieurs hors associations (entreprises…) :	L'heure et par équipement
Espaces extérieurs : terrains pelousés, stabilisés, polyvalents, pistes et équipements annexes du lundi au samedi	85,90 €
Espaces extérieurs : terrains pelousés, stabilisés, polyvalents, pistes et équipements annexes les dimanches	117,70 €
Espaces extérieurs : terrains pelousés, stabilisés, polyvalents, pistes et équipements annexes nuit du lundi au samedi	103,55 €
Espaces extérieurs : terrains pelousés, stabilisés, polyvalents, pistes et équipements annexes nuit les dimanches	138,90 €
Gymnases, halles de sport et salles spécifiques du lundi au samedi	121,20 €
Gymnases, halles de sport et salles spécifiques les dimanches	156,55 €

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour les équipements sportifs.

7.14 - <u>ACTUALISATION DES TARIFS APPLICABLES AU 1er JANVIER 2024 - ACTIVITÉS JEUNESSE</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Tout usager fréquentant une activité municipale doit s'acquitter de son droit d'entrée au regard des tarifs en vigueur,

Il est proposé au Conseil de voter l'actualisation des tarifs suivants :

LIBELLÉ	TARIFS AU 1ER JANVIER 2024
100 % vacances 5/8 ans et 8/11 ans	
100 % Tranche 1 < 450€	9,00 €
100 % Tranche 2 < 451€ < QF < 800€	10,75 €
100 % Tranche 3 < 801€ < QF < 1100€	11,85 €

100 % Tranche 4 < 1101€ < QF < 1250€	13,05 €
100 % Tranche 5 < 1251€ < QF < 1400€	15,30 €
100 % Tranche 6 > 1401€	17,45 €
100 % Hors Lunel	22,75 €
Clubs Ados 11/17 ans	
Club Ados adhésion annuelle (mercredi **ou** samedi)	11,30 €
Club Ados adhésion annuelle (mardi **et** jeudi)	11,30 €
Club Ados adhésion annuelle (mercredi **et** samedi)	22,60 €
Club Ados adhésion annuelle (accès aux 3 accueils)	31,65 €
Club Ados adhésion annuelle hors Lunel (mercredi **ou** samedi)	22,60 €
Club Ados adhésion annuelle hors Lunel (mardi **et** jeudi)	22,60 €
Club Ados adhésion annuelle hors Lunel	45,15 €

(mercredi **et** samedi)	
Club Ados adhésion annuelle hors Lunel (accès aux 3 accueils)	63,30 €
Participation sortie	2,10 €
Club Ados 1/2 journée ou nuitée Tranche 1 < 1100€	4,70 €
Club Ados 1/2 journée ou nuitée Tranche 2 < 1101€ < QF < 1300€	5,80 €
Club Ados 1/2 journée ou nuitée Tranche 3 > 1301€	6,95 €
Club Ados 1/2 journée ou nuitée Hors Lunel	11,65 €
Club Ados 1 journée Tranche 1 < 1100€	9,45 €
Club Ados 1 journée Tranche 2 < 1101€ < QF < 1300€	11,65 €
Club Ados 1 journée Tranche 3 > 1301€	14,05 €
Club Ados 1 journée hors Lunel	23,25 €
Mini Séjour	
Mini séjour 2 jours 1 nuit	33,90 €

Mini séjour 3 jours 2 nuits	90,40 €
Séjour 5 jours 4 nuits	220,35 €
Mini séjour 2 jours 1 nuit hors Lunel	49,85 €
Mini séjour 3 jours 2 nuits hors Lunel	132,95 €
Séjour 5 jours 4 nuits hors Lunel	321,25 €

Activités Municipales de Loisirs par tranche	
AML Tranche 1 < 450€	55,40 €
AML Tranche 2 < 451€ < QF < 900€	66,45 €
AML Tranche 3 < 901€ < QF < 1100€	77,55 €
AML Tranche 4 < 1101€ < QF < 1300€	88,60 €
AML Tranche 5 > 1301€	99,70 €
AML Annuelle Hors Lunel	144,00 €

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour les activités jeunesse.

7.15 - <u>ACTUALISATION DES TARIFS APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2024 – AFFAIRES SOCIALES</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Il est proposé au Conseil de se prononcer sur l'actualisation des tarifs suivants, applicables au 1er janvier 2024 :

PORTAGE DE REPAS À DOMICILE	
Revenus mensuels	Tarifs du repas
Revenus ≤ 1 000 €	6,55 €
1 000 € < Revenus ≤ 1 300 €	7,80 €
1 300 € < Revenus	9,20 €

TÉLÉASSISTANCE ABONNEMENT	
Revenus mensuels	Tarifs mensuel
Revenus ≤ 961 €	17,70 €
961 € < Revenus ≤ 1 221 €	20,80 €
1 221 € < Revenus ≤ 1 481 €	25,25 €
1 481 € < Revenus ≤ 1 731 €	29,20 €
1 731 < Revenus	34,40 €

TÉLÉASSISTANCE OPTIONS	
Libellé	Tarifs mensuel
Birdy (GSM)	7,70 €
Détecteur de chute	3,15 €

FOYER MUNICIPAL DES RETRAITÉS ADHÉSION	
Libellé	Tarifs
Résidents lunellois - Annuelle	21,00 €
Résidents lunellois – du 1er septembre au 31 décembre	7,00 €
Non résidents lunellois	30,00 €

FOYER MUNICIPAL DES RETRAITÉS RESTAURATION	
Revenus mensuels	Tarifs
Revenus ≤ 1 000 €	5,85 €
1 000 € < Revenus ≤ 1 300 €	7,75 €
1 300 € < Revenus	9,20 €
Invités	13,00 €

Non résidents Lunel	14,00 €

FOYER MUNICIPAL DES RETRAITÉS TRANSPORT EN MINIBUS DES RETRAITÉS	
Libellé	Tarifs
Billet valable pour 5 trajets aller-retour	8,25 €

CENTRE SOCIO-CULTUREL MAISON JEAN -JACQUES ROUSSEAU COTISATION ANNUELLE	
Libellé	Tarifs
Cotisation annuelle individuelle	5,80 €
Cotisation annuelle familiale	11,60 €

CENTRE SOCIO-CULTUREL MAISON JEAN -JACQUES ROUSSEAU ATELIERS ROUSSEAU (par personne)	
Libellé	Tarifs
Participation	1,80 €

CENTRE SOCIO-CULTUREL MAISON JEAN -JACQUES ROUSSEAU ACTIVTÉS (par personne)	
Libellé	Tarifs
Balades en famille	2,35 €
Promenades conviviales	2,35 €
Escapades conviviales (-16 ans)	2,35 €
Escapades conviviales (+16 ans)	4,75 €

CENTRE SOCIO-CULTUREL MAISON JEAN -JACQUES ROUSSEAU WEEK-END EN FAMILLE (par nuitée et par personne)	
Libellé	Tarifs
Week-end en famille (-16 ans)	11,40 €
Week-end en famille (+16 ans)	22,85 €

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour les affaires sociales.

7.16 - ACTUALISATION DES TARIFS APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2024 – RÉGIE LOCATION DU MATÉRIEL

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Il est proposé au Conseil de se prononcer sur l'actualisation des tarifs de location du matériel, selon le barème suivant, à partir du 1er janvier 2024.

LIBELLÉ	TARIF 2024
Chaise	1,70 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	38,30 €
Matériel rendu endommagé	18,70 €
Bancs (2x20m x 0,25)	13,60 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	136,30 €
Matériel rendu endommagé	68,10€
Plateau (2x5m x 0,50m) + deux tréteaux	8,90 €
Tréteau non rendu ou irrécupérable	89,00 €
Tréteau rendu endommagé	46,60 €
Panneau non rendu ou irrécupérable	120,00€
Panneau rendu endommagé	63,50€
Table Tubulaire (2,20 m x 0,70m)	20,35 €
Tréteau non rendu ou irrécupérable	204,35€
Tréteau rendu endommagé	102,20 €
Table Ronde (diamètre 1,50m)	15,75 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	550,40 €
Matériel rendu endommagé	275,10 €
Manges Debout	14,00 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	141,70 €
Matériel rendu endommagé	84,65 €
Matériel Élection Urnes	15,90 €
Matériel Election Isoloirs	15,90 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	224,65 €
Matériel rendu endommagé	118,10 €
Barrière	7,25 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	222,30€
Matériel rendu endommagé	118,10 €
Grille Caddie	15,90 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	177,90 €
Matériel rendu endommagé	108,45€
Scène* – livrée, montée, démontée tarif / m²	45,90 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	Valeur remplacement
Matériel rendu endommagé	Coût de la réparation
Podium Roulant* (50m2)	160,75 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	Valeur remplacement
Matériel rendu endommagé	Coût de la réparation
Tente* livrée, montée, démontée	768,40 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	Valeur remplacement
Matériel rendu endommagé	Coût de la réparation

Tribune Portative	160,75 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	1047,65 €
Matériel rendu endommagé	561,30 €
Tubulure	30,40 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	564,10 €
Matériel rendu endommagé	282,50 €
Matériel de Sonorisation – matériel mis en place par régisseurs	748,00 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	7485,35 €
Matériel rendu endommagé	748,55 €
Coffret Électrique - Mise en place	460,00 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	Valeur remplacement
Matériel rendu endommagé	Coût de la réparation
Pack pour professionnels du Lunellois 1 tente (8x5) livrée, démontée, 100 chaises ou 20 bancs et 10 plateaux et tréteaux correspondants	1080,40 €
Matériel non rendu ou irrécupérable	Valeur remplacement
Matériel rendu endommagé	Coût de la réparation

* En cas de dégradation du matériel, le bénéficiaire s'engage à rembourser à la commune, sur présentation de la facture, le prix de la réparation.

* En cas de non restitution ou de destruction du matériel prêté, le bénéficiaire s'engage à rembourser à la commune la valeur de remplacement de ce matériel.

CAUTIONNEMENT	Tarif 2024
Tente (livrée, montée, démontée)	1441,50 €
Grande Scène (100m²) – Livrée, montée, démontée	561,40 €
Tribune portative	369,00 €
Matériel de sonorisation	748,55 €
Autres matériel	276,40 €

FORFAIT TRANSPORT	Tarif 2024
Tribune portative	144,15 €
Autres matériels – Livraison sur Lunel -	127,00 €
Autres matériels – Livraison à l’extérieur de Lunel	144,15 €

Le bénéficiaire assume l'entière responsabilité du matériel prêté et de son usage dès sa prise en charge et jusqu'à restitution, sans pouvoir exercer contre la commune aucun recours du fait de l'état du matériel ou de son utilisation.

Il est précisé que toutes les mises à disposition de matériel sont gratuites pour les associations lunelloises.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de

M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour la régie location du matériel.

7.17 - <u>ACTUALISATION DES TARIFS AU 1ER JANVIER 2024 – ACCUEILS DE LOISIRS PERISCOLAIRES</u>

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Il est proposé au Conseil Municipal d'actualiser les tarifs applicables pour la fréquentation des ccueil de loisirs périscolaires, à compter du 1er janvier 2024, selon le barème suivant :

ACCUEIL DE LOISIRS PÉRISCOLAIRES (ALP) ET AIDE AUX DEVOIRS (Séance matin ou Séance soir ou Séance aide aux devoirs)	
Quotient Familial CAF	À la séance
ALP Tranche 1 - < 450 €	0,75 €
ALP Tranche 2 - 451 € ≤ QF ≤ 900 €	0,80 €
ALP Tranche 3 - 901 € ≤ QF ≤ 1 100 €	0,85 €
ALP Tranche 4 - 1 101 € ≤ QF ≤ 1 300 €	0,90 €
ALP Tranche 5 - > 1 301 €	0,95 €
ALP Tarif hors commune de Lunel	1,30 €

RESTAURATION SCOLAIRE TARIF ENFANT	
Quotient familial Mairie	Prix du repas
REPAS T1 ≤ 228 €	2,95 €
REPAS T2 228 € < QF ≤ 315 €	3,35 €
REPAS T3 315 € < QF ≤ 472 €	4,40 €
REPAS T4 > 472 €	4,55 €
REPAS NON INSCRIT OU NON RÉSERVÉ	5,80 €
RESTAURATION TARIFS ADULTES DANS LES RÉFECTOIRES	
ENSEIGNANT PLAT A EMPORTER HORS RÉFECTOIRE	6,26 €
REPAS PERSONNEL D'ANIMATION PENDANT TEMPS DE TRAVAIL	3,80 €

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour les accueils de loisirs périscolaires.

7.18 – LOCATION PARCELLE DE TERRAIN FRANCS BORDS DU CANAL DE LUNEL

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Il est proposé au Conseil Municipal d'actualiser le tarif de location d'une parcelle sur les francs bords du canal de Lunel, selon le barème suivant applicable au 1er janvier 2024 :

Libellé	Tarif
Location d'une parcelle de terrain sur les francs bords du Canal de Lunel	475 €

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour la location de parcelles de terrain sur les francs bords du canal de Lunel.

7.19 - ACTUALISATION DES TARIFS LOCATION SALLES MUNICIPALES APPLICABLES AU 1er JANVIER 2024

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Il est proposé au Conseil de se prononcer sur l'actualisation des tarifs de location des salles municipales à compter du 1er janvier 2024 selon les barèmes suivants :

	Associations lunelloises			Associations extérieures, autres structures ou particuliers	
	Réservation récurrente	Manifestation ponctuelle, réservation occasionnelle			
Espace Castel - 173 rue Marx Dormoy		Forfait journée	1/2 journée	Forfait journée	1/2 journée
Ambrussum	Gratuit	129,85 €	64,95 €	168,80 €	84,40 €
Caladons	Gratuit	77,65 €	38,85 €	100,95 €	50,50 €
Via Domitia	Gratuit	77,65 €	38,85 €	100,95 €	50,50 €
Gaucelms	Gratuit	77,65 €	38,85 €	100,95 €	50,50 €
Valatoura	Gratuit	77,65 €	38,85 €	100,95 €	50,50 €
Auditorium	Gratuit	408,90 €	204,45 €	531,55 €	265,80 €
La Rotonde	Gratuit	129,85 €	64,95 €	168,80 €	84,40 €
La Rotonde + Office traiteur	Gratuit	254,80 €	127,40 €	331,25 €	165,65 €
Auditorium + La Rotonde	Gratuit	470,00 €	235,00 €	611,00 €	305,50 €
Ensemble Castel	Gratuit	750,00 €	375,00 €	975,00 €	487,50 €
Salle Georges Brassens – 50 rue Tivoli	sans objet	588,20 €	294,10 €	1463,30 €	731,65 €
Espace des Arènes – Esplanade Roger Damour					
Salle des Trophées	sans objet	129,85 €	64,95 €	168,80 €	84,40 €
Salle des Trophées + Office traiteur	sans objet	254,80 €	127,40 €	331,25 €	165,65 €
Terrasse	sans objet	382,20 €	191,10 €	496,80 €	284,40 €
Salle des Trophées+ office traiteur + Terrasse	sans objet	637,00 €	318,50 €	828,05 €	414,05 €
Arènes + Terrasse	sans objet	3 397,10 €		4 853,00 €	
Journée supplémentaire (montage et démontage)	sans objet	1 698,55 €		2 426,50 €	
Arènes + Terrasse + Salle des Trophées	sans objet	3 628,83 €		4 987,75 €	
Journée supplémentaire (montage et démontage)	sans objet	1 813,81 €		2 591,10 €	
Espace Vauban, Salle de réunion	**207 avenue du Général de Gaulle**			**TARIFS**	

	Forfait journée	
	Associations Lunelloises	Gratuit
	Association extérieure	154,70 €
	Employé Municipal – Élus	154,70 €
	Particuliers	154,70 €
	Syndics de Copropriétés	154,70 €
Salle du Mas de Chambon	**56 chemin du Mas de Chambon**	
	Forfait journée	
	Associations Lunelloises	Gratuit
	Syndics de Copropriétés	141,45 €
Salle Folquet	**46 rue Pierre Curie**	
Lunellois, Employé Municipal, Conseiller Municipal, Organisme Extérieurs		
	Mise à disposition du vendredi 10h au samedi 10h	764,40 €
	Mise à disposition du samedi 10h au lundi 10h	1 069,90 €
	mise à disposition du vendredi 10h au lundi 10h	1 836,95 €
Association Lunelloise	1ère location gratuite*	
	Mise à disposition du vendredi 10h au samedi 10h	613,65 €
	Mise à disposition du samedi 10h au lundi 10h	919,10 €
	mise à disposition du vendredi 10h au lundi 10h	1 528,10 €
Lotos – réservés aux associations Lunelloises	*Forfait journée*	
	Mise à disposition le vendredi	613,65 €
	Mise à disposition le samedi	919,10 €
	Mise à disposition le dimanche	919,10 €
Tarif journalier association Lunelloises	*Forfait journée*	
	Ouverture du lundi au jeudi exclusivement	613,65 €
Tarif horaire associations Lunelloises	Plage horaire 10 heures / 18 heures avec un minimum de 3 heures de réservation	
	Du lundi au jeudi	24,15 €
Manifestations en partenariat avec la Mairie	*1ère location gratuite * - sauf pour les lotos*	
Mise à disposition temporaire à usage professionnel		
	Tarif journalier	25,90 €
	Tarif mensuel	375 €

**Gratuité réservée aux associations à vocation caritative, sportive, culturelle, sociale ou de loisirs.*

En cas de restitution de la salle dans un état de propreté non satisfaisant, la ville facturera à l'utilisateur une prestation de ménage

Prestation	TARIFS 2024
Intervention ménage	50,00 €

Toute personne physique ou morale sollicitant la location des espaces municipaux devra être en possession d'une police d'assurance responsabilité civile.

Cautionnement	TARIFS 2024
Espace Castel – Salles de réunion	258,50 €
Espace Castel – Auditorium	517,00 €
Espace Castel – La Rotonde	517,00 €
Espace Castel – Auditorium + La Rotonde	517,00 €
Espace Castel – Ensemble Castel dans sa totalité	517,00 €
Salle Georges Brassens	877,20 €

Espace des Arènes – Salle des Trophées	1 213,25 €
Espace des Arènes – Terrasse	1 213,25 €
Espace des Arènes – Salle des Trophées + Terrasse	1 213,25 €
Espace des Arènes – Salle des Trophées + Terrasse + Arènes	1 213,25 €
Salle Folquet	748,50 €
Espace Vauban, salle de réunion	309,45 €
Salle du Mas Chambon	145,45 €

Dans la continuité du soutien de la Ville au tissu associatif, les associations lunelloises pourront bénéficier annuellement d'une mise à disposition à titre gracieux d'un des espaces municipaux (sous réserve de disponibilité et après validation de l'objet et de la nature de l'événement organisé).
Lors des campagnes électorales, une salle peut être mise à disposition gracieusement, pour chaque tour de vote, au profit d'un parti ou d'un candidat qui en fait la demande.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour la location de salles municipales.

7.20 - ACTUALISATION DES TARIFS APPLICABLES AU 1er JANVIER 2024 – ORGANISATION DES SPECTACLES ET ÉVÈNEMENTS

Rapporteur : Monsieur le Maire.

Dans le cadre de l'actualisation des tarifs de la régie de recettes « Culture, arts et spectacles » du service culturel, une tarification des spectacles programmés par la Ville de Lunel, applicable au 1er janvier 2024, est proposée selon la grille ci-dessous :

Catégorie *	Plein tarif	Seniors (+ de 65 ans), comités d'entreprise Chômeurs, étudiants, allocataires du RSA Moins de 12 ans
1	52,00 €	36,00 €
2	40,50 €	28,50 €
3	31,00 €	21,50 €
4	25,50 €	18,00 €
5	17,00 €	12,00 €
6	12,00 €	8,50 €

Spectacles jeune public	Collège et lycée	Maternelle et élémentaire
	4,00 €	3,00 €

* Catégorie : en fonction du spectacle, de la jauge et de sa nature.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, à la majorité abolue des voix, 7 voix contre : M. BARBATO, Mme LEMAIRE plus le pouvoir de Mme RAZIGADE, Mme HUGO, Mme PLANE plus le pouvoir de M. C. CHABERT, Mme BUFFET, approuve l'actualisation des tarifs applicables au 1er janvier 2024 pour l'organisation des spectacles et évènements.

8 – COMMUNICATION DES ACTES

8.1 - COMMUNICATION DÉCISIONS MUNICIPALES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2020 prise en application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Maire communique, pour information au Conseil Municipal, les décisions prises pendant la période allant du 26 octobre 2023 au 28 novembre 2023.

N°	Date	Service	Libellé
557	26/10/23	MPA	Décision de confier une étude en vue de l'aménagement d'une voie de liaison au droit du Pôle d'Echange Multimodal et de formalisation d'une AOP à la société MEDIAE sise au 352 chemin des Oliviers à Lunel (34400). Le montant total de la prestation s'élève à 36 830,00 € HT.
558	26/10/23	SPO	Renouvellement de la convention de mise à disposition d'équipements sportifs municipaux hors piscine à titre gratuit à l'association Gallia Club de Lunel, du 1er septembre 2023 au 31 août 2024 .
559	27/10/23	ST	Convention de mise à disposition d'un local communal sis 89 rue des 4 vents à Lunel, à titre gratuit, à l'association l'Arbre à Palabres du 19 novembre 2023 au 20 juin 2024.
560	30/10/23	ST	Convention de mise à disposition d'un local commercial sis 188 rue de la Libération, à titre gratuit, du 1er décembre 2023 au 12 janvier 2024, à Monsieur Firmin Cédric, pour l'installation d'un « village de Noël ».
561	02/11/23	ST	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal sis 46 rue Pierre Curie, à titre gratuit, à la croix rouge Française unité locale du pays du Vidourle, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.
562	02/11/23	ST	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal, à titre gratuit, au centre d'information sur les droits des femmes et des familles « CIDFF », du 1er novembre 2023 au 30 septembre 2024.
563	02/11/23	ST	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal sis 207 avenue du Général de Gaulle, à titre gratuit, à la croix rouge Française unité locale du pays du Vidourle, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.
564	02/11/23	CULT	Décision d'autoriser les demandes de subventions au titre de la programmation culturelle 2024.

565	06/11/23	CULT	Convention de mise à disposition de la salle Brassens, à titre gratuit, à l'association Le Trophée Pescalune, les 18 novembre et 19 novembre 2023.
566	06/11/23	CULT	Décision de signer une convention d'accueil en résidence d'artistes, avec l'association COOPERZIC du 20 novembre au 24 novembre 2023.
567	08/11/23	MPA	Décision de confier des prestations relatives à la mise en place du village de Noël et la forêt enchantée aux sociétés suivantes : – Mise en scène du village de Noël avec chalets, décorations, son et lumières – SARL Kangoo Park – 19 920,00 € TTC, – Père Noël – Société Masc Production - 700,00 € TTC.
568	14/11/23	SG	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel à M.José FRUTOS à compter du 1er octobre 2023 pour une durée de 3 ans.
569	14/11/23	SG	Convention d'occupation temporaire d'une parcelle située sur les francs bords du canal de Lunel à Mme Suzanne GUIVAUDON à compter du 1er décembre 2023 pour une durée de 3 ans.
570	16/11/23	MPA	Décision de confier une prestation de prise en charge et de gestion des archives à la SAS Xelians Archivage sise au 15 avenue Marcellin Berthelot à Villeneuve-la-Garenne (92390). Le montant forfaitaire de la prestation s'élève à 13 184,10 € HT. Le montant maximum des prestations complémentaires, qui seront exécutées en cas de nécessité est de 39 900,00 € HT.
571	16/11/23	CULT	Renouvellement de l'adhésion du musée Médard à l'International Council of Museums (ICOM) pour l'année 2024. Le montant de l'adhésion s'élève à 460 € TTC.
572	16/11/23	CULT	Contrat de cession de droits de prestations avec l'association AURAL, à l'occasion de l'animation de contes qui seront donnés les samedis 18 novembre, 2 et 9 décembre 2023. Le montant total des prestations s'élève à 375 € TCC.
573	16/11/23	SOC	Décision de conclure avec l'occupant un avenant à la convention d'occupation précaire dans le logement d'urgence n° 1 de la Maison Coluche sise 5 rue Arago à Lunel pour proroger la convention à compter du 20 novembre 2023 jusqu'au 19 décembre 2023.
574	16/11/23	SOC	Décision de conclure avec l'occupant un avenant à la convention d'occupation précaire dans le logement d'urgence n° 2 de la Maison Coluche sise 5 rue Arago à Lunel pour proroger la convention à compter du 15 novembre 2023 jusqu'au 14 décembre 2023.
575	17/11/23	MPA	Décision de confier les travaux de réhabilitation d'une serre agricole à la SAS Tech-Agri Consulting. Le montant total de la dépense s'élève à 7 305,69 € HT.
576	17/11/23	CULT	Convention de mise a disposition de la salle Georges Brassens à l'association Les Pescalunes pour l'organisation d'un repas dansant le 4 décembre 2023.

577	17/11/23	SOC	Renouvellement d'une demande de subvention auprès de l'État pour un montant de 50 000 €, pour le poste de Conseiller Numérique et signature d'une convention avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour une période allant du 10 octobre 2023 au 9 octobre 2027.
578	17/11/23	SOC	Convention avec l'association « Languedoc Accompagne-ment » pour la mise en place de huit ateliers numériques et de Vini-Yoga à destination des personnes de plus de 60 ans.
579	20/11/23	FIN	Contrat de prêt avec la Banque Arkéa pour le financement des investissements 2023 pour un montant de 1 250 000 € . Cette décision abroge la décision DM731FIN556.
580	21/11/23	ST	Convention de mise à disposition d'un local communal sis 89, Rue des 4 vents – Salle centrale espace Bonnet – à l'association L'art Ré-Création du 19 novembre 2023 au 23 juin 2024.
581	21/11/23	ST	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal sis 207, avenue du Général de Gaulle – espace Vauban – à l'association Enfance et Solidarité, du 1er janvier au 31 décembre 2024.
582	21/11/23	ST	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal sis 56, Chemin du Mas de Chambon – Salle Mas de Chambon – à l'IME les Pescalunes, du 1er novembre 2023 au 30 juin 2024.
583	21/11/23	DJ	Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans le cadre de l'instance n° 230648768 introduite par Madame Arianne SOUSTELLE (expertise désordres subis sur son habitation).
584	22/11/23	MPA	Attribution du marché relatif aux travaux de création d'une noue sur le réseau pluvial communal de la Laune au droit du Hameau des Lanes à la société SPIE Batignolles Valerian. Le montant forfaitaire s'élève à 261 071,08 € HT.
585	22/11/23	FIN	Contrat de prêt avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de l'opération d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration des eaux usées de la commune de Lunel pour un montant de 450 000 €.
586	22/11/23	FIN	Contrat de prêt avec la Banque Postale pour le financement de l'opération d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration des eaux usées de la commune de Lunel pour un montant de 450 000 €.
587	24/11/23	CULT	Contrat de cession de droit d'exploitation avec Stéphane SENEGAS pour l'accueil de l'exposition « Itinéraire d'un trait » dans l'espace Louis Feuillade. Montant de la dépense : 4 500 € TCC.
588	24/11/23	CULT	Contrat de cession de droits de représentation avec l'association Cooperzic à l'occasion du concert du groupe Bal O'Gadjo qui sera donné le 27 janvier 2024 à la salle Georges Brassens. Montant de la dépense : 2 426.50 € TTC.
589	24/11/23	CULT	Contrat de cession de droits de représentation avec l'association Opéra Orchestre National Montpellier à l'occasion du concert « Les grandes pages d'opéra » qui sera donné le 3 février 2024 à la salle Georges Brassens. Montant de la dépense : 2 637,50 € TTC.
590	24/11/23	CULT	Contrat de cession de droits de représentation avec l'association Masc'Production à l'occasion du concert de Noël de Mathieu SEMPERE qui sera donné le 17 décembre 2023 en l'Église Notre Dame du Lac. Montant de la dépense : 4 620,00 € TCC.
591	24/11/23	MPA	Décision de confier la prestation de restauration de la toile « le

			Bienheureux Gérard de Lunel » à Mme Anne RIGAUD, conservatrice d'oeuvres d'art, pour une durée de 12 mois. Montant forfaitaire : 11 337,00 € HT.
592	24/11/23	MPA	Attribution des deux lots du marché « Prestations évènementielles et de communication pour l'organisation de la soirée de présentation des voeux à la population 2024 à la SARL SUD EVENTS. – Lot 1 – Gestion évènementielle, son et lumière, traiteur et coordination globale : Prix forfaitaire : 66 140 € HT, – Lot 2 – Réalisation d'une vidéo des voeux et création graphique autour de l'évènement : Prix forfaitaire : 13 841 € HT.
593	27/11/23	URB	Décision d'ester en justice dans l'instance n° parquet 04628028462023 introduite par la Ville de Lunel devant le tribunal judiciaire de Montpellier contre Madame BECKERT Violette et Monsieur BECKERT François et de mandater le cabinet CGCB Avocats.
594	27/11/23	RU	Bail dérogatoire au profit de Monsieur Antonio GARCIA, lauréat de l'appel à candidature « ma boutique à l'essai » pour le local commercial sis 131, rue de la Libération à Lunel, pour une durée d'un an à compter du 1er décembre 2023. Montant du loyer mensuel 307 €.
595	28/11/23	ST	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban – au Secours Catholique du 1er janvier au 31 décembre 2024.
596	28/11/23	ST	Renouvellement convention de mise à disposition d'un local communal – Espace Vauban – aux Restaurants du Coeur, du 1er janvier au 31 décembre 2024.
597	28/11/23	ST	Convention de mise à disposition d'un local communal – Salle centrale Espace Bonnet – à l'association Dans la peau d'une autre, du 1er décembre 2023 au 30 juin 2024.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de ces décisions.

Décision municipale n° 583 du 21 novembre 2023

Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans le cadre de l'instance n° 230648768 introduite par Madame Arianne SOUSTELLE (expertise désordres subis sur son habitation).

Mme BUFFET demande un rappel des faits.

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit de travaux de voirie exécutés en 2016 chemin des Surveillants et la personne se plaint d'une partie humide sur son bâtiment. Depuis il y a un débat sur la question.

M. HERMABESSIÈRE indique qu'il n'y a pas de trottoirs contre sa maison et lorsqu'il pleut l'eau vient au bord de sa façade et elle a des remontées du pluvial. Ce dernier a été repris afin de renvoyer l'eau dans le fossé mais dès qu'il pleut il y a 20 cm d'eau. À part de refaire...

Monsieur le Maire rappelle que cela a été réalisé en 2016 par des gens compétents.

Mme PLANE rappelle que de nombreuses personnes étaient dans la majorité ici même parmi l'opposition.

Monsieur le Maire reconnait lorsqu'il y a un dysfonctionnement et c'est l'occasion de rappeler que la perfection n'existe pas.

Mme PLANE indique que puisqu'il est question de travaux mal réalisés (elle n'est pas la seule à être en colère) notamment sur l'état de l'avenue du Colonel-Simon. C'est inadmissible qu'après une première phase de travaux et une deuxième qu'elle soit dans cet état alors que l'avenue est sensée être « clean » ! A priori c'est EIFFAGE qui a goudronné. Elle voudrait savoir s'ils vont re-goudronner et refaire le travail mal exécuté.

Monsieur le Maire explique que la ville a saisi le Département en faisant un état des lieux. Aujourd'hui, nous n'avons pas constaté de désordres mais il est fort possible qu'il y en ait. Pour le constater il faudrait qu'il pleuve énormément, voir les problématiques qu'il peut y avoir. Nous les avons alertés par courrier, nous sommes en attente de la réponse.

Mme PLANE souligne que le revêtement de la route est aberrant.

Monsieur le Maire répète que nous les avons saisis. Il faut à présent un retour avec leur propre analyse et qu'ils fassent des propositions. Nous les avons alertés sur des craintes éventuelles. Nous n'avons rien constaté d'officiel.

Mme PLANE souligne que lorsqu'on circule on s'aperçoit que le revêtement est mal fait.

Monsieur le Maire rappelle qu'un courrier a été adressé et des réserves sont émises. Il faut que la procédure fasse son oeuvre.

Décision municipale n° 593 du 27 novembre 2023
Décision d'ester en justice dans l'instance n° parquet 04628028462023 introduite par la Ville de Lunel devant le tribunal judiciaire de Montpellier contre Madame BECKERT Violette et Monsieur BECKERT François et de mandater le cabinet CGCB Avocats.

Mme BUFFET sollicite des explications.

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit de la construction interdite d'un hangar en zone agricole.

Mme HUGO souhaite revenir sur le Musée Médard. Aujourd'hui c'est le dixième anniversaire de la fondation du Musée Médard et elle a appris avec grand regret le départ imminent du directeur Claudio GALLERI. C'est très dommage et elle veut savoir ce que la municipalité compte faire pour le remplacer, c'est très important car le Musée Médard a le label Musée de France et qu'il ne faut surtout pas le perdre.

Monsieur le Maire indique que les élus sont conscients, c'est la raison pour laquelle nous lançons un appel à candidature. C'est la vie normale des agents qui ont la liberté de faire des choix.

Mme HUGO fait remarquer qu'il aurait pu rester. Il faut faire très attention que cela ne se reproduise pas et recruter quelqu'un de compétent qui reste.

Monsieur le Maire estime que ce sont des voeux que l'on peut toujours formuler, nous sommes d'accord, il faut pérenniser les agents, mais c'est leur choix.

Mme HUGO demande si quelqu'un va le remplacer dans les mois à venir ?

Monsieur le Maire rappelle qu'un recrutement est lancé et il faut que des candidats postulent, montrent qu'ils sont intéressés, c'est tout un parcours. À supposer que personne ne réponde dans les trois mois nous relancerons un recrutement jusqu'à obtenir une réponse.

Mme HUGO : Pour l'instant vous n'avez personne ?

Réponse négative de Monsieur le Maire qui indique que de plus nous sommes tenus par des délais.

Mme HUGO répète qu'il ne faut surtout pas perdre ce label.

Monsieur le Maire est d'accord.

Mme HUGO précise que c'est important pour la culture et pour Lunel.

Le Conseil Municipal prend acte des décisions municipales prises pendant la période allant du 26 octobre 2023 jusqu'au 28 novembre 2023.

8.2 - COMMUNICATION DES ARRÊTÉS RELATIFS À LA DÉLIVRANCE ET LA REPRISE DES CONCESSIONS DANS LES CIMETIÈRES

Rapporteur : Mme GOUGEON.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2020 prise en application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Monsieur le Maire communique, pour information au Conseil Municipal, les actes relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières prises pendant la période allant du 27 octobre 2023 au 7 novembre 2023 .

N°	Date	Titres
0947	27/10/23	Attribution d'une concession 15 ans constructible d'une superficie de 4 places dans le cimetière communal Saint-Gérard à Monsieur X à compter du 24 octobre 2023 afin d'inhumer sa fille Madame X et d'y fonder une sépulture individuelle. Montant de la concession nouvelle : 2739 €.
0977	07/11/23	Attribution d'une concession non constructible trentenaire d'une superficie de 2 places dans le cimetière Saint Gérard à Madame X à compter du 31 octobre 2023 afin d'inhumer son frère Monsieur X et d'y fonder la sepulture famillliale. Montant de la concession nouvelle : 688 €.
0978	07/11/23	Attribution d'une case pour 30 ans au columbarium du cimetière Saint-Pierre à Monsieur X à compter du 2 novembre 2023 afin d'inhumer son épouse Madame X. Montant : 858 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de ces arrêtés.

Mme GOUGEON précise sur l'arrêté n° 947 que la somme totale comprend le terrain et le caveau.

Le Conseil Municipal prend acte des arrêtés relatifs à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières prises pendant la période allant du 27 octobre 2023 au 7 novembre 2023.

Monsieur le Maire annonce la date éventuelle du prochain Conseil Municipal : mardi 6 février 2024 à 17 h 00.

Monsieur le Maire souhaite d'agréables fêtes de fin d'année.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 00.

Le Maire,

Pierre SOUJOL

La secrétaire de séance,

Paulette GOUGEON